This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

56
5(9)

BOUGHT WITH
THE INCOME FROM
THE BEQUEST OF
THOMAS WREN WARD,
OF BOSTON, MASS.,
LATE TREASURER OF
HARVARD COLLEGE.

JUN 5 1888

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

JOSEPH DE MAISTRE

PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS

[illegible] — [illegible] Typ. & Stéréot., rue [illegible]

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

J. DE MAISTRE

NOUVELLE ÉDITION

Contenant ses Œuvres posthumes et toute sa Correspondance inédite

TOME NEUVIÈME

CORRESPONDANCE

I

20 février 1786 — 30 décembre 1805

LYON

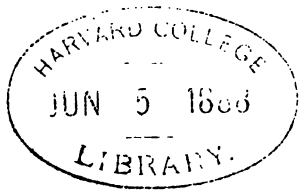
LIBRAIRIE GÉNÉRALE CATHOLIQUE et CLASSIQUE

VITTE ET PERRUSSEL, ÉDITEURS-IMPRIMEURS

3 et 5, Place Bellecour

1884

40556.27.5 (9)
~~FH, 2128~~



Ward fund.

LETTRES

DE

J. DE MAISTRE

1

A Monsieur ***.

Chambéry, 20 février 1786.

Si je ne vous ai pas parlé de Mlle Saint-Val, votre parente, c'est que j'ai rarement le temps de beaucoup parler par lettres. J'ai trouvé sa réputation prodigieusement exagérée, comme tout ce qui vient de France. Elle rend très mal les sentiments tendres, excepté dans Mérope, où l'amour maternel parle assez bien par sa bouche. Quant à l'amour tout court, elle n'y entend rien. Elle pleure les déclarations ; je vous assure que je n'ai jamais rien vu de si faible. Ses gestes en général sont faux, guindés, monotones, et tous faits devant le miroir. Parce qu'elle n'est pas jolie (est-ce notre faute ?) elle est continuellement cachée *derrière* ses gestes. Un mouchoir éternel, étendu en paravent,

brave toutes les lorgnettes, et nous n'avons pas encore vu les mains de cette actrice au dessous de son front. Sa prononciation n'est pas non plus à l'abri de la critique; elle est souvent affectée et emphatique, ses accents graves ne valent rien. Elle fait sentir désagréablement certaines consonnes finales. Dans *hélas! murs, fers, plus, fils,* etc., l's siffle, comme un serpent dans la canicule ; mais son plus grand défaut, c'est une certaine exclamation de son invention et qui ne ressemble à rien. C'est un cri qui prend la place des *eh!* et des *ah!* très communs dans la tragédie. Mme de Morand, qui la contrefait parfaitement, vous donnera ce plaisir quand vous la verrez ; en attendant imaginez un vigoureux Auvergnat qui assène son coup de hache. Prenez la bouffée de respiration qu'il lance du creux de son poumon pour se soulager, joignez-y le ton pleureur, c'est à peu près cela. Les poètes durs sont précisément ceux qu'elle rend le mieux. Elle ne sait pas déclamer Racine, elle rend mieux Voltaire, parce qu'il est plus sentencieux et moins naturel. Elle ne nous a rien donné de Corneille, ni de Crébillon, parce qu'apparemment ces petits écrivains ne sont pas dignes de son talent : mais Du Belloi, Lemierre et compagnie, voilà ses bons amis, et certainement ils lui doivent une statue. Malgré tous ces défauts, votre belle-sœur peut passer pour une grande actrice, pourvu qu'elle ne sorte pas de son genre. Elle exprime fort bien la fureur, la jalousie, le désespoir, en un mot tous les sentiments fougueux et déchirants ; il faudrait seulement l'avertir de ne pas s'emporter, car alors elle hurle et fatigue

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

JOSEPH DE MAISTRE

vrette dont vous me parliez, mais précisément parce que vous n'en dites rien, je me flatte qu'elle a cédé. Guérissez, guérissez vite, mon cher ami : au nom de Dieu, faites-moi ce plaisir. — Je vous écris à bâtons rompus, sans trop savoir ce que je dis; un déménagement complet, une maison de trois étages à réparer et à meubler, un mariage et le bureau : il n'y a plus que vous à qui je puisse écrire.

Mille choses à Madame la Comtesse, dont j'ai bien partagé les alarmes. Adieu, adieu, je ne sais plus où est ma tête, mais mon cœur est toujours à la même place, et nul sentiment n'a droit d'y coudoyer l'amitié !.... *vale !!!...*

Lundi prochain le contrat, et le reste quand il plaira à la Lune.

3

A Mlle Thérèse de Maistre, sa sœur.

Carouge, 4 mai 1790.

Ta lettre, ma chère Thérésine, m'a pénétré de bonheur comme une éponge qu'on trempe dans l'eau ; la moindre gentillesse de mon Adèle est une béatitude pour son papa.

Je suis faible sans doute, un père a droit de l'être.

Je désirerais aussi le sort *du petit chat*, si mes enfants étaient gauches, insensibles, médiocres, comme tant d'automates baptisés que je connais; et quand je vois ces

petits êtres donner le moindre signe de parenté avec leurs tantes qui m'ont tant gâté, je suis aussi heureux qu'on peut l'être. Je t'avoue que depuis quelque temps je trouvais à ma petite Adèle une certaine torpeur qui m'inquiétait ; il y a peut-être encore dans ses veines quelques atomes massifs, quelques miasmes de Saint-Alban (1) qui circulent dans ses veines avec le souffre de Provence (2) : on ne saurait donc trop l'agiter, l'électriser de toute manière, car le repos ne lui vaut rien. Eh ! que deviendrais-je, bon Dieu ! si, à 18 ans, elle n'aimait ni le voyage de Meillerie, ni le berger de Thompson, ni *les grandes herbes* de Werther, ni les Colonnes Doriques ? — Pardon, ma pauvre Jenni (3), si j'ai écrit une mortelle petite page avant de parler de toi et de ton bras; ce n'est pas que j'oublie ni toi ni lui ; mais quand un père a commencé à parler de ses enfants, c'est une boule sur un plan incliné. Je suis bien touché que ce bras te tourmente toujours ; cependant, Mme de Maistre me dit que le chirurgien a permis quelque mouvement; quand on s'intéresse à quelque chose, on ne reçoit jamais assez de détails.

Adieu, mon cœur ! je t'écris bien à la hâte, mille choses au cher abbé.... et au couple Gagnon, de vive voix ou par écrit.

---

(1) Commune des environs de Chambéry.

(2) Les ancêtres de J. de Maistre habitèrent longtemps le Comté de Nice.

(3) Autre sœur de J. de Maistre.

4

A la Même.

Chambéry, 12 juillet 1790.

Cette colique qui a si fort effrayé ton amitié, ma très chère Thérésine, n'a été, au fond, qu'une mauvaise plaisanterie faite aux êtres sensibles qui sont ici autour de moi. Elle a duré deux heures, et s'en est allée comme elle était venue, sans savoir pourquoi ni comment. Les uns ont dit « c'est du vent », les autres « c'est de l'eau » ; je crois bien que c'était un des quatre éléments qui me jouait ce tour, mais lequel des quatre ? Voilà ce que le docteur Dacquin ni moi n'avons jamais pu expliquer clairement. Il m'a cependant envoyé, pour l'honneur de l'art, une belle fiole, remplie d'une belle potion, et chargée d'une belle étiquette portant « pour prendre chaque demi-heure » ; mais je n'en ai point voulu, et, grâce à Dieu, la douleur ne m'a pas poursuivi assez longtemps pour me faire tomber dans les bras d'Esculape. Ta bonne amie a fait en ma faveur une trop grande dépense de compassion : ma colique n'était que du sucre en comparaison de ce qu'elle a souffert. O pomme indigeste ! plût à Dieu que le serpent t'eût mangée et qu'il en fût crevé. Je ne croyais pas arriver par cette transition à l'*Homme de Désir*, m'y voilà cependant ; car, au fond, tout son livre est sur la pomme.

Tu dis donc que ce prophète te paraît tantôt sublime, tantôt hérétique, tantôt absurde. Le premier point ne souffre point de difficulté. Je te nie formellement le second (1), et je m'engage à soutenir son orthodoxie sur tous les chefs, même sur celui de l'assemblée nationale, qu'il condamne clairement. Sur le troisième point je n'ai rien à te dire, ou, si tu veux, je te dirai qu'il est très certain qu'avec une règle de trois on ne peut pas faire un ange, pas même une huître, ou un savant du café de Blanc : ainsi, le prophète est fou s'il a voulu dire ce que tu as cru ; mais s'il a voulu dire autre chose, ma foi ! qu'il s'explique : c'est son affaire. En attendant, ma très chère, tu peux sans inconvénient entreprendre une seconde lecture. Revoir est là pour te garder de l'enthousiasme : va seulement !

Tu voudrais donc bien me voir aux Echelles, et tes entours ont aussi la bonté de le désirer ? Eh ! bon Dieu, ma chère amie, comment veux-tu que j'aille aux Echelles quand je n'ai pas seulement le temps de t'écrire. Car il est bon de te dire que cette lettre touche à sa fin, malgré mon extrême envie d'ajouter encore bon nombre de pieds-de-mouche. Après cela quel projet peut-on faire ? quel plaisir peut-on se permettre ? je ne vais pas seulement à Vimines ; mais Nane y va pour moi à 5 heures du matin. Demande ! demande-lui comment Rodolphe

---

(1) On voit dans les écrits postérieurs de J. de Maistre, qu'il connut mieux plus tard Saint-Martin, l'auteur de l'*Homme de Désir*.

est fait : moi je n'en dis rien, on ne doit point parler de son *nombre*, de son *poids*, ni de sa *mesure*. Adieu, mon petit cœur. Je baise les mains de ma belle-sœur, et je la remercie mille fois de l'intérêt qu'elle veut bien prendre à moi.

P. S. Il me prend un remords de terminer une lettre dans ce moment, sans y insérer un pauvre petit mot de politique. L'ambassadeur du Roi, à Paris, a montré assez peu de goût pour ne vouloir point de la fête du 14; il arrive demain ou après-demain et passe par la Suisse. Il n'y a plus, je crois, à côté de l'auguste assemblée, que l'ambassadeur d'Angleterre. Ceux qui partent la détestent : celui qui reste se moque d'elle. Adieu.

5

A M. le Comte Henri Costa de Beauregard.

Chambéry, 21 janvier 1791.

Je commence à avoir tout à fait honte, mon très cher Ami, du long silence que je garde avec vous, d'autant plus qu'à mon arrivée ici je trouvai l'*honneur de la vôtre*, qui méritait bien une réponse, quoique je ne vous eusse quitté que depuis deux jours. Je ne sais si vous pouvez concevoir qu'il est possible de se lever tous les jours avec l'envie d'écrire une lettre sans l'écrire ; pour moi, je le conçois très bien et je m'en frappe la poitrine. Aujour-

d'hui cependant je veux mettre fin à mes remords, et vous demander d'abord des nouvelles de tous les *êtres purs*, visibles ou invisibles qui sont chez vous, et de la dame qui couvait encore une de ces *délicieuses créatures* quand je vous quittai à Genève ; parlez-moi de tout cela au long, je vous en prie, car rien ne m'intéresse davantage. Quand vous aurez traité ce sujet, vous me direz quelqu'autre chose, tout ce que vous voulez : par exemple, si vous êtes toujours aussi Neckriste depuis que vous voyez Necker? et si vous n'êtes point amoureux de sa femme? Avez-vous lu Calonne, Mounier, et l'admirable Burke? Comment trouvez-vous que ce rude sénateur traite le grand tripot du Manège et tous les législateurs *Bébés?* Pour moi j'en ai été ravi, et je ne saurais vous exprimer, combien il a renforcé mes idées anti-démocrates et anti-gallicanes. Mon aversion pour tout ce qui se fait en France devient de l'horreur: je comprends très bien comment les systèmes, en fermentant dans les têtes humaines, se tournent en passions ; croyez que l'on ne saurait trop abhorrer cette abominable assemblée. Voyez comment trente ou quarante drôles exécutent ce que le Prince noir et la Ligue n'ont pu faire: les massacres, les pillages, les incendies ne sont rien, il ne faut que peu d'années pour guérir tout cela; mais l'esprit public anéanti, l'opinion viciée à un point effrayant ; en un mot la *France pourrie*, voilà l'ouvrage de ces Messieurs. Ce qu'il y a de vraiment déplorable, c'est que le mal est contagieux et que notre pauvre Chambéry est déjà bien taré. Dernièrement encore, il est arrivé ici une aventure qui a fait le plus

mauvais effet. Monsieur le Gouverneur a eu une prise chaude avec le conseil de ville, au sujet d'un officier cité par devant ce tribunal pour cause de loyer. Il a fait mettre au corps-de-garde le propriétaire qui avait présenté la requête, et la chose a été portée au point qu'il a voulu faire arrêter le Syndic même qui avait décrété cette même requête. Le Marquis de Lasserraz, député auprès de lui pour cette belle affaire avec l'avocat Piccolet lui dit : « Monsieur le Syndic est actuellement en séance, et si V. E. juge à propos de le faire arrêter, elle est la maîtresse de l'envoyer chercher à l'Hôtel-de-Ville », et ils sortirent. Arrivés au milieu de l'escalier, ils songèrent avec frayeur à tout ce qui pouvait arriver, et après avoir tenu un petit conseil, ils remontèrent pour assurer Monsieur le Gouverneur, *que le Syndic qui avait signé la requête ne savait pas que la partie appelée fut un officier*. Le lieutenant général a passé sur cette planche pour reculer. Une partie du Conseil a beaucoup désapprouvé cette démarche des ambassadeurs, et il est résulté de tout cela, de part et d'autre, une dose d'aigreur dont en vérité nous n'avions nul besoin. Au reste, mon cher ami, je vous le dis avec le plus grand regret, tous les jours le pouvoir recule, même lorsqu'il veut avancer, car il s'y prend mal; on donne à notre bon maître des conseils auxquels on ne comprend rien. Nombre de gens dans ce pays et à Turin forment à cet égard d'étranges soupçons ; pour moi je suspends mon jugement ; mais il est sûr cependant qu'un certain esprit souterrain travaille contre l'autorité, et dicte les conseils les plus perfides. Le Gouvernement est dans une

attitude de terreur très déplacée, et quand on tremble, le moyen de faire trembler ? A Carouge, à deux pas de vous, un simple avocat a eu une prise avec l'Intendant pour un objet dépendant de la juridiction de ce dernier; ensuite il est allé chez lui pour lui proposer de se couper la gorge. L'Intendant est venu ou, si vous voulez, s'est sauvé en poste à Chambéry, où une insolence impardonnable est demeurée impunie par l'entremise même des Supérieurs qui auraient du en faire ou en demander justice. Tout a fini par une espèce d'excuse ambiguë qui a du se faire à Carouge *sans publicité*. Voilà, mon cher Ami, comment les choses vont, avec tant de moyens de les bien diriger. Quand je vois tant de faux pas, tant de dangers où l'on se jette volontairement, je suis quelquefois comme le Misanthrope :

J'entre en une humeur noire, en un chagrin profond.

D'autres fois je tâche de me rassurer, mais un petit sermon de votre part ne me sera pas inutile. Il me semble que vous voyez plus en beau, et d'ailleurs vous pensez de mes chers compagnons plus avantageusement que moi ; ainsi, mon très cher ami, je vous exhorte à m'exhorter : j'en ai d'autant plus besoin que le temps est fait pour la tristesse. Quelle nuit ! quel déluge ! hier, j'ai fait une marque à mon baromètre, accompagnée de la date, comme un monument de *Bassesse*, car j'imagine que jamais je ne verrai le mercure là.

Madame la Comtesse veut-elle bien agréer l'assurance de mon respectueux souvenir ? Je me recommande bien fort au sien et au vôtre, mon cher Comte. Embrassez pour

moi les délicieuses créatures et surtout Eugène, le plus pur des purs. Je vous souhaite une demoiselle puisque vous la désirez : mais quand vous serez une cinquième fois papa, quelle que soit l'espèce, dépêchez-vous de m'en faire part. Je souhaite pour la Maman que ce soit aux moindres frais possibles.

Bonjour, mon très cher Ami ; tout à vous pour la vie.

6

Au Même.

Chambéry, 17 février 1791.

A peine ma dernière lettre était à la poste, mon cher ami, que j'appris par M. de Morand la mort de votre pauvre petit enfant. Un père est toujours touché de ces événements, quand même il a quatre fils : cependant est-ce un malheur ? en vérité je n'en sais rien. Le plus heureux des hommes sait combien la vie est sotte, et celui qui la perd avant de la connaître n'est pas trop à plaindre.

Je vous remercie de l'intérêt que vous prenez à mes Gazettes ; par malheur je ne vois pas que les choses s'acheminent à les rendre plus agréables pour vous ; décidément il y a un sort sur notre malheureuse espèce, et, comme vous dites, tout tend au nivellement, c'est-à-dire au chaos. La brochure dont vous me parlez, intitulée : *le premier cri de la Savoie vers la liberté*, est une

petite œuvre bien détestable, imprimée à Paris sur du papier et avec des caractères d'une grande beauté, (notez bien ceci) : on nous y propose doucettement de voir ce qui nous conviendrait le mieux, de nous donner à la Suisse ou à la France, ou de nous révolter pour notre compte. Sous une apparente modération la pièce est fort incendiaire, mais les *amateurs* de Chambéry trouvent cela d'assez bon ton, et l'un d'eux me disait hier qu'il ne doutait pas que si le Roi et le Prince de Piémont lisaient cette brochure, ils ne l'approuvassent beaucoup. Et cela très-sérieusement... Je vous dis qu'ils sont fous. Au reste ce pamphlet, qui contient mille choses dures contre les Piémontais, a fait le plus mauvais effet à Turin, et a produit de la part du gouvernement une de ces niaiseries politiques qui m'impatientent : comme la brochure porte le nom pseudonyme de Gorrin, imprimeur de notre ville, on a cru faire un fort beau coup de lui commander un désaveu ; en conséquence nous avons vu paraître une belle feuille de Monsieur Marc-François Gorrin, portant qu'il a été fort surpris, etc., etc. — Et qu'assurément il est incapable, etc!... Sans doute il est incapable d'avoir d'aussi beau papier et d'aussi beaux caractères. — Ne trouvez-vous pas que de pareilles platitudes font mal au cœur ? et notez bien, ce que j'oubliais de vous dire, que dans cette *prose Gorrin*, qui de sa vie n'a parlé Français, on reconnait clairement le style pur de l'Avocat-Général. Au reste, mon cher ami, il n'y a rien de si difficile que de se procurer cette brochure pour une demi-heure : le Gouvernement en recherche tous les exemplaires avec avidité, ceux qui en ont n'osent pas

les montrer. Ainsi ne soyez point surpris que je ne vous l'aie pas fait connaître. Cette belle pièce a je crois 29 à 30 pages d'impression, on me l'a fait lire très rapidement; depuis j'ai voulu l'obtenir pour une heure, la chose n'a pas été possible. C'est au reste un tas de calomnies fort aisées à réfuter, même d'une manière brillante, si le Gouvernement voulait s'y prêter : mais il vaut bien mieux dicter un placard à Monsieur Gorrin. — *Quos Jupiter vult perdere prius dementat.* N'avez-vous pas oublié le latin ? pour moi j'aime les proverbes en toutes langues, comme votre cheminée de Beauregard le sait très bien.

Quant au *Réveil de la Marmotte*, on n'en dit encore que le titre, mais je ne doute pas que bientôt l'ouvrage ne paraisse. On voit qu'il y a un comité de Savoie comme il y a un comité d'Avignon ; que le ciel les confonde !

Hier on a commencé un nouvel acte de la tragédie Dubois: vous savez peut-être, ou vous ne savez pas, que le jour même où le pauvre diable fut empoisonné, un cuisinier du Marquis de Cordon, français de son métier, demanda brusquement ses gages à son maître et disparut. Dès lors il y a beaucoup d'*on dit* sur son chapitre. On dit (et celui-là au moins est sûr) qu'il est allé à Lausanne : on dit qu'il a cherché à entrer au service du Prince de Condé : on dit qu'il a écrit de Lausanne à un procureur de Chambéry pour savoir *si on l'accusait* de la gentillesse en question : on dit que le procureur a porté la lettre à l'Avocat-Général ; on dit que d'autres domestiques du Marquis de Cordon ont vu bâtir la fatale timbale. Quoi qu'il en soit, sur la demande de la cour

de Turin, le cuisinier gaulois a été arrêté à Lausanne et a été conduit ici sous bonne escorte. Hier déjà, Monsieur le Comte Salteur a eu avec lui un très long tête-à-tête entre quatre bonnes murailles.

J'ai travaillé tout le jour comme un forçat. Après souper, pour finir ma journée d'une manière agréable, je me suis mis à vous écrire, mais il est minuit : adieu, bonsoir. Depuis assez longtemps, le travail forcé ou quelqu'autre cause inconnue m'ont donné une insomnie soutenue qui commence à m'ennuyer. J'aurais grand besoin d'aller un peu, devers Genève, deviser avec vous et me donner du bon temps. Bonsoir encore. Vous savez à quel point je suis à vous et à tout ce qui vous appartient !!!

7

Au Même.

Chambéry, 26 juin 1791.

Dans la ville que vous habitez, mon cher Comte, il se trouve nombre de savants, qui lisent autre chose que les brochures françaises sur les droits de l'homme et l'utilité des lanternes. Partout où se trouvent de tels hommes, les livres profonds vont les chercher ; il est donc possible que celui dont vous trouverez ici le titre se trouve à Genève, et dans ce cas vous voudrez bien m'en faire l'emplette, car plusieurs fois vous m'avez excepté

du nombre des commissionnaires assommants. Je vous offre de tout mon cœur le *réciproque, et plus s'il y écheoit*, comme disent les Sénats. Dans l'ouvrage que je vous demande, un Ragusien, nommé Benoit Stoy, a exprimé en vers latins, aussi beaux que ceux de Lucrèce, toute la philosophie de Newton, c'est-à-dire les vérités les plus sèches et les plus hardies de la physique et même des mathématiques. Ce tour de force, de science et de goût est rendu plus précieux encore par les notes d'un autre Ragusien, encore plus célèbre, l'abbé Boscowich. N'allez pas, je vous en prie, faire le tour des librairies de Genève pour déterrer ce livre ; vous prendriez plus de peine qu'il ne faut et que je ne veux vous en donner. Informez-vous seulement du nom du libraire qui vend ce qu'on appelle *les classiques*, et chez qui vont les docteurs en *us* et en *es :* allez droit chez lui et non ailleurs. Si vous trouvez le livre, vous m'en donnerez la note dans votre prochaine lettre.

Dites-moi quelque chose, je vous prie, de la santé de Madame de Costa, qui n'était pas parfaitement bien lorsque je vous ai, je ne dis pas *vu*, mais *entrevu* dans notre sublime cité, où l'on aurait si grand besoin d'un bon nombre d'hommes comme vous. Vous passez toujours comme une *hirondelle*, et il faut pour ainsi dire, vous tirer *au vol*. C'est cependant bien dommage que vous ne soyez pas ici, non seulement pour vos amis, mais pour vous : car vous verriez ce soir la fête que donnent les *enfants de la place de Lans*, en l'honneur de la naissance du maître. Tentes de feuillage, musique, feu d'artifice etc... Il devait aussi y avoir un repas immense,

mais le Gouvernement a écarté cette idée. L'autre jour, le bruit courut assez hautement qu'on avait affiché, pendant la nuit, un placard portant que, le 26, il y aurait une émeute à Chambéry, et ce qu'il y a d'incroyable et de très sûr, c'est qu'il est arrivé à Turin des lettres de Paris, par lesquelles on demandait *une relation de la Révolution qui devait avoir lieu à Chambéry le* 26. Certaines gens, en combinant ces rumeurs avec la fête d'aujourd'hui, en ont conclu que des agents invisibles préparaient un évènement funeste, et nombre de cercles se sont effrayés. On est allé jusqu'à dire que le Gouverneur et le Premier Président étaient invités à cette fête, non sans raison, *et qu'on avait envie de faire main basse sur eux et sur nombre d'autres*. On ajoutait que, *dans ce moment*, il n'aurait pas fallu permettre une assemblée de ce genre.

J'ai bien dit par ci par là.....!!!

8

Au Même.

Chambéry, 6 janvier 1792.

Dites donc! est-il vrai que notre ambassadeur est fort malade? que le ciel le conserve comme vous sentez; mais si le malheur arrivait, j'espère bien que je recevrais une lettre de vous *Sonica*, non pour avoir la place, car mon étoile n'est pas assez heureuse, mais afin que quelque

bourreau ne vienne pas me dire un jour : « Vous auriez bien pu l'avoir si vous l'aviez demandée », espèce de compliment que j'aime autant que les étrivières en public. L'autre jour, en pleine assemblée, on nous donna pour certain la maladie grave du personnage ; je ne répondis rien, mais tous nos beaux projets me viennent subitement en tête : au reste, ce n'est que du papier perdu. Je suis fâché que mon esclavage ne m'ait jamais permis de passer un certain temps dans votre cité, car il serait possible d'y faire des connaissances utiles dans certaines circonstances possibles.

Je sais, à n'en pas douter, que lorsqu'il fut question d'un président, le vœu de quelques aristocrates de Genève fut suffisant pour exclure une personne très connue de moi. Pourquoi ce même vœu ne pourrait-il pas être utile à un autre ? Ma plume va, vous griffonnant ces lignes de son *bec affilé*, parce qu'elles ne peuvent faire aucun mal, quand même on les appliquerait immédiatement sur la peau d'un malade.

Bonjour, très cher Comte ; pensez toujours de temps en temps à votre ami l'ermite, et quand vous voudrez me faire un bien grand plaisir, dites un mot de moi à votre moitié : soyez sûr que je l'entendrai d'ici.

Je présente mes hommages à Madame la Comtesse. Apprenez-moi vite quand elle vous aura fait le présent, *hic* ou *hæc*, que vous attendez d'elle.

Tout à vous, très cher ami.

9

A Mme de Constantin, sa Sœur.

Chambéry, 17 février 1792.

Non : je ne me priverai point du plaisir d'adresser une lettre à *Madame Constantin*. C'est une jouissance pour moi, et j'en veux écrire la date dans mon journal. Eh ! bien, ma douce Thérésine, te voilà donc *cheu toi*. Oh! le grand mot et qu'il est agréable à prononcer ! Dis-moi donc, mon cœur, combien as-tu fait de tours dans ta campagne? Combien as-tu de chambres et de cabinets ? Combien as-tu de journaux de terre, de bœufs, de vaches, de moutons, de poules et de coqs ? J'espère bien qu'on ne dira pas de toi comme de Perrette « Adieu veau, vaches, cochons, couvées ». Tu ne bâtiras point de châteaux en Espagne: plus heureuse que Perrette, tu tiens des réalités, et je tiens pour sûr que ta sagesse les fera fructifier. Oh ! qu'il me tarde de t'embrasser chez toi, ma bonne amie, et d'y voir le bonheur fixé par ta bonne conduite ! Après le moment où j'ai vu la certitude de ton établissement, il n'y en aura pas de plus doux pour moi, que celui où je sauterai à bas de ma voiture dans ta cour.

Courez, volez, heures trop lentes
Qui retardez cet heureux jour.

J'ai joui d'ici de ton entrée triomphale à La Roche. Quel temps ! quel soleil fait exprès ! et la preuve que la Providence s'en mêlait, c'est que d'abord après ton arrivée, l'hiver est revenu de plus belle, nous faire la guerre à outrance ; on se souffle dans les doigts comme au mois de janvier, et même davantage ; car il s'est élevé une bise noire ou grise qui nous perce comme cinquante millions d'aiguilles de Paris. Ce qu'il y a de vraiment fatal, c'est que si elle continue à faire la diablesse, elle va nous priver d'une mémorable mascarade, qui doit avoir lieu lundi prochain. Trente chevaliers modernes, habillés en chevaliers anciens, courront la ville et rompront des lances comme dans le XIIe siècle ; on portera une bannière, et sur la bannière on lira : *Le Roi, l'honneur et les dames*. Les dames seront aussi masquées, je ne sais comment ; enfin ce sera une belle chose, Dieu aidant : mais j'ai peur que quelque cheval ne s'abatte, et que les bourgeois ne disent que la Chevalerie est à bas. Enfin nous verrons, et nous en instruirons certainement Madame Constantin de la Bâtie, que j'embrasse de tout mon cœur, avec un attachement fraternel, paternel, éternel.

A vous, Monsieur Constantin.

Tout est commun entre époux, mon cher ami, jusqu'au papier, ainsi, *je vous fais la présente* sur la même feuille, pour vous dire que pour les femmes comme pour les montres on a six mois d'essai ; ainsi, mon très cher, si tu n'es pas content de la tienne (femme), si elle ne marche pas exactement, si elle a des quintes, si la répétition t'ennuie, tu peux me la renvoyer. Si au contraire

tu en es content à midi et à minuit, il faut aussi m'en faire part, afin que je puisse te témoigner ma satisfaction de voir que tu aies trouvé une bonne pièce dans mon magasin. Raconte-moi un peu ton entrée à La Roche. Sans compliment, ta moitié a-t-elle eu bonne façon à pied le long de cette superbe rue? S'est-on mis aux fenêtres ? a-t-on approuvé ton choix ? ma vanité est aussi intéressée que la tienne à toutes ces nouvelles; aussi, je veux être instruit. J'embrasse Baus et la bonne Nane. Ces deux personnages sont-ils sages chez toi ? S'ils font du désordre dans la paroisse, et si le curé n'en est pas content, je ne les laisserai plus sortir sans moi. — Adieu, très cher frère : ma pensée passe une partie du jour à Truaz, et ton bonheur est devenu pour moi une de mes affaires les plus capitales.

10

A M. le Comte Henri Costa de Beauregard.

Chambéry, 2 avril 1792.

Il y a sans doute cent à parier contre un, très cher Comte, que vos connaissances de *par deçà* vous enverront une relation de la bagarre de Turin, un peu plus sérieuse que celle de Chambéry du 16 mars 1791 ; cependant pour ne pas manquer à mes engagements, je vous envoie une relation originale que je me suis procurée pour vous. Si vous êtes servi d'ailleurs, je ne vois

à cela d'autres inconvénients que les frais de poste, et avec beaucoup d'économie sur toutes vos autres dépenses de cette année, vous pourrez vous tirer de là. Lorsque les brigands, ou les ouvriers (comme il vous plaira) allèrent faire le siège du Collège des Provinces, un d'eux fut tué par une tuile lancée par un des habitants, et un pauvre diable de mendiant, qui peut-être n'avait d'autres torts que d'être là, fut tué d'un coup de pistolet tiré de même d'une fenêtre de ce collège. Je crois qu'il n'y a que quatre morts, mais le nombre des blessés et des *morituri* n'est pas bien connu. Un garçon boulanger a dit en mourant : « Voilà où m'ont conduit deux pintes de vin qu'on m'a fait boire, pour me joindre à l'attroupement ». Il est écrit au chapitre des *on-dit* que le Roi a *Strapassé Siour Count Graneri* au sujet de ce développement des droits de l'homme, en lui disant : « Voilà le fruit de vos conseils de douceur ». Et l'on ajoute que le ministre a répondu *con un poquettino d'insolenza ;* mais je puis vous jurer que je n'ai rien entendu de tout cela.

C'est notre compatriote Lannoi, major de Turin, qui a publié la loi martiale de la part du Roi. Il était à cheval précédé de tambours qui lui battaient des *rouffles par tous les carrefours et lieux accoutumés*, et il enjoignait à tous les fidèles sujets de rentrer chez eux au premier coup de canon, et de se tenir coi sous peine d'être fusillés comme rebelles. Le canon a tiré, et quoiqu'une infinité de gens, ou curieux ou mal intentionnés, remplissent encore les rues, on n'a pas été forcé d'exécuter la menace. *On dit* que le Roi a été assez peu content du

gouverneur de Turin, auquel il a fait faire une commission assez sèche. *On dit* qu'un homme du peuple *a dit* que le roi, sans faire tant de fracas, aurait pu mettre ordre à tout, en faisant porter dans les rues une perruque de Monsieur de Saint-Marsan au bout d'une perche. — Je ne sais plus rien, cher ami. Bonjour, je vous embrasse de tout mon cœur, et je vous quitte, par l'amour des contrastes, pour une abominable procédure.

11

Au Même.

Chambéry, 27 avril 1792.

A mon retour d'une petite excursion que j'ai faite en France pour me battre avec les assignats, j'ai trouvé votre lettre du 12, mon très cher ami. Je suis bien aise que l'épître du sieur Dumouriez vous ait fait la même impression qu'à moi. J'en fus malade, au pied de la lettre, lorsque je la lus en France dans les papiers démocrates; cependant je réfléchis qu'il n'y avait pas de réponse immédiate, mais seulement une réponse de M. de la Lande qui disait : « *Ainsi a dit le Ministre Sarde* ». Je pris donc la liberté d'espérer que l'envoyé français aurait un peu prodigué de son chef les teintes faibles. Effectivement, dans d'autres papiers, et nommément dans les affiches du Dauphiné, la réponse de notre bon roi est tout autre : à la vérité elle n'est pas tonnante (*non omnibus*

licet), mais elle est ce qu'elle doit être, c'est-à-dire décemment trompeuse, et pour le moins aussi bonne que tout ce que nous avons lu du grand petit Léopold. Parlez-moi de mes bons amis les Anglais qui demandent satisfaction à la France d'une frégate qu'ils ont prise ; voilà le bon genre ! Heureux les puissants !

Vous aurez sans doute ouï parler de l'affaire de M. de Sémonville ; mais je crois que vous aimerez des détails sûrs. Sémonville est un ci-devant conseiller au parlement de Paris, brailleur contre la cour avant les Etats-Généraux, et depuis démocrate enragé ! Envoyé ou Ambassadeur à Gênes, il y a déployé un grand luxe, et ce que j'appellerais volontiers le faste de la démocratie. Cocardes tricolores, discours incendiaires, avances à la canaille etc., il a donné beaucoup d'embarras au gouvernement de Gênes, et même au nôtre, de qui il était fort connu et redouté. Déjà au mois de janvier, un homme en place, d'Alexandrie, écrivait ici à quelqu'un : « M. de Sémonville me donne beaucoup d'embarras. » Enfin il a été chargé dernièrement de lettres de créances auprès de toutes les puissances d'Italie, pour les forcer de dire oui ou non. Il a commencé cette belle mission par nous, mais il n'a pu aller plus loin qu'Alexandrie, où M. de Solar, gouverneur de la ville, l'a prié de rebrousser chemin, en lui refusant des chevaux de poste pour continuer sa route. Tout de suite, comme vous pensez bien, M. de Solar a dépêché un courrier à Turin, au retour duquel le Sémonville n'a pas encore voulu se résoudre à partir. Il a fallu, pour cela un nouveau courrier ; en attendant il parait qu'il a été à Alexandrie dans

un véritable état d'arrestation, du moins on peut disserter là dessus ; cependant il a été libre dans l'enceinte de la ville : le gouverneur l'a même prié à dîner, et à ce propos, voici une bonne anecdote. Le gouverneur a cru devoir faire servir M. de Sémonville en gras, un jour prohibé ; mais le dévot personnage a dit qu'il mangeait maigre, *comme les autres catholiques, qu'il n'était pas un Jacobin, etc.*, et il a mangé maigre. Voilà une digne brebis du bercail de Saint-Pierre ! Je veux encore vous dire une anecdote sur ce sujet. Hier, il a passé ici, incognito, un abbé de Toulouse Lautrec, lequel s'est abouché avec le Chevalier de Collégno suivant l'usage, et voici un fragment de leur conversation, dont je suis bien sûr, puisque je le tiens de M. le Major lui-même. Le Major : « M. l'abbé de Toulouse Lautrec? »—L'abbé : « Comment donc? M. l'abbé ! Il me semble, Monsieur, que je n'en ai pas le costume. » — Le Major : « N'importe, Monsieur, je vous connais très bien ! *je sais même que vous avez été arrêté à Alexandrie, avec M. de Sémonville :* mais je doute que vous ayez la même manière de penser. » — L'abbé : « Ma foi, Monsieur, puisque vous en savez autant que moi, etc. » — Je n'en sais pas davantage, mais quel diable de Mic-mac ! Que fait là cet abbé de Lautrec déguisé ? *Fiat lux !* Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'aventure de M. de Sémonville doit faire, dans les règles de la probabilité, un tapage infernal : on criera à la violation du droit des gens. Nous répondrons qu'on l'a violé à notre égard, en nous envoyant un ambassadeur inopinément, sans le faire annoncer d'avance suivant la règle ; mais ce qu'on répondra n'importe nullement. Il ne s'agit pas

de raison avec ces Messieurs, ni même de raisonnement, mais de canons et de baïonnettes ; voici au reste les événements qui ont suivi immédiatement l'aventure. D'abord un courrier est parti pour Paris, avec des dépêches pour M. Porte, notre chargé d'affaires; arrivé à Montmeillant, le courrier que nous nommons *Estafette longue*, a été pris d'une colique qui l'a empêché de poursuivre sa route ; il a donc fallu confier la dépêche à un postillon, qui a promis de faire grande diligence, et quelques heures après son départ, un second courrier est arrivé *portant un ordre au premier de revenir :* mais il n'était plus temps. Depuis ces deux courriers, il n'est plus question que de préparatifs de guerre. Le régiment d'Aoste a subitement passé le Mont-Cenis ; nous attendons encore Suze, un bataillon des Gardes et un second régiment de cavalerie. Les provinciaux ont reçu ordre de prendre les armes subitement ; enfin nous aurons, le 15 du mois prochain, 22 bataillons, à ce que disent les gens les mieux instruits. On parle beaucoup aussi d'un corps de douze mille Suisses ; mais quoique je sois sûr depuis longtemps de nos arrangements éventuels avec cette puissance, je ne sais si ces braves gens sont réellement sur le point de venir nous joindre. Vous concevez bien que 100,000 feuilles de papier ne suffiraient pas, pour vous rendre les discours courants : entrerons-nous ? — n'entrerons-nous pas ? — est-ce mal ? — est-ce bien ? — On ne tarit pas : les dames parlent déjà de l'endroit où elles s'enfuiront. Le peuple, *toujours sage*, dit que cette calamité nous écrasera parce qu'on n'a pas voulu lui laisser chasser les cocardes blanches ; quelqu'un m'a

rapporté qu'un docteur de boutique disait hier *qu'ils se tourneraient du côté des plus forts.* Voyez les têtes ! Tout ceci ne vaut pas le diable, nous allons recevoir force canons, mais point de citadelles ! notre pays sera donc un champ de bataille si les Français entrent. Si nous entrons, cela vaudra mieux, mais en même temps il faudra nous garder. Un repos de terreur de part et d'autre serait peut-être ce qui vaudrait mieux. Ce vœu peut n'être pas sublime, mais je le crois prudent. Un bruit qui s'accrédite depuis deux jours, mais auquel je ne vois pas la moindre base, c'est que l'Angleterre a déclaré à la France que si les états du Roi sont attaqués, elle ne peut se dispenser de prendre parti. Dans ce moment, la ville retentit de la nouvelle de l'assassinat du pauvre roi des Français tué de trois coups de couteau. Cette nouvelle, dit-on, a été apportée par un courrier à notre gouverneur, mais n'ayant pu sortir encore, je ne vous rapporte que des bruits ; d'ailleurs, si la nouvelle est vraie vous la savez. Quel siècle, grand Dieu, ou pour mieux dire, quelle nation ! Comparez la conduite des Anglais à l'égard du malheureux Charles Ier : vous verrez que les Français sont inférieurs à leurs rivaux par les crimes, autant que par les grandes actions, et que la première nation est à la deuxième (dans le mauvais genre) ce que l'hyène est au lion.

Il y a quelques jours qu'on a fouetté sur le pont de Seyssel, des femmes qui allaient faire leurs Pâques à la paroisse (ci-devant), qui est en Savoie. C'est une espèce de Jourdan fouetteur qui faisait cette opération pour un prix fixe (je ne puis dire tant *par tête*). Il a fouetté une

femme enceinte de sept mois qui s'est blessée deux heures après ; et une fille a été... Il n'y a pas moyen d'écrire cela. Les abominables bourreaux !... Des meurtres ne me révolteraient pas davantage. Bonjour, mon très cher ami, je vous embrasse de tout mon cœur. L'habit de deux couleurs de vos fils pèse véritablement sur mon cœur. Si vous savez plus de choses que moi, apprenez-les moi.

12

A Mme la Comtesse Henri Costa de Beauregard.

Truaz, 18 mars 1793.

Le citoyen Maistre présente ses respects les plus empressés à Madame la Comtesse de Costa, et la prie de vouloir bien remettre à la femme qui lui rendra ce billet, les lettres d'Euler et l'adresse aux Piémontais, si elle a eu le bonheur de se la procurer, ce qui lui ferait un grand plaisir, car on lui demande ardemment cette pièce au-delà des Alpes. Il est bien aise d'avoir une petite dette auprès d'elle pour le premier jour où il aura le bonheur de la voir.

Madame de Costa est instamment suppliée de vouloir bien, au moins les jours de pluie, et lorsqu'elle n'a rien à faire, se rappeler par ci par là un homme qui la considère, qui la vénère, qui l'aime (con licenza)

1° ..... comme femme,
2° ..... comme femme d'esprit,
3° ..... comme femme instruite,
4° ..... comme femme du plus aimable des chambellans,
5° ..... comme Jacobine,
6° ..... comme Prophétesse.

TOTAL : 6

Que Monsieur Tremblay chiffre mieux, s'il sait. Le citoyen qui fait cette addition va courir pour 7 à 8 jours le Bugey, et il espère bien, à son retour, rendre ses hommages à Madame de Costa dans les murs de Genève, malgré l'assemblée Constituante ; car les larrons et les Jacobins s'entendent, et sûrement on ne fera rien contre elle.

13

A la Même.

Lausanne, 29 avril 1793.

Vous faites tout sans moi ; je suis jaloux.

Quoi ! vous arrangez tout l'univers ! vous ramenez les Piémontais avec un fusil brodé sur l'habit ! Madame la Comtesse, je meurs de jalousie de n'être point de toutes ces belles choses, d'autant plus que j'en suis digne. L'Esprit, comme vous savez, souffle où il veut, c'est à

Lausanne que la grâce m'attendait. Je suis converti : je suis des vôtres ; je suis soldat dans votre régiment. Comment tant de belles choses auraient-elles pu arriver si elles n'avaient été prévues d'avance ? Je vois bien que Dumouriez est initié. Dites-moi, Madame, en conscience, si vous n'avez point de lettres de lui dans votre poche. Quel accord ! Quelle sagesse ! Quelles vues profondes ! La conduite surtout de Monsieur le Prince de Cobourg est digne d'être claquée par l'univers en corps. Il ne me reste plus qu'une chose à désirer ; c'est que la sagesse universelle ne fasse point irruption à Genève, irruption dont vous pourriez être la victime, ainsi que ma pauvre sœur, la nourrice, qui serait bien mal dans ses affaires si elle était obligée de faire une seconde fuite en Egypte.

Je serais ici fort agréablement, si j'y étais avec ma famille ; je loge avec un ancien ami, et j'y ai trouvé plusieurs connaissances françaises faites à Chambéry, mais je travaille beaucoup et ne sors guère que le soir. J'ai fait vos compliments dans la maison de Pina, où je vais quelquefois. La médaille de l'ami Silvain a été donnée bien exactement et reçue avec reconnaissance. Nous avons ici beaucoup de prêtres, et un Archevêque (celui d'Embrun) chez lequel on dit la messe. J'ai déjà eu l'honneur de l'entendre avec une famille Russe et une famille Anglaise, n'en déplaise à l'Eglise Grecque... et Anglicane. — Ça ira !

Le second hiver que nous avons éprouvé a jeté six pieds de neige de plus sur les *petites cloisons* qui nous séparent de nos amis. Voilà l'ouverture du bal renvoyée ; cependant les violons sont prêts, et tous les

archets sont en l'air : on attend que Pitt frappe le premier coup de l'ouverture ; mais on commence fort à murmurer contre lui. Nous avons ici la certitude que, le treize encore, la flotte de la Méditerranée était à Portsmouth. On craint fort que le grand Ministre de la paix ne soit pas le grand Ministre de la guerre : dans ce cas Monsieur son père ne lui aurait laissé que la moitié de ses talents : c'est beaucoup, mais ce n'est pas assez dans ce moment. Ce Monsieur Pitt aurait besoin qu'un club de Marseillais allât lui faire danser la Carmagnole. A force de chanter : *Vive le son du canon !* peut-être il y prendrait goût. Jusqu'à présent je ne crois pas que ce soit son talent ; on se fâche ici, on se fâche à Turin ; Dieu veuille que cette ligue ne ressemble pas à toutes les autres ! Ma sœur me mande, d'après vous, que le pauvre comte est à Cormayeur. Quel paradis d'Eden ! Allons-y, Madame ! Nous pouvons encore lui faire cette agréable niche avant L'OUVERTURE DE LA CAMPAGNE.

D'ailleurs une dame et un philosophe aveugle peuvent bien porter un fusil brodé, aussi bien que lui et que tout autre. Il me semble déjà nous voir entrer par le faubourg Montmeillant. Si vous voulez, j'aurai l'honneur de vous porter en croupe, suivant l'ancienne méthode, et de peur de l'achoppement, ma tête incrédule sera armée de mes belles lunettes de Genève qui m'ont coûté 12 francs. — Je voudrais bien vous demander, Madame, si vous êtes tranquille, si le sort de Genève ne vous inquiète point, etc., etc.; mais à quoi bon ces questions ? Ne sais-je pas que vous me répondrez : « *Whatever is, is right* » ? Eh bien donc, Madame, n'en parlons plus ! Je

ne vous demande rien, je ne veux rien savoir. Tout va bien. Vive la joie ! ! !

Your most humble and faithful servant.

14

A la Même.

Lausanne, 28 mai 1793.

Quand j'aurais le don des langues, ou celui des *prophéties*, si je n'ai pas la charité, je ne suis qu'un airain sonnant et une cymbale retentissante. Heureux donc l'être bienfaisant à qui il sera dit au dernier jour : J'ai été nu et tu m'as donné deux chemises ; entre, ma bien-aimée, etc., etc.

Oui, Madame, ma sœur m'a instruit, comme elle se l'était promis, que vous aviez assisté mon petit Rodolphe dans son émigration, et qu'il tenait ses deux premières chemises de vous. J'en suis d'autant plus reconnaissant, que malgré toutes les lessives possibles, je me flatte que la toile sera toujours imprégnée de quelques atômes, non pas *caustiques*, mais *costiques ;* et il n'en faut pas davantage pour faire de mon fils un homme d'esprit et un digne homme.

Vous saurez, Madame la Comtesse, qu'il existe à Lausanne un honnête cordonnier allemand nommé Meyster. En vertu de la conformité des noms, la lettre que vous

m'avez fait l'honneur de m'écrire le 2, lui a été remise, et il a bien voulu me la renvoyer le 15, dûment décachetée, et horriblement sale. — Comme ce Monsieur se sera formé par la lecture de cette lettre! Rappelez-vous ce que je vous avais écrit, et ce que vous me repondiez. — Parlant d'adresse, je veux vous dire, Madame, que son Excellence Monsieur le marquis Fontana de Cravauzana, chevalier grand-croix des ordres royaux et militaires de Saint Maurice et Lazare, ministre et premier secrétaire d'Etat au département des guerres, vient de m'écrire une lettre adressée, en toutes lettres, à Monsieur le Comte M., Sénateur au Sénat de Savoie, à Lausanne. Ne me niez pas ce fait, Madame : car je vous enverrai l'enveloppe.

Il y a, dans l'histoire universelle, trois traits de grandeur d'âme et de confiance magnanime, qui laissent bien loin derrière eux tout ce que l'on peut citer dans ce genre :

1° La députation du Sénat de Rome au consul Varron, après la bataille de Cannes.

2° Le décret de la Convention Nationale contre la ville de Longwy, après l'entrée de son altesse Se Mgr le Prince de Brunswick-Champagne.

3° L'adresse de Mgr le marquis de Cravauzana, Ministre et premier secrétaire d'Etat, etc., etc., à M. le Comte de Maistre, sénateur au Sénat de Savoie.

J'ai écrit quatre pages à votre cher époux : elles le trouveront sur quelque sommité de montagne, prêt à s'élancer dans le chemin de la plaine et de la gloire. Que Dieu le conserve avec son petit *Bachelier !* Je tremble

toujours pour les gens d'esprit, honnêtes gens, parce qu'il me semble que le bon Dieu ne veut plus de cette graine là sur notre planète. Je crois infiniment aux bêtes, comme vous savez, Madame, et c'est en quoi nous différons. Au reste, je suis bien aise de vous dire que je ne suis pas seul de mon côté; hier, en bonne et très bonne compagnie, un personnage *molto ponderoso* nous articula bien clairement, en parlant de la superbe diplomatie de M. le Prince de Cobourg, cette sentence remarquable: « M. le Prince de Cobourg est un excellent soldat, bon pour aller en avant: mais, du reste, c'est une *grosse bête.* » Voilà ce que j'aime. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on vient de lui donner un garçon politique, qui est chargé de l'empêcher d'écrire. — J'imagine, Madame, que dans ce moment, vous croyez à l'arrivée de la flotte Anglaise dans la Méditerranée. Mme la Baronne de Pr..... a pu vous affirmer qu'il n'en était rien; mais, pendant que votre lettre dormait chez le cordonnier Allemand, il s'est passé bien des choses. Madame la Baronne sait, et Monsieur son époux ne le niera point, qu'il y a une infinité de choses où la date fait tout. Je vous procurerai, si vous voulez, un certificat de l'amiral Cosby daté de Cagliari ou de Port-Mahon. Au moment où je reçus votre épître, j'avais sous les yeux la *Gazette de Londres*, qui disait *comme ça* que le susdit Cosby, ayant mis à la voile le 16 avril pour la Méditerranée, avait été repoussé dans le port par des *vents contraires*, et qu'enfin il était parti le 21, *by a fair wind.* On m'écrit de Turin que les Anglais sont plus Anglais que jamais dans leur ma-

nière de nous servir. Les Espagnols sont sortis de Carthagène le 5. Qu'arrivera-t-il de tout cela ? je n'en sais rien. La sottise et la scélératesse humaine sont deux immenses aveugles dont Mme la Providence se sert pour arriver à ses fins, comme l'artiste se sert d'un outil pour exécuter ses ouvrages. La lime sait-elle qu'elle fait une clef ? — Tous les personnages exécrables ou risibles qui s'agitent dans ce moment sur la scène du monde sont des *limes*. Quand l'ouvrage sera fait, nous nous prosternerons pour le recevoir des mains du Grand Ouvrier. Jusque-là je fais bonne mine, mais je déclare ne rien prévoir, à moins que prophète *Nahum* n'ait parlé de Paris sous le nom de Ninive. Lisez sa prophétie : vous verrez que les prédicateurs futurs auront beau jeu, si les choses tournent dans le sens que nous appelons *bon*. Je vous remercie infiniment de ce que vous comptez sur moi. Mais prenez garde que si vous me disiez : « Je compte sur vous comme sur moi », je ne prendrais pas cela pour un compliment; car je soutiens, envers et contre tous, qu'on ne peut compter sur soi comme sur un véritable ami. L'homme se pipe, dit Montaigne. Croyez-vous que je fusse capable de vous piper? Non certes ! Au reste, mettez moi à toutes sortes d'épreuves : vous verrez que vous pouvez compter sur le sénateur.

Si vous pouviez me rendre deux services, Madame, je vous serais grandement obligé. Je voudrais savoir : 1° dans quel endroit M. Burke a nommé notre Saint Père le Pape : *le chef respectable de la chrétienté*. 2° Je voudrais savoir dans quel numéro du *Moniteur* se

trouve la fameuse lettre qui nous a tant amusés, où l'on parle du complot civil et religieux, ourdi par le Pape et par M. Pitt. Vous qui êtes en ville fournie, Madame, ne pourriez-vous point m'aider dans mes recherches? Dieu vous le rendra. Oserais-je vous prier encore de me rappeler au souvenir de Mme Hubert dont j'estime tant *l'estime?* On nous raconte ici que vous êtes nouvellement inquiète. Votre maison est-elle toujours un port franc, où les Lévites mêmes sont à l'abri? Agréez, Madame la Comtesse, l'assurance de mon éternel attachement. Dans mes lettres les plus gaies, ce passage sera toujours sérieux.

15

A la Même.

Lausanne, 21 juillet 1793.

Eh! mon Dieu, je le savais bien : j'en étais malade, et je ne savais à qui m'adresser pour apprendre la vérité. Pauvre Eugène! Pauvre papa! Comme je me mettais dans sa chemise! Comme je partageais ses angoisses! On m'avait écrit tout uniment, en me parlant de ce cher enfant : il est à l'extrémité, et, dès lors, pas le mot. Jugez de mon état! Enfin je pris le parti de vous écrire une lettre vague, Madame, pensant que vous m'apprendriez quelque chose; mais vous me laissâtes

encore dans le doute. Enfin, c'est M. de Baronat qui m'apprend que vous êtes parfaitement rassurée sur la santé de Monsieur votre fils. Peu s'en faut que je ne vous querelle sur ce que vous ne m'avez pas envoyé un petit bulletin. Je ne peux pas vous exprimer avec quelle vivacité je me représente ce malheureux Henri auprès du lit de son fils. Cette idée me donnait la chair de poule. N'en parlons plus : quand on a frisé le *De Profundis*, il ne reste qu'à chanter le *Te Deum*.

Vous dites donc, Mme la Comtesse, que vous désireriez fort avoir une maison à Valenciennes ou à Mayence ? Parbleu ! je le crois bien ! Le sol d'une maison dans une grande ville a toujours un prix. On l'a vendu parfois jusqu'à un louis la toise ! Savez-vous, Madame, que vous êtes bien heureuse de pouvoir faire entrer ces belles idées dans votre tête. Elles sont très propres à mettre votre sensibilité à l'aise : pour moi, je me tranquillise d'une autre façon. Je dis avec Pope : « *Tout mal particulier est un bien général.* » Messieurs de Valenciennes ont voulu servir d'exemple ; ils auront (ou ils ont eu) ce plaisir là. Du 5 au 9, le siège était devenu très meurtrier. On était assez près, à cette époque, pour s'entendre parler et se battre avec de petites armes. Chaque journée coûtait au moins 40 ou 50 hommes aux assiégeants. Les Autrichiens et les Anglais ont juré sur leurs barbes de ne pas faire quartier à un seul Français. Vous savez peut-être que Valenciennes a donné le fameux régiment de l'échafaud. C'est un corps qui est particulièrement dévoué. Les commissaires de leur côté connaissent parfaitement le sort qui les attend, en

sorte que tout se réunit pour pousser les choses à la dernière extrémité. Ce qui est écrit est écrit. Voilà donc l'honnête Chalier, de Lyon, qui s'est séparé de sa tête pour très longtemps. Nous verrons encore de fort belles choses à Lyon. Cette ville est fort menacée : ce serait une bonne affaire si les événements qui vont avoir lieu de ce côté pouvaient dériver tout doucement les humeurs peccantes qui nous travaillent en Savoie. Vous savez peut-être que l'Angleterre nous fait la galanterie d'ajouter 100,000 livres sterling, aux 200,000 qu'elle nous a promis par le traité. Ce traité est assez curieux, mais bien moins que celui de la Russie avec cette même Angleterre. En voici deux paragraphes que j'ai traduits sur l'original anglais. 1° Les deux parties contractantes s'engagent à employer toutes leurs forces réunies, pour empêcher qu'aucune puissance, non engagée dans cette guerre, puisse donner aucune assistance à la France, dans son commerce ou ses propriétés, par mer ou dans les ports de France. 2° Elles s'engagent à ne quitter les armes qu'ensemble, et pas avant que la France ait restitué tout ce qu'elle *pourrait prendre aux deux hautes parties ;* ou tout ce qu'elle pourrait prendre, ou avoir pris, *à telle puissance amie ou alliée, auxquelles leurs dites Majestés, jugeraient à-propos d'étendre le bénéfice de cette garantie.* N'est-ce pas que c'est drôle?

Ma sœur vous dit un million de choses tendres, et nous vous aimons tous *solidairement*, comme on dit au Barreau. Rodolphe surtout est bien loin de vous oublier. L'autre jour il composa un petit dîner à sa

manière : quand tout fut prêt, il fut question d'inviter les convives, et il dit expressément qu'il voulait inviter *Madame Costa*, *les petits Costa, et les cochons de mer*. Voilà, Madame, tous ses amis de Genève. Vous ne pouvez pas vous plaindre.

J'ai lu à la fin de votre dernière lettre un passage de la Bible dont je n'ai pas compris l'application. Je me suis tourné vers les quatre parties du monde, nulle part je n'ai su apercevoir *une pierre angulaire*, partout je ne vois que du *moellon*.

Êtes-vous encore à Genève, Madame ? Dans le doute je recommande toujours cette lettre à M. Pasteur. Si par hasard vous le voyez, dites-lui que s'il apprend des choses un peu marquantes sur notre *pauvre pays pauvre*, je suis toujours ici pour recevoir ses communications avec fruit et reconnaissance. J'embrasse tendrement tous les conviés au dîner de Rodolphe, excepté *les cochons de mer*, et je vous prie, Madame, d'agréer les nouvelles assurances de mon éternelle et respectueuse amitié.

16

A la Même.

Lausanne, 17 août 1793.

Ce que je dis, Madame la Comtesse? Eh! parbleu! je dis que je suis bien charmé d'avoir inventé il y a quel-

que temps une plaisanterie qui vous a fait rire ; car j'aime *terriblement* vous amuser (comme disent les Allobroges). Mais, au fond, les fusils ne sont pas du tout brodés, mais très réels, et je puis vous assurer, avec une certitude complète, que la Savoie est envahie par tous les points, et qu'il n'y a rien de moins plaisant que cette opération. Les Clubistes font leurs paquets et décampent : c'est un plaisir de les voir arriver. Aujourd'hui, il nous en est échu un de Chambéry et l'autre de Carouge : le bailli a pris tout de suite les mesures nécessaires pour qu'ils ne s'ennuyassent point à l'auberge. Nos Curés fidèles des *hauts lieux* partent et vont se mettre à la suite des troupes du Roi. Partout on chante le *Te Deum :* chaque famille fournit volontairement un soldat, et plus s'il est nécessaire. 250 mulets sont entrés par le Valais, chargés de fusils, pour changer subitement les paysans en soldats. Attendez-vous, en cas de résistance, à des scènes sanglantes. Quant à Lyon, si vous saviez comme vos spéculations sont justes, vous ririez bien ; et quant aux puissances que vous avez la bonté de considérer comme des lynx politiques, voici tout ce que je puis vous dire : elles commencent à avoir un peu de bon sens depuis qu'elles nous ont cru, et elles en auront davantage lorsqu'elles nous croiront tout à fait. J'en suis toujours à savoir comment je peux vous aimer tant, avec des systèmes si divergents. Expliquez-moi un peu cela, Madame : c'est un charme. Ma moitié m'a écrit mille belles choses de vous et de votre intrépidité : elle vous aime fort, mais ne vous ressemble guère. Si jamais vous faites la guerre, ne la

prenez pas pour votre aide-de-camp : c'est une poule mouillée. Bientôt vous verrez une 2e édition de tous les opuscules *du royaliste*, avec une préface piquante et ronflante ; il ne rabat rien de 300 pages, et comme il est généreux, il ne manquera pas de vous faire savoir chez quel libraire vous pourrez acheter tout cela. Je vais vous transcrire naïvement une phrase de votre lettre qui m'a fait dresser les cheveux et qui vous apprendra à respecter la syntaxe. *Mon mari se tuait de travail, il était à sa fin :* Est-ce le mari ? Est-ce le travail ? Je vous avoue que je me suis senti couvert d'une sueur froide en contemplant cette amphibologie. Mais enfin, en songeant à quel point vous êtes catholique, j'ai pensé que si, après une parenthèse de onze mois, vous voyiez arriver *la fin* d'un mari, votre style aurait une teinture brune, au lieu qu'il est couleur de rose. Ainsi, c'est la *fin du travail.* — Oui, c'est la fin de ce travail. Amen.

Genève est parfaitement calme, dites-vous? Oui, Madame, comme un enfant mutin qui craint le fouet. Si j'avais été en sûreté dans cette ville, jamais je ne serais venu à Lausanne, et jamais je n'aurais fait beaucoup de choses que je fais. Lisez les Contes de Perrault sur l'enchaînement des choses : vous verrez comme quoi tout se tient. Ma sœur vous dit mille choses tendres, Madame la Comtesse, et moi je suis à vous au delà de toute expression et avec toute l'obstination et le plaisir imaginables.

Ne m'oubliez pas, je vous en prie, auprès de Mme Hubert. Comment se porte-t-elle ?

17

A la Même.

Lausanne, 22 août 1793.

Non! Madame, jamais je ne conviendrai avec une dame qu'elle a raison : c'est donner à votre invincible espèce trop d'avantage sur nous : ainsi, non !.. non !.. et non !.. Jamais je ne me laisserai convertir. Il faut cependant vous dire qu'il est arrivé ici un Parisien qui dit à qui veut l'entendre que la Convention nationale est parfaitement d'accord avec les puissances ; qu'il faut être aveugle pour ne pas voir cela ; que ce fait est prouvé évidemment par la conduite de ces puissances à l'égard des commissaires de la Convention ; qu'ils épargnent constamment dans les villes dont ils s'emparent ; que la Reine n'est pas plus à la Conciergerie que vous et moi, et que la Convention nationale n'a joué cette farce que pour sauver la reine de toute atrocité populaire, etc., etc. Un Lyonnais de ma connaissance, après avoir ouï ces révélations, vint tout pensif me dire que, dans ce cas, ses compatriotes seraient bien dupes de se battre contre leurs propres systèmes et leurs propres intérêts.

Cependant il est un peu embarrassé par une réflexion : c'est que cette bénigne et royale Convention fait guillotiner ceux qui s'avisent de parler du Roi. Sans doute le Parisien expliquera cela ; nous allons le voir demain : je ne manquerai pas de lui faire vos compliments.

Notre petite troupe du Faucigny se conduit à merveille (aujourd'hui elle n'est plus aussi petite). Ce matin, nous avons reçu des nouvelles officielles : le 17, il y a eu une affaire dans laquelle nous avons tué douze patriotes et blessé un treizième; mais il y en a eu une deuxième, beaucoup plus vive, dont on ne sait point encore les détails. Constantin a eu son chapeau percé d'une balle dans la première action; sa pauvre femme est destinée à subir tous les genres d'épreuves : j'espère fermement qu'elle se tirera de là. Elle a des principes qui monteront toujours au niveau des circonstances. Ne trouvez-vous pas, Madame, qu'elle ne savait ce qu'elle demandait, de demeurer à Carouge ? Je l'aime mieux cent fois à Chambéry, où elle trouvera une maison à elle et force honnêtes gens : j'ai eu grand tort de ne pas lui conseiller d'émigrer le lendemain du départ de son mari.

Le Monsieur Trièze dont vous me parlez, Madame la Comtesse, vous a fait de bons contes. Le 18, Favre-Buisson a signé l'infernal arrêté du Département; lequel arrêté est déjà entre mes mains. Les Français n'ont pas fait la résistance qu'on attendait; mais cependant on s'est battu, on leur a tué du monde, et on leur a fait beaucoup de prisonniers qui sont déjà en Val-d'Aoste où les Français et les sujets du Roi réunis ont chanté un grand *Te Deum*. J'ai des lettres de la Cité et même du camp du Prince de Tarentaise. Priez seulement Dieu pour les combattants, et ne badinez pas : bientôt nous saurons si la tragédie sera plus sérieuse. D'Athenaz a reçu une balle dans la cuisse, mais le coup venait de loin et n'a fait qu'une contusion. Je n'ai point de nouvelles

de mes frères ; si vous en avez reçu de votre aimable moitié, communiquez-les moi, si vous voulez me faire un grand plaisir.

L'aimable *Rotondo* est parti aujourd'hui pour Turin : il ne manquera pas d'être présenté *in Casa Carignano*. Bonsoir, Madame la Comtesse; pensez de temps en temps à votre vrai et éternel Ami.

LE SUISSE DE LAUSANNE.

18

A la Même.

Lausanne, 30 août 1793.

La voilà donc arrivée cette pauvre *Nourrice!* elle a confessé la Foi devant les *Gentils;* j'espère qu'elle en sera récompensée. Je n'oublierai point votre exclamation, Madame la Comtesse : « *Pauvre excellente femme, c'est l'honneur de la Savoie* !... » Quel plaisir pour moi d'entendre cette louange et de l'entendre de vous ! Ne croyez pas que j'aille faire la petite bouche et disputer contre vous. Quel sot! Je mets tout uniment le compliment dans ma poche, comme un cornet de confitures. Au reste, c'est un miracle que cette femme trouve des forces pour soutenir de pareilles secousses, et que sa petite progéniture n'en souffre point. Cet enfant a-t-il l'air de sortir d'un cachot? Je n'ai rien vu d'aussi potelé. — Je ne vous parlerai pas des peines, des embarras que vous

a donnés cette malheureuse affaire et de toutes les bontés que ma sœur à éprouvées de votre part. Je ne veux pas vous fâcher : n'en parlons plus, et parlons d'autre chose. Vous me traitez de *Visionnaire :* voyez l'audace ! Il ne tiendrait qu'à moi de vous riposter par le proverbe italien « *La padella dice al caldaro cul bruciato !* » mais, ma foi, je n'ai pas le courage de disputer contre vous. Je vous aime trop ; si vous voulez me mettre en colère, dites-moi quelque chose de plus piquant. Je ne croyais pas être venu à Lausanne pour y travailler autant qu'à Chambéry : c'est cependant ce qui m'arrive, et c'est un grand bonheur pour vous, Madame : autrement vous seriez plus souvent assaillie par mes épîtres. La nourrice, sa sœur et son frère vous aiment, vous chérissent, pensent à vous et s'entretiennent de vous. Aimez-nous donc aussi un peu, si vous avez le temps, et, dussiez-vous en mourir de rage, je ne finirai pas sans vous parler de notre tendre et éternelle reconnaissance.

19

A M. le Baron Vignet des Etoles (1).

Lausanne, 4 septembre 1793.

Je crains bien, mon cher ami, que le zèle ne vous rende injuste envers nos compatriotes. Vous me dites

(1) Ministre du roi de Sardaigne auprès de la Confédération Helvétique.

dans votre avant-dernière lettre que vous êtes bien mécontent de la manière dont le peuple se montre. Je vous le demande en grâce : Que voulez-vous qu'il fasse de plus ? Partout ou il a pu le faire il s'est déclaré ; pouvez-vous imaginer un mouvement plus général et plus décidé que celui d'Annecy. Les Chablaisiens *surtout* vous déplaisent : sûrement on vous a fait des contes, car cette province se conduit fort bien. On ne renverse point les arbres de la liberté dans les endroits où l'on ne peut se montrer sans un danger évident et stérile : en cela, je crois qu'on fait bien. Les nouvelles que nous avons reçues hier et aujourd'hui vous apprendront que les événements ne peuvent aller comme vos désirs. Ces nouvelles détestables du Chablais paraissent très sûres ; cependant, je m'attends toujours à quelques consolations. Malheur à Sallanches, s'il était pris ! Vous savez qu'on y a tiré par les fenêtres sur les Français. En voilà assez je pense, mon cher ami, pour vous raccommoder avec nos compatriotes qu'on est assez disposé à calomnier ailleurs, sans que nous nous en mêlions. Un décret terrible de la Convention ordonne que tous les nobles et autres personnes suspectes du Mont-Blanc soient enfermés ; il s'exécute rigoureusement. On ajoute que toutes ces personnes sont transférées à Grenoble comme ôtages, même, dit une lettre de Genève, les femmes et les enfants. J'en frémis. Tout ce qui peut s'échapper s'enfuit. Mme du Noyer et sa fille, Mme d'Aviernoz, sont à Nyon ; la famille de Blonay a fui de même : je tâcherai de vous faire instruire en détail du nom des personnes émigrées. Je sais la menace faite à Bâle, personne

ne sait ce qu'elle produira; en vérité, je ne serais point étonné de me voir forcé de passer les Alpes et de me sauver de nouveau en Val-d'Aoste, au lieu de rentrer en Savoie aussi vite que tant de bonnes gens s'en flattent.

Vous me parlez dans une de vos lettres de la place d'Avocat-Général : je ne sais que vous dire. Quand même on penserait à moi, ce que je ne crois pas du tout, il y a apparence que je ne pourrais pas m'accorder avec les maximes qu'on adoptera. Etiez-vous instruit de la chambre ardente établie à Moutiers, dont mon frère me parle dans sa lettre ? Je vous avoue que je ne voudrais pas faire partie de pareils Tribunaux. Comment ! la première idée du Roi est de punir ? A-t-on jamais rien imaginé de plus impolitique ! Tandis que les trois quarts de la Savoie sont sous le couteau, on s'amuserait à pendre en effigie ! Belle imagination en vérité. Vous me dites de ne me fâcher de rien ; mais, au nom de Dieu, peut-on ne pas se fâcher quand on voit des pas d'école de ce genre? Je vais hasarder à M. le comte de Hauteville (1) quelques mots très modérés et confidentiels sur ce point ; il en fera l'usage qu'il jugera à propos.

Pour faire entrer en Savoie les lettres d'un Savoisien, il faudrait les faire passer par le Val-d'Aoste où elles seraient infailliblement arrêtées. Croyez, mon cher, qu'on n'entend encore rien à la Révolution, et que quatre ans entiers de fautes et de malheurs n'ont encore rien

(1) Ministre du roi de Sardaigne, Victor Amédée II.

appris à ceux qui nous mènent. Tandis qu'il faudrait inonder la Savoie d'écrits encourageants et consolateurs, ils ne pensent qu'à planter des potences. Charles Verdelin, ci-devant tailleur, aujourd'hui colonel ou général, s'est fait précéder par un manifeste insolent où il traite le Roi de petit garçon. Aujourd'hui j'en reçois un autre plus important qui ne porte le nom d'aucune autorité constituée, mais qui a l'air de partir du district de Carouge. On y prête au Roi les vues les plus hostiles ; on l'accuse de n'apporter que la désolation ; et pendant ce temps, le Roi n'ouvre pas la bouche : il ne daigne pas parler à ses sujets ; il s'avance dans son pays comme un conquérant dans un pays étranger, et il débute dans le coin d'une province (qui peut-être sera reprise) par l'établissement d'un tribunal contre-révolutionnaire ! En vérité, mon cher ami, on n'y pense pas !

Je trouve l'ouvrage de M. Mallet fort bon ; ses idées générales sont saines et lumineuses. Il combat par des raisons qui me semblent tranchantes la chimère de l'*ancien régime ;* mais ce qu'on ne sait pas, c'est que ce régime est aussi chimérique pour nous que pour les Français. Avez-vous remarqué que M. Mallet m'a emprunté quelques idées ; comme par exemple, *corrompre la corruption même !* Et les deux vers anglais de Pope, que je lui avais indiqués dans une lettre ?

Sur les émigrés, je crois qu'on se trompe comme sur le reste : on les a avilis ; à présent on s'en plaint. J'ai beaucoup d'idées là-dessus et sur d'autres objets, mais elles ne sont pas mûres. Vous me dites : que faites-vous ?

la réponse est courte : *Rien.* Depuis quelque temps, je suis un peu affaissé, j'espère moins, je crains davantage. Sûrement nous ne sommes pas au bout. Les systèmes de Turin ébranlent quelquefois toute ma confiance. Je tremble de tous mes membres, quand je vois qu'ils s'apprêtent à agir comme s'il n'y avait plus de danger, tandis qu'il ne fait que de commencer.

Je n'ai plus le temps de faire des paragraphes de Gazettes. Cependant je vous enverrai, si je puis, une courte relation de l'affaire d'Annecy, mais c'est un peu tard. D'ailleurs, vous savez qu'on ne peut rien placer de saillant dans cette timide Gazette.

20

A Mme la Comtesse Henri Costa de Beauregard.

Lausanne, 8 septembre 1793.

Un cœur bien fait a beau être occupé par les objets les plus occupants, il y a toujours de la place pour l'amitié. Grand merci donc, Madame la Comtesse, de votre bonne et belle épître du 5, qui n'a d'autre défaut que de finir. Oui, Madame, la redoutable petite vérole est entrée chez moi, comme les Anglais à Toulon, ensuite d'un traité exprès. Je l'ai demandée formellement, et j'allais même l'appeler *officiellement*, par l'inoculation, lorsqu'elle s'est présentée de fort bonne grâce avec de

douces horreurs qui n'auront pas d'autre effet que de changer pour quelques jours un bel enfant en un vilain masque. C'est un grand poids de moins sur mes épaules paternelles. J'étais réellement accablé de soucis, comme vous, Madame, mais par d'autres raisons. J'ai été grandement consolé par cette heureuse petite vérole (car il n'y a jamais eu de danger) et par une lettre de Jenni, écrite le 30 d'un lieu solitaire, et qui m'apprend que ma femme s'est sauvée. Mais où? Mais comment? C'est ce que Jenni même ne sait pas. Elle me dit seulement : « Je la crois bien conduite. » Si elle a eu l'esprit d'aller chercher nos avant-postes, en Maurienne ou en Tarentaise, c'est la meilleure idée qui ait pu lui tomber en tête. Je ne suis pas parfaitement tranquille, mais je respire. Jenni est dans une montagne où je la crois oubliée, et où il lui sera d'ailleurs fort aisé de se cacher davantage. J'ai bien reconnu, Madame, votre ingénieuse amitié dans la commission que vous avez donnée à votre exprès au sujet de ma femme et de mon enfant. J'attends avec anxiété et reconnaissance ce qu'il vous rapportera.

Je ne sais pas la moindre nouvelle de nos armées, excepté seulement que celle de Faucigny est entrée en Chablais, dans la vallée d'Abondance, et qu'un honnête homme, arrivé ce matin de Thonon, assure que cette ville sera sûrement attaquée ce soir. Je conçois parfaitement vos angoisses conjugales et maternelles. J'en ai de fraternelles qui, pour être du second ordre, ne laissent pas que d'être fort cuisantes. Enfin, il faut se soumettre et attendre son sort. Le monde est un amphithéâ-

tre, et nous, Madame, nous sommes les martyrs condamnés *aux bêtes*, car c'est cela, ne vous déplaise. Dans la préface de mes opuscules (2e édition) je traite amplement des martyrs et des confesseurs ; je parle aussi des bêtes en naturaliste exercé. Je les divise en *bêtes ici* et *bêtes là*. Ce n'est pas la division de Linnée, mais il ne faut pas se laisser conduire par les grands noms. Chacun a son système : le mien est le plus simple. Vous verrez tout cela au premier jour, car je vous enverrai l'œuvre. Ce que je vous ai dit l'autre jour n'est qu'une pure menace. Je n'en suis pas réduit à ne pouvoir vous faire ce cadeau ; j'ai encore de quoi vivre, sans me gêner, pour plus de quinze jours. Je m'en moque, car ils se sont mis à m'aimer à Turin, et ils sont gens à me payer les appointements qu'ils me doivent. Nombre de gens me croyaient perdu (et se mouraient de joie) à cause de mes admonestations habillées en louanges. Point du tout. Nombre de personnages qui comptent ont pris cela fort bien. Si je parviens par le chemin que j'ai choisi, je serai un plaisant phénomène dans ce climat ; ce sera une aurore boréale au Sénégal. Mais j'ai un système sur les hardiesses de la vérité, que je vous raconterai une fois, car pour aujourd'hui je n'ai que le temps de vous parler de cette gueuse de Constantin qui vous aime de tout son cœur, et de M. Baret que vous possédez donc. Mais comment diable faites-vous pour avoir toujours quelque brigand dans votre hôtel ? Faites mille compliments de ma part à celui que vous tenez. J'ai fait sa connaissance chez le papa avec un extrême plaisir. J'espère qu'un jour nous mangerons

les chapons du Villars avec plus de tranquillité d'âme, et que nous pourrons parler de *canaillocratie*, les fenêtres ouvertes!

Bonjour ou plutôt bonsoir, Madame la Comtesse. Souvenez-vous toujours que tout ce qui existe ici (maison Combe, 2e appartement) vous aime à bride abattue, comme disait notre amie commune, Madame de Sévigné.

21

A la Même.

Lausanne, 12 septembre 1793.

Quelle horreur! je ne reviens pas de cette déportation. Lorsque j'eus l'honneur de vous écrire dernièrement, Madame, jamais je n'aurais imaginé que Monsieur de Costa et Madame votre belle-mère pussent être exposés à cette infâme proscription. Ce moment est épouvantable. Ma femme est heureusement du nombre de ceux qui se sont évadés avec des peines inouïes; masquée en paysanne et marchant presque toujours à pied, elle est venue à travers les Bauges et toutes les montagnes du Faucigny, me joindre à Lausanne où elle est arrivée avant-hier à dix heures et demie du soir. Mais ma petite Adèle ne pouvait supporter une route de cette espèce; il a fallu la laisser sur les bords du lac d'Annecy, chez un très honnête homme qui s'est chargé de la conduire à Genève. Je recours à vous, Madame la Com-

tesse, pour que vous ayez la bonté de recevoir ce pauvre petit enfant, qui ne peut, je crois, vous mettre dans l'embarras, vu son âge. Tout ce que je vous demande, c'est de me l'envoyer ici aussi vite que vous pourrez et avec les précautions nécessaires. La voiture la plus expéditive et la plus économique sera la meilleure. Prenez garde, je vous en prie à cet infernal Versoix ; déguisez l'enfant si vous le jugez à propos : enfin, faites ce qui vous paraîtra bon. Ma femme et mes autres femmes vous disent mille choses tendres. Aujourd'hui, je n'ai ni assez de tête ni assez de temps pour vous en dire davantage.

P. S. — Quoique le conducteur de ma fille soit un homme fort aisé, oserais-je vous prier, Madame, de le presser d'accepter ses frais. C'est une misère dont je vous ferai passer le montant sur votre avis.

22

A la Même.

Lausanne, 1er octobre 1793.

Toujours des fautes, Madame la Comtesse, et toujours des malheurs. Le Faucigny est perdu, complètement perdu. Dimanche, à onze heures du matin, les Français sont entrés à Sallanches. Les suites de cet événement sont incalculables. Meurtres, incendies, pillages, horreurs de toute espèce, c'est à quoi il faut nous

attendre. Probablement Sallanches n'existe plus au moment où je vous écris, et tout cela est la suite de la sottise d'un homme. Le fatal Signoris a tout perdu par son infâme retraite de Cluses, après une victoire, et malgré l'avis unanime d'un conseil de guerre désespéré. *O altitudo!* Jugez Madame de l'état des royalistes! Peignez-vous l'état d'une foule innombrable de familles dont les chefs ont prêté leurs bras au Roi. Cette pensée fait dresser les cheveux. Le jour de la retraite de Cluses, on a tout prédit. Les Français, maîtres du passage de Balme, ont tourné la redoute de Miribel par les hauteurs de la montagne et de ce moment la déroute a été générale. On s'était battu la veille (samedi) presque tout le jour avec beaucoup de valeur. Il n'y a cependant que dix morts et une trentaine de blessés. La troupe se retire par Mégève et Saint-Gervais ; elle est poursuivie. Recommandons-la à Dieu. On dit l'artillerie prise en tout ou en partie. Savez-vous quelque chose de Tarentaise? Ne me grondez pas si je passe longtemps sans vous écrire : un travail aussi forcé qu'inutile, des soucis cuisants et des accès de dégoût inévitables m'ôtent souvent la force d'écrire; mais tous les malheurs possibles ne m'empêcheront jamais de me souvenir de vous et de vous aimer. Mon Dieu! que de malheurs, respectable Amie! je suis mortellement inquiet de ma fille. J'avais prié le bon frère de M. P. d'envoyer un exprès de confiance : c'est le seul luxe que je me permette. Serait-il arrivé quelque malheur ; mon pauvre enfant serait-il malade ou arrêté? En vérité j'ai la tête bien noire. Vous savez peut-être les horreurs de

Menin : les Français ont fini par attacher des prisonniers Autrichiens aux ailes d'un moulin à vent. En vérité ce moment est effroyable. Bonsoir, Madame la Comtesse. Que je suis malheureux de n'avoir que de si tristes choses à vous dire.

Recevez les assurances de mon éternel attachement : mes femmes vous disent mille choses tendres.

23

A M. le Baron Vignet des Etoles.

Lausanne, 9 décembre 1793.

Vous êtes d'une colère terrible, mon cher ami : mais faites un peu votre examen de conscience, et voyez si vous n'avez pas vous-même tous les caractères de la prévention. *Dic nobis placentia.* Voilà votre devise. Eh bien! ne parlons plus de rien. Tout va à merveille, puisque vous le voulez. Voilà précisément le caractère de la passion qui ne veut rien entendre. Ne dirait-on pas que je prêche la révolte sur les toits, ou du moins le mépris pour le gouvernement? Je vous dis ce que je sais, autant qu'il est possible de savoir ce qu'on n'a pas vu ; il importe de tout savoir, une lettre est une conversation. Vous ne voulez rien entendre de contraire à vos systêmes et à vos inclinations ; vous traitez de *cohue* tout ce qui pense autrement, à la bonne heure! Je vous en félicite : c'est un grand bonheur que la persuasion,

quand on voit les objets couleur de rose. Vous avez vu que quand j'ai parlé pour le public, j'ai toujours eu le ton de l'approbation et de la confiance; c'est un devoir à mon avis, et je ne l'ai jamais violé. Tenons-nous en là, si vous m'en croyez; mais quant aux communications particulières, défions-nous de ces systèmes tranchants qui nous font regarder comme des lépreux tous ceux qui ont le malheur de ne pas penser comme nous. Ne disons pas comme le personnage de Molière :

Nul n'aura de l'esprit hors nos amis et nous.

Dans ma manière de penser, le projet de mettre le lac de Genève en bouteilles est beaucoup moins fou que celui de rétablir les choses précisément sur le même pied où elles étaient avant la révolution. Je puis me tromper, mais c'est en bonne compagnie. J'ai tort avec Arthur Young, que vous m'avez envoyé, et même avec le roi d'Angleterre, qui reconnaît publiquement, dans sa déclaration, que les puissances n'ont pas droit d'empêcher la nation française de *modifier* son gouvernement. J'ai toujours détesté, je déteste, et je détesterai toute ma vie le gouvernement militaire; je le préfère cependant au jacobinisme. Le gouvernement militaire vaut mieux que ce qu'il y a de plus exécrable dans l'univers, c'est l'unique éloge qu'on en puisse faire; je ne le lui dispute point. Je suis magistrat (pour mon malheur, il faut être juste) : Si ce beau gouvernement, qui est la mort de la Monarchie, se rétablit, je dirai ce que j'ai toujours dit : « *Obéissez* »; j'excuserai les excès les plus scandaleux sur le ton le plus filial; mais si, par hasard, la Monarchie

se rétablissait, séparée de la *Batonocratie*, j'espère que vous me permettrez d'être content. Je ne déteste nullement les Piémontais, je sais ce qu'ils valent : mais je préfère ma nation, du moins le peuple. Vous préférez, vous, les ultramontains: permis à vous, je ne m'en fâche ni ne m'en étonne. Quant à mes ennemis, je suis leur très humble serviteur, je n'y pense plus. Tous les cris que j'ai entendu pousser contre vous, ici et ailleurs, ne peuvent égratigner l'amitié qui m'unit à vous. J'espère que mes clabaudeurs ne vous font pas plus d'impression. L'unique chose qui me fâche, c'est de vous voir parler sérieusement de cette niaiserie de Franc-Maçonnerie, enfantillage universel en deçà des Alpes, dont vous auriez été si vous aviez vécu parmi nous, et dont je me mêlais si peu depuis que j'étais enfoncé dans les affaires, que j'ai reçu un jour une députation pour savoir si je voulais être rayé de la liste ; mais, mes bons amis ne manquaient pas de m'appeler à Turin *frère Joseph*, tandis que je faisais tranquillement des arrêts à Chambéry. Je ne suis pas étonné que dans un pays dont le vice capital est d'attacher une extrême importance à des riens, on ait parlé et même beaucoup parlé sur cette misère ; mais je suis étonné que vous n'ayez pas senti tout de suite que ce n'était qu'un prétexte pour me jouer quelque pièce. En voilà assez sur nos systèmes respectifs, d'autant plus que nous sommes peut-être d'accord. (1)

---

(1) En lisant les écrits de J. de Maistre, on voit qu'il apprit plus tard à connaître la secte abominable qu'il juge si légèrement en 1793.

24

Au Même.

Lausanne, 2 mai 1794.

Si je n'ai pas assez de foi, mon cher ami, je crains que vous n'en ayez trop, car les choses vont assez mal. Le duché d'Aoste n'est cependant point encore envahi, mais je vous avoue que je m'y attends ; aussi je suis bien aise que votre famille ne soit plus à la Cité. Si je fais des suppositions tristes, ce sont les événements qui m'ont gâté. Les apparences du moment et les demi-succès me font peu d'impression. Ressouvenez-vous de la prise de Toulon et de tant d'autres événements qui paraissaient si avantageux et même si décisifs, vous savez comment la campagne finit. J'ai peur que cette année tout n'aille de même. La débâcle sera terrible. *Pur troppo!* Je souhaite me tromper.

Au reste, mon cher, je suis persuadé que tout ceci finira, et, qui plus est, je crois que tout ce que nous voyons nous mène au bien par des chemins inconnus. Cette idée me console de tout; mais quand et comment parviendrons-nous à ce mieux? Voilà le secret de la Providence. Autant que j'en puis juger, je crois que nous en sommes encore passablement loin.

Ce qui peut encore nous consoler, c'est que l'ordre actuel, tout abominable qu'il est, est nécessaire pour faire justice de tout le monde, et les coquins en chef surtout

sont punis avec une précision qui doit vous faire plaisir. Vous m'avez laisser imprimer que tous les gouvernements étaient vieux. Je vous ajoute à l'oreille qu'ils étaient pourris. Le plus gâté de tous est tombé avec fracas : les autres suivront probablement, et ceux qui tiendront se régénèreront tout doucement avec la France, lorsqu'elle se régénèrera. C'est ce que je souhaite au nôtre.

25

A M. le Comte Henri Costa de Beauregard.

Nyon, dans la chambre de votre femme, 31 mai 1794.

Oh! quel coup! quel horrible coup! Je me prosterne, je ne sais où je suis. Pauvre Eugène! Charmant enfant! Malheureux père! Que vous dirais-je? A la première nouvelle de votre malheur, j'ai volé à Nyon, où j'ai demeuré deux jours avant de monter l'escalier de votre femme. Enfin, il a fallu se déterminer : il n'y a plus eu moyen de lui cacher sa perte. Il y a trois heures qu'elle la sait. Je n'entreprends point de vous peindre sa tristesse. Elle est profonde, mais elle est religieuse ; c'est le désespoir que je craignais. Elle échappera à cet état. Votre nom sort de sa bouche aussi souvent que celui de votre fils. Elle tremble pour vous, elle m'ordonne de vous l'écrire, de vous prier de vous conserver pour elle, pour Victor qui est allé tenir la place de l'ange que vous regrettez, pour vos autres enfants qui ne peuvent

se passer de vous. Au milieu du triste spectacle que j'ai sous les yeux, j'éprouve une satisfaction inexprimable à voir que les soins de l'amitié sont doux pour votre malheureuse femme. Je connaissais sa situation isolée, je savais qu'elle était mal placée pour pleurer. Je suis venu pleurer avec elle; elle m'en sait gré. Cher et malheureux ami, que ne puis-je me partager, que ne puis-je pleurer à Nyon et à Coni. J'ai peur que personne ne vous entende et que vous soyez forcé de renfermer votre douleur. Si mes devoirs et ma fortune me permettaient de voyager, je ne me refuserais pas le triste plaisir d'aller vous embrasser, et vous dire une petite partie de ce que je sens, et qu'il m'est impossible d'exprimer à mon gré. Si quelque chose pouvait augmenter la tendre amitié que j'ai pour vous, c'est le malheur. Il me semble que vous m'êtes plus cher, depuis que je ne vois rien dans ce monde de plus infortuné que vous. Je n'entreprendrai pas de vous consoler. Mon Dieu, peut-on consoler un père qui a perdu ce que vous venez de perdre. Je ne puis cependant pas m'empêcher de vous dire que votre excellent enfant est parti du monde au moment où il est bien triste de l'habiter. Ou je me trompe fort, mon cher ami, où nous touchons à un moment épouvantable. Tout va de mal en pis. Heureux ceux qui ne verront point tout ce qui s'apprête. Je ne compte pas quitter Madame de Costa avant deux jours, et j'espère même l'emmener à Lausanne. Ma maison, celle de Madame Hubert, et Madame Marie de Divonne lui rendront la vie plus supportable; que ferait-elle ici? et à qui pourrait-elle parler? Je suis

venu à Nyon toute affaire cessante, mon cher ami, comme si vous m'en aviez donné la commission; je continuerai de même à m'acquitter des tristes devoirs de l'amitié. Je ne quitterai pas votre femme tant que je pourrai lui être utile. Je lui donnerai tous les soins qui dépendent de mes faibles pouvoirs. Je croirai que vous êtes là et que c'est aussi à vous que je les rends. Madame de Costa est au lit; elle est aussi tranquille qu'elle peut l'être dans cette circonstance fatale. Nous ne craignons pas pour sa santé! Un prêtre respectable qui a sa confiance, la fidèle Cha et moi, voilà les entours qu'elle préfère; le reste est à quelque distance. Je passerai la nuit auprès d'elle. Si je puis, je l'emmènerai moi-même. Je finis par force : que puis-je vous dire encore? A moins de perdre mon fils ou mes frères, mon cœur ne pouvait recevoir de blessure plus douloureuse que l'affreuse nouvelle de la mort de votre fils, si bon, si chéri, si digne de l'être. Pauvre ami, pleurez, pleurez, mais conservez-vous...

26

Au Même.

Lausanne, 14 juin 1794.

Par quelle fatalité, cher ami, votre femme n'a-t-elle point reçu de vos nouvelles par ces deux derniers courriers? C'est sûrement la faute des postillons ou des commis. Nous attendons vos lettres avec la dernière

impatience, car Madame de Costa ne peut absolument s'en passer. Avant-hier, elle nous a quittés. Je répugnais beaucoup à cette séparation. Vous ne sauriez croire combien elle s'était accoutumée à nos figures amicales, et combien nous étions parvenus à la calmer. Je craignais qu'elle ne fût point assez forte pour marcher toute seule, et je ne me suis pas trompé. Hier, elle fut tout agitée, pleine de vapeurs noires et d'idées sinistres. Enfin, mon cher ami, dès que j'aurai pu quitter la plume, c'est-à-dire à sept heures du soir, je vais me mettre à ses genoux pour la ramener chez moi pendant quelques jours. La maison qu'elle occupe est aux portes de Lausanne, mais vous connaissez mes occupations de père de famille et les autres. Ma femme, dans son genre, n'est pas moins occupée, de manière que bon gré mal gré il faut être chez soi. Vous sentez bien que nous voyons tous les jours Madame de Costa, mais ce n'est pas notre compte ; nous voudrions vivre avec elle jusqu'à des moments plus calmes. Je vais la prier de toutes mes forces ; en attendant, je lui ai donné ma sœur, qui ne la quitte ni jour ni nuit, car elle couche à côté d'elle. Je vois très clairement qu'il ne faut point la laisser à elle-même, mais que cependant il ne faut point la livrer aux indifférents. J'accorderais tout cela si je pouvais la loger bien près de moi. Mais c'est un *opera-que* de se loger à Lausanne. Je n'oublierai rien au moins pour la déterminer à venir vivre encore dans mon *taudis*, au moins pour quelques jours. Son petit ménage est assez sage pour aller tout seul. D'ailleurs, la distance qui la sépare de moi est une gambade de cinq ou six minutes

pour vos fils. Hier, je fus témoin d'un joli trait de la part de Sylvain. Il vit sa mère de fort mauvaise humeur à son réveil et finissant par fondre en larmes. Tout de suite il partit sans commission, et vint tout essoufflé nous prier en grâce d'aller joindre sa maman : tout cela avec une vérité de sentiments qui me toucha infiniment. Camille possède aussi un cœur parfaitement bon. Je vous assure que, de ce côté, ils sont égaux. Pour les talents, je sais ce que valait votre Ange ; mais vous ne savez point encore ce que feront les autres. Pour moi, j'en espère beaucoup. Je reviens à votre moitié. Ecrivez-lui souvent, et toujours dans le sens que je vous explique; son imagination va plus vite maintenant, sur vous et sur elle, qu'elle n'est jamais allée sur la Révolution. Elle m'a prouvé d'abord que vous êtes malade, ensuite que vous étiez mort, puis que vous ne deviez plus l'aimer, et qu'il serait très avantageux à vos affaires qu'elle mourût. Tantôt elle n'aime pas ses enfants, tantôt elle n'a point de religion, etc., etc. Calmez-la donc beaucoup, et, pour cela, montrez-lui une douleur calme. Surtout, je vous le répète, parlez-lui de Victor et de votre satisfaction de l'avoir auprès de vous ; c'est un article important.

Les malheurs particuliers me distraient des malheurs généraux, et je me détermine difficilement à vous dire un mot de politique. Nouvelle victoire des alliés, le 3, près de Charleroy, dont on ne sait point encore de détails, mais l'affaire paraît incontestable. Les Français ont attaqué sur quatre colonnes : trois ont été repoussées avec grande perte, et la quatrième a été *totalement exterminée*. Ainsi disent les lettres de Bruxelles à Mon-

sieur Mallet du Pan, qui a de fort bonnes relations. Que de sang, juste ciel! La campagne de cette année, suivant les calculs exacts et modérés, coûte déjà 90,000 hommes à la République, et l'on n'a pu pénétrer en France! Et l'on chamaille encore en Flandre. A Paris, on guillotine vingt personnes par jour; le mécontentement est au comble et personne ne peut remuer. Nul œil humain ne peut apercevoir la porte de ce labyrinthe. Si nous sortons, on se trouvera dehors sans savoir comment.

Ou rien n'est sûr, ou je suis sûr que nous serons attaqués incessamment, du côté de Briançon : toute l'artillerie de Valence et de Lyon est partie subitement pour Grenoble; l'Etat-Major qui était dans cette ville est parti pour Briançon. Tous les chevaux, les mulets sont en réquisition; malgré la sécurité du Piémont, je suis en peine.

Je ne puis plus tenir la plume, au pied de la lettre. Tout à vous, très cher ami. Vous m'êtes toujours présent : écrivez-moi tout ce que vous voudrez, mais faites contenance avec cette digne Maman. *Vale !!!*

27

A M. le Baron Vignet des Étoles.

Lausanne, 6 août 1794.

Je vois par votre dernière lettre, cher ami, que vous donnez un peu, sans vous en apercevoir, dans le préjugé

contre les émigrés. Vous croyez qu'ils ont montré de la joie sur les affaires de Genève : détrompez-vous. Je n'ai pas vu un Français qui n'ait parlé sur ces horreurs avec le ton que nous y aurions mis, vous ou moi. Voici tout le mystère : les émigrés ennuient, parce qu'on est faible, et parce qu'on n'a pas la force de dire rondement ce qui serait cependant fort naturel : « On nous menace, nous n'avons pas la force de vous protéger : Allez-vous en ! » On se plaît à leur créer des fautes pour se mettre bien avec soi-même ; et, cependant, il y aurait infiniment plus de noblesse à parler franchement. Il faut avouer qu'on agit bien mal avec les émigrés. La bonté de la cause qu'ils défendent devrait jeter un voile sur leurs défauts ; et, au contraire, on se sert de leurs défauts pour jeter de la défaveur sur leur cause. Je vous ai ouï dire souvent qu'il y a un esprit révolutionnaire dans toutes les têtes ; que chacun veut faire une révolution à sa mode, etc. : vous devez donc approuver ceux qui prêchent pour l'immobilité des maximes. Revenant à leur conduite, je suis forcé d'avouer que, depuis que je suis ici, j'ai vu moins de sottises de leur façon qu'on n'en aurait vu dans tout autre rassemblement d'une nation quelconque. Les Anglais en ont fait d'énormes, dont on n'a pas parlé. Si un Français malheureux, irrité, dégoûté de la vie, poussé à bout par les contradictions, se permet un mot un peu léger, les démocrates crient *Haro !* et le gouvernement, qui incline à croire par la raison que je vous ai dite, accueille des dénonciations qui n'ont pas le sens commun. En un mot, mon cher ami, presque tous les gouvernements d'Europe exécutent sur les royalistes les décrets

de la *Convention;* ce qui a fait un mal infini à l'opinion dans tous les pays. Je vous assure que, si j'étais membre de cet honorable corps, j'en rirais bien. Voilà tous nos prêtres de Nyon renvoyés. On a bâti à Genève des pamphlets qui les accusaient d'avoir voulu créer *une Vendée dans le Jura.* La chose a fait grande sensation. Vous entendez bien qu'il n'y a pas un mot de vrai ; mais la vérité ne fait rien. Je crains fort que l'orage ne s'étende jusqu'à Lausanne : on est cependant fort sage, je vous l'assure. L'histoire des deux prêtres de Nyon était fort légère ; car, dès que l'une des parties était catholique, ils pouvaient croire que c'était à eux à marier. — Je n'ai point vu le discours du ministre d'Angleterre dont vous me parlez. Est-ce Pitt? mais, de Londres même, on écrit qu'il ne parle que de guerre. Je n'ai pas compris ce que vous me dites sur deux espèces de paix. Si on en fait une quelconque, nous sommes perdus. J'espère que les puissances alliées méditent quelque chose ; s'il n'y a aucune entreprise militaire sur le tapis, il faut avouer que les vingt-cinq mille hommes abandonnés dans les quatre villes conquises sont le comble de l'inhumanité et de l'imprévoyance ; mais je sens qu'il faut attendre pour bien juger, quoique Landrecies fasse déjà un préjugé fâcheux. — Comment trouvez-vous la jolie aventure du 9 thermidor? Pour moi, j'aurais mieux aimé voir tomber la C. N.; mais l'événement, tel qu'il est, me semble très heureux. Il suspend nécessairement plus ou moins l'action du gouvernement révolutionnaire, et il le fait descendre dans l'opinion. Il prouve que ce gouvernement ne peut avoir de stabilité. Il nous défait

d'une foule de scélérats, et c'est un gain clair et net pour l'univers. C'est la Providence qui avait jeté dans la municipalité le citoyen Simon, cordonnier, infâme et insolent geôlier des Enfants de France ; c'est ainsi qu'il s'est trouvé invité, sans s'en douter, à la fête du 10 sur la place de la Révolution. Je vous l'indique, de peur que vous n'ayez pas aperçu cette tête coupée parmi les quatre-vingt-quatorze autres.

28

Au Même.

Lausanne, 15 août 1794.

Les Français, mon cher ami, ont sans doute des côtés qui ne sont pas aimables ; mais souvent aussi nous les blâmons, parce que nous ne sommes pas faits comme eux. Nous les trouvons légers, ils nous trouvent pesants: qui est-ce qui a raison? Quant à leur orgueil, songez qu'il est impossible d'être membre d'une grande nation sans le sentir. Les Anglais et les Autrichiens n'ont-ils point d'orgueil ? Lorsqu'un ci-devant seigneur français se voit apostrophé par tel magistrat de Lausanne ou de Nyon, qui n'aurait pas osé, il y a cinq ans, aspirer à l'honneur de diner avec lui ; quand je vois M. le bailli traiter, je ne dis pas lestement, mais cruellement, des militaires français, en montrant sur sa poitrine, sur ses portraits, et à la tête de toutes ses ordonnances, l'ordre

du Mérite, qu'il tient de la France, je ne puis me défendre de leur permettre un peu d'impatience. « On n'en veut nulle part », dites-vous ; il faut donc les faire conduire sur la frontière de France, comme M. de Buven en a menacé, il y a deux jours, le jeune de Savon, qui travaille ici pour nourrir sa mère ; et alors le premier bourreau de la frontière fera son acquit, par lequel il confessera avoir reçu de la Suisse, du Piémont, de l'Espagne et autres nations chrétiennes, tant de têtes d'émigrés pour la guillotine. Le reproche que vous faisiez l'autre jour aux Français *de se réjouir des succès de leurs bourreaux* vient encore de la prévention, si vous y regardez de près ; car ce sentiment est très raisonnable, et même héroïque. Les soldats français ne sont point les bourreaux des émigrés, mais les sujets de ces bourreaux : ils se battent pour une mauvaise cause, mais leurs succès n'en sont pas moins admirables. M. Mallet du Pan a très justement insisté sur ce point dans son ouvrage. Je ne vois pas comment un Français pourrait ne pas sentir un certain mouvement de complaisance en voyant sa nation seule, avec une foule de mécontents dans l'intérieur, non seulement résister à l'Europe, mais encore l'humilier et lui donner beaucoup de soucis. Certainement c'est de la force bien mal employée ; mais cependant c'est de la force. D'ailleurs un Français peut penser, comme je pense, que la division de la France serait un grand mal. La foule des étourdis voudrait voir l'Empereur à Paris, pour rentrer vite dans leurs terres ; mais il ne faut pas blâmer celui qui dirait : « J'aime mieux souffrir pendant quelque temps de plus, et que ma patrie

ne soit pas morcelée. » La société des nations, comme celle des individus, est composée de grands et de petits, et cette inégalité est nécessaire. Vouloir démembrer la France, parce qu'elle est trop puissante, est précisément le système de l'égalité en grand. C'est l'affreux système de la convenance, avec lequel on nous ramène à la jurisprudence des Huns ou des Hérules. Et voyez, je vous prie, comme l'absurdité et l'*impudeur* (pour me servir d'un terme à la mode) se joignent ici à l'injustice. On veut démembrer la France ; mais, s'il vous plaît, est-ce pour enrichir quelque puissance du second ordre? Nenni:

Dantur opes nullis nunc, nisi divitibus.

C'est à la *pauvre* maison d'Autriche qu'on veut donner l'Alsace, la Lorraine, la Flandre. Quel équilibre, bon Dieu ! J'aurais mille et mille choses à vous dire sur ce point, pour vous démontrer que notre intérêt à tous est que l'Empereur ne puisse jamais entrer en France comme conquérant pour son propre compte. Toujours il y aura des puissances prépondérantes, et la France vaut mieux que l'Autriche. Nous n'avons nul besoin d'un Charles V. Si je n'ai point de fiel contre la France, n'en soyez pas surpris : je le garde tout pour l'Autriche. C'est par elle que nous sommes humiliés, perdus, écrasés ; c'est par elle que nous sortirons d'ici, non seulement sans argent, mais sans considération, j'ai presque dit sans honneur. Vous parlez d'orgueil, de prétentions; trouvez-moi une suprématie, une domination plus insultante que celle que l'Autriche exerce à notre égard. J'aimerais mille fois mieux 30,000 émigrés qui se battraient pour nous, que

30,000 Allemands qui sont venus pour nous voir assommer sur les montagnes avec des lunettes d'approche. M. d'Autichamp, M. de Narbonne, me plairaient tout autant, je vous l'avoue, que M. de Vins avec sa fistule qui s'ouvre à point nommé toutes les fois qu'on le contrarie. On reproche aux Français de vouloir commander partout où ils sont. Et les Autrichiens ne commandent-ils pas? Partout les grands commandent aux petits. Encore un coup, je connais les défauts français, et j'en suis choqué autant qu'un autre; mais je sais aussi ce qu'on peut dire en leur faveur. Au reste, cher ami, la politique est comme toutes les autres sciences : *Mundum tradidit disputationi eorum.* Mais je vous dis qu'on se trompe sur la France; qu'il ne faut point se décider par les idées du moment, encore moins par des considérations de pure inclination; qu'en persécutant partout le bon parti, on gâte l'esprit des peuples, et qu'on donne une force incalculable à la république, parce qu'on grossit son parti de tous ceux (et le nombre en est prodigieux) qui voudraient bien un autre ordre de choses, mais qui voient qu'il n'y a pas moyen de faire un noyau hors de la France, et qui finissent par servir, de dépit et de désespoir, un parti qu'ils n'aiment point.

Je suis tout surpris qu'après une permission de demeurer jusqu'au 1er janvier, on nous remette nouvellement sur le tapis pour partir. Mais savez-vous une belle chose? c'est que le Piémont ne nous voit plus arriver qu'avec une extrême répugnance, surtout les prêtres. L'abbé Saint-Marcel l'a écrit ici en confidence à quelqu'un, et je m'en doutais depuis longtemps, sur quelques

notices qui m'étaient parvenues. Je veux vous faire part d'un sentiment que j'ai dans le cœur, sans trop savoir où je l'ai pris. Je me sens entraîné à croire que le Piémont sera révolutionné, et que nous nous régénérerons ensemble, ou que la Savoie ne retournera plus à son ancienne domination. Cette idée ne tient à aucun calcul politique, et cependant je ne puis m'en défaire. Il me semble que la Savoie révolutionnée, unie au Piémont non révolutionné, formerait une dissonnance. Je vous dis ceci le 15 août 1794 ; souvenez-vous en. Je suis tout à vous, mon très cher.

P. S.— M. Mercy d'Argentau a demandé mille hommes aux Autrichiens, avec promesse de chasser les Français d'Ormex : ils ont refusé. Les bras en tombent à M. Trevor. Cette maison d'Autriche est une grande ennemie du genre humain, et surtout de ses alliés. Je vous avoue que je la déteste cordialement. J'ai la ferme espérance, au reste, que l'Empereur, pour n'avoir pas voulu être le *coq* de la coalition, en sera le *coq d'Inde*. Amen.

29

Au Même.

Lausanne, 22 août 1794.

Je vois par votre dernière lettre que nous ne serons jamais d'accord sur la France ; mais je vois aussi que même dans leurs oppositions de sentiments, les hommes,

s'ils sont honnêtes, peuvent trouver de quoi s'aimer et s'estimer. Je suis persuadé irrévocablement que le plus grand malheur qui puisse arriver à l'Europe c'est que la France perde son influence. J'ai donc raison de m'y intéresser. Vous, au contraire, vous la regardez comme l'ennemie du genre humain : vous avez donc raison de lui souhaiter toutes sortes de maux. Nous partons du même principe, quoique nous arrivions à une conclusion opposée. *O cæcas hominum mentes !* Cette diversité d'opinion m'a fait naître l'idée d'un ouvrage qui serait sûrement lu avec avidité ; mais il ne faut pas tant entreprendre. Je me confirme, tous les jours plus, dans mon opinion que c'est fait de la monarchie absolue, et je penche à croire que le monarque qui voudra sauver sa puissance, fera bien d'en sacrifier une portion ; ou pour mieux dire d'en restreindre légalement les abus. Les succès prodigieux des Français, la pente générale de l'Europe vers le gouvernement mixte, les fautes de la monarchie dans un moment où elle devrait se servir de tous ses moyens. l'impéritie ou la corruption des meneurs, même de notre côté, sont des circonstances arrangées d'une manière si extraordinaire, que j'y vois un arrêt de la Providence. Je n'ai pas cependant absolument perdu l'espérance qu'il se fera quelque changement en bien, naturellement ; mais toujours la France victorieuse dictera les conditions ; et avec sa puissance, ses richesses et son prosélytisme, elle agitera l'Europe et achèvera la révolution. On peut croire, à la vérité, que les gouvernements en se modifiant se perfectionneront, et il me semble en effet qu'ils étaient tous sortis, plus

ou moins, de leurs bases anciennes et légitimes ; mais quand il en résulterait ce bien, nous ne serions pas moins sacrifiés, nous qui existons dans ce moment. Ainsi il faut s'exécuter.

Je vous ai déjà parlé de mon ouvrage, auquel je ne mets qu'un intérêt languissant à cause des circonstances ; cependant je le pousse tous les jours, et chaque jour il s'accroît sous ma main. Plan de l'ouvrage : *Première partie :* Origine de la souveraineté. J'y traite, en plusieurs chapitres, de la nature de l'homme, de l'ordre social, de la législation, de l'origine des nations, etc. *Seconde partie :* De l'exercice de la souveraineté. Je fais voir qu'il n'appartient et ne peut appartenir au peuple ; j'y traite du gouvernement représentatif de l'Angleterre, du gouvernement féodal (morceau que j'ose croire tout nouveau). *Troisième partie :* Du droit d'insurrection. Je fais voir que la souveraineté ne peut être jugée. Passant à l'insurrection, je dis qu'il ne faut pas demander *si* l'on peut s'insurger, mais *quand* on le peut, et traitant la question par voie d'analyse, je fais voir que ce cas n'existe pas. *Quatrième partie :* Politique expérimentale. C'est un grand travail. Je fais voir le résultat du système français, par les propres aveux faits dans les discussions de la Convention. J'ai assemblé une foule incroyable de textes que je mettrai ensemble pour en faire un discours suivi. C'est un travail extrêmement pénible, mais le résultat serait piquant et intéressant. Je ne sais si je pourrai finir. Je manque absolument de temps et les événements me dégoûtent. Je suis toujours à vous au delà de toute expression.

à la morale, *non furtum facies* est écrit pour les nations comme pour les individus, et il n'est pas plus permis de voler des villes et des provinces que des montres et des tabatières. Quant à la politique, voyez ce que nous a produit l'effroyable système de dépecer la France ; il nous a mis au bord de l'abîme, et nous y poussera peut être. En repoussant les Français, en les humiliant, en les insultant, on les a ameutés, on les a aigris, on les a réunis. Vous voyez les suites. Aujourd'hui, on parle de reconnaître Monsieur. Il y a deux ans que cette démarche aurait été décisive; aujourd'hui, Dieu veuille qu'elle n'achève pas le mal, si elle n'est pas faite avec les précautions et les préliminaires que dicte une politique éclairée ; pour moi, j'incline fort à croire que cette reconnaissance pourrait bien être une balourdise de plus.

J'attends votre *purgation* avec grand plaisir ; mais je doute que vous me guérissiez de la compassion. Quant aux défauts, toutes les nations, comme tous les individus, en ont leur dose. Si quelquefois vous m'avez vu pencher pour la France, c'est que ce sont les langues qui font les préjugés. Si j'avais parlé Piémontais aussi longtemps que vous, je détesterais les Français autant que vous. Il y a une infinité de choses que nous croyons tenir de notre raison et qui ne sont que l'ouvrage des préjugés.

31

Au Même.

Lausanne, 28 octobre 1794.

Rien ne marche au hasard, mon cher ami ; tout a sa règle, et tout est déterminé par une puissance qui nous dit rarement son secret. Le monde politique est aussi réglé que le monde physique ; mais comme la liberté de l'homme y joue un certain rôle, nous finissons par croire qu'elle y fait tout. L'idée de détruire ou de morceler un grand empire est souvent aussi absurde que celle d'ôter une planète du système planétaire, quoique nous ne sachions pas pourquoi. Je vous l'ai déjà dit : dans la société des nations, comme dans celle des individus, il doit y avoir des grands et des petits. La France a toujours tenu, et tiendra longtemps, suivant les apparences, un des premiers rangs dans la société des nations. D'autres nations, ou, pour mieux dire, leurs chefs, ont voulu profiter, contre toutes les règles de la morale, d'une fièvre chaude qui était venue assaillir les Français, pour se jeter sur leur pays et le partager entre eux. La Providence a dit que non ; toujours elle fait bien, mais jamais plus visiblement, à mon avis : notre inclination pour ou contre les Français ne doit point être écoutée. La politique n'écoute que la raison. Votre mémoire n'ébranle nullement mon opinion, qui se réduit uniquement à ceci : « Que l'em-

« pire de la coalition sur la France et la division de ce « royaume seraient un des plus grands maux qui pussent « arriver à l'humanité. » Je me suis formé une démonstration si parfaite de cette proposition, que je ne désespérerais pas de vous convertir vous-même, mais non par écrit, car ce serait un traité dans les formes.

Je vous remercie cependant très fort de ce mémoire, qui est une très bonne pièce historique. Faites attention, au reste, que vous prenez presque tous vos exemples dans un seul règne, ce qui n'est pas juste ; d'ailleurs quelle nation n'a pas abusé de son pouvoir quand elle l'a pu ? Si vous écoutiez des natifs Mexicains ou Péruviens, ils vous prouveraient que les plus exécrables des hommes sont les Espagnols. Qu'est-ce que l'Europe n'eut pas à souffrir de Charles V, qui l'aurait toute conquise, sans les Français ? Tout ce que vous reprochez à Louis XIV ne peut entrer en comparaison avec trois cents vaisseaux pris par les Anglais en 1756 sans déclaration de guerre : encore moins avec l'exécrable partage de la Pologne. Enfin, mon cher ami, je vous répète que nous sommes d'accord sans le savoir. Il est naturel que vous désiriez les succès de la coalition contre la France, parce que vous y voyez le bien général. Il est naturel que je ne désire ces succès que contre le jacobinisme, parce que je vois dans la destruction de la France le germe de deux siècles de massacres, la sanction des maximes du plus odieux machiavélisme, l'abrutissement irrévocable de l'espèce humaine, et même, ce qui vous étonnerait beaucoup, une plaie mortelle à la religion : mais tout cela exigerait un livre.

Quant à l'autre point sur lequel, à mon véritable regret, il me semble que nous ne sommes pas parfaitement d'accord, c'est la révolution (quelconque) qui me paraît infaillible dans tous les gouvernements. Vous me dites à ce sujet que les peuples auront besoin de gouvernements *forts :* sur quoi je vous demande ce que vous entendez par là? Si la monarchie vous paraît *forte* à mesure qu'elle est plus *absolue*, dans ce cas Naples, Madrid, Lisbonne, etc., doivent vous paraître des gouvernements vigoureux. Vous savez cependant, et tout le monde sait, que ces monstres de faiblesse n'existent plus que par leur aplomb. Soyez persuadé que, pour *fortifier* la monarchie, il faut l'asseoir sur les lois, éviter l'arbitraire, les commissions fréquentes, les mutations continuelles d'emplois et les tripots ministériels. Voyez, je vous prie, ce que nous étions devenus, et comme on avait repoussé vos idées, même de bon ordre, quoique très modérées et ne touchant nullement à la prérogative de la couronne.

Tout à vous, mon cher ami.

32

A M. le Comte Henri Costa de Beauregard.

Lausanne, 13 décembre 1794.

Votre dernière lettre m'a pénétré de chagrin, mon cher ami, non point tant à cause des tristes réflexions

que vous me faites sur l'état présent des choses, mais à cause de cette incommodité que j'ignorais absolument et qui m'attriste au delà de toute expression. Mon Dieu, que de malheurs ! C'est celui-là qui m'afflige réellement parmi ceux dont vous me parlez, puisqu'il ne tient point à l'imagination. Le reste est plus idéal que vous ne pensez. Je comprends que tout va mal dans le pays où vous êtes, mais croyez que les choses ne sont jamais mieux allées en France. Je ne suis pas suspect, car depuis le siège de Lyon j'ai vu extrêmement en noir. J'ai surtout pensé très mal de la coalition ; mais, dans ce moment, tout annonce une grande révolution dans l'intérieur, où pour mieux dire cette révolution est faite, et il ne s'agit plus que d'en attendre les conséquences. Le Jacobinisme est radicalement anéanti, et sans aucune secousse. La tête de Carrier ne tient plus que par un fil ; l'ancien Comité de Salut public qui avait résisté au premier choc, vient de succomber au second. Du moins, l'examen de sa conduite est renvoyé à l'examen des Comités. C'est le premier escalier de la guillotine. Un décret de la Convention nationale envoie au Tribunal révolutionnaire *tous les complices et fauteurs de Robespierre*, c'est-à-dire qu'on enverra à l'échafaud autant de jacobins qu'on le jugera convenable. Un décret plus célèbre accorde une amnistie complète à la Vendée. Un membre a demandé qu'on exceptât les chefs, un autre a observé que c'était ouvrir une porte à tous les émigrés qui seraient libres de rentrer par la Vendée. Sur ces deux propositions, l'Assemblée a passé à l'ordre du jour sans aucun examen. On écrit d'ici, à Paris, à *Monsieur le Comte,*

à Monsieur le Marquis un tel, et on met tout uniment la lettre à la poste, sur la demande, comme vous pensez bien, des personnes auxquelles on écrit. Il y a peut-être à Lyon 3,000 émigrés rentrés depuis quelques jours. La guillotine *est en repos permanent*, et ne s'agitera probablement que pour les Jacobins, qui tombent de toute part dans les serres du Tribunal révolutionnaire. Les Prêtres rentrent en foule et le culte se relève vigoureusement. Deux choses vous frappent, à ce que je vois : l'invasion du Piémont et les malheurs qu'elle fera tomber sur vous. Je doute des deux choses, c'est-à-dire je doute que le Piémont soit envahi, et s'il l'est (ce qui, à tout prendre, est très possible) je doute encore plus que vous en fussiez plus mal. Ceci tenant à beaucoup de causes que je n'ai pas le temps de vous débiter, je brise sur ce point. Vous me parlez d'une chose qui mettra un *bâton dans la roue;* qui sait si cette chose ou ses suites ne seront pas plutôt de l'huile dans le moyeu? Vous parlez de misère, de délaissement, de métier à apprendre. Eh! n'allez pas si vite. Dans l'état actuel, je ne vous dis pas qu'on vous rende vos biens dans quinze jours : mais ce que je puis bien vous assurer, c'est que si cela arrivait, je n'en serais nullement surpris. Et en tout cas, ou il n'y a rien de sûr dans le monde, ou vous y rentrerez avant et bien avant d'être dans le cas de souffrir; une autre fois je vous en dirai davantage sur ce point. En attendant, continuez votre service autant que vos forces physiques le permettront: il y a partout des inconvénients; mais, c'est mon avis. Faites des cartes : mais, Pour Dieu! ne les donnez pas. Nous avons

décidé l'autre jour, avec votre femme, que *vous étiez une bête*, et cette décision, dictée par la plus sévère équité, précisément à propos de vos cartes, nous procura un moment de bonne gaieté.

Oui, mon cher ami, je conçois parfaitement vos idées de Marbre et de Chalcédoine, et je ne crois pas que vous couriez grand risque d'acquérir le bloc de Cavour, en stipulant que la somme sera payable à votre retour. Le vendeur ne s'exposera pas plus que vous. Courage donc, mon cher ami : du travail, et des rêves de marbre!

Mon petit monument de papier me devient tous les jours plus cher à mesure que je vois qu'il vous satisfait davantage. J'ai vu l'autre jour chez mon libraire la lettre d'un Genevois à moi inconnu, qui demandait cet ouvrage dans les termes les plus flatteurs pour moi ; mais toutes ces jouissances ne tiennent point à l'amour-propre. Le plaisir d'avoir satisfait un ami tel que vous surnage comme l'huile et couvre la gloriole. A présent, je suis bien sûr que, dans une deuxième édition, je donnerai à cet ouvrage toute la perfection dont je suis capable ; car, après la confrontation de nos remarques mutuelles, les endroits où nous serons d'accord de dire *tolle* sont évidemment mauvais. Mon frère, qui est venu me voir, est d'accord avec vous et moi sur plusieurs points. Monsieur Trevor vous a-t-il fait passer les vingt exemplaires dont il s'est chargé pour vous ? Dans le cas contraire, faites-les lui demander. J'en ai encore un bon nombre d'exemplaires à votre service. J'en ai donné cinquante à un libraire pour un Tite-Live, un abrégé de l'Astronomie de Lalande, et un beau Nouveau-Testa-

ment grec. Ne pouvant guère acheter avec de l'argent, j'ai fait cette spéculation; vous voyez que je me paie. Bonsoir, très cher ami, je suis à vous au-delà de tout ce qu'on peut dire.

Voilà une lettre de Madame votre épouse : son rhume, qui l'a plus fatiguée que vous ne l'aviez cru, l'a empêchée de vous écrire par les deux derniers courriers. Si elle m'avait dit qu'elle ne vous écrivait pas, j'aurais tenu sa place. Je la vois tous les jours, mais moins que je ne le voudrais. Le vent des affaires souffle dans les basques de mon habit, au point que je serais tenté de croire quelquefois que vous êtes prophète !!!...

Mille amitiés au sage Victor.

Le Baillif m'a raconté d'après Mme de Staël, à ce qu'il m'a dit, que M. de Staël arrive ici avec quatre secrétaires d'ambassade, prêt à entrer en France au premier mot de paix. Je doute un peu du voyage, et infiniment du but qu'on lui donne.

33

A M. le Baron Vignet des Etoles.

Lausanne, 23 décembre 1794.

Vous avez raison sur *la Souveraineté du Peuple*. L'ouvrage presse, mais le temps me manque : ma correspondance devient, elle seule, un ouvrage immense. Le

duc de Montferrat (1) m'a écrit *de proprio pugno*, une lettre des plus flatteuses et je puis dire des plus amicales ; pour peu que vous en soyez curieux, je vous la ferai passer. Ce n'est pas tout ; vous m'êtes trop attaché, et je le suis trop à vous, pour vous laisser ignorer (mais ceci n'est qu'entre nous) que le Comte de Hauteville vient de m'avertir confidentiellement que Mgr le Prince de Piémont se faisait lire toutes mes lettres, et qu'il m'en avertissait afin que je leur donnasse une tournure qui lui permît de les lire tout entières. Tout cela est assaisonné de choses très flatteuses. Je vous en fais part, parce que je connais l'intérêt que vous prenez à moi.

Quant à ce que vous appelez toujours *mon esprit*, je ne sais que vous dire. Si vous me disiez en particulier, *vous avez dit ceci ou cela mal à propos*, je vous répondrais ; mais que répondre à l'accusation générale d'*avoir de l'esprit ?* Il n'y a ni dans la Caroline ni dans le coutumier du pays de Vaud, aucune peine contre ce délit. Tout ce que je puis vous assurer sérieusement, c'est que je veille sur moi avec la plus grande exactitude ; que je parle peu sur les affaires ; que je n'en parle que suivant les principes les plus purs, au point que je suis regardé comme un des fauteurs les plus décidés de ces principes par toute la tourbe des Constitutionnels. Si vous m'entendez citer dans quelque occasion individuelle, vous me ferez toujours plaisir de m'avertir.

---

(1) Frère du roi.

34

Au Même.

Lausanne, 26 août 1795

TRÈS CHER AMI,

Il est infiniment probable que nous courons nouvellement un grand danger. Les promesses inconcevables de M. de Vins ayant donné aux Français tout le temps de se fortifier, nous avons tout lieu de croire qu'ils vont reprendre le rôle actif dans lequel ce grand homme ne brillera sûrement pas. Mais il est encore très probable que nous allons être attaqués par la Savoie. Les Français ont beaucoup de monde dans la Maurienne et dans la Tarentaise. Les troupes y affluent de toute part. A Chambéry, on est écrasé de logements, la fureur y est pire que jamais, surtout contre les prêtres. On vient d'en arrêter un à Chignin, dont l'arrestation a causé une espèce d'insurrection : un paysan a été sabré à côté de lui et est tombé à ses pieds. Le prêtre, qui se nomme Rey, a demandé en grâce la permission de lui rendre les derniers devoirs ; alors un soldat français a plongé son sabre dans le corps du paysan en disant au prêtre : *Tiens, voilà son absolution.* M. de Trevor reçoit de Paris les mêmes nouvelles que je reçois de Savoie et de Genève. On veut absolument faire un nouvel et dernier effort contre le Roi de Sardaigne. Dieu veuille

que nous nous tirions de là. Dans l'état des choses, 600 hommes prendraient le Duché d'Aoste ; il n'y a, au pied de la lettre, point d'autorité. Trois ou quatre officiers se disputent le commandement, et ne sont occupés, du matin au soir, qu'à se contrarier. Sans un général unique qui absorbe toute la puissance, il n'y aura pas trop moyen de se tirer d'affaire ; mais j'espère qu'on y pourvoira.

Malgré la persuasion où je suis, et que je vous ai souvent manifestée, que les choses ne pouvaient plus subsister sur le pied où elles étaient, et que si l'on n'y change rien, vous verrez de nouveaux malheurs et peut-être un écroulement général, sans que personne prenne la peine de pousser, évitons tous les excès ! Que la démocratie soit le seul gouvernement juste ; que les Rois soient tous de grands criminels, précisément parce qu'ils sont Rois ; que le peuple soit souverain, etc. ; voilà des extravagances, à mon avis. Mais que des polissons de secrétaires mènent les ministres qui mènent l'Etat ; qu'on s'imagine que l'essence de la souveraineté consiste dans l'avilissement de la noblesse, de la magistrature, en un mot de toutes les autorités intermédiaires ; qu'on en vienne au point de folie de faire dire, en propres termes, à des corps supérieurs : « Le Roi n'aime pas les remontrances, » et qu'on vous apporte à midi, pour les enregistrer dans la journée, des lettres patentes destinées à renverser l'État, afin qu'on n'ait pas le temps de les lire, je vous avoue, mon cher et bon ami, que c'est un autre excès tout aussi extravagant, et qui mène droit au renversement du trône. Il ne faut point de ré-

volution pour réformer tout cela : il faut écouter les gens qui savent la politique, et ne pas les traiter de mauvaises têtes (à commencer par vous), lorsqu'ils montreront, très respectueusement, du bout du doigt un abîme où l'on court.

35

Au Même.

Lausanne, 15 septembre 1795

TRÈS CHER AMI,

Les choses ne sont pas allées si mal en Savoie. Refuser la Constitution était impossible, il suffit de deux choses : 1° Il est manifestement prouvé que la très grande majorité de la Nation n'a pas voulu opiner, et s'est absentée des assemblées primaires ; 2° une très grande quantité de communes ont rejeté la Constitution française et demandé le Roi. J'ai déjà beaucoup de détails et j'en attends de nouveaux. Il est vrai que le peuple n'a pas bien compris l'état de la question, mais le peuple est peuple partout : en France même, plusieurs communes ont cru qu'elles refuseraient en s'absentant ; et, au contraire, elles laissaient le champ libre aux coquins ; c'est ce qui est arrivé à Thonon, où 64 votants ont accepté. A Chambéry il y en a eu 800, au lieu de 3,000 au moins qui devaient y être, etc. Nulle assemblée ne s'est mieux conduite et n'a mieux parlé que celle

d'Arbusigny, composée de 14 communes. Je verrai s'il convient d'imprimer quelque chose; en attendant, vous pouvez faire imprimer en toute sûreté dans votre Gazette, les deux articles sus dits: 1° Grande majorité du peuple qui refuse d'opiner. 2° Partout où l'on a été libre, vœu des communes contre le régime actuel et le désir de l'ancien, ce qui n'est nullement contredit par l'acceptation de la Constitution. — J'ai sur le métier une instruction courte et claire aux électeurs ; mais il faut aller pas à pas, de peur d'être ridicule. Les choses vont si mal qu'on ose à peine donner des espérances. — Que dites-vous de ce Rhin passé à la barbe d'une armée superbe, et de Dusseldorf lâchement livré comme une bicoque ? On ne manquera pas de dire que ce passage sera la perte des Français, comme on le disait de la conquête de la Hollande. Vous me disiez l'autre jour que vous n'aviez pas plus peur pour Turin que pour Vienne; mais les Turcs ont fait deux fois le siège de Vienne, et Constantinople est bien plus loin de Vienne que Dusseldorf. Quant à Turin, je suis parfaitement tranquille *pourvu que les Français n'attaquent pas*, mais s'ils attaquent, c'est autre chose : ils ont, tant dans l'armée d'Italie, aux différents postes, que dans le parc d'Antibes, 385 pièces d'artillerie, dont 145 de gros calibre, ce qui annonce l'envie d'attaquer, intention d'ailleurs bien prouvée par la lettre du comité de Salut public à Kellermann, que nous avons interceptée et dont vous aurez ouï parler. La neige n'y fait rien, pas plus que la glace de Hollande, et même beaucoup moins, car les Français sont parfaitement maîtres du chemin de Tende. Vous comptez sur

de grands coups dans la Rivière : vous faites bien de l'honneur aux Autrichiens ; ils n'attaqueront point, et s'ils attaquent, M. de Vins, par trahison ou par impéritie s'étant posté contre toutes les règles de l'art militaire, sera battu à plate couture. Les Allemands sont soldats, mais les Français sont militaires. Lorsqu'un de nos meilleurs officiers montrait à M. de Vins l'importance du Col des Termes, ce grand général répondait en baillant et sans regarder la carte : *qu'est-ce que cela prouve?* Ensuite, il envoyait dans le mois dernier, lettres sur lettres à M. Colli pour attaquer ce Col, et en même temps, il lui otait ses meilleures troupes. Celui-ci criait, et voilà comment s'est passé l'été. Croyez-vous qu'il n'y ait que de l'ânerie dans tout cela ? J'ai bien peur qu'il n'y ait quelque chose de pire. J'en reviens toujours à cette force cachée dont nous avons parlé tant de fois : tout ce que nous voyons n'est pas naturel. Il s'en faut de beaucoup cependant qu'il faille perdre courage; au contraire, il en faut faire provision à mesure que les affaires vont plus mal. Je ne doute point que M. de Clerfayt n'envoie une estafette à Vienne pour demander la permission d'attaquer les Français, que l'Empereur n'assemble un grand conseil de guerre, et que pendant ce temps, Mayence ne soit investi.

P. S. — Dans une séance de la municipalité de Chambéry, où l'on parla de Jean Claude Têtu, un honorable membre proposa de mander à la barre le maire de Montagnole. C'était procéder dans les formes, mais la motion n'eut pas de suite.

36

Au Même.

30 avril 1796.

Mon cher ami, nous pouvons dire comme François Ier : *Tout est perdu hormis l'honneur*. Les troupes du Roi ont fait des prodiges, mais que sert le courage contre le nombre? Toute l'armée Française est tombée sur nous, laissant Beaulieu tranquille entre Tortone et Alexandrie, où il se tient immobile viv-à-vis de Milan. Les faibles restes de notre petite armée s'étendent de Querasque à Coni. Nous n'avons pas perdu un canon. Buttet qui est à N. D. de Lorme avec toute l'artillerie, mande qu'on ne peut se faire une idée du massacre des Français du côté de Mondovi , du 20 au 21. Colli s'est conduit comme un fou : c'est ce qu'on peut dire de plus honorable en sa faveur. Il a enfermé le régiment des Gardes à Mondovi, sans munitions, et lui a défendu de bouger. Le régiment est pris, mais c'est à proprement parler les habitants qui l'ont pris, car ils ont porté solennellement les clefs aux Français, qui ont débuté par un grand bal. — Ceva tient toujours ; notre cavalerie a donné avantageusement sur les hussards Français. La joie des démocrates, surtout à Turin, ne se contient pas : le chevalier de Revel et Tonso sont partis pour Gênes où ils vont offrir la paix. Les Français dicteront

les conditions, et la première, sans doute, sera la cession de la Savoie. Au milieu de ces calamités, il faut admirer l'intrépidité de la Cour, qui ne donne aucun signe de terreur. Les princesses de France même ne remuent point : d'où l'on conclut qu'on compte sur quelques arrangements ; mais il reste à savoir si les Français voudront accorder la paix. Si nous la faisons, et que l'Empereur demeure seul vis-à-vis des Français, j'aimerais mieux être à Paris qu'à Rome. — Nous ne manquons cependant que d'hommes; car, si nous en avions un peu plus, ayant toutes nos places, nous pourrions encore nous tirer de là. Mais je suis sûr qu'il ne reste pas 12,000 hommes au Roi, et qui sait ce que veulent et ce que peuvent ces tortues autrichiennes. — Tous les magasins du Mondovi sont pris. — Le supérieur du Collège des Nobles avait dit qu'au moment où Mondovi serait pris il congédierait les jeunes gens : cependant, le 23, tout était encore en place.

37

† *A Mlle Adèle de Maistre.*

Turin, 3 juin 1797.

J'ai été très content, ma bonne petite Adèle, de l'extrait du *Rédacteur* que tu m'as envoyé. Il est très bien choisi, et contient des vérités intéressantes. Quand on cite les journaux, il faut citer le jour et l'an, et même le

numéro, si l'on peut, pour le retrouver à volonté ; par exemple : *Rédacteur* du samedi 27 mai 1797, n° 185. Quand il s'agit de livres, on cite le tome, le chapitre, et quelquefois la page. Voilà, mon enfant, une petite leçon que je te donne en passant ; car, en te louant sur ce que tu fais de bien, je tâche toujours de te conduire à faire encore mieux : rien ne me faisant plus de plaisir que d'avoir de nouvelles raisons de t'aimer.

J'ai aussi été très content du *verbe chérir* que tu m'as envoyé. Je veux te donner un petit échantillon de conjugaison ; mais je m'en tiendrai à l'*indicatif*, c'est bien assez pour une fois.

Je *te chéris*, ma chère Adèle : tu *me chéris* aussi, et maman *te chérit :* nous vous *chérissons* également Rodolphe et toi, parce que vous êtes tous les deux nos enfants, et que vous nous *chérissez* aussi également l'un et l'autre ; mais c'est précisément parce que vos parents vous *chérissent* tant, qu'il faut tâcher de le mériter tous les jours davantage. Je te *chérissais*, mon enfant, lorsque tu ne me *chérissais* point encore ; et ta mère te *chérissait* peut-être encore plus, parce que tu lui as coûté davantage. Nous vous *chérissions* tous les deux, lorsque vous ne *chérissiez* encore que le lait de votre nourrice, et que ceux qui vous *chérissaient* n'avaient point encore le plaisir du retour. Si je t'ai *chérie* depuis le berceau, et si tu m'as *chéri* depuis que tu as pu te dire : mon papa m'a toujours *chérie ;* si nous vous avons *chéris* également, et si vous nous avez *chéris* de même, je crois fermement que ceux qui *ont tant chéri* ne changeront point de cœur. Je te *chérirai* et tu me *chériras* toujours, et il ne sera

pas aisé de deviner lequel des deux *chérira* le plus l'autre. Nous ne *chérirons* cependant nos enfants, ni moi, ni votre maman, que dans le cas où vous *chérirez* vos devoirs. Mais je ne veux point avoir de soucis sur ce point, et je me tiens pour sûr que votre papa et votre maman vous *chériront* toujours.

Marque-moi, mon enfant, si tu es contente de cette conjugaison, et si tous les temps y sont (pour l'indicatif). Adieu, mon cœur.

38

A la. Même.

Turin, 18 octobre 1797.

Sans doute, ma très chère enfant, tu as fort bien deviné le sentiment qui empêche ta maman de te vanter à toi même. Il en pourrait résulter deux inconvénients : celui d'augmenter ton amour propre et celui de nourrir ta paresse. Tu sens bien par toi-même qu'on est toujours porté à s'arrêter en chemin, à dire *c'est assez ;* et c'est un grand mal. Maman voudrait donc éviter cette nonchalance, et t'animer constamment à de nouveaux efforts ; mais il est bien sûr (et sûrement tu en es persuadée) qu'il n'y a personne au monde qui t'aime plus que cette bonne maman, et qui rende plus de justice aux efforts que tu fais pour être une bonne et aimable personne. Jamais tu ne fais quelque chose de bien sans qu'elle ait soin de m'en faire part ; plus tu vivras, mon cher enfant,

plus tu regarderas autour de toi, et plus tu verras que, nulle part, tu ne peux être mieux qu'auprès d'elle. Je te remercie de la chanson que tu m'as envoyée, et que j'ai trouvée très jolie. Je suis aussi assez content de ton style et de ton orthographe, qui se perfectionnent ; j'ai bien envie d'être auprès de toi pour y donner la dernière main. En attendant, je puis t'assurer que tu as des dispositions pour écrire purement ; ainsi, il faut les cultiver. Voilà peut-être qui va te donner de l'orgueil ; mais une autre fois je ne te parlerai que de tes défauts, pour t'humilier. Tu feras fort bien, mon cher enfant, de m'écrire de temps en temps ; mais il faut laisser courir ta plume, et me dire tout ce qui te passe dans la tête. Tu as toujours quatre chapitres à traiter : tes plaisirs, tes ennuis, tes occupations et tes désirs ; avec cela on peut remplir quatre pages. Pour moi, il me suffit de quatre mots, en suivant cette même division : Mon *plaisir* serait d'être avec toi, mon *chagrin* est d'en être éloigné, mon *occupation* est de trouver les moyens de te rejoindre, et mon *désir* est d'y réussir. Adieu, mon cher enfant.

39

A la Même.

Turin, 2 décembre 1797.

J'ai reçu avec beaucoup de plaisir ta dernière lettre, ma chère Adèle, et j'en ai beaucoup aussi à voir la fran-

chise avec laquelle tu as condamné ce sentiment d'amour-propre que tu avais *là*. J'espère que tu seras toujours amie de la vérité ; et de toutes les bonnes qualités possibles, c'est celle qui m'attachera le plus à toi : je serai toujours un bon confesseur pour toi, et je te donnerai aussi l'absolution à ma manière. J'ai bien reçu, dans le temps, la chanson des *Incroyables*, que j'ai trouvée fort jolie ; je croyais t'en avoir accusé la réception. Au reste, ma chère enfant, je ne suis pas de la dernière exactitude pour les réponses ; je réponds quand j'ai le temps, et c'est une petite liberté qu'un confesseur peut bien prendre avec sa pénitente. Conte-moi un peu si tu n'oublies point ce cahier que tu m'avais tant promis de suivre exactement : est-il déjà bien gros et bien riche? Je suis persuadé que tu y mets toujours quelque jolie chose de temps en temps. Si tu l'as oublié, je ne t'en donnerai pas moins l'absolution : je m'en fie à ta mère pour toute cette besogne. Quand nous reverrons-nous donc, ma chère Adèle? J'espère que le temps te dure autant qu'à moi, quoique les enfants, à ce qu'on dit, n'aiment pas autant que les pères. Mande-moi ce que tu en penses. Embrasse, de ma part, ton petit étourdi de frère. Adieu, ma très chère Adèle ; je t'embrasse de tout mon cœur.

40

A Son Excellence Sir Thomas Jackson,

Ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique près S. M. Sarde.

Cagliari, 7 juin 1801.

MONSIEUR,

J'ai reçu avec une satisfaction inexprimable (quoique beaucoup trop tard pour l'intérêt public), les marques flatteuses d'estime et d'amitié que vous avez bien voulu me donner dans votre lettre du 22 septembre dernier. Votre *Namesake*, qui me paraît n'avoir de commun avec vous que le nom, s'est bien gardé de m'envoyer la lettre que vous lui aviez remise pour moi; il était trop intéressé à vous cacher la vérité, et trop sûr que je vous la dirais. Il l'a donc gardée prudemment dix mois dans sa poche, avant de lui donner cours, et j'espère que vous saurez apprécier, et même reprocher une infidélité si contraire aux intérêts du Roi, mon maître, et aux intentions du vôtre. Il n'est peut-être plus temps aujourd'hui de traiter la chose confidentiellement, de vous à moi. La vérité est allée à vous par tous les canaux officiels, mais telle est la force des premières impressions, même sur les meilleurs esprits, que je ne sais trop si elle a pu se faire entendre. Un vaisseau espagnol en prend un

Anglais, dans le canal de Barbarie, et l'amène à Cagliari. Tout de suite, le gouvernement, par une suite de cette déférence illimitée qu'il a pour l'Angleterre, donne ordre à l'Espagnol, avec les ménagements de la politesse, d'emmener sa prise sous vingt-quatre heures (tandis que les Anglais sont maîtres dans nos ports comme à Plymouth); mais pendant qu'il se disposait à obéir, les Anglais le prennent à l'abordage, le 13 juillet à cinq heures du soir, à la face d'un peuple immense, dans le port même, et à une portée de pistolet de la maison de santé. Ce n'est pas tout: l'Espagnol, qui avait amariné et fait entrer sa prise à Cagliari, se tenait lui-même au large. Un Anglais sort pour le prendre : il se réfugie sous la Tour des signaux; il y est canoné. La Tour, qui sait que le pavillon anglais est sacré, ne tire point et laisse faire (notez bien ceci, Monsieur). L'Espagnol ne sachant plus que faire, va s'échouer sur la côte, dans un endroit qu'on appelle Quartu. L'équipage se sauve à terre, je ne dis pas à la nage, car il n'y avait pas assez d'eau. C'est ce que votre homme appelle une *distance de vingt milles*. Dans cette position, l'Espagnol reçoit encore des boulets: son capteur fait feu sur le territoire de S. M., et s'il ne lui a tué aucun sujet, ce n'est pas sa faute, puisqu'un de ses boulets passa entre les jambes d'un soldat de la cavalerie milicienne. Après cette prouesse amicale, il remet le vaisseau espagnol à flot, et l'amène à Cagliari. En tout cela, pas la moindre résistance de notre part, et même, ce qui est singulier, pas la moindre plainte. Les Espagnols font feu et flammes, mais on ne les écoute que pour la forme. Je consume le temps en

décrets insignifiants; enfin, Monsieur, Madrid crie à l'injustice, demande une satisfaction, et des indemnités qu'il fait monter à je ne sais combien de milliers de piastres, etc. Après cela, Monsieur, il était naturel d'attendre de votre part des lettres consolantes et amicales, sur le double outrage reçu par S. M. de la part de quelques Anglais tout à fait indignes de la protection nationale, et sur les désagréments auxquels nous expose, de la part des autres puissances, notre excessive partialité en faveur de la vôtre. Au lieu de cela, vous savez ce que nous avons reçu. Permettez-moi, Monsieur, une effusion confidentielle, autorisée par les sentiments que vous voulez bien m'accorder. Il est bien dur pour le second prince du sang de la maison de Savoie de se voir mettre en équilibre avec un simple négociant écrivant visiblement sous la dictée de l'intérêt personnel, et dont les torts étaient démontrés par son mémoire même à Mylord Keith. Le droit des gens, la courtoisie européenne, les égards que se doivent mutuellement les couronnes, et qu'une couronne puissante accorde plus particulièrement à une couronne malheureuse, exigeaient absolument (excusez toujours ma franchise) que votre respectable Amiral supposât au moins que le Prince pouvait avoir raison. S'il est une vérité certaine, incontestable, c'est que l'homme ne fait jamais rien contre son intérêt. Essayez d'imaginer que nous nous amusons ici à braver le Roi d'Angleterre : jamais vous n'y parviendrez. Vous connaissez d'ailleurs le caractère de la famille royale, le dévouement particulier du Roi à la Grande Bretagne, et les obligations qu'il lui

a, sa fidélité scrupuleuse envers ses alliés, je ne dis pas grands et généreux comme vous, mais trompeurs et déloyaux comme d'autres. Vous ne connaissez pas moins la prudence de notre gouvernement, qui ne tient pas même aux circonstances présentes. Les deux princes, qui sont en Sardaigne, la portent à l'excès. Si après de si grands noms, il m'est permis de me nommer, je ne crois pas avoir donné devant vous aucun signe de folie depuis que j'ai l'honneur d'être connu de vous. Or, comme toutes les affaires maritimes dépendent de moi, vous me ferez bien la grâce de croire que je n'ai nulle envie de compromettre mon Souverain avec le vôtre. On parle de justice *refusée* : il me serait difficile de répondre à l'accusation, puisque je ne la comprends pas. Que les Espagnols se plaignent de l'insulte faite à leur pavillon, je ne dis pas à l'ombre, mais *sous* l'ombre de celui du Roi, sans que nous ayons voulu remuer en leur faveur, cela se comprend : mais que vos Anglais, qui ont pris les deux vaisseaux, se plaignent de nous qui les avons laissé faire, en vérité cela ne se conçoit pas. Demandez-leur, je vous prie, une requête quelconque, présentée au Régent et chargée d'un décret négatif, parce que c'est enfin là qu'il en faut venir : vous les embarrasserez un peu. On a parlé aussi d'*accommodement*, c'est-à-dire de prendre un vaisseau et de céder l'autre : mais vous voyez bien, Monsieur, qu'il ne peut être question d'*accommodement*. Le consul Espagnol perdrait sa place, s'il prêtait l'oreille à la moitié d'une injustice. Quant à nous, vous dites et vous avez toujours été libre de faire ce qui vous

[illegible] un vaisseau? Prenez-le. Les voulez-

vous tous deux? Prenez-les! Nous n'avons rien à disputer, ni à refuser aux Anglais; jamais nous ne vous avons dit *non* sur rien, et si les vaisseaux mêmes sont demeurés sous notre garde, c'est en raison d'un accord formel de M. Mawod avec le gouvernement. La seule chose qui soit impossible, c'est un arrêt qui dise que ces deux Messieurs ont raison: pour tout le reste, vous n'avez qu'a parler. Maintenant, Monsieur, comment pourrais-je vous exprimer le profond chagrin que me causent les fâcheuses impressions que je vois percer dans votre lettre sur les intentions de ce gouvernement à l'égard de vos compatriotes. Je puis vous assurer qu'ils sont bien plus maîtres et plus libres que nous ici. On les a vus rosser les gardes du Roi qui demandaient compte de je ne sais quelle contrebande qu'ils transportaient à bord; le fait n'est pas fort ancien, en avez vous ouï parler? Sur la fin de l'hiver, un capitaine de la marine royale nous demanda un jour vingt bœufs, tout à la fois, dans un moment de grande disette. On lui répondit qu'il n'y en avait précisément que vingt sur le marché pour la provision d'un jour, indispensable à Cagliari. Il insista, on lui dit: prenez! Alors il se radoucit, et n'en prit que dix. Le temps me manque pour me perdre dans les détails; mais, au nom de Dieu, Monsieur, je vous en prie, et je vous en supplie, dépouillez-vous absolument de toute prévention semblable à celle que vous me laissez apercevoir. Croyez que nous vous sommes sincèrement et absolument devoués: croyez que nous poussons les égards envers les Anglais jusqu'à la délicatesse, jusqu'au scrupule, et que nous le faisons encore bien moins par

politique que par véritable inclination. Au reste, Monsieur, je vous estime assez pour vous croire digne d'entendre la vérité, même sur votre propre nation. Personne ne rend plus justice que moi à vos compatriotes. Je les aime, je les admire, je les étudie comme vous savez : mais il faut convenir aussi que John Bull a quelquefois des bouffées de spleen si terribles, et une manière si dure et si hautaine de faire sentir sa supériorité, qu'en vérité, il ne faut pas être médiocrement philosophe pour se contenir. Si donc quelque homme public, qui se trouverait avoir le cœur plus haut que sa déplorable situation, s'était permis quelque vivacité, vous seriez tenu en conscience de lui pardonner. Mais cela même n'a pas eu lieu, les Anglais n'ont jamais éprouvé de notre part que politesses et prévenances. S'agit-il de quelque demande, ou de quelque objet de commerce? Ecrivez-moi directement, je vous en supplie, ou au secrétaire d'État, ou à l'Intendant; et vous verrez, par les lettres de vos agents, comment nous recevons les Anglais.

Me pardonnez-vous, Monsieur, toute la franchise de cette épître? Je n'en doute pas. Le titre de la vôtre justifie la mienne, qui n'est nullement officielle, et vous êtes trop bon connaisseur pour n'y pas sentir l'accent de la vérité.

41

A M. le Comte Napione Coconato,

De l'Académie nationale, à Turin.

Cagliari, 20 janvier 1802.

Je ne sais quel mauvais génie a poussé ce pauvre chevalier Napione à venir, je ne dirai pas s'*établir*, mais se *précipiter* en Sardaigne, pour n'y trouver ni argent, ni moyens, ni pitié ! Avec l'argent qu'il a jeté au vent pour venir ici, il aurait pu attendre en Piémont la conclusion d'Amiens, ou quelque autre événement (car celui-là peut bien manquer) capable de lui donner une existence tolérable ; mais enfin, le mal est fait : n'en parlons plus. Je n'ai pas besoin de vous dire que je ferai ce que je pourrai, et par moi et par mes amis, pour lui être utile ; mais la meilleure volonté est bien stérile en ce moment. Je n'entreprendrai point de vous conter la Sardaigne : ce serait une Iliade. Qu'il vous suffise de savoir que si nous ne sommes pas morts, nous sommes bien au moins à l'agonie. *Nondum conclamatum est!* C'est beaucoup si vous voulez, mais vous m'avouerez, mon cher cousin, qu'un pareil état n'attire pas les étrangers. Quant à moi, je me trouve fort heureux, d'abord parce que je ressemble par tempérament à ces caves souterraines qui conservent toujours la même température, et en second lieu parce qu'il me reste assez de bon sens pour me com-

parer aux autres, et à moi-même encore dans d'autres temps. Quoiqu'on ait notablement estropié mon emploi, il suffit encore pour me mettre au-dessus des besoins, et pour me permettre de ne rien refuser de raisonnable à l'éducation de mes enfants. Il ne m'en faut pas davantage pour émousser les épines inséparables de toutes les situations, dans ce meilleur des mondes possibles. Un littérateur du XVIIe siècle avait écrit sur la porte de son ermitage philosophique :

Las d'espérer et de me plaindre
Des Muses, des grands et du sort,
C'est ici que j'attends la mort,
Sans la désirer ni la craindre.

Pour moi je veux écrire sur celle de mon cabinet, en effaçant le mot de *mort*, qui est trop lugubre et qui ferait peur à mes enfants :

Las d'espérer et de me plaindre,
En regardant de loin le port,
C'est ici que j'attends mon sort
Sans le désirer ni le craindre.

Que m'arrivera-t-il en sortant d'ici ? Ma foi, je n'en sais rien, mais je ne veux pas y penser. Je n'accepte point le compliment que vous me faites sur ma philosophie. Ce que nous appelons de ce beau nom n'est le plus souvent qu'un simple tempérament. Dans moi, ce ne peut être qu'un peu de ce génie Gallican qui déconcerte parfois le malheur, en lui riant au nez. Je ne sais que trop, au reste, mon cher parent, combien vous avez eu

besoin de force d'esprit, au milieu des événements qui ont écrasé votre passé. J'ai particulièrement pensé à vous, je vous l'assure, avec un intérêt proportionné à l'attachement et à l'estime particulière dont j'ai toujours fait profession pour vous. Souvent j'en fais mention avec mon frère qui se porte à merveille et ne vous est pas moins attaché que moi. J'aurai bientôt, suivant les apparences, le chagrin de le perdre; il est effacé de la *liste noire*, ainsi que ma femme et d'autres personnes de ma famille. Ses affaires et les miennes le rappellent en Savoie, où je crois qu'il arrivera avec la première hirondelle. Il serait inutile de raisonner sur le futur, *quod caliginosâ nocte premit Deus*, mais il faut cependant se tenir prêt, autant qu'il est possible, à tous les futurs contingents.

J'espère que Monsieur votre frère se porte bien, et que vous m'avez rendu justice auprès de lui sur le chapitre de l'exactitude. Je n'ai pas perdu un moment pour le rembourser; mais telle est la difficulté des correspondances que j'ai attendu la réponse plus de quatre mois. Faites lui passer mes compliments et mes remerciements.

Je suis fort aise qu'on vous ait mis à votre place dans l'Académie Nationale, mais je voudrais que vous fussiez mieux payé. Quel temps, mon cher cousin, et combien je me mets à votre place! Conservez-moi votre amitié et comptez sur la mienne, *et nunc et semper*. Ma femme vous fait mille compliments ainsi qu'à vos dames que je salue respectueusement. Recevez, mon très cher, les biens sincères assurances de l'inaltérable attachement avec lequel je suis, et pour la vie, ...

42

A Mlle Constance de Maistre.

Cagliari, 13 janvier 1802.

Mon très cher enfant, il faut absolument que j'aie le plaisir de t'écrire, puisque Dieu ne veut pas encore me donner celui de te voir. Peut-être tu ne sauras pas me lire couramment: mais tu ne manqueras pas de gens qui t'aideront à déchiffrer l'écriture de ton vieux papa. Ma chère petite Constance! Comment donc est-il possible que je ne te connaisse point encore, que tes jolis petits bras ne se soient point jetés autour de mon cou, que les miens ne t'aient point mise sur mes genoux pour t'embrasser à mon aise? Je ne puis me consoler d'être si loin de toi. Mais prends bien garde, mon cher enfant, d'aimer ton papa comme s'il était à côté de toi: quand même tu ne me connais pas, je ne suis pas moins dans ce monde, et je ne t'aime pas moins que si tu ne m'avais jamais quitté. Tu dois me traiter de même, ma chère petite, afin que tu sois tout accoutumée à m'aimer quand je te verrai, et que ce soit tout comme si nous ne nous étions jamais perdus de vue. Pour moi, je pense continuellement à toi; et, pour y penser avec plus de plaisir, j'ai fabriqué dans ma tête une petite figure espiègle qui me semble être ma Constance. Elle a bien quelquefois certaines petites fantaisies; mais tout cela n'est rien, je sais

qu'elles ne durent pas. Ma chère petite amie, je te recommande de tout mon cœur d'être bien sage, bien douce, bien obéissante avec tout le monde, mais surtout avec ta bonne maman et ta tante, qui ont tant de bontés pour toi : toutes les fois qu'elles te font une caresse, il faut que tu leur en rendes deux, une pour toi et une pour ton papa. J'ai bien ouï dire par le monde qu'une certaine demoiselle te gâtait un peu ; mais ce sont des discours de mauvaises langues, que le bon Dieu ne bénira jamais. Si tu en entends parler, tu n'as qu'à dire que les enfants gâtés réussissent toujours. Je ne veux point que tu te mettes en train pour répondre à cette lettre ; je sais que la bonne maman veut ménager ta petite taille, et elle a raison. Tu m'écriras quand tu seras plus forte ; en attendant, je suis bieu aise de savoir que tu aimes beaucoup la lecture, et que tu sais ton *Télémaque* sur le bout du doigt. Je voudrais bien parler avec toi de la grotte de Calypso et de la nymphe Eucharis que j'aime bien, mais cependant pas autant que toi. Je voudrais aussi te demander si tu n'as point eu peur quand tu as vu Mentor jeter ce pauvre Télémaque dans l'eau, tête première, pour l'empêcher de perdre son temps. Ah ! jamais ta tante Nancy n'aurait fait un coup de cette sorte. Un bon oncle, que tu ne connais pas encore, te portera bientôt de ma part un livre qui t'amusera beaucoup : il est tout plein de belles images, et, dès qu'on t'aura expliqué comment il faut se servir du livre, tu pourras t'amuser toute seule. Adèle et Rodolphe s'en sont bien divertis ; à présent, c'est ton tour : je te le donne, et quand tu le feuilletteras, tu ne manqueras jamais de penser à ton papa.

Ta maman, ton frère, ta sœur t'embrassent de tout leur cœur ; et moi, ma chère enfant, juge si je t'embrasse, si je te serre sur mon cœur, si je pense à toi continuellement ! Adieu mon cœur, adieu ma Constance. Mon Dieu ! Quand pourrai-je donc te voir ?

43

† *A Mlle Adèle de Maistre.*

Cagliari, 14 décembre 1802.

Hier, ma chère enfant, j'ai reçu ta lettre du 24 octobre, et aujourd'hui celle du 14. Tu vois comme les lettres vont. Depuis longtemps tu en aurais reçu une de moi, si j'avais su où t'écrire ; mais j'ignorais ta *destination* : maintenant me voilà tranquille, au moins sur ce point ; mon imagination sait où te chercher, c'est déjà beaucoup pour moi (1). Vraiment, ma chère amie, je

(1) Madame Eulalie de Maistre, religieuse ursuline, sœur du comte de Maistre, chassée de son couvent par la démagogie d'alors (dont celle d'aujourd'hui ne fait que répéter les crimes), s'était unie à deux de ses anciennes compagnes, et avait établi à Turin une maison d'éducation, pour continuer à remplir, autant que les circonstances le permettaient, les devoirs de leur vocation. Mademoiselle Adèle de Maistre avait été placée momentanément dans cette maison, pendant un voyage de sa mère en Savoie.

voudrais te savoir un peu plus à ton aise. Ce souper à six heures, ce coucher à huit sont bien difficiles à digérer ; mais crois que cette gêne passagère ne te sera point du tout inutile. Se vaincre, se plier aux circonstances, est un devoir pour tout le monde, mais surtout pour les femmes. Si la bonne dame dont tu me parles te querelle sur une mode indifférente, dis-lui qu'elle a raison. Fais mieux encore ; parais le lendemain accoutrée différemment. Tu sais fort bien les béatitudes de l'Evangile ; mais il n'est pas défendu d'en savoir d'autres, comme, par exemple : *Heureuses les femmes douces, parce qu'elles posséderont les cœurs.* Voilà un sujet de méditation que je t'envoie, quoique tu sois dans un couvent. Quand tu sentiras que ton petit nerf impertinent se met en train, applique tout de suite ma lettre, comme on met de la mauve sur une inflammation. Mande-moi si tu fais toujours la petite statue lorsqu'il s'agit de parler, et surtout de parler italien. Je t'écrirai une autre longue lettre sur la vertu des langues. Si l'on ne t'avait pas sagement exceptée de la loi des décachètements, je me serais servi de voies détournées pour t'écrire ; je ne veux point que des profanes viennent mettre le nez dans nos petits secrets. Je te sais bon gré des regrets que tu me témoignes, car je les crois bien sincères ; tu sais assez, de ton côté, que loin de mes chers enfants et de celle qui les a faits, je n'ai qu'une demi-existence. Ce n'est pas que je ne sois *ici* aussi bien qu'on peut être *ici* ; mais je suis fait à la vie patriarcale : celle d'officier de garnison n'est point du tout mon fait. Je ne pense qu'à nous réunir. Quand viendra cet heureux jour ? Dieu le

sait. En attendant, applique-toi bien, et tire parti de ta position. J'ai vu avec plaisir qu'il t'en avait beaucoup coûté de te séparer de ton frère ; j'en ai été d'autant plus aise que j'ai vu les mêmes sentiments très bien et très naturellement exprimés dans la lettre qu'il m'a écrite. Il faut maintenir dans cette génération l'union qui a régné dans la précédente, et qui est la meilleure chose qui se trouve sur la terre.

Pour revenir aux lettres, je suis fort content des tiennes. Le style est bon, et fait mine de se perfectionner : je *dirais*, je *ferais*, au futur, ne sont qu'une distraction ; il suffit d'être attentive. Il faut que Madame de F.... te prête de nouveau *Marie de Rabutin-Chantal*. Je te déclare d'avance très solennellementqu'il me suffit que tu écrives comme elle ; je ne suis pas comme ces gens qui ne sont jamais contents.

Adieu, ma bonne Adèle. Tu sais combien je te suis attaché ; je m'occupe continuellement de toi : enfin, je suis tout à fait digne de tes bontés. Embrasse ta bonne et excellente tante Eulalie ; je veux absolument que tu fasses sa conquête, car je l'aime *notablement*. Mes honneurs aux deux autres dames. Regarde tout, ne blâme rien, aime les aimables, fais bonne mine aux autres, et Dieu te bénisse ! Adieu, Adèle.

44

A la Même.

Rome, 10 mars 1803.

Si par hasard tu n'as point reçu de lettre de moi, ma très chère Adèle, il faut bien te garder d'imaginer que je t'oublie. En arrivant dans cette capitale du monde chrétien, j'ai été bien mortifié de n'y trouver aucune lettre de toi, ce qui m'a prouvé que tu n'as pas reçu celle que je t'ai écrite de Sardaigne avant de partir, ni, par conséquent, le portrait de notre bonne baronne de Teulade, que je t'ai envoyé pour en être la gardienne. Dans cette lettre, je te recommandais de m'écrire ici. Aujourd'hui, il n'est plus temps ; je pars dans peu de jours. Voici mon sort, ma bonne Adèle ; je devais arriver à Pétersbourg sans titre: on a changé d'avis. En arrivant ici, j'ai été nommé et présenté partout en qualité d'envoyé extraordinaire. Le Roi est dans des circonstances bien difficiles ; mais il fait pour moi et pour ma famille tout ce qu'il peut faire : ainsi nous n'avons qu'à remercier, et attendre en paix l'avenir. Je me garde bien de te dire que je suis *content*, ou du moins *heureux*, malgré une destination si brillante. Pour être heureux, il faudrait que ma famille fût autour de moi ; mais c'est précisément cette tendresse qui me donne des forces

pour m'éloigner de vous. C'est pour vous que je me passe de vous. Il y a peu de temps que j'ai écrit à ta mère par un courrier; tu peux lui ajouter que dans la huitaine je pars, et je ne manquerai pas de lui écrire de tous les endroits où je m'arrêterai. Le Roi m'a donné une bonne voiture, je suis bien vêtu et bien servi : elle ne doit avoir aucune inquiétude sur mon compte. J'arriverai d'ailleurs dans la belle saison, ainsi j'aurai le temps de m'acclimater.

Je n'entreprendrai pas de raconter les belles choses que j'ai vues ici ; il me faudrait plus de temps que je n'en ai : une fois, Rome sera le sujet de nos conversations. Avant-hier j'ai vu le Pape, dont la bonté et la simplicité m'ont fort étonné. Il est venu à ma rencontre, m'a laissé à peine plier un genou, et m'a fait asseoir à côté de lui. Nous avons bien jasé une demi-heure : après quoi il nous a accompagnés (j'étais avec le ministre du roi), et il a porté la main sur le bouton de la serrure, pour ouvrir la porte. Je t'avoue que je suis *resté de stuc* à ces manières si peu souveraines ; j'ai cru voir saint Pierre au lieu de son successeur.

Ma très chère Adèle, j'espère que tu continueras à me contenter comme tu le fais. Toutes les fois que tu penseras à moi, il sera bien difficile que nos deux pensées ne se rencontrent pas à moitié chemin. Réfléchis, travaille et caresse. Tu es bonne; deviens excellente. Adieu, ma chère Adèle, je t'emporte dans mon cœur, afin que tu m'échauffes sous le soixante et unième degré de latitude.

45

A M. le Chevalier de Rossi,

Régent de la Secrétairerie d'Etat de S. M. le Roi de Sardaigne, à Rome

Saint-Pétersbourg, 22 juillet (3 août) 1803.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Après tout ce que j'ai eu l'honneur de vous dire sur le Piémont, et sur les indemnités qui peuvent appartenir à Sa Majesté, il semble que je devrais n'avoir plus rien à dire ; mais, je ne sais comment, ce sujet n'est jamais épuisé. J'ai eu l'honneur de vous mander toutes mes pensées sur Gênes : *C'est mon bélier.* Plus j'y songe, et plus il me semble que c'est là le point d'appui unique, décisif, d'où la maison de Savoie peut s'élancer plus haut que jamais ; et, prenez-y bien garde, Monsieur le Chevalier, jamais elle ne pourra s'agrandir sans la destruction de la souveraineté Piémontaise, et son amalgame aussi avec une autre plus considérable. Il ne faut point se laisser éblouir ni effrayer par ce qui se passe sous nos yeux ; tout cela n'est qu'une représentation, un drame, qui finira plus tôt ou plus tard. Sans doute il aurait mieux valu demeurer tranquilles à notre place ; mais puisque le mal est fait, il ne nous reste qu'à spéculer sur les moyens de nous tirer de là, même avec avantage. Or, il n'y a rien d'égal à Gê-

nes. Dans une lettre que notre grand ami a reçu de..... Il est dit expressément : « On assure que S. M. Sarde recevra à titre d'indemnisation, la république de Gênes et même d'autres pays. » Quoique la lettre soit d'une main distinguée (je n'ai pu en savoir davantage), je ne prends point cela pour évangile. Je n'en suis pas moins charmé de voir que cette idée se répand et s'accrédite. Véritablement je ne crois pas que Bonaparte l'adopte aisément. Il répugnera toujours à un établissement qui nous rapprocherait trop du Piémont ; mais comme vous l'avez vu dans toutes mes lettres, Monsieur le Chevalier, j'ai toujours raisonné dans la supposition que la crainte d'une guerre le ferait plier, car s'il veut se battre encore, tout est suspendu jusqu'à la fin de la guerre.

Mes conversations avec..... et..... vous auront, sans doute, donné beaucoup à penser. Depuis, le premier a dit à l'autre, qui me l'a redit : « Après la secousse « que les esprits ont reçue par cette grande révolution, « il est impossible de gouverner les hommes comme « auparavant. » Vous serez étonné sans doute, et S. M. ne le sera pas moins, de trouver ces idées dans une telle tête. Mais je vous étonnerais davantage, si je vous montrais jusqu'où elles s'élèvent. Qui ne connaît pas le XVIIIe siècle, et son terrible esprit, n'entend rien aux circonstances où nous nous trouvons. Je supplie donc S. M., avec toute la chaleur dont je suis capable, d'en croire les personnes que les événements, leurs études et leurs réflexions ont mises à même de bien connaître cette époque. Il y a très longtemps, comme vous

savez, que j'ai cru devoir insinuer quelques précautions à prendre : 1° à l'égard des Piémontais qui ont servi la France, 2° à l'égard des pays Italiens qui pourraient échoir à S. M. à titre d'indemnité.

Comme je n'ai reçu aucune réponse, je ne sais ce que le Roi en a pensé, mais vous voyez, Monsieur, qu'après plusieurs mois, les autorités les plus respectables sont venues confirmer mes avis.

Vous pensez bien, Monsieur le Chevalier, que je suis plus intéressé qu'un autre au système des peines et des récompenses. Malheureusement tout cela est renvoyé à l'autre monde. Dans celui-ci, il faudra que S. M. emploie tout le monde, ne se venge de personne, et néglige même ses amis. Lorsqu'on présenta à Charles II la formule portant *oubli* et *amnistie* pour tout le monde, il dit en souriant : « J'entends : *oubli* pour mes amis, et *amnistie* pour mes ennemis. » C'est ce qui arrive après toutes les révolutions. Autrement ce serait en recommencer une nouvelle, et allumer dans l'intérieur des haines qui tiendraient de la guerre civile. Rien n'annonce dans ce moment la restitution du Piémont ; cependant, comme tous les hommes d'Etat, et surtout les princes, sont tenus de jeter les yeux dans l'avenir, je ne vois pas pourquoi S. M. négligerait les moyens de gagner des partisans dans ce pays. La majorité est décidément pour Elle, et dernièrement encore, elle en a eu des preuves bien douces, par tout ce que lui a dit un voyageur de marque. Mais ses nombreux amis ne signifiant rien devant la minorité, pourquoi ne pas la gagner ou l'*amincir* s'il est possible ? Non seulement

S. M. ne doit repousser aucune avance du repentir, mais il me paraît incontestable que, par le moyen des hommes sûrs qui sont à sa disposition, Elle doit tranquilliser les esprits, et manifester hautement le projet de laisser les hommes et les choses à leur place. Observez bien, Monsieur, que cette minorité dont je vous parle, est formée par la crainte et non par la haine. Il n'est pas, peut-être, de nation dans l'univers qui soit naturellement plus ennemie des changements, plus fidèle, plus contente d'elle-même et de ses souverains que la Piémontaise. C'est la crainte, c'est la vanité, c'est la nécessité qui a fait la plupart des partisans extérieurs de la révolution. Il en doit donc moins coûter à S. M. qu'à tout autre Prince, de passer l'éponge sur le passé. Les officiers Piémontais qui sont arrivés, et dont j'aurai l'honneur de vous parler en détail, m'ont assuré expressément, que si le mauvais parti perdait les craintes attachées à l'idée d'une restauration, il ne resterait plus de cœurs à la France. Au reste, Monsieur le Chevalier, le plus grand bonheur que nous puissions souhaiter à S. M., c'est celui de pouvoir pardonner : malheureusement nous n'en sommes pas là. Quant aux pays étrangers qui pourraient devenir l'apanage de S. M., il me semble qu'il ne peut y avoir de difficultés sur les précautions que j'ai indiquées. Vous me direz, peut-être, relativement à mon dernier numéro, qu'il serait cruel pour S. M., en acquérant de nouveaux sujets, de ne pouvoir employer les anciens. A cela je pourrais répondre : Qu'importe ? et ce serait une bonne réponse ; la grande, l'unique affaire pour S. M., c'est de

régner. Toute autre considération est subordonnée à celle-là. Si pour servir le Roi, je dois ne pas le servir, il faut que je lui fasse ce sacrifice. D'ailleurs, Monsieur, les emplois lointains, les commissions étrangères, les récompenses pécuniaires, et les emplois militaires, sur lesquels tout peuple Italien sera froid, du moins dans les commencements, fourniront toujours à S. M. mille moyens de contenter son cœur. Je termine ce chapitre par deux observations importantes :

1° Les nations en général, sont fort indifférentes sur l'origine des familles Royales qui les gouvernent. Elles ne veulent que posséder la personne de leurs souverains, et le meilleur sera toujours pour elles celui qui les gouvernera le mieux ; mais nulle nation ne veut être gouvernée par une nation. Dans ce cas, si elle est faible, elle murmure : si elle est forte, elle se révolte.

2° Notre sort dépend de deux puissances amies, dont l'une par essence et par caractère, et l'autre par une circonstance extraordinaire, se prêteront sans difficulté, et même iront au devant de toute réclamation tendant à maintenir les lois, coutumes, privilèges, franchises des peuples acquis. Nous devons donc nous régler là-dessus, et prévoir les choses de loin. Si vous me voyez si chaud sur cet article, c'est que je savais, à n'en pas douter, même avant mes dernières conversations ministérielles, qu'on prêtait hautement à S. M. le projet de tout changer dans les pays où elle régnerait. X..... m'a beaucoup répété : *S. M. est trop sage, trop prudente pour etc.....* Tout cela est bel et bon ; mais je vois à travers ces phrases.

Voilà bien du papier perdu si Bonaparte ne plie sur rien ; n'importe, il faut être prêt sur tout. Depuis l'établissement du nouveau ministère, et même longtemps auparavant, je n'ai plus ouï prononcer le nom de *Sienne*. Sûrement Bonaparte (s'il traite) remettra la chose en campagne. Ce sera la pierre de touche de l'amitié qu'on a pour nous. Pour moi, j'ai eu soin, et dans mes discours et dans mes écrits, de ne jamais dire un mot qui pût seulement laisser soupçonner que je crusse à la possibilité de cet arrangement. Il me semble, et je le dirai dans l'occasion, de la manière que ces choses peuvent se dire, qu'il y va de l'honneur de nos amis. Je suis ravi de l'augmentation de subside obtenu à Londres, et j'espère que l'avantage que j'ai obtenu ici sera l'avant-coureur d'un autre ; nous verrons à l'échéance.

S. M. a été fort approuvée ici (et comment ne l'aurait-elle pas été) sur sa retraite à Gaëte, et sur les précautions dont elle a environné ce départ.....

Ma réponse à S. M. le Roi de France ne pouvait être qu'un simple témoignage de respect, d'intérêt et de reconnaissance ; mais je me suis beaucoup plus étendu dans ma réponse à M. le Comte d'Avaray. J'ai l'honneur de vous en faire passer une copie, je puis même dire l'*original* grâce à la presse anglaise : de cette manière vous êtes au fait de tout, et j'évite les répétitions fatigantes. Vous verrez que je m'en suis tenu à promettre un mémoire qui ne peut nullement me compromettre, et je crois que j'ai promis encore plus que je ne puis tenir ; depuis plus de quinze jours il ne m'a pas été

possible de commencer ; la vie de Pétersbourg est trop dissipée. Je travaille plus que personne, et cependant je ne fais pas la moitié de ce que je voudrais faire. Ce qui me console, c'est que les choses vont toutes seules, en bien comme en mal.

Il y a lieu de croire que MM. les officiers Piémontais qui sont arrivés ici ne se repentiront pas d'avoir pris ce parti ; il y a deux choses contre eux : le grade et la langue. Ce qui vous étonnera, c'est que la langue étrangère qui a moins de faveur ici, c'est l'Italien ; récitez quelque chose ici dans cette langue avec le véritable accent, et vous serez sûr de faire rire. Quelqu'un ne me disait-il pas gravement l'autre jour qu'il avait été fort surpris de voir que personne ne riait au sermon Italien. Comment donc, lui dis-je, Monsieur, je ne vous conçois pas, j'y étais moi-même, et je vous assure que je n'avais pas la moindre envie de rire. Vous en direz tout ce qu'il vous plaira, Monsieur, répondit-il, mais vous m'avouerez cependant que c'est une chose bien extraordinaire. Et puis raisonnez tant qu'il vous plaira, c'est peine perdue.

..... Je n'ai qu'un mot à ajouter ; s'il y a quelque chose de contraire à mon caractère, c'est de donner des avis, même à mes égaux. Si donc j'ai pris quelquefois la liberté d'indiquer quelques mesures que les circonstances me semblent exiger, j'espère que S. M. me rendra la justice de ne l'attribuer qu'à mon zèle ardent pour sa cause, pour sa personne, et pour son auguste famille.

J'ai l'honneur d'être.....

46

Au Même.

30 septembre 1803.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Infandum jubes renovare dolorem. Vous me demandez par un post-scriptum *ce qu'on pourrait faire pour rétablir un peu les affaires en Sardaigne?* Et moi je ne pourrais vous répondre que par un livre : n'attendez pas cet effort de moi. Je viens d'occuper pendant trois ans le premier emploi de l'île, j'en suis parti, quitte envers Dieu et le Roi. J'ai fait pour le bien du pays, tout ce que je devais, et plus que je ne devais ; une protection signalée de la Providence (je ne puis m'expliquer autrement) m'a fait échapper a des périls sur lesquels j'ose à peine reposer les yeux. Enfin, je suis ici, et je ne crois pas que l'*irréprochabilité* (laissez-moi fabriquer ce terme) ait jamais fait un plus grand miracle. A mon passage à Rome, au mois de mars dernier, S. M., dans plusieurs conversations que j'eus l'honneur d'avoir avec Elle, ne m'ayant pas dit un mot d'un pays d'où je venais, et dont je conservais même le premier emploi, ce silence commandait évidemment le mien : je me tus religieusement. Aujourd'hui je ne vois point de remède aux maux de la Sardaigne. Du moins, s'il existe, nous ne pouvons l'employer, ce qui ramène toujours la chose à l'impossible. Très décidément, il y a un génie malfai-

sant déchaîné sur ce malheureux pays. Cent fois je l'ai dit aux Sardes : « Ecrivez, Messieurs, sur le môle de votre « port, *Lasciate ogni speranza, voi ch'entrate*, afin que « l'homme sensible et courageux qui aborde chez vous « n'y porte pas le vain projet de dire *Fiat* au milieu de « cet effroyable chaos ». J'arrivai au mois de janvier 1800 avec cette romanesque ambition : j'ai pensé m'y perdre ; et si je ne tends pas aujourd'hui la main à mes amis, pour leur demander du pain, c'est un véritable miracle, comme je vous le disais tout à l'heure. J'ai souri à votre question : « Qu'est-ce qu'un certain X....? Quelle corde vous touchez là, M. le Chevalier ! croyez-moi, défaites-vous de toute idée d'amélioration. Ce n'est pas que je blâme votre sollicitude pour le service de S. M., mais puisque je suis en train de faire des mots, le Roi est *inservable* dans cette occasion ; croyez-en mon expérience. Si je savais ce que c'est que cette correspondance dont vous me parlez, de quelle main partent les lettres, de quoi il s'agit enfin, peut-être j'aurais pu hasarder quelques conseils. Au surplus, il me semble que dans toutes les suppositions possibles, tout aurait dû commencer par une ouverture quelconque faite à S. M. Souvent, j'ai désiré que le bandeau fut déchiré par une main assez forte pour n'être pas repoussée, et assez respectable pour ne pas repousser ; mais cette main, où est-elle ? En se mêlant de parler pour une nation, il est aisé d'être imprudent et même coupable. Contentons-nous donc de faire des vœux pour que le mécontentement dont vous me parlez s'évapore sans bruit, ou ne produise que la lumière. Tout ceci entre vous et moi.

nes. Dans une lettre que notre grand ami a reçu de..... Il est dit expressément : « On assure que S. M. Sarde recevra à titre d'indemnisation, la république de Gênes et même d'autres pays. » Quoique la lettre soit d'une main distinguée (je n'ai pu en savoir davantage), je ne prends point cela pour évangile. Je n'en suis pas moins charmé de voir que cette idée se répand et s'accrédite. Véritablement je ne crois pas que Bonaparte l'adopte aisément. Il répugnera toujours à un établissement qui nous rapprocherait trop du Piémont ; mais comme vous l'avez vu dans toutes mes lettres, Monsieur le Chevalier, j'ai toujours raisonné dans la supposition que la crainte d'une guerre le ferait plier, car s'il veut se battre encore, tout est suspendu jusqu'à la fin de la guerre.

Mes conversations avec..... et..... vous auront, sans doute, donné beaucoup à penser. Depuis, le premier a dit à l'autre, qui me l'a redit : « Après la secousse « que les esprits ont reçue par cette grande révolution, « il est impossible de gouverner les hommes comme « auparavant. » Vous serez étonné sans doute, et S. M. ne le sera pas moins, de trouver ces idées dans une telle tête. Mais je vous étonnerais davantage, si je vous montrais jusqu'où elles s'élèvent. Qui ne connaît pas le XVIIIe siècle, et son terrible esprit, n'entend rien aux circonstances où nous nous trouvons. Je supplie donc S. M., avec toute la chaleur dont je suis capable, d'en croire les personnes que les événements, leurs études et leurs réflexions ont mises à même de bien connaître cette époque. Il y a très longtemps, comme vous

savez, que j'ai cru devoir insinuer quelques précautions à prendre : 1° à l'égard des Piémontais qui ont servi la France, 2° à l'égard des pays Italiens qui pourraient échoir à S. M. à titre d'indemnité.

Comme je n'ai reçu aucune réponse, je ne sais ce que le Roi en a pensé, mais vous voyez, Monsieur, qu'après plusieurs mois, les autorités les plus respectables sont venues confirmer mes avis.

Vous pensez bien, Monsieur le Chevalier, que je suis plus intéressé qu'un autre au système des peines et des récompenses. Malheureusement tout cela est renvoyé à l'autre monde. Dans celui-ci, il faudra que S. M. emploie tout le monde, ne se venge de personne, et néglige même ses amis. Lorsqu'on présenta à Charles II la formule portant *oubli* et *amnistie* pour tout le monde, il dit en souriant : « J'entends : *oubli* pour mes amis, et *amnistie* pour mes ennemis. » C'est ce qui arrive après toutes les révolutions. Autrement ce serait en recommencer une nouvelle, et allumer dans l'intérieur des haines qui tiendraient de la guerre civile. Rien n'annonce dans ce moment la restitution du Piémont ; cependant, comme tous les hommes d'Etat, et surtout les princes, sont tenus de jeter les yeux dans l'avenir, je ne vois pas pourquoi S. M. négligerait les moyens de gagner des partisans dans ce pays. La majorité est décidément pour Elle, et dernièrement encore, elle en a eu des preuves bien douces, par tout ce que lui a dit un voyageur de marque. Mais ses nombreux amis ne signifiant rien devant la minorité, pourquoi ne pas la gagner ou l'*amincir* s'il est possible ? Non seulement

47

† *A Mlle Adèle de Maistre*

Saint-Pétersbourg, 19 octobre 1803.

Quand ta mère devrait en être jalouse, c'est par toi que je veux commencer, ma bien aimée Adèle ; je veux te remercier de ta jolie page du 3 septembre, qui m'a fait un plaisir infini. Je sais bien que tu es *sotte*, que tu ne sais ni *parler*, ni *caresser ;* que tu es *cruelle*, *barbare*, *traitresse*, etc., etc.; n'importe, l'amour est aveugle, et cette passion de la cité d'Aoste dure toujours : enfin, je t'épouserais, si je n'étais pas marié. Tu m'as fait grand plaisir de me faire un détail de tes études. J'approuve surtout le petit cours de sphère ; et telle est ma corruption, que je suis prêt à préférer les *fuseaux* dont tu me parles à ceux de la femme forte tant célébrés par Salomon. Je me figure aisément la joie que tu as goûtée, lorsque la porte de ta cage s'est ouverte, et que tu t'es trouvée de nouveau assise à cette table où il ne manque qu'une personne ; mais je t'avoue, mon très cher enfant, que je n'ai nullement été ennuyé de tes ennuis, et que rien au monde ne m'a été plus agréable que d'apprendre que tu avais su dévorer en silence tes petites *seccature*, et te faire aimer de tes *saintes geôlières*. Ce monde-ci, ma chère Adèle, est une gêne perpétuelle ; et qui ne sait

s'ennuyer ne sait rien. J'espère que tout ira bien, et que tu ne cesseras de croître *en grâce, en science et en sagesse, afin d'être agréable à nos yeux* (c'est le style de saint Paul), *et que je puisse t'embrasser avec une joie ineffable au jour de la consolation, qui arrivera bien tôt ou tard. Amen.*

Pour mon fils unique. — Et mon cher petit Rodolphe, où est-il? Qu'il vienne aussi prendre son mot. Tu ne peux pas me donner une plus douce assurance, mon cher ami, que celle de ta constante tendresse ; quoique ce soit un discours inutile, cependant je l'entends toujours avec un nouveau plaisir. Ce qui ne m'en fait pas moins, c'est d'apprendre que tu es le bon ami de ta mère, et son premier ministre au département des affaires internes. C'est là le premier devoir, mon cher enfant ; car il faut que tu sois son mari pendant que je n'y suis pas, et que tu me la rendes gaie et bien portante. Ce que tu me dis de Chambéry m'a serré le cœur ; je suis cependant bien aise que tu aies vu par toi-même l'effet inévitable d'un système dont nous avons eu le bonheur de te séparer entièrement. Ton âme est un papier blanc sur lequel nous n'avons point permis au diable de barbouiller, de façon que les anges ont pleine liberté d'y écrire tout ce qu'ils voudront, pourvu que tu les laisses faire. Je te recommande l'application par-dessus tout. Si tu m'aimes, si tu aimes ta mère et tes sœurs, il faut que tu aimes ta table : l'un ne peut pas aller sans l'autre. Je puis attacher ta fortune à la mienne, si tu aimes le travail ; autrement tout est perdu. Dans le naufrage universel, tu ne peux aborder que sur une feuille de papier;

c'est ton arche, prends-y garde. Je mets au premier rang une écriture belle et aisée. L'allemand est une fort bonne chose, et qui probablement te sera fort utile. Ainsi nous sommes entendus à ce sujet. Adieu, mon très cher Rodolphe.

A Constance. — Je viens à toi, ma chère petite inconnue. Combien je suis charmé de voir ton écriture, en attendant que je puisse voir ton petit visage et le baiser tout à mon aise ! Te voilà donc grande fille, ma bonne petite Constance, tout empressée de bien faire et de t'instruire ; tu as retrouvé ta maman, ta vraie maman, et ta sœur, que tu ne connaissais pas. Tu les aimes déjà à ce qu'on me dit, autant que si tu avais passé ta vie avec elles. C'est un bon augure pour moi ; je mourais de peur que tu n'aimasses pas assez ton vieux papa, quand tu le verrais. Aujourd'hui, j'espère que tu me traiteras comme ta maman, et qu'en moins de huit jours tu m'aimeras de tout ton cœur. En attendant, je ferai l'impossible pour t'envoyer mon portrait, afin que tu saches à quoi t'en tenir sur ma triste figure. Je te préviens cependant que tu me trouveras beaucoup plus joli garçon que dans cet abominable portrait que tu connais.

Adieu, mon petit cœur, je t'embrasse amoureusement. Parle souvent de moi avec ta maman, ton frère et ta sœur ; et quand vous êtes à table ensemble, ne manquez jamais de boire le premier coup à ma santé.

48

Mémoire à consulter sur l'état présent de l'Europe avec quelques réflexions particulières sur l'Italie.

Saint-Pétersbourg, janvier 1804.

C'est une des maladies morales de l'homme, que lorsqu'il s'est vu trompé cruellement dans la recherche d'un objet qu'il poursuivait avec ardeur, il perd absolument courage, se jette brusquement à l'autre extrémité, et décide hardiment que, ses efforts passés ayant été vains, tous les efforts futurs le seront de même.

La révolution Française a fourni une grande preuve de cette vérité. Au commencement de cette funeste époque, il était assez commun d'entendre dire *qu'on irait à Paris avec un Régiment*, et il n'était question que de partager la France. Aujourd'hui, on entend dire tout aussi communément que l'équilibre est rompu sans retour, que la prépondérance de la France est établie sur des bases inébranlables et qu'il ne reste qu'à plier la tête.

Ainsi les Français étaient, il y a douze à quinze ans, de la canaille qu'on disssiperait comme de la poussière : aujourd'hui, ce sont des Titans qu'il n'est plus possible d'atteindre.

Pendant qu'un heureux soldat renouvelle l'empire de Charlemagne, et l'agrandit même, puisque l'Espagne

est à lui, l'Europe regarde et dit qu'il n'y a pas de remède. Cet état d'enchantement a fourni quelques réflexions à l'auteur de ce mémoire. Elle semblent appropriées aux circonstances, et ne tenir surtout en aucune manière à cette politique théorique et spéculative qui trompe presque toujours. Il n'y a qu'une bonne politique, comme il n'y a qu'une bonne physique — l'expérimentale.

Le caractère Français n'est pas susceptible d'une marche uniforme et soutenue. Cette obstination imperturbable avec laquelle l'Anglais ou l'Allemand marchent à leur but, sans tomber ni se détourner, n'est pas à l'usage des Français. Chez eux l'abattement succède à l'enthousiasme et les bévues aux grands coups politiques. Le vaisseau de l'Etat ne vogue pas sur une mer tranquille : il est tantôt aux nues et tantôt dans l'abîme. On dirait même que c'est ce qu'il lui faut, et qu'il ne saurait cingler que par la tempête ; de là ces hauts et ces bas, ces alternatives de gloire et d'humiliations si communes dans l'histoire de France.

Qui aurait reconnu à Gertruydenberg, au commencement du siècle qui vient de finir, les vainqueurs de Rocroi ?

Et lorsqu'on voyait le port de Dunkerque démoli par des mains françaises, et le hautain commissaire Anglais dire à un ingénieur Français : *Arrachez-moi encore ce pieu, il me choque la vue* (1), on pouvait sans doute

(1) On tient cette anecdote de ce même officier du Génie.

demander où étaient les Français de Fontenoy ?

Si donc on voit la France arrivée, par des succès extraordinaires, à un tel point de grandeur et de puissance qu'elle semble devoir tout écraser, les autres puissances, loin de perdre courage, doivent penser au contraire qu'elle a dépensé ses forces (parce que chez elle tout est exagéré) et qu'elle s'approche du moment de l'humiliation.

Parmi le nombre infini d'écrits qu'on a publiés sur cette époque à jamais mémorable, on peut douter qu'on en ait vu paraître un seul qui ait mis dans tout son jour l'analogie surprenante des événements du XVIIe siècle et de celui qui vient de finir.

C'est un fait incontestable que le développement subit et demesuré que Louis XIV fit des forces de son peuple, excita en Europe précisément les mêmes alarmes que nous avons vues naître il y a douze ans, les mêmes efforts pour arrêter le torrent, le même résultat en sens contraire et le même découragement à la vue de ce résultat si étrange et si peu attendu.

Aujourd'hui les événements ont quelque chose de plus frappant, parce que l'esprit révolutionnaire a forcé les moyens ; mais le fond des choses est le même. Tenons-nous en à cette vérité de fait : *Que les esprits furent frappés tout comme aujourd'hui, et que les meilleures têtes désespérèrent du salut de l'Europe.*

En 1677, l'Académie Française proposa pour le sujet du prix ordinaire, l'éducation de *Mgr le Dauphin* : Le célèbre Fontenelle remporta le prix par une pièce de vers dont les quatre premiers méritent d'être cités. Ce

sera la première fois, peut-être, que des vers auront trouvé place naturellement dans un morceau politique.

France, de ton pouvoir contemple l'étendue ;
Vois de tes ennemis l'union confondue.
Ils n'ont fait, après tout, par leurs vains attentats,
Que te fournir le droit de dompter leurs états (1).

Au reste, laissons les poètes, et citons un homme d'Etat, un penseur, un philosophe, un homme qui a rempli l'Europe de son nom, de ses opinions et de ses aventures, lord Bolingbroke, en un mot. Voici comment il s'exprime, dans ses lettres sur l'histoire : (2)

« La misérable conduite de l'Autriche, la pauvreté « de quelques princes de l'Empire, la désunion, la po- « litique mercenaire de tous ces princes ; les vues « étroites, les fausses notions, et pour dire la vérité « aussi franchement sur ma nation que sur les autres, « la perfidie du cabinet Britannique n'empêchèrent pas « seulement qu'on ne mit des bornes au pouvoir de la « France, *mais l'élevèrent au contraire à une force « presque insurmontable à toute confédération future.* »

On voit que rien n'y manque. Tout le monde est nommé et il suffit de changer les dates.

Bolingbroke, avec sa forte tête, était bien éloigné de prévoir les embarras horribles qui terminèrent ce règne et les humiliations inouïes de Gertruydenberg.

---

(1) Œuvres de Fontenelle. Tome 10.

(2) *Bolingbroke's letters on the study and use of history.* Letter 7. Bâle, 1788. In-8°, p. 184.

Les moyens employés de nos jours, étant des moyens révolutionnaires, ont passé, comme on l'a observé plus haut, tous ceux que déploya Louis XIV ; mais c'est une raison de plus d'attendre un changement. Plus l'effort a été violent et porté au delà des bornes naturelles, et plus la prostration qui suit est complète. C'est une règle de la nature.

Au lieu donc de répéter jusqu'à la satiété *que les coalitions ne réussissent jamais,* il vaudrait mieux se rappeler que celle qui ouvrit le XVIIIe siècle, sous les auspices de Guillaume d'Orange, réussit très bien, et dans des circonstances toutes semblables.

Il est vrai que les prétentions exagérées et presque folles d'une ambition enivrée de succès amena enfin la bataille de Denain ; mais cela même est une leçon pour nous. Il s'agit de rejeter le fleuve dans son lit ; s'il est des gens qui prétendent le dessécher, cet écrit ne s'adresse sûrement pas à eux.

Le Français est un ressort qui ne se laisse comprimer que jusqu'à un certain point ; pour peu qu'on passe ce point, le ressort réagit avec une force surprenante. D'ailleurs, c'est une règle éternelle de morale et de politique qu'il ne faut jamais pousser son ennemi jusqu'au désespoir.

Pendant les longues conférences qui précédèrent la paix des Pyrénées, les Plénipotentiaires Espagnols extrêmement pressés par les Français sur quelques points importants, témoignaient leur embarras au ministère de Madrid ; et de Madrid, le ministre avisé leur répondait : *Ennuyez-les.*

C'est un beau mot, et qui montre une parfaite connaissance du caractère Français : pour en venir à bout, il s'agit bien moins de le *vaincre* que de le *tourmenter*.

Sages et hautes puissances qui pouvez ce que d'autres *désirent*, si jamais vous concevez le noble projet de rétablir la paix et l'équilibre en Europe, il ne s'agit pas pour cela d'aller à Paris ; chassez seulement les Français des pays qu'ils occupent, menacez leurs frontières sur divers points, obligez-les à tenir des armées immenses sur pied, et à entretenir dans toute sa rigueur la conscription militaire qui est l'horreur de la nation. Achevez de couper tous les canaux de leur commerce extérieur, privez-les de leurs îles et de leurs flottes, désespérez la nombreuse nation des négociants, dont la paix avait ranimé les entreprises et les espérances, attisez le mécontentement intérieur par tous les moyens que suggère la politique, mais surtout par un manifeste que le genre humain attend depuis quinze ans, et qui montre enfin que vous ne faites pas la guerre à la France, mais aux passions de ses chefs. Présentez à tous les Français la guerre, et la guerre interminable, avec toutes ses horreurs, comme le résultat inévitable de la manie d'un seul homme pour qui une épaulette était un trésor il y a quinze ans et à qui la France ne suffit plus aujourd'hui. Montrez-leur sans cesse cette sombre perspective : *Ennuyez-les !* et vous les ferez plier.

Ces espérances sont d'autant mieux fondées que, pour l'homme qui examine de près, il est visible que la France se trouve aujourd'hui dans un état de rétrogradation et de détresse.

La fièvre révolutionnaire a produit des efforts gigantesques ; mais ces efforts ont tari en partie les sources de la reproduction. Il n'en faut pas d'autres preuves que les aveux réitérés des Français, faits dans nombre d'écrits publics, et même dans des relations officielles, qu'avec sept millions de sujets de plus, et un territoire augmenté en proportion, le gouvernement lève à grand' peine, et en forçant tous les moyens, la même somme que les derniers ministres de Louis XVI levaient en se jouant, sur la France telle qu'elle était alors (1).

Il paraît donc incontestable que si les grandes puissances se coalisaient de nouveau avec des vues plus sages, plus grandes, plus *Européennes*, elles auraient toutes les raisons possibles de se flatter d'un succès complet.

Mais parmi les puissances qui peuvent s'intéresser à ce grand événement, il en est une qui doit donner le branle et servir de point de ralliement.

Au commencement du siècle qui vient de finir, ce fut l'Angleterre qui jouit de cet honneur insigne ; et maintenant encore Elle montre avec orgueil l'épitaphe de son Malborough.

Etranger ! qui que tu sois, si tu es libre, tu le dois au grand homme dont la cendre repose ici.

Cette épitaphe honorerait aujourd'hui, et peut-être même avec plus de justice la tombe de Souwarof, si les manœuvres d'une politique infernale n'avaient condamné

---

(1) Voyez surtout l'ouvrage de M. Necker sur l'administration des finances de la France.

au repos et peut-être à la mort cet homme original, appelé *fou* par des automates qui se croyaient des hommes : ce fils de la nature, ce Général-né qui gagnait des batailles comme Lomonosof faisait des vers.

Au reste, il se peut très bien que cet honneur, le plus grand, sans doute, dont un Souverain et une nation fidèle puissent s'enorgueillir, soit dévolu de nouveau en grande partie à la Russie ; car les esprits, frappés par l'accroissement gigantesque de la France, sentent plus vivement le besoin de lui opposer une grande puissance continentale. Il est sûr que tous les yeux se tournent plus particulièrement vers la Russie, qui, du reste, ne pourra jamais être humiliée de partager cet honneur avec l'Angleterre.

Il paraît donc que si le zèle pour le bien commun inspirait à quelque homme droit un petit nombre de réflexions adaptées à des circonstances aussi importantes, il ne pourrait mieux faire que de les présenter à cette puissance. Ce serait l'hommage du respect et de la prévoyance, quand même ce ne serait pas celui de la RECONNAISSANCE.

Ce qui pourrait arriver de plus fatal au monde, ce serait de donner le branle à de nouveaux événements, sans savoir exactement où l'on veut arriver.

On ne saurait se dissimuler que les succès prodigieux des Révolutionnaires Français ont imprimé dans les esprits, même dans les meilleures esprits, une terreur qui dure encore. On se dissimule l'état des choses ; on voudrait le retour à l'ordre ; mais on n'ose pas s'avouer ce qu'il faudrait faire pour l'obtenir.

C'est ainsi, par exemple, qu'on a entendu des hommes d'Etat dire qu'il ne serait pas trop possible de demander à la France la restitution du Piémont à son ancien Maître, *parce qu'il a été expressément réuni.*

Dans ce cas, il faut avouer que Bonaparte a bien mal fait de ne pas réunir la Banque de Londres.

Le fait est cependant qu'il ne s'agit pas seulement du Piémont, mais que si l'on n'ôte pas les Alpes aux Français, on n'aura rien fait. Si l'on ne se sent par la force de l'entreprendre, il vaut mieux ne pas remuer.

C'est une vérité triviale que nulle promesse, nul engagement, nul traité n'a de sanction lorsque l'exécution en repose absolument sur le bon plaisir de celui qui a promis. Or, que seront toutes les promesses de Bonaparte relativement à l'Italie, tant qu'il sera le maître d'y entrer au moment où il le jugera à propos? Il ne s'agit donc nullement de lui faire promettre de n'y pas venir, mais de lui en ôter le pouvoir.

La nature, qui fait toujours mieux que l'homme, avait placé sur les Alpes un Prince fait exprès pour les garder. Elle lui avait donné au delà des Alpes, du côté de la France, le Duché de Savoie et le Comté de Nice. Ces deux avant-postes qui n'étaient, dans le fond, qu'un vide entre la France et les Alpes, étaient cependant de la plus haute importance dans toutes les guerres d'Italie. Il fallait d'abord traverser ces pays, y traîner de l'artillerie à grands frais, escalader les montagnes, affronter les citadelles les plus fortes, et le climat plus terrible que les citadelles. C'est là ce qui sauva l'Italie en 1792. Si les Français après l'envahissement du Duché

de Savoie, avaient su profiter de l'effroi qu'ils avaient inspiré, et suivi hardiment les troupes du Roi qui se rassemblaient en Piémont, où l'on n'avait pas la moindre idée d'une attaque, on ne sait pas trop ce qui serait arrivé : mais ils n'avaient pas d'artillerie ; ils craignaient les défilés, les surprises, etc., ils perdirent du temps ; les Piémontais se fortifièrent, et le sort de l'Italie fut retardé de quatre ans.

Mais si les Français après avoir démantelé le Piémont, naguère hérissé de forteresses superbes, demeurent maîtres des Alpes, sans aucune citadelle devant eux jusqu'à Mantoue, tous les traités possibles sont fort inutiles, et Charlemagne est ressuscité.

Non seulement on ne saurait rien ôter au gardien des Alpes, mais il manquait évidemment, moins à sa grandeur qu'au système général de l'équilibre, toute la rive maritime de Savone à Nice. Mille fois il a été question de cette acquisition ; et peut être que jamais elle n'a été plus facile qu'au moment où ce souverain a tout perdu. Il est à peine nécessaire d'observer que tant que cette porte sera laissée à la garde d'une république de Négociants qui ont tous leurs fonds en France, il ne peut y avoir de sûreté pour l'Italie.

Mais il est un objet d'une tout autre importance, et qui doit fixer tous les yeux : c'est la République Italique, sur laquelle il faut absolument se faire un plan décidé.

Il est des expériences qu'un particulier ne saurait faire ; mais ceux qui en ont le droit peuvent fort bien la tenter : ce serait de demander au cabinet de Vienne quelles sont ses vues sur la République italique : certaine-

ment sa réponse serait très curieuse de quelque manière qu'elle fût conçue.

La République Italique est un monstre politique qui ne peut subsister. Sa vie n'est point à Elle : c'est l'esprit de la France qui l'anime ; et dès que cet esprit se retirera, elle tombera en dissolution. C'est ce moment que l'Autriche attend pour l'envahir. Tel est dans ce moment, l'objet unique de ses plus ardentes espérances.

C'est de quoi les autres puissances ne sauraient s'occuper trop attentivement, et d'avance ; car, s'il ne peut y avoir ni paix ni liberté pour l'Europe, tant qu'il y aura une République Italique, c'est-à-dire tant que l'Italie appartiendra à la France, il n'y en aurait pas davantage si l'Autriche s'en emparait.

Les vues de cette puissance sur l'Italie sont si profondes, si anciennes et si obstinées qu'il est difficile de s'en former une idée. L'illustre marquis Maffei voyageant en Allemagne en 1735, eut connaissance d'un plan pour la destruction de la République de Venise. Vérone surtout était l'objet d'une ambition particulière comme étant indispensable à la communication des provinces germaniques avec celles d'Italie.

Quant au choix des moyens, les faits parlent : c'est le seul langage qu'on puisse adopter, dans un écrit étranger à toute espèce de passion.

Bonaparte, écoutant plus son heureuse étoile que les règles de la prudence, s'était enfoncé dans la Carinthie, à la suite de l'Archiduc Charles qui reculait devant lui. Le Sénat de Venise, attentif aux événements, conçut un grand coup : il avait revêtu les inquisiteurs d'état de tout

le pouvoir nécessaire pour la défense de la République, dans ce moment si dangereux ; et ceux-ci avaient envoyé neuf députés dans les provinces de Terre-ferme, pour exciter les esprits et les disposer à la résistance. L'enthousiasme contre les Français fut au comble, surtout dans la partie de Vérone, et bientôt l'on put compter sur une *masse* de 90,000 volontaires.

Animé par une si belle apparence, le Sénat crut pouvoir se flatter d'un grand succès. Les Inquisiteurs d'état firent part à l'Archiduc Charles de cette situation, et lui proposèrent, s'il voulait les seconder, de prendre Bonaparte à dos et de le mettre entre deux feux.

L'Archiduc communiqua cette proposition à sa cour. On peut croire légitimement que le Ministère autrichien était trop clairvoyant pour se fier à ces *levées en masse*. Cette mesure, pour réussir, doit être inspirée par le véritable esprit de la liberté, comme on le voit aujourd'hui en Angleterre, ou par le Démon révolutionnaire comme on l'a vu en France : hors de là, c'est un torrent qui passe, bouillonne et disparaît.

D'ailleurs, quand le ministère Autrichien aurait cru à l'effet de cette belle et courageuse démarche des Vénitiens, il n'y aurait vu qu'un moyen de se débarrasser d'un ennemi redoutable ; au lieu qu'en se servant de l'ouverture généreuse du Sénat de Venise pour lui donner la mort, il y avait un gain immense à faire, sur le champ et sans coup férir.

Dès lors, il n'y avait plus à balancer, M. de Thugut renvoya la dépêche des Inquisiteurs à Bonaparte en lui disant : « Voilà ce qu'on nous propose, et voilà ce que

« vous risquez. Nous vous fournissons une raison de « détruire la République de Venise : voulez-vous nous « la donner ? A ce prix, la paix est faite ».

Bonaparte, de son côté, fit ses réflexions. Il se tirait avec honneur d'un pas difficile ; il retournait en France où il avait de grandes affaires sur les bras ; il se donnait le titre de Pacificateur ; il avait de plus le plaisir de la vengeance, et il ne lui en coûtait que le bien d'autrui. Il signa les préliminaires où l'énigme n'était par encore révélée ; mais bientôt il fut aisé de la deviner.

Il avait été stipulé dans les préliminaires de Léoben que les choses seraient remises, en attendant le Traité définitif, dans le même état où elles étaient avant le commencement des négociations, et comme, dans cet intervalle, les troupes de S. M. I. avaient chassé les Français de Trieste, elles jouèrent la comédie de l'évacuer et de remettre la ville aux Français ; mais, dans ce même temps, les troupes autrichiennes prenaient tranquillement possession (en attendant le Traité) du Frioul et de l'Istrie Vénitienne, au grand étonnement des Vénitiens épouvantés. C'était pour eux la fusée de la bombe qui les tua à Campo-Formio (1).

Passons à un autre fait tout aussi décisif quoique moins éclatant.

---

(1) S. M. l'Empereur *consent* que la République Française s'empare de toutes les îles vénitiennes du Levant, et la République Française *consent* que S. M. l'Empereur prenne le reste. (Traité de Campo-Formio du 17 octobre 1797, art. 5 et 6). Cette formule est unique dans les fastes de la diplomatie.

S'il est un Souverain en Europe qui mérite particulièrement les égards de tous les autres, c'est le Pape. Pour les Princes catholiques, c'est le chef de la religion ; c'est la pierre angulaire d'un édifice de deux mille ans. Pour les autres souverains, c'est un Souverain comme eux, mais pacifique par essence, ami de tous les hommes, et possesseur d'un musée immense ouvert aux quatre parties du monde.

Le Pontife qui régnait en 1799 se recommandait d'ailleurs à la compassion de l'univers par son caractère personnel et par les violences qu'il avait éprouvées. Des brigands atroces venaient de le dépouiller de la plus grande partie de ses états, pour le punir de n'avoir pas voulu sanctionner les plans de l'impiété. Jamais il n'y eut d'attaque plus gratuite, de vol plus manifeste, de violence plus révoltante.

Et cependant, à peine les Autrichiens avaient-ils mis le pied dans Bologne, qu'ils en prenaient solennellement possession au nom de leur maître, comme un navigateur aventureux aurait pris possession de quelque île déserte de la mer pacifique. En un clin d'œil une inscription pompeuse s'attachait à la façade d'un édifice public sur la grande place de Bologne. Elle était ornée de bronzes magnifiques surmontés par l'aigle impériale ; et le peuple qu'on faisait parler sur le marbre, y célébrait les victoires de l'Empereur, qu'il appelait *notre auguste souverain*.

Le 15 octobre 1799, celui qui écrit ces lignes, debout devant le marbre adulateur, se livrait à mille réflexions philosophiques. Il ne pouvait concevoir comment la

pierre et l'airain avaient pu se prêter en si peu de temps à ces complaisantes déclarations (1). Il était tenté de croire que l'inscription avait été gravée d'avance, sur la réputation de Souwarof, il se demandait ce que c'était donc que ce nouveau droit public qui adjugeait subitement la souveraineté *incommutable* d'un pays, au premier Prince dont les hasards de la guerre y portaient les drapeaux : et cela sans examen, sans suspension, sans daigner s'entendre avec l'ancien propriétaire, ni avec les autres souverains, ni même avec celui qui avait la bonté de vaincre pour lui? Il se demandait si les provinces et les empires sont comme des vaisseaux, dont la simple capture opère le changement de propriété ; au point que le vaisseau de l'ami peut être capturé légitimement sur l'ennemi, pourvu que celui-ci l'ait possédé vingt-quatre heures.

Au reste, cette manière expéditive d'acquérir, laissait bien quelques scrupules dans l'esprit du nouveau possesseur. Car, immédiatement après l'élection du Souverain Pontife actuellement régnant, faite comme on sait au Conclave de Saint Georges à Venise, la Cour d'Autriche lui fit proposer la cession des deux légations et ce qu'il y eut de singulier, c'est que la proposition fut faite par le Marquis Ghisleri, sujet du Pape, que S. M. I. avait nommé son ministre auprès du Conclave.

Le Pape répondit, comme il le devait, *qu'il ne pou-*

---

(1) Les Autrichiens n'étaient entrés à Bologne qu'au mois de juillet précédent.

vait absolument faire la renonciation qu'on lui demandait. On lui objecta le Traité de Tolentino. Le Saint-Père répliqua *que ce prétendu traité était l'ouvrage de la violence, et que pour rien au monde il ne se déterminerait à le ratifier.*

Alors, les Autrichiens, pour lui donner une preuve de leur mécontentement, lui refusèrent le passage au travers des légations pour se rendre à Rome. Le Pape, se voyant ainsi bloqué par terre, se soumit aux fatigues de la navigation : il s'embarqua pour Pesaro ; et, dans la traversée, il apprit la nouvelle de la bataille de Marengo.

Tel était donc l'objet de cette grande politique qui avait appelé le Conclave à Venise : c'était pour y demander au Pape la renonciation à tous ses droits sur les légations. C'est le prix que M. le Baron de Thugut avait mis à l'hospitalité accordée au Conclave pendant deux mois.

Mais si l'on veut de nouvelles preuves de l'infatigable ambition qui convoite l'Italie entière, on les trouvera dans les sentiments et dans la conduite de l'Autriche à l'égard de la Maison de Savoie.

Cette maison possédait un des plus beaux et des plus fertiles pays de l'Italie. Elle touchait d'ailleurs au Duché de Milan sur lequel elle avait d'anciens droits ; et sa position sur les Alpes était superbe.

Il n'en fallait pas davantage pour faire ombrage à un voisin puissant, gêné d'ailleurs par le titre, l'éclat et l'antiquité d'une maison qu'il n'était pas possible d'écarter aisément.

Mais elle avait encore un autre titre à la haine de l'Autriche. C'était une tendance à s'agrandir, résultant de sa position même. Le bon sens universel l'appelait à de plus grandes possessions, pour la sûreté de l'Italie et la tranquillité de l'Europe. C'était là le grand crime de la maison de Savoie et celui que son puissant voisin ne lui a jamais pardonné. Cette haine est telle que, durant les conférences de Lunéville, un Plénipotentiaire Français ayant objecté à un certain plan de l'Autriche, qu'il ne laissait aucune place en Italie pour le Roi de Sardaigne, le plénipotentiaire autrichien répondit (il ne le niera pas): *Eh! quelle nécessité y a-t-il qu'il y ait un Roi de Sardaigne?*

En effet, il n'y a de *nécessaire* en Italie que la maison d'Autriche : les autres souverains ne sont que des *accidents*.

Mais il est important d'entrer sur ce point dans les détails les plus circonstanciés ; car il n'en est pas qui mette dans un jour plus lumineux la politique de l'Autriche à l'égard de l'Italie.

A l'époque de la fameuse convention de Pilnitz, Victor Amédée III, alors Roi de Sardaigne, se précipita vers cette coalition avec plus de générosité que de prévoyance, d'ardeur que de sagacité. Au lieu de se faire acheter, il s'offrit : il a payé cher cette grandeur chevaleresque. L'excellent Roi croyait de bonne foi qu'on allait se battre pour l'Europe, pour la monarchie et pour la maison de Bourbon. Ce beau rêve dura peu ; et bientôt il vit que l'alliance de l'Autriche n'était qu'une spéculation faite sur ses états. Les secours qui arrivèrent en Piémont

étaient une pure dérision. Les forces réelles de l'Autriche n'abandonnaient point la Lombardie, et lorsqu'enfin, après une guerre de trois ans, le Roi représenta le danger imminent qui menaçait le Piémont, il fut répondu à ses agents, d'une manière officielle, *qu'il n'était pas juste que l'Empereur prodiguât le sang et les trésors de ses sujets pour la conservation des états du Roi sans y trouver un avantage; et que le Roi devait absolument opter entre deux conditions; ou de restituer les provinces de nouvelle acquisition* (1) *faite sur le Milanais, à la charge d'être dédommagé au moyen des conquêtes que les deux alliés feraient sur les Français, en Italie, avec l'aide de Dieu; ou bien, en laissant les conquêtes aux Français, de se faire payer par eux une somme d'argent en dédommagement des frais de la guerre, laquelle serait partagée par les deux hautes parties.*

Le Roi, obligé de choisir, se détermina pour la seconde alternative; mais quand on en vint à la signature, M. de Thugut les inséra l'une et l'autre, et le Marquis d'Albarey, agent du Roi pour cet objet, n'osa pas former d'opposition de peur d'exposer les états de son Maître. Il en résulta le Traité de Valenciennes du 13 juin 1793,

---

(1) On appelle *Provinces de nouvelle acquisition*, le Novarais et quelques autres parcelles du Milanais cédées au Roi Charles-Emmanuel III, par l'Impératrice Marie-Thérèse, et qui furent le prix solennellement stipulé de l'alliance de 1742. Jamais il n'y eut d'acquisition plus légitime: cependant, elle n'a cessé d'exciter des regrets et une jalousie inconcevables de la part d'une aussi grande puissance.

chef-d'œuvre d'obscurité astucieuse et d'entortillage machiavélique; mais comme il était basé uniquement sur les conquêtes à faire en Italie, le Roi de Sardaigne se crut très fort permis de n'y plus penser.

Ce qui parait incroyable, c'est que le Roi répondit à cette mauvaise foi évidente par les procédés les plus loyaux et la confiance la plus entière. Il laissait commander ses troupes par des généraux autrichiens qu'on envoyait de Vienne et qu'on rappelait à volonté.

Tous répétaient les mêmes fautes, et tous avançaient la catastrophe, sans que jamais le Roi de Sardaigne ait changé de conduite. De Wins fut battu complètement et ignominieusement à *Vado*, dans la Rivière de Gênes (1); Colloredo le fut au Dego; Provera, que tous les militaires appelèrent par acclamation *pauvre here*, se fit prendre à Cosseria avec 7,000 Autrichiens, et les régiments piémontais de Montferrat et de la marine, qu'il s'était fait prêter. Enfin, le fatal d'Argentau battu à Mava, battu à Ormea, le fut de nouveau à Montenotte, où l'on peut dire qu'il perdit, dans une bataille, le Piémont, l'Italie et l'Europe.

Dans la vérité, jamais les Autrichiens n'ont réellement défendu le Piémont. Ils se tenaient sur la frontière, et c'est toujours là qu'ils ont été battus. Leur politique invariable roulait sur ces deux maximes terribles dont jamais ils ne se sont écartés.

---

(1) Une caricature militaire (peut-être française) représentait ce Général à cheval sur une écrevisse avec la devise : VADO.

1° Ne jamais prendre ce qu'ils ne pouvaient pas garder pour eux.

2° Ne jamais défendre pour l'ami ce qu'ils espéraient reprendre sur l'ennemi.

C'est par une suite de la première maxime qu'ils n'ont jamais voulu tirer un coup de fusil au delà des Alpes. Lorsque les troupes du Roi de Sardaigne entrèrent en Savoie, dans l'été de 1793, ses alliés, qui avaient des troupes en Piémont, ne lui donnèrent pas un soldat, mais seulement le général d'Argentau dont les instructions secrètes ne le furent pas longtemps.

Jamais peut-être la coalition n'avait vu un plus beau moment. La Flandre était envahie, le Gouverneur de Cambrai ne demandait qu'une bombe pour capituler décemment; Toulon était aux Anglais; la Vendée avait 200,000 hommes; les troupes du Roi étaient en Savoie; Lyon soutenait son mémorable siège, et vingt-deux départements ébranlés, attendaient, pour se décider, le succès de cette fameuse insurrection.

Dans ce moment, d'Argentau arrivé en Savoie, disait en pleine table, en présence de plusieurs officiers du Roi : « *Quand même je serais sûr de réussir, je ne* « *me porterais point sur Lyon, parce que je sais que* « *ce ne sont point les intentions de l'Empereur mon* « *Maître.* »

Et pendant ce temps, les infortunés Lyonnais comptaient les minutes, les yeux fixés sur les Alpes; et pour comble d'horreur, ils recevaient un écrit qui sera à jamais un souvenir déchirant pour l'homme qui le transmit bien innocemment.

C'est par une suite de la même maxime que le Cabinet de Vienne ayant promis solennellement son contingent de troupes pour la défense de Toulon, se moqua des Alliés et n'envoya pas un homme, tandis que les troupes du Roi de Sardaigne, toujours prêtes à la minute, y faisaient des exploits qui leur méritèrent une adresse de félicitation de la part de la municipalité de Toulon (1).

Mais, encore une fois, Toulon importait peu à l'Autriche, parce qu'elle ne pouvait pas le garder.

La seconde maxime, de ne jamais défendre pour l'*Ami*, ce qu'on pouvait reprendre sur l'*Ennemi*, ne se montre pas moins à découvert dans toute cette guerre. Cette maxime est fille de l'autre, déjà suffisamment développée : que tout ce que l'Autriche reprenait sur l'Ennemi commun, de même que tout ce qu'elle en acceptait, lui appartenait sur le champ, sans discussion ni retour.

On l'a vu pour le Vénitien ; on l'a vu pour les Légations ; mais c'est en Piémont surtout qu'elle s'est manifestée de la manière la plus éclatante.

Après la brillante campagne de Souwarof, le Roi de Sardaigne, qui était à Cagliari, est rappelé sur le trône par la Russie et l'Angleterre. Le bon Prince s'embarque sur la foi de ces deux puissances (il était permis d'y

(1) Elle était adressée au Comte de Foras, officier Savoyard du plus grand courage, et commandant des forces Piémontaises.

croire apparemment), et l'Autriche seule s'y oppose avec tant d'ardeur et d'obstination, qu'elle fait plier ses deux grands alliés. Elle emprisonne le Roi à Florence, et le Cabinet de Vienne écrivait que c'était pour ne pas exposer le Roi trop tôt.

Le Grand Maréchal, par ses manifestes multipliés, rétablissait solennellement l'autorité du Roi, énonçant même nommément les ordres précis de l'Empereur, son maître, sur ce point.

Et les Autrichiens traitant ces proclamations et ces ordres comme les phrases insignifiantes d'un officier subalterne, anéantissaient de fait cette même autorité, paralysaient le Conseil suprême et tous les pouvoirs établis par le Roi. Ils s'emparaient des caisses publiques, et foulaient le pays par des exactions qui faisaient oublier, ou pour mieux dire, regretter les Français, sans que la justice, l'humanité ni les droits sacrés de la Souveraineté aient jamais pu les faire songer un instant à la situation cruelle où se trouvait le Roi leur Allié. Ils prirent dans ses arsenaux 2,000 canons, des bombes, des boulets, des munitions de toute espèce ; et, par un accord qui crie vengeance, ils abandonnèrent toute cette artillerie aux Français lorsque ceux-ci se retirèrent.

Pendant que ce tableau, tracé avec une fidélité scrupuleuse, est bien présent à la mémoire, il faut songer qu'il ne se passa pas une année de cette malheureuse guerre où la France ne soit venue à la charge, pour détacher le Roi de la coalition par les offres les plus séduisantes ; et les ouvertures n'étaient pas plus tôt faites à Turin, qu'un

courrier les notifiait à Vienne, avec l'assurance que le Roi demeurait invariable. Le Cabinet de Vienne louait ces sentiments, et n'en poursuivait pas moins son plan.

Si le Roi avait écouté le ressentiment, la crainte, et cette espèce de politique que tout paraissait justifier, il aurait prêté l'oreille aux propositions des Français : il aurait joint ses braves troupes à celles de ces heureux brigands, et serait allé avec eux sous les murs de Vienne dicter des conditions, au lieu d'en recevoir d'aussi dures.

Mais jamais des idées aussi séduisantes n'ont pu seulement effleurer l'esprit du Roi de Sardaigne ; et, dans ce moment même, il est encore puni de sa fidélité à l'Autriche ; car c'est précisément cette fidélité obstinée qui est son grand crime aux yeux de la France, et que Bonaparte ne veut pas pardonner.

Finissons par le trait suivant. Lorsque tout fut perdu pour le Roi en 1796, et qu'il ne lui resta plus que de se mettre à la merci de l'odieux Directoire, il aurait pu obtenir des conditions beaucoup moins humiliantes s'il avait voulu accepter l'alliance qu'on lui offrit à Paris : mais cette alliance lui paraissait contrarier la morale ; il refusa et se soumit à tout. Il en coûterait trop à son cœur, dit-il, de combattre ses alliés. (Ces paroles sont écrites).

On sait de reste qu'une foule d'hommes rira de cette lutte de l'Evangile contre Machiavel ; il n'en est pas moins vrai que si ce ridicule gagnait tous les Cabinets, le monde n'en irait pas plus mal.

Et il n'est pas moins vrai qu'aucun caractère noble

et élevé ne contemplera ce tableau sans accorder quelque intérêt à une maison Souveraine si cruellement traitée et si longuement tourmentée.

On a tâché d'établir, dans la première partie de ce mémoire, que la France n'est nullement inattaquable, pourvu qu'on sache l'attaquer.

Mais comme elle ne peut guère plier que sous les efforts de certaines puissances, combinés avec ceux de l'Autriche, on a mis à découvert les projets de cette puissance sur l'une des plus belles parties de l'Europe, en montrant combien il serait dangereux de ne pas tout prévoir.

Il reste à montrer quels seraient les résultats de ces projets, s'ils venaient à s'effectuer.

L'Autriche possédait jadis deux pays très précieux en eux-mêmes, mais dont la possession néanmoins n'augmentait guère sa puissance que nominativement : les Pays-Bas et le Duché de Milan.

L'un et l'autre étaient trop éloignés du *cœur politique*. Ce n'est pas tant le nombre que la réunion des sujets qui forme la puissance d'un État. L'Angleterre, qui possède quarante millions de sujets dans l'Inde, serait plus redoutable si les Trois-Royaumes en contenaient vingt-cinq.

Au premier coup de tambour qui se faisait entendre en Europe, l'Autriche devait envoyer 40,000 hommes dans les Pays-Bas; il fallait demander des passages, il fallait opérer des déplacements immenses d'hommes et de capitaux. Les Pays-Bas, d'ailleurs, étaient hypothéqués pour une dette énorme, que jamais la maison

d'Autriche n'aurait pu secouer. Enfin, cette partie de ses états était véritablement pour Elle le *talon d'Achille.*

On en dit autant, proportion gardée, du Duché de Milan.

L'acquisition des Etats de Venise a changé absolument cet ordre de choses. La force totale de cette République se composait de près de trois millions de sujets, et d'un revenu de trente-six millions tournois environ. L'Empereur, à la vérité, a consenti que d'autres possédassent les Iles Vénitiennes, le Brescian et le Bergamosque, mais cette défalcation n'est rien par rapport à la masse totale. D'ailleurs, c'est par la réunion des parties, c'est par les rapports politiques qu'il faut envisager ce surcroît de puissance qui est énorme. Les provinces de nouvelle acquisition se joignent et s'amalgament, pour ainsi dire, avec les anciennes et les unes et les autres se font valoir mutuellement. Tout le fond de l'Adriatique appartient au même Souverain. S. M. l'Empereur d'Allemagne estdevenu maître d'un peuple ingénieux, actif et industrieux, il a acquis de superbes villes, et surtout, une des plus brillantes capitales de l'Europe. Le pays, fertile et bien cultivé, est coupé en tout sens par de belles rivières et des canaux navigables. Les provinces Illyriennes de la maison d'Autriche trouvent dans ces riches contrées un débouché sûr et avantageux. Le mouvement se fait sentir jusqu'en Hongrie dont la culture et la population doivent augmenter, par ces acquisitions, à un point qu'il n'est pas aisé d'assigner.

Si la République de Venise subsistait, rien ne serait

plus juste que la restitution de toutes les provinces italiennes de la maison d'Autriche ; et il serait fort à désirer que, dans un mouvement général de l'Europe, il fût possible d'amener cette restitution.

Mais puisque la Maison d'Autriche a bien voulu accepter le don des états de Venise, et puisqu'Elle n'a point été dégoûtée par les mains sanglantes et fangeuses qui lui présentaient cette déplorable proie, il est clair qu'elle doit s'en tenir là, et que toute acquisition un peu considérable, faite en Italie, compromettrait non seulement la liberté de ce pays , mais la tranquillité de l'Europe entière.

La liberté de l'Italie proprement dite, ou, s'il est permis de s'exprimer ainsi, de la *Presqu'île Italique*, dépend entièrement de la situation politique de ces autres régions, comprises avec moins de propriété sous le même nom d'*Italie*, et qui s'étendent au nord de la Presqu'île, des Bouches du Pô jusqu'aux Alpes, entre les 25e et 30e degrés de longitude, les 43e et 46e degrés de latitude.

Qu'il soit permis de rappeler ce qui a été dit plus haut : *Que la Nature fait toujours mieux que l'homme.* Ce n'est pas sans une très grande et frappante convenance que cette force secrète, que Frédéric II appelait *Sa Majesté le Hasard*, avait partagé ce beau Plateau entre plusieurs Souverains du second ou du troisième ordre. Qu'il tombe en entier, ou dans sa plus grande partie, entre les mains d'une seule puissance du premier ordre, dont les anciens états, surtout, se joignent à ces nouvelles acquisitions, l'Italie proprement dite se

trouve isolée du reste de l'univers, et n'est plus, par la seule force des choses, qu'un appendice de ce grand Etat.

Est-ce le Pape, est-ce le Roi des Deux-Siciles, qui feront équilibre à cette masse énorme? Qu'on permette à l'Autriche de s'avancer vers l'ouest de l'Italie septentrionale, et de posséder les deux Légations, le Modenais, le Mantouan, etc., c'en est fait de Rome et de Naples. Alors, on verra ce que c'est que le Titre de *Roi des Romains*. Aujourd'hui, c'est un mot; demain, ce sera une chose. On verra ressusciter les droits de la Maison d'Autriche sur le royaume des Deux-Siciles: sûrement les traités la gêneront peu.

Autrefois, lorsqu'il éclatait une guerre dans cette partie de l'Europe, le Roi de Sardaigne, gardien des Alpes, se trouvait en contact *avec le Duché de Milan*: dans la supposition actuelle, il le serait *avec l'Autriche*: il n'y aurait plus de vide, plus d'interruption. Comment résisterait-il à l'action d'une épée dont la poignée serait à Vienne et la pointe à Pavie?

Que les hommes d'état appelés à réfléchir sur cet important sujet daignent jeter les yeux sur la carte, et tirer une ligne droite de 400 lieues de France, de Brzesc à Turin. Tel est, s'il est permis de s'exprimer ainsi, *le diamètre* de l'ambition autrichienne. C'est à eux à la restreindre.

Il résulte de ces observations une vérité de la plus grande évidence. C'est qu'il serait infiniment à désirer que tous les princes dépossédés fussent remis à leur place, et qu'un *statu quo* général rétablit tout ce qui

existait il y a quinze ans ; mais que si les circonstances s'opposent à un tel ordre de choses (comme elles semblent en effet s'y opposer à certains égards), il serait au moins absolument impolitique de permettre à la Maison d'Autriche d'augmenter ses possessions actuelles en Italie, sans augmenter proportionnellement celles du Roi de Sardaigne.

Si, par exemple, on tirait une ligne droite de Vérone à Modène, et une autre de Modène à la mer, aux environs de Lucques ; les deux puissances s'avançant de part et d'autre jusqu'à cette ligne, la balance serait établie assez pour tranquilliser les autres puissances d'Italie.

Et il n'y a certainement ici ni préjugé national, ni prédilection pour le Roi de Sardaigne. Au contraire, l'auteur de cet écrit (qui est européen) proteste solennellement que s'il se trouve entre la Brenta et la Doire une Maison Souveraine plus antique et plus illustre, plus connue par sa bonne foi et par sa valeur, plus propre, en un mot, à défendre les intérêts de l'Italie, il vote pour elle, sans balancer un instant, contre celle de Savoie.

Mais sans appuyer sur tel ou tel plan particulier, dont le développement serait déplacé ici, il suffit d'observer que jamais l'état politique de l'Italie n'a présenté un champ plus vaste et plus commode à l'arrangement de tous les intérêts.

Si l'on entend abandonner l'Italie aux Français, et leur laisser surtout le Piémont et l'île d'Elbe, alors il est inutile de raisonner ; l'association Européenne est dissoute : il ne reste qu'à baisser la tête et à recevoir le joug.

Mais si l'esprit généreux d'indépendance qui a toujours animé les puissances de l'Europe subsiste encore aujourd'hui, et si les plus fortes se déterminent enfin à un grand et sage effort, pour faire perdre à l'Europe la fausse position que lui a donnée l'action d'une puissance désordonnée qui abusait de ses propres forces, il est certain qu'il se présentera plusieurs moyens d'accorder tous les intérêts.

D'abord, les anciennes Républiques ont été détruites; et celles que la France a établies nouvellement, là comme ailleurs, ne subsistent que de nom.

Lorsqu'une famille Royale a été détrônée, elle proteste continuellement par sa seule existence. Elle a des droits, des parents Souverains, des liaisons puissantes. On la voit, on la plaint; et, souvent même, on éprouve le besoin de lui rendre justice.

Pour une République, c'est tout autre chose. Les personnes n'ont pas la même dignité. L'intérêt s'anéantit en se divisant: jamais on ne prendra les armes pour rétablir dans leurs anciens droits quelques familles de Venise ou de Gênes.

Il se présente d'ailleurs une considération importante: c'est que les Républiques, une fois détruites, ne se relèvent plus. La Monarchie étant quelque chose de simple, pour la rétablir il suffit de remettre le monarque à sa place; mais il en est encore tout autrement de la République, c'est un mécanisme compliqué; une fois brisé, c'est fait pour toujours.

Croit-on que si, par une supposition impossible, Venise était rendue subitement à elle-même, l'ancien

gouvernement pût s'y relever? Point du tout. Les anciennes habitudes sont rompues, le charme a disparu, le noble n'est plus qu'un homme, l'empire de l'opinion n'existe plus, et tel bourgeois obscur qui pleure l'ancien gouvernement, mépriserait le Doge, si on le remettait à sa place, ou, ce qui serait pire, aurait la prétention de l'être.

Les prétendues Républiques, faites par la France, sont dans le même cas par une autre raison. Elles n'ont point d'existence propre, et dès que l'esprit étranger qui les anime se retirera, elles tomberont en pièces.

Le citoyen Melzi en impose aujourd'hui aux Cisalpins, parce qu'il n'est que le masque d'un homme tout puissant qui est derrière lui. On se moquerait de ce même homme, et peut-être on le jetterait par les fenêtres, si Bonaparte disparaissait.

Il ne faut pas croire que l'homme puisse ainsi créer de ces souverainetés à volonté. La puissance est fille de mille circonstances et surtout du temps. Pour forcer les hommes à obéir, il ne suffit pas de leur dire : *obéissez*.

Il faut encore considérer que les Princes dont les anciens états composent la République Italienne, y ont renoncé par les Traités solennels, en acceptant des compensations. On ne doit excepter que le Pape, dont les droits demeurent intacts.

On pourrait donc faire un Roi de Ligurie ou de Lombardie sans blesser la politique la plus morale ; on pourrait considérer la Sardaigne comme un objet d'échange, puisqu'elle pourrait convenir à d'autres puissances plus qu'à celle qui la possède actuellement. On

pourrait observer qu'à teneur du Traité d'Aix-la-Chapelle, le Duché de Parme est reversible à S. M. l'Empereur : et celui de Plaisance à S. M. le Roi de Sardaigne, dans le cas où la postérité masculine de don Philippe viendrait à défaillir, ou à se voir appelée à la Couronne d'Espagne ou à celle des Deux-Siciles.

Elle n'a obtenu ni l'une ni l'autre de ces deux couronnes ; mais enfin, elle s'en est procuré une autre, etc., etc., etc.

On ose se flatter qu'aucun juge équitable n'apercevra dans cet écrit l'ombre même de l'animosité ou de l'esprit de parti. Si l'on a articulé des faits désagréables, c'est qu'il était impossible de s'en dispenser. Ces faits, perdus dans la foule des événements, sont inconnus ou pas assez connus : il faut les assembler, les mettre dans tout leur jour, et les montrer ainsi aux yeux qui doivent les connaître. Une puissance du second ordre, quelques griefs qu'elle ait contre une autre de beaucoup supérieure, ne peut ni se faire justice directement, ni même en appeler à l'univers par des manifestes dont le premier effet serait d'augmenter des haines déjà trop dangereuses. Il ne lui reste donc qu'à instruire et intéresser de grands amis, dans l'ombre du secret le plus profond. Toute l'Europe, au reste, connaît les sentiments de prudence et de modération qui distinguent la Maison de Savoie. Comme elle déteste les haines et les brouilleries, elle ne les a jamais cherchées ; et comme elle est sûre de n'avoir offensé personne, elle ne peut croire que les sentiments dont elle a eu tant à se plaindre subsistent toujours dans toute leur force. Elle sait très bien sépa-

rer un ministère évidemment injuste envers elle, d'une puissance non moins respectable par ses vertus que par le rang qu'elle occupe dans le monde. Pour s'en rapprocher, elle a fait tout ce qui était en son pouvoir. Qu'on fasse un pas vers elle après de si longues froideurs, elle y répondra par les sentiments les plus vrais de l'amitié et de la RECONNAISSANCE.

49

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 18 (30) avril 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Enfin la bombe éclate. Dans mon numéro précédent vous avez vu les trois demandes péremptoires faites à la sainte Liberté de l'Allemagne : évacuation du royaume de Naples, indemnisation complète de S. M. le roi de Sardaigne. Il était bien sûr que le Premier Consul ne plierait pas et qu'une explosion générale devenait infaillible. En sorte que je n'ai pas perdu une minute pour instruire S. M. par le courrier qui allait à Berlin, et l'avertir de prendre garde à Elle. Mais l'exécrable assassinat, commis sur la personne du duc d'Enghien, hâtera beaucoup les événements, si je ne me trompe. L'indignation est au comble. Les Impératrices ont

pleuré, le Grand Duc est furieux, S. M. I. n'est pas moins profondément affectée. On ne reçoit plus la légation de France, et même on ne lui parle plus.

Le soir même du jour où l'on reçut l'affreuse nouvelle, Mme d'Hédouville eut le front de se présenter chez le prince Beloselski, où se trouvaient plus de soixante personnes. Après une réception glaciale, on la laissa seule avec sa cousine qui loge chez elle, sur un sopha solitaire, dont personne n'approcha. C'était un bon spectacle. Enfin, après une assez longue séance, elle partit, plus d'une heure avant le souper, en disant à sa cousine : « *Allons-nous en, je vois que nous sommes deux pestiférées.* » Elles s'en allèrent sans que personne leur dit un mot. L'Empereur a pris le deuil. Les billets d'avis portent : *Le grand maître des cérémonies a l'honneur d'annoncer au corps diplomatique que la Cour prendra le deuil pendant sept jours, pour S. A. S. Monseigneur le duc d'Enghien;* et le billet a été envoyé à l'hôtel d'Hédouville comme aux autres. Aujourd'hui, on fait un service au prince dans l'Eglise catholique; plusieurs dames du pays y vont, ainsi que l'Ambassadrice d'Angleterre ; je n'ai jamais vu d'opinion plus générale et plus décidée. Enfin, Monsieur le Chevalier, c'est un crime atroce, épouvantable, un crime qui ne peut être expié que sur la roue; mais, si je ne me trompe, ce sera un crime bien utile. S. M. I. fait donner à Ratisbonne une note des plus fortes, où elle déclare ses résolutions, et invite expressément tous les princes de l'Empire Germanique à se joindre à elle. Le branle est donné : dès que j'ai vu commencer ce grand mouvement, j'ai de-

mandé deux fois une audience qu'on me fait toujours attendre : j'en vois la raison. Le ministre veut m'informer des avis que S. M. I. croit devoir donner à S. M., notre bon maître ; mais il veut probablement se réserver la priorité, et ne m'avertir qu'après le départ du courrier qui vous porte cette lettre. Cependant comme j'ai quelques bons amis, je puis vous dire quelques mots.

Je ne mets nullement en question que S. M. ne soit dans la nécessité de mettre sa personne à couvert. Quel parti jugera-t-elle à propos de prendre? C'est ce que j'ignore, n'ayant pu encore recevoir votre réponse à mes réflexions sur Odessa. J'ai plusieurs objections contre la Sardaigne. Deux surtout sont capitales : 1° Défaut de sûreté pour S. M., malgré tout le zèle des Anglais qui n'en peuvent répondre ; 2° difficulté des communications entre S. M., et son ministre à Pétersbourg. Cette difficulté sera telle qu'on peut regarder la communication comme absolument rompue, et cependant, le centre des affaires de S. M. est ici. Je persiste donc pour Odessa, qui me paraît n'avoir contre lui aucune objection solide. Craindrait-on peut-être quelque bouderie de la part des Sardes ? Croyez-moi, laissons-les dire, c'est la chose du monde qui importe le moins. Ne croyez pas qu'il y ait rien de paradoxal dans les idées que je vous ai manifestées sur la Sardaigne. J'ai entendu précisément les mêmes choses de personnes attachées à S. M., et qui ignoraient absolument ma manière de voir. Si le Roi doit la conserver en définitive, il est avantageux qu'elle soit conquise; et s'il ne doit pas la garder, que lui importe qu'on l'envahisse?

Le grand point pour S. M., c'est que sa situation, dans ce moment, est telle absolument qu'elle peut la désirer. En effet, qu'ai-je trouvé en arrivant à Rome au mois de mars de l'année dernière ? La cruelle lettre de M. le comte de Woronzof, portant en termes assez désagréables..... *ou rien*. Qu'ai-je trouvé en arrivant ici au mois de mai ? La même proposition avec des figures passablement froides. Vous pouvez voir encore, dans ma première dépêche, à quel point j'en fus affecté. Où en sommes-nous, Monsieur le Chevalier ? Déclaration à S. M. I. R., telle que vous l'avez vue dans mon n° 35 ; et Déclaration à la France, telle que vous venez de la voir. Je prends la liberté de le demander franchement à S. M. même. Peut-elle espérer rien de mieux dans l'état actuel des choses, et y a-t-il moyen de porter l'imagination au delà ? Je sais bien qu'elle n'est pas à sa place : je sais bien qu'elle est exposée à souffrir encore des suspensions fatigantes. A cela nous ne pouvons rien, ni vous ni moi, et ce n'est pas nous qui avons créé ce bel ordre de choses ; mais nous ne pouvons en sortir que par la guerre ; or, la guerre va se faire, et la restauration de S. M. est demandée explicitement et solennellement. Donc nous avons, *in statu quo*, tout ce que nous pouvons désirer.

Mais ce que je vous demande en grâce, M. le Chevalier, c'est de vous défendre des inspirations de la peur, qui nous a fait tant de mal depuis quinze ans.

Croyez-vous que je n'ai pas compris très parfaitement que ce n° 35, dicté avec transport malgré une violente douleur dans la tête, n'a que très médiocrement

plu à S. M.? Rien n'est plus évident. De là une expression mitigée : « J'oserai vous demander s'il n'y a pas lieu « de craindre....., etc. » Mais si j'écrivais à un officier, la veille d'une bataille : « *J'oserai vous demander, Mon-* « *sieur, s'il n'y a pas lieu de craindre que vous ne soyez tué* « *dans la bataille.* » Il ne manquerait pas de répondre : « *Sans doute, il y a lieu de craindre; mais je n'irai pas* « *moins.* » La malédiction céleste, qui est sur notre Cabinet, consiste à ne vouloir rien faire de ce qui peut avoir des inconvénients ; ce qui revient absolument à ne rien faire ; car, dans ces sortes d'époques terribles, comment enfiler un chemin qui n'ait point de danger? Nous ne voulons pas nous guérir du système de ménager tous les partis, et c'est cependant le moyen de les choquer tous. Voulez-vous contempler une merveille dans ce genre ? Elle se présente à ma mémoire : c'est la Déclaration faite à la rade de Cagliari en 1799, avec un tel talent, que les Français nous la reprochèrent comme une déclaration de guerre, tandis que les Autrichiens la faisaient réimprimer par malice à Venise (j'y étais), comme une adhésion à la France. Voilà les monstres amphibies que la peur sait produire !

Certainement, Monsieur le Chevalier, il n'y a pas eu de moment plus dangereux pour notre maître que celui du rapprochement des deux Cours Impériales. J'ai vu le danger à sa naissance, je l'ai combattu de toutes mes forces, et le résultat a passé mes espérances. Si l'Empereur de Russie n'avait pas expliqué ses intentions à l'autre, à notre sujet, *nous aurions eu peur* qu'il ne nous laissât à la merci de ce Prince, mais comme il les a ex-

pliquées très énergiquement, *nous avons peur* qu'il ne l'ait irrité. Ainsi nous avons peur du *oui* et du *non*, du *chaud* et du *froid*, du *jour* et de la *nuit*, de tout en un mot, tandis qu'il ne faudrait avoir peur de rien : car, encore une fois, tout va bien pour S. M., autant que le bien peut se trouver dans l'état de choses actuel.

Vous aurez observé de ma part une certaine *Ritrosia* pour faire passer à Rome la copie des différents offices que je passe ici ; rien n'est plus vrai : mais c'est parce que je suis toujours en défiance de leur réussite, lors même qu'ils ont réussi ici, et que je ne puis que douter, que si j'avais pu les soumettre à la censure avant de les présenter, ils auraient été affaiblis, mutilés, et par conséquent gâtés. Je ne puis m'empêcher de hausser les épaules lorsque je lis toutes ces notes, tous ces mémoires à l'eau fraîche, présentés par le passé en faveur de S. M. Pour dire que le Roi est détrôné, que nous en sommes bien fâchés, et que nous prions S. M. I. de le reconduire sur son trône, on n'avait pas besoin de moi : mon valet de chambre suffirait. Mon système est absolument et diamétralement opposé à ce que nous décorons si libéralement du beau nom de prudence. Entre l'un et l'autre, il y a heureusement un juge infaillible, qui est le résultat.

Vous avez connaissance maintenant, Monsieur le Chevalier, de l'ouvrage approfondi par lequel j'avais jugé convenable de démasquer pleinement les vrais ennemis de S. M., de parer à toutes les trahisons, et de mettre en évidence toutes les idées qui peuvent amener l'agrandissement de S. M.; mais comme elle m'a fait

répéter l'avis de ménager ses ennemis (qui la trompent par quelques phrases doucereuses accordées à l'influence de la Russie), j'ai fermé mon portefeuille. *Quod Deus bene vertat.*

Ceci me ramène, Monsieur le Chevalier, à ce numéro précédent où vous me parliez des sacrifices que S. M. était prête à faire, etc. Mais, mon Dieu ! en sommes-nous donc à régler les confins ? Il faut cinq à six ans d'une guerre terrible pour remettre les deux puissances en contact (j'excepte toujours les cas extraordinaires, et sur lesquels on ne doit point compter). Par quelle terreur anticipée, par quel oubli fatal de ses droits et de ses intérêts, S. M. voudrait-elle mettre en avant des questions dont il ne s'agit nullement, et qui peut-être ne pourront jamais avoir lieu ? Je serais tenté de croire, d'après ces idées, que S. M. a pris son parti, et qu'elle est parfaitement résignée à voir..... Dans ce cas, c'en est fait de la maison de Savoie: *vixit !* Il ne nous reste plus qu'à demander garnison française, comme le Prince de Monaco. Et nous appelons cela de la prudence ! Ah ! Que je crains qu'il n'y ait déjà eu quelques mots de dits dans ce sens ! Tout tient à ce préjugé si séduisant, et cependant si destitué de toute apparence de vérité, que les choses puissent s'arranger à une époque prochaine. M. Pitt a souvent répété, et tout nouvellement encore, que suivant toutes les apparences, cette guerre sera une des plus longues et des plus terribles qu'on ait vues de longtemps ; et je suis tout à fait de son avis. Le courrier va partir, je ne puis m'étendre autant que je le voudrais, mais posez pour principe, Monsieur le Chevalier,

que si la guerre se fait, elle sera longue, et que ce n'est que par le résultat de cette guerre, que notre sort sera fixé. (Jugez, par parenthèse, de ce que je dois penser lorsque pour les choses qui sont nécessaires à mon existence politique, comme l'air et l'eau le sont à ma vie corporelle, je m'entends renvoyer *à la paix*, c'est-à-dire, *à la paix* qui doit terminer une longue guerre qui n'est pas commencée.)

Cette longueur possible et présumée de la guerre, influe sur mes idées au sujet de l'asile ; car s'il ne s'agissait que de quelques mois, je me sentirais incliner vers la Sardaigne. Mais comme il faut compter par années, qu'est-ce que S. M. ferait là ? Voici l'axiome à l'égard de la Sardaigne. Tant que le roi n'y est pas c'est un Royaume, dès qu'il y met le pied ce n'est rien.....

..... Mais la chose du monde dont je prie le plus instamment S. M. de se garder, c'est de sacrifier à l'utilité du moment, tandis que, au contraire, le moment présent doit être entièrement sacrifié à l'avenir. Ou les affaires de l'Europe se raccommoderont, ou non. Dans le premier cas, où sera-t-il plus avantageux à S. M. de résider ? où j'ai dit ; — et dans le deuxième cas ? où j'ai dit : la chose est encore plus claire. Il y a sans doute des inconvénients, ou pour mieux dire des désagréments que je vois à merveille ; mais outre que l'imagination les grossit infiniment, je vous le demande de nouveau, y a-t-il, à cette époque déplorable, quelque parti qui n'ait pas des inconvénients ?

A l'égard du Piémont, je crois avoir suffisamment

approfondi la question. Cependant j'y reviendrai à cause de votre dernière dépêche. Personne assurément ne rend plus de justice que moi à la fidélité et au bon sens Piémontais. Nul doute que la majorité de ce peuple ne soit de tout son cœur pour son légitime Souverain ; mais qu'est-ce que cela fait à la question, je vous en prie ? Souvenez-vous de ce philosophe ancien, auquel on montrait dans le temple de Delphes les ex-voto de ceux qui s'étaient sauvés du naufrage par l'assistance d'Apollon. *Voyez*, lui disait le Cicérone, et niez maintenant, si vous l'osez, la puissance du Dieu ! *Je voudrais bien*, répondit le raisonneur, *voir* les tableaux de ceux qui se sont noyés. Dans toutes les questions, celui qui n'a pas vu les deux côtés de la médaille n'a rien vu. S. M. a lu les lettres de ses fidèles· je l'en félicite de tout mon cœur ; je les apprécie tout ce qu'elles valent et je ne crois pas qu'il y ait pour Elle de plus douce consolation ; mais ceux qui haïssent ou qui craignent son gouvernement, n'ont pas remis leurs lettres à M. le Comte Panin. Or, je dis que cette double classe d'hommes suffirait, dans le moment actuel, pour rendre S. M. le plus malheureux, je ne dis pas des Rois, mais des hommes.

Posez d'abord comme un principe incontestable que toute grande révolution agit toujours plus ou moins sur ceux mêmes qui lui résistent, et ne permet plus le rétablissement total des anciennes idées. Nous le voyons par la commotion religieuse du XVIe siècle, qui a opéré une révolution très sensible même chez les catholiques ; distinguez d'ailleurs très exactement le principe de la

Révolution et ses *conséquences ;* personne assurément n'aime le pillage, les concussions, les violences, les emprunts forcés, etc., etc.; mais la liberté, l'égalité, l'esprit de résistance et d'examen ne plaisent que trop à la nature corrompue. Je me rappelle qu'un jour, au milieu d'une compagnie choisie, je dis : « *Messieurs ! tout le monde hait la Révolution Française du haut en bas, mais de bas en haut, j'en doute.* On fut frappé de cet examen de conscience court et pénétrant. En effet, un bourgeois trouvera très impertinent que son valet veuille être son égal, mais si les novateurs viennent lui prouver qu'il est l'égal d'un noble, il ne les trouvera plus aussi ridicules, je vous l'assure. Vous voyez donc que même en faisant abstraction de toute influence étrangère, le Roi....., etc.

Le Roi ne serait pas assisté par l'esprit public autant qu'il l'imagine, mais tant que nous serons en contact avec une puissance formidable, sans aucune proportion avec nous, qui forcera le Roi à transiger avec ses sujets (le plus grand malheur qui puisse arriver à un souverain), qui nous tourmentera par ses intrigues, qui se mêlera de toutes nos affaires, qui protégera tous les impertinents, etc., je ne l'aurai jamais assez dit : j'aimerais mieux régner sur les Hurons. Quant aux idées de force, de résistance, de postes militaires, etc., je ne sais en vérité comment on peut se permettre de présenter de pareilles rêveries à S. M. Le Piémont n'est rien sans ses deux avant-postes, la Savoie et le Comté de Nice, et sans ses citadelles. J'ai entendu dire mille fois à Turin : *à quoi nous sert la Savoie?* Mais ces erreurs de café ne

doivent point entrer dans le cabinet. Tant que les Français possèderont les Alpes, et que, du revers du Mont-Cenis, ils pourront voir avec une lunette d'Opéra ce qui se passe à Turin, Turin ne peut plus être une capitale, quand même il serait fortifié, et le Piémont entier n'est plus qu'un champ fertile que nous cultiverons si nos maîtres le veulent. Considérez seulement la chaîne de leurs positions en Italie ; Peschiera, Mantoue, Legnano, Alexandrie, Gênes et Turin. Je ne comprends pas même comment il est possible de se faire illusion. Sans un changement avantageux dans les choses, le Piémont n'est pas acquérable, du moins *pas tenable*. Ce changement peut arriver de deux manières : humiliation par les armes, révolution intérieure ; nous verrons. Mais en attendant, point d'espérances trompeuses. Voilà mes idées, Monsieur le Chevalier ; je me flatte qu'elles vous paraîtront justes. Je m'arrête à regret, mais le temps me manque.

S. M. I. m'a fait encore l'honneur de m'arrêter dans la rue principale et de m'entretenir. J'aurais voulu que vous eussiez été à une fenêtre lorsqu'elle m'entretint la première fois. L'Empereur me dit : Comment avez-vous pu vous acclimater aussi vite ? Je lui répondis : *Sire, dans les serres de V. M., toutes les plantes de l'univers croient être chez elles.* Ensuite, nous parlâmes de la Néva qui était sur le point de dégeler ; l'Empereur me dit que la police empêchait déjà de passer : autrement, m'ajouta-t-il, les imprudents s'exposeraient. Je répondis : Sire, vos sujets se moquent de l'eau comme du feu, etc.

Tout cela se passa fort bien, je vous assure. Tout ce qui passait, contemplait arrêté et le chapeau bas, *et beatissimum predicaverunt*. Ils se trompaient étrangement.

J'ai l'honneur d'être, etc.

50

Au Même.

19 avril 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Après m'avoir fait écrire une partie de la nuit, on m'apprend ce matin que le courrier ne part que dans deux jours. Je vais donc reprendre la plume pour donner un nouveau développement aux idées que j'ai déjà exposées, et pour en ajouter de nouvelles.

C'est une observation faite, qu'une guerre, à l'époque où nous vivons, ne peut guère durer plus de cinq ans, vu la tournure dévorante que la guerre a prise de nos jours. Lors donc qu'une guerre commence (j'entends une guerre considérable qui agite de grandes puissances et qui roule sur de grands intérêts), on peut calculer sur cinq ans, plus ou moins. Plusieurs raisons, sans doute, peuvent l'abréger, mais elle peut aisément durer tout ce temps; d'où je conclus, que S. M., dans le parti qu'elle prendra, doit partir de cette supposition. Or, pendant que la guerre durera, il n'y aura pour nous

aucune espèce de Restauration. Voilà, M. le Chevalier, le mauvais côté de notre position, et qu'aucune puissance, aucun art, aucune négociation ne peut corriger. Tout ce que nous pouvons désirer, c'est qu'on se batte pour nous, que la restauration ou l'indemnité soit proposée à la France comme condition de paix; nous n'avons rien à demander.

Vous voyez donc, M. le Chevalier, que toute question sur le Piémont est prématurée et tout à fait dépourvue de base. Qui peut prévoir le résultat de la guerre terrible qui se prépare?

Si les puissances, qui vont probablement combattre la France, plient, elles sont perdues, nous aussi. Si elles font plier la France, il est à croire qu'elles se prêteront au désir, si naturel et si noble de S. M., de préférer ses anciens enfants à des étrangers. Mais, si l'on était obligé de transiger avec la France, et qu'elle s'obstinât à garder le Piémont en offrant des indemnités, je vous le dis franchement, M. le Chevalier, je ne crois pas que nos grands amis consentissent à tirer un coup de fusil de plus, pour mettre le mot de restitution à la place de celui d'indemnisation.

En parlant du Piémont, j'ai divisé la minorité en deux classes : *ce qui hait*, et *ce qui craint*. (C'est surtout à l'égard de la dernière que j'avais indiqué certaines précautions très importantes). L'une et l'autre se composent de tout ce qui a *donné des gages à la révolution*, suivant l'expression moderne, c'est-à-dire tous ceux qui ont servi la République, ou pour mieux dire la France, par inclination, par force, ou par politique :

les acheteurs, vendeurs, et revendeurs à l'infini des biens nationaux; tous ceux qui croient avoir déplu à la Cour et qui en redoutent des humiliations quelconques. Enfin, les parents, amis, tenants et aboutissants de tous ceux-là. Cette masse qu'on ne peut évaluer, mais qui n'est sûrement pas mince, suffirait toujours amplement pour faire tout le mal dont j'ai parlé, si la France ne changeait pas. J'ai ajouté, que les fidèles même (en général) seront considérablement changés par la révolution, et rien n'est plus certain. Tel homme qui désire le Roi sincèrement, et qui le lui aura dit et écrit, sera très capable de dire le lendemain de la Restauration : « *Cette mesure est tyrannique, le Roi n'a pas le droit de faire cela.* » Je connais à fond la Révolution française, je l'ai pour ainsi dire *fréquentée*, surtout pendant mon séjour en Suisse. Certainement, je ne parle pas en l'air. D'ailleurs, l'histoire est là, ouverte pour tout le monde. J'ai souvent attiré l'attention en exposant l'analogie surprenante de la révolution du XVIe siècle et de celle que nous voyons, qui n'est qu'un calvinisme politique. Vous voyez, M. le Chevalier, que je vous expose avec une franchise parfaite le côté désagréable de notre position ; mais n'oubliez pas, je vous prie, ma protestation continuelle. Je raisonne toujours dans les règles ordinaires de la prudence et de la politique humaines. Du reste, les commotions intérieures de la France peuvent, en un clin-d'œil, opérer ce que plusieurs années de guerre n'auraient pas fait. J'y compte toujours infiniment; mais ces suppositions ne doivent point influer sur la conduite de S. M.

Je reviens à la guerre, pour traiter ce point avec plus de précision, dans son rapport avec la sûreté de S. M.

L'office dont je vous ai parlé dans mon n° 53 n'était pas péremptoire : il est du 12 avril (24); il insiste sur les trois articles, et le chargé d'affaires reçoit l'ordre de les appuyer en *toute occasion*. Le mot de *complète* ne s'y voit point explicitement; il est dit seulement : *indemnisation pour les pertes immenses qu'il a faites*. Cet office étant parti, la nouvelle de l'assassinat du duc d'Enghien est arrivée et a décidé l'Empereur.

Une nouvelle dépêche est partie par M. Baïkof, attaché à la légation russe à Paris, et qui était ici. Ce personnage mérite attention ; il avait déplu à Paris, au point que le premier Consul en avait demandé le rappel; mais ce gouvernement, qui boudait déjà fortement le cabinet des Tuileries, s'y refusa. A la découverte de la *grande conjuration*, M. Baïkof ne se trouvant peut-être pas en sûreté, ou par quelque autre raison, a cru pouvoir revenir sous prétexte d'apporter des dépêches, ce qui n'a pas extrêmement plu ici, parce que c'était se donner l'air de plier. C'est donc lui qu'on renvoie, ce qui choquera extrêmement à Paris ; et la veille de son départ, l'Empereur l'a promené avec lui par toutes les rues de Pétersbourg.

Les dépêches qu'il a emportées sont l'apocalypse; personne ne les a lues, mais il n'est pas difficile de s'en former une idée ; car d'abord elles sont expliquées par la note de Ratisbonne qui lève assez clairement l'étendard.....

Il reste à savoir ce qui arrivera. Si Bonaparte se livre à sa fougue, il répondra à coups de canon, et de ce moment S. M. se trouverait en danger. Mais de très bonnes têtes penchent à croire qu'il filera doux ; car il a de très grandes affaires sur les bras, et je vois que depuis quelque temps, les papiers Français fourmillent de flagorneries pour la Russie, quoiqu'il l'abhorre dans le fond de son cœur corse. Je vous ai déjà dit, Monsieur, que le prince Czartoryski m'exprima le désir que le Roi ne partit pas trop tôt, c'est-à-dire avant qu'il y ait un éclat. Mais quelle assurance pour S. M., s'il plaisait au Premier Consul de faire un coup de main ? Le prince ne répondit pas trop à cette objection. Je sais bien que cette violence n'est pas probable du tout ; mais il arrive une infinité de choses qui ne sont pas du tout probables, et il me semble que S. M. est tout au moins dans le cas de faire, sans bruit, les préparatifs qui peuvent la mettre à l'abri d'une surprise.

Si Bonaparte baisse le ton, alors comme il se verrait obligé de faire des propositions à l'Empereur, on verrait commencer une négociation infiniment intéressante pour S. M., en ce qu'elle pourrait lui procurer un établissement *intérimal :* mais sur tout cela il ne peut y avoir d'instruction. Le ministre ne saurait prendre conseil que des circonstances. La Prusse a fait un grand pas, elle s'est refusée net et officiellement à l'alliance de la France. Cependant, l'ancienne faiblesse n'est pas à beaucoup près totalement dissipée. *Veterisque manent vestigia morbi.* Elle exige de la France, qu'elle n'augmente pas le nombre de ses troupes dans le Hanovre.

Grand effort en vérité! Mais cette puissance se verra obligée de faire deux pas, parce qu'elle en a fait un, et tout ira je ne sais comment..... Un Frédéric II pouvait se passer du talent de son ministre, et Richelieu pouvait se passer de celui de son Souverain. En général, M. le Chevalier, l'homme dont le monde a besoin ne se montre point encore.

Je rappelle une idée qui m'échappait. Supposons que S. M. jugeant à propos, ou de ne point se retirer en Sardaigne, ou d'en partir après y avoir pris asile pendant quelque temps, craignît cependant par quelques raisons politiques de choquer les Sardes par cette conduite : je crois devoir observer à toute bonne fin, que le danger serait tout entier dans le silence. Il faudrait dire aux Sardes publiquement, solennellement, officiellement : *Que leur heureuse médiocrité les sauvera très probablement de toute entreprise Française, mais que s'ils possédaient le Roi, et qu'il vînt à être regardé comme ennemi, il attirerait infailliblement la guerre sur eux ; que le Roi ne pourrait se défendre et les défendre sans les écraser d'impôts ; que c'est donc moins pour sa propre sureté, que pour la leur même, que le père est forcé de s'éloigner de ses enfants.*

Soyez sûr que d'autres raisons réussiraient aussi mal que le silence.

J'ai l'honneur.....

51

Au Même.

23 avril (5 mars) 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Ce courrier qui devait partir le 19, ne part que demain 24 (v. s.) J'ai donc eu le temps de recevoir votre n° 29 et d'y répondre brièvement. Je vois que l'asile d'Odessa ne plaît pas à S. M. Que voulez-vous, M. le Chevalier? Je ne puis effacer ce que j'ai écrit. Le Ministre expose ses idées ; c'est à S. M. de prendre son parti. J'ai eu l'honneur de l'avertir depuis longtemps, *qu'elle est en France.* Le système de la temporisation la compromet d'une manière qui me fait trembler. Le Piémont, sous le rapport militaire, est aussi nul dans ce moment qu'un village de la Romagne. La bonne volonté de ses habitants est inutile pour S. M., et celle de S. M. est inutile à ses anciens sujets. Prenez donc bien garde, Monsieur, que des espérances, hélas trop séduisantes, n'exposent la personne du Roi. Le système contraire se réduit à peu de mots, et me semble susceptible de démonstration. *Toutes les fois que, dans un parti à prendre, il se présente une supposition très probable, et plus probable même que les autres, il n'est pas permis de la négliger.* Or, la supposition d'une guerre de quatre ou

cinq ans, nécessaire pour remettre S. M. à sa place, est ici la supposition probable ; donc le Roi doit se demander : « Qu'est-ce que je dois faire dans cette supposition ». Car nous n'avons nullement la parole de la Providence qu'elle fera justice de quelqu'autre manière plus expéditive, quoique la chose soit très possible. C'est à ce point de vue que je réduis tous mes raisonnements : après quoi je me tais respectueusement ; mais je ne puis terminer cet article sans vous témoigner combien j'ai été effrayé d'un paragraphe de la *Gazette de Francfort*, où j'ai lu sous la date de Londres, 28 mars : « On assure que le Premier Consul, ayant des soupçons « sur le Roi de Sardaigne, a exigé du Pape qu'il ne « permettrait point à ce prince de sortir de Rome ». Il est à peine nécessaire d'observer que l'article est envoyé de France. Il m'a extrêmement troublé. Encore une fois, M. le Chevalier, *le Roi est en France*.

Je suis extrêmement fâché de tout ce que vous m'apprenez sur la Sardaigne. Malgré tout ce que j'en pense, en portant mes yeux sur un arrangement définitif, je ne sens pas moins l'agrément *actuel* de la conserver. Mais comment la sauver des autres, et d'elle-même encore ? C'est un terrible problème. Je ne doute pas qu'il n'y ait un conciliabule infernal à Gênes, et de bons correspondants dans l'île. Je crois d'ailleurs qu'il en part des lettres qui vont loin ; à tout cela, je pense qu'aujourd'hui il n'y a plus de remèdes. Je sais que la famille de V... a fait sa soumission, mais il n'y aurait là, ce me semble, rien de contraire à l'honneur. C'est une dure nécessité a laquelle une foule de gens estimables ont été obligés de se sou-

mettre ; car comment faire je vous prie ? Et où, et comment vivre ? Ces messieurs se sont peut-être rendus suspects par des connaissances Françaises ; à cet égard il faut examiner de près, recueillir les apparences et cependant les craindre. Je ne puis rien ajouter sur celui qui est ici ; la vie que je mène dans cette ville est celle qui prête le moins a l'espionnage, et d'ailleurs je n'ai pas la plus légère raison de le soupçonner.

J'ai l'honneur d'être.....

52

A Mme de Constantin, sa sœur.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) mai 1804.

C'est avec un vif et douloureux plaisir, ma très chère Thérésine, que j'ai reçu ton aimable épître des Charmilles, datée du 9 février ; elle est demeurée un siècle en chemin, mais enfin je la tiens ; c'est assez. Je vois que rien ne se perd. Pauvre petite *Paysanne*, combien tu m'as intéressé avec tous ces détails dont je me doutais bien en gros, mais qui ont un prix particulier sous ta plume. Du milieu des palais où mon inconcevable étoile m'a conduit, mon imagination s'échappe souvent pour aller voir ta chaumière ; je suis charmé d'apprendre au moins qu'elle est à toi et que tu vis bien avec *Rose*. Je sens l'inconvénient de l'enfant gâté ; mais, que veux-tu ?

Il y a de tout côté et dans toutes les positions de certaines *prises* amères qu'il faut avaler en se bouchant le nez. — Tu serres mon cœur comme un citron avec ton histoire des habillements. Pauvre petite ! Je te sais gré d'attacher un certain prix à ces guenilles et de te rappeler le vieux frère qui les a portées. C'est à cette funeste époque que les garde-robes sont faites ainsi. Ne me parle pas de cette misère qui te fut remise de ma part. Si j'avais continué à vivre dans mon île, sur le même pied, tu aurais reçu bien plus de marques réelles de mon souvenir. Dame Providence ne l'a pas voulu. J'ai grandi immensément en titres, en broderies, en plumets ; mais dans ce qui pourrait embellir la Charmille, j'ai baissé. Je me flatte cependant qu'après avoir passé un détroit terrible dont il serait inutile de te détailler toutes les angoisses, je serai un peu plus à l'aise pour moi et pour les autres ; en attendant je suis au milieu de tout ce qu'il y a de plus grand dans l'univers. Le luxe et les magnificences de ce pays ne peuvent se décrire ; nos grandeurs les plus imposantes sont ici des infiniment petits. Et si je me mettais à te raconter les prix des choses je te ferais pâlir. Pour me borner à ce qu'il y a de plus magnifique, une paire de souliers du bon faiseur coûte 8 roubles (le rouble vaut 3 livres 10 sous de France, environ) ; moins élégants, on les a pour 5 ; une aune de drap de France, 24 roubles ; un perruquier, le plus commun, 12 roubles ; un maître de dessin, de danse etc., 5 roubles par *leçon*, les meilleurs, jusqu'à 8 et 10. J'ai un noble laquais qui prend des leçons de Français de je ne sais quel polisson qui n'en sait guère

plus que lui, à 1 rouble la leçon : il est vrai qu'il ne s'en permet qu'une par semaine. Je lui donne, moi, 18 roubles par mois, autant à son digne collègue, 40 au valet de chambre, avec une foule de présents, sans quoi on me le vole et j'aurai un fripon. Que dis-tu de ce ménage, mon enfant ? — Et crois-tu peut-être que j'aie droit de prier un de ces gentilshommes de balayer ma chambre ou d'emporter ce qui peut s'y trouver de trop ? Point du tout, ma très chère. Je ne les garderais pas deux jours si je me donnais de telles libertés : c'est le Mougik (le Paysan) qui est chargé de cette besogne, et qui dort la nuit à la porte, étendu à terre comme un chien ; le mien *qui ne se refuse rien*, dort sur une table ; avec cela, un cocher, un postillon et quatre chevaux : On ne peut se présenter avec deux. Note bien que tout ce train est celui d'un pauvre homme : il n'est supportable que parce qu'on connaît ma position et celle de celui qui m'envoie ; autrement, il faudrait partir. Le ministre, pour vivre en ministre, doit dépenser de 35 à 40 mille roubles. Avec 25, il faut qu'il vive très sagement et ne s'avise pas de donner ce qu'on appelle des fêtes. Je suis lancé dans cet immense tourbillon, où l'on me comble de bontés. J'ai déjà soupé quelquefois chez l'Impératrice mère, et chez l'Empereur ; rien ne ressemble plus à la Charmille, je t'assure : cinq cents couverts sur je ne sais combien de tables rondes et toutes égales ; tous les vins, tous les fruits ; enfin toutes les tables chargées de fleurs naturelles, *ici, et au mois de janvier*, *etc.* Je suis là très philosophiquement, ma bonne Thérésine, pensant sans cesse à François Brassard, à l'abbé Latoux, à la rue

Macornet, et à l'auberge de la Porraz. Quel sort ! Quelle étoile ! C'est alors surtout que je voyage à la Charmille : rends-moi la pareille, ma chère amie. Quand tu manges la soupe des proscrits, pense un peu à ton illustre frère qui cherche et cherchera peut-être toujours un morceau de pain pour son fils. J'avais la fureur de voir de belles choses : à cet égard au moins je suis bien satisfait. Je remercie tendrement la douce Camille qui veut bien se souvenir de son vieux *Quinquin*. Pour moi je ne la reconnaîtrais plus : je ne sais quel pressentiment me dit que je ne verrai plus rien de tout cela, mais mon cœur sera toujours à vous mes bons amis. Je sais bien que vous me payez de retour. Célèbre-moi toujours à la Charmille, avec le bon jardinier que j'embrasse étroitement. Je vous recommande l'un à l'autre et je vous donne ma bénédiction de patriarche. Adieu mille fois, ma très chère Thérésine ; je serai toujours enchanté de voir ton écriture.

Tout à toi.

53

A M. le Chevalier de Rossi.

Mai 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Lorsqu'il s'agit de juger une de ces familles qui ont tout quitté et tout perdu pour la bonne cause, et qui se sont

vues forcées depuis, par les malheurs de leurs souverains, à passer sous la domination de la France, on ne saurait y regarder de trop près. Dans tous les siècles, il y a une accusation à la mode qu'on se jette à la tête avec une facilité surprenante. Sous le règne de Louis XIV, tout homme qui déplaisait à un autre était *Janséniste;* aujourd'hui on est *Jacobin*, et ce mot se prononce aussi avec une aisance admirable. Ainsi celui qui a dîné avec un officier français, ou que la peur a forcé de monter la garde une fois, avec une cocarde tricolore à son chapeau, est un Jacobin, comme celui qui aurait voulu empoisonner le Roi. Pour en revenir à ces familles dont je vous parlais, comme elles ont donné primitivement des signes décisifs de fidélité, l'équité exige qu'on ne les accuse d'avoir changé de système que sur des preuves incontestables. Ainsi, par exemple, les marques extérieures de politesse et de déférence qu'elles pourraient donner aux autorités du lieu ne prouvent absolument rien contre elles. En effet, quand on est dans un pays, on dépend de celui qui commande, c'est lui qu'il faut voir, c'est à lui qu'il faut s'adresser quel qu'il soit, et en entrant dans sa chambre, on ne se jette point du tout *dans ses bras*. Ceci, comme vous l'entendez assez, se rapporte à une expression de votre n° ..., et c'est seulement pour vous faire observer que pour l'homme qui vit en France, ou dans un pays dépendant de la France, la simple liaison avec les autorités du lieu ne suffit pas pour le rendre suspect et faire mettre légitimement en question des principes antérieurement prouvés. Je ne connais au reste presque pas la famille que j'ai princi-

palement en vue ici, et je n'ai avec elle aucune liaison d'amitié, de reconnaissance, ni même de simples affaires ; mais comme je sens qu'il n'y a rien d'aussi malheureux que d'être soupçonné par le Souverain même dont on a suivi le sort, je rends à ces Messieurs, en parlant pour eux, le service que je voudrais qu'un honnête homme me rendît en pareille occasion. Bien entendu que si vous savez des faits positifs, que j'ignore, c'est autre chose. Mais prenez bien garde qu'on ne vous fasse pas des contes, et ne croyez qu'à bonne enseigne.

Quant à l'individu qui vit ici, je me garderai bien de dire un mot contre lui. Il est très légitimement possesseur d'une réputation diamétralement opposée à ce qu'on vous a dit de lui. Si quelquefois il a manqué aux règles strictes de la prudence, c'est justement dans le genre contraire. Quoique la haine excessive contre ceux qu'on l'accuse d'aimer ne me paraisse point déparer un officier dans la vigueur de l'âge, il n'est pas moins vrai qu'elle dépasse les bornes philosophiques ; et de quel droit, je vous prie, irais-je flétrir la réputation d'un tel homme, qui n'a plus d'autre bien, et le rouer vif dans l'opinion, je ne dis pas avant de savoir s'il est coupable, mais avec toutes sortes de preuves qu'il ne l'est pas. Je me flatte que S. M. approuvera ces réflexions et se tranquillisera parfaitement, surtout à l'égard de l'habitant de Pétersbourg. Comme il ne s'occupe pas plus de diplomatie, de philosophie, de langues, etc., que je ne m'occupe moi-même de tactique, de topographie et d'histoire militaire, nous ne nous voyons guère que dans le

monde. D'ailleurs, je n'ai rien à craindre, ni de lui ni de tout autre qui ne penserait pas comme lui. Je me suis créé une manière de vivre qui ne présente pas d'anse à l'espionnage; mais ce chapitre est devenu inutile.

Pour ce qui concerne la famille de ***, je dois vous ajouter, M. le Chevalier, que les soupçons ont fait, à l'époque où nous vivons, des maux infinis, et n'en ont prévenu aucun. D'abord, je ne sais comment la chose arrive, mais toujours ils sont connus des personnes qui en sont l'objet, et ce sont des hommes aliénés et perdus pour toujours. Quel terrible chapitre je pourrais vous faire à cet égard! C'est le prodige, et s'il est permis de s'exprimer ainsi, *le tour de force* de la fidélité de résister au soupçon. A cette époque extraordinaire, il ne suffit pas à la Monarchie d'avoir *des sujets*, il lui faut *des amis;* et quand je songe à ceux qu'elle a perdus en croyant seulement se mettre en garde,

Labitur ex oculis nunc quoque gutta meis.

Les plus grandes, les plus funestes apostasies viennent de là. Si je suis fondé à dire que les soupçons portés trop loin ont fait de grands maux, je ne le suis pas moins à dire qu'ils n'en préviennent aucun. J'ai vu plusieurs pays, plusieurs régimes différents, plusieurs manières de surveiller les hommes, j'ai toujours vu que la plus modérée était la meilleure. Je ne dis pas qu'il faille fermer les yeux et commettre des imprudences, mais je dis qu'il faut mar-

cher dans ce genre avec une extrême circonspection, et ne pas s'exposer surtout à recevoir des coups réels en voulant en parer d'imaginaires. Pour mon compte, M. le Chevalier, je vous proteste qu'un moucheron qui bourdonne sur ma vitre m'inquiéterait plus que le personnage que vous aviez pu croire dangereux pour moi, quand même il serait ce qu'il n'est pas, certainement.

S. M. l'Empereur étant absente, l'ambassadeur de Sa Sainteté n'a point encore obtenu de réponse sur la malheureuse affaire du Chevalier de Vernegnes. Mais comme l'Empereur arrive aujourd'hui, je ne crois pas que la réponse se fasse attendre. Je désire ardemment qu'elle soit telle que nous pouvons la souhaiter, et que la dépendance absolue où se trouve le Saint-Père lui serve, ainsi qu'à son ministère, de justification complète auprès de cette cour. Vous saurez avant l'arrivée de cette lettre les grands changements du ministère anglais. En considérant que le nouvel amalgame est évidemment l'ouvrage de l'héritier présomptif, j'en conclus sans balancer, que d'une manière ou d'une autre, presque également malheureuse, le règne actuel est sur le point de finir. Il n'y a pas de doute, au reste, que M. Pitt ne soit un très grand ministre.

54

Au Même.

24 mai (5 juin) 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Il est inutile, je pense, de vous peindre l'empressement avec lequel on attendait les nouvelles de Paris, ensuite des dépêches importantes que M. Baïkof avait apportées dans cette dernière ville. Le premier consul a dépêché M. Duroc en courrier à Saint-Pétersbourg. Il est arrivé à Berlin, où probablement il n'a pas séjourné; il en est parti le 25 du mois passé, et il est arrivé ici le 3 du courant. Mais M. Alopeus, envoyé de Russie à Berlin, en ayant envoyé un de son côté, le 26 mai, c'est-à-dire le lendemain du départ de M. Duroc, il est cependant arrivé ici le 2 de ce mois, vingt-quatre heures avant l'autre. Cette vitesse est si extraordinaire qu'on a voulu en contester la vérité, mais il n'y a pas moyen de dire non, les lettres et les dates parlent. Le service, dans ce genre, se fait en Russie d'une manière unique : tant pis pour les chevaux !

Le général d'Hédouville ne manquera pas de présenter incessamment un office important, conforme aux ordres qu'il aura reçus. En attendant, chacun conjecture et juge à sa manière. Quelle que soit cette note, elle n'ap-

prendra probablement, rien au gouvernement qui aura appris bien des choses de Berlin.

Après le retour de S. M. I., S. E. M. le Prince Czartoryski, auquel l'ambassadeur de Sa Sainteté avait demandé une audience, s'est contenté de répondre qu'il ne manquerait pas de le faire avertir dès qu'il aurait pris les ordres de S. M. Jusqu'à présent, il n'y a rien de nouveau. Rien ne me fait présager la nature de la décision.

Un officier au service de la République des Sept-Iles, arrivé hier, et que je n'ai pu encore entretenir, a cependant eu le temps de me dire, qu'il y a plusieurs sujets du Roi au service de ce gouvernement. Le chevalier Rayberti de Nice, entre autres, est secrétaire dans un département de confiance. L'officier m'a ajouté : « Nous avons pris tous ceux qui se sont présentés, et nous sommes bien fachés de n'en avoir point davantage ». Vous voyez, M. le Chevalier, que nous avons de la réputation, et que nous inspirons de la confiance aux étrangers.

J'ai vu avec un extrême plaisir (mais sans surprise comme vous pensez bien) que S. M., à l'égard d'un certain pays, préférait les idées libérales du vigoureux Bogino, aux pensées étroites d'un homme *à corte vue*(1) (Excusez s'il vous plait cette faute d'orthographe). Il est certainement très possible de faire le bien, du moins jusqu'à un certain point. Le mal est que, comme disait fort bien un jour M. Pitt, ce n'est pas trop le moment

(1) La plaisanterie porte sur le comte Corte.

d'un ouragan qu'on peut choisir pour réparer sa maison.

Je n'ai pas été moins charmé d'apprendre que pour terminer un procès trois fois scandaleux, puisqu'il l'était moralement, judiciairement, et politiquement, S. M. avait enfin adopté une idée que j'avais mise en avant depuis si longtemps. En effet, comment se passer d'un tribunal de révision ? et où le trouver, sinon là ?

. . . . . .

M. le général d'Hédouville, ministre de France en cette résidence, appelé par ses affaires, ou déterminé peut-être par quelques désagréments de situation, tels qu'il s'en trouve tant dans le monde, avait demandé un congé que le Premier Consul vient de lui accorder. Il part, et laissera probablement les affaires entre les mains de M. de Rayneval, en qualité de chargé d'affaires. Il est aujourd'hui secrétaire de légation.

55

Au Même.

26 mai (7 juin) 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Au moment même où une nouvelle se répand, il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, d'en saisir toutes les circonstances. Il est très vrai, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander dans mon dernier numéro,

que le général d'Hédouville se retire. Il est très vrai encore qu'il ne se retire que par congé et qu'il laisse un chargé d'affaires : mais il y a des circonstances essentielles que j'ignorais en terminant ma lettre. Le Premier Consul ordonnait à son ministre de partir sous 48 heures. En conséquence, il écrivit, dans la journée du 22, trois billets à S. E. le prince Czartoryski par lesquels il lui demandait simplement une audience pour lui communiquer une affaire. Ces billets ne parvinrent point au Prince, apparemment par la faute des domestiques ou des commis qui manquent souvent d'attention. Cependant, toute la ville avait connaissance du rappel de M. d'Hédouville avec toutes ses circonstances, ce ministre n'en ayant fait aucun mystère chez lui. Le lendemain 23, seulement, il eut audience de M. le prince Czartoryski et lui demanda ses passeports, en lui présentant M. de Rayneval en qualité de chargé d'affaires. Malheureusement S. M. se trouvant absente, le Prince ne put donner les passeports, ni même reconnaître M. de Rayneval en sa nouvelle qualité, avant d'avoir pris les ordres de l'Empereur. Je ne sais comment se sont enchaînées les difficultés, mais au moment où je vous écris, les passeports ne sont pas encore donnés. Je dois encore me rectifier sur un point essentiel, je croyais avec tout le public, et même avec les gens instruits, que le courrier venu de Paris avait apporté une note en réponse à celle donnée à Paris, et portée par M. Baïkof. Point du tout. M. Oubril, chargé d'affaires à Paris, a refusé la note qu'on lui a présentée en réponse; ce qui pourrait faire craindre qu'elle ne contînt quelque chose

d'offensant, capable d'altérer la bonne intelligence qui subsiste heureusement entre ces deux grandes puissances. Ce serait extrêmement fâcheux comme vous sentez, mais j'espère que tout ira bien.

Rien de nouveau encore relativement à Monseigneur l'ambassadeur de Rome; sa personne étant heureusement très estimée dans ce pays, la considération qui l'environne sera utile au moins à son souverain. Au reste il serait téméraire de vouloir présager les décisions de ce cabinet. Tout ce qu'on peut dire, sans flatterie, c'est qu'il se doit à sa grandeur et à la faiblesse des autres.

En vous parlant du départ de M. le général d'Hédouville, j'ai oublié de vous dire que le Premier Consul lui a fait compter 160,000 francs pour arranger ses affaires. Ses créanciers s'étaient d'abord agités à la nouvelle de son départ précipité. Mais vous voyez que le gouvernement y a pourvu.

J'ai l'honneur.....

56

Au Même.

Saint-Pétersbourg, juillet 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

En vous parlant, l'autre jour, *di volo*, du grand évément qui fixe les yeux de l'Europe et qui me paraît

unique dans l'histoire, je vous dis, sans aucun détail, que je le trouvais heureux dans toutes les suppositions possibles. Dès lors, un examen plus approfondi n'a fait que me confirmer dans le même sentiment, et voici mes raisons.

Tout le monde sait qu'il y a des révolutions heureuses et des usurpations très criminelles dans leurs principes, auxquelles cependant il plaît à la Providence d'apposer le sceau de la légitimité par une longue possession. Qui peut douter que Guillaume d'Orange ne fût un très coupable usurpateur? Et qui peut douter encore que George III ne soit un très légitime souverain?

Si la maison de Bourbon est décidément proscrite (*quod abominor*), il est bon que le gouvernement se consolide en France. J'aime bien mieux Bonaparte roi, que simple conquérant. Cette farce impériale n'ajoute rien du tout à sa puissance, et tue sans retour ce qu'on appelle proprement la *Révolution française*, c'est-à-dire l'esprit *révolutionnaire*, puisque le plus puissant souverain de l'Europe aura autant d'intérêt à étouffer cet esprit, qu'il en avait à le soutenir et à l'exalter lorsqu'il en avait besoin pour parvenir à son but. Nous n'avons plus à craindre que des révolutions *tamerlaniques*, c'est-à-dire des conquêtes. Mais, à cet égard, le titre n'y fait rien, le danger était le même, et plus grand encore; car le titre légitime (même en apparence) en impose jusqu'à un certain point à celui qui le porte. N'avez-vous pas observé, M. le Chevalier, que, dans la noblesse, qui n'est par parenthèse, qu'un *prolongement de la souveraineté*, il y a des familles usées au pied de la

lettre? La même chose peut arriver dans une famille royale : il y a même une raison physique de cette décadence, raison sur laquelle on s'obstine à fermer les yeux, et qu'il serait cependant très bon de connaître, puisqu'on peut la prévenir ; mais ce sujet me mènerait trop loin. La Maison de Bourbon est-elle arrivée au point de répéter la chute inévitable des Carlovingiens? Les partisans du *nouvel homme*, le disent en France; mais j'ai de très bonnes raisons de croire le contraire, et je me complais à le penser ; car c'est la Maison à laquelle je suis le plus attaché, après celle à laquelle je dois tout. Il y a cependant quelque chose à prendre dans toutes ces déclamations de Paris. Les Bourbons français ne sont certainement inférieurs à aucune race régnante ; ils ont beaucoup d'esprit et de bonté; ils ont de plus cette espèce de *considération* qui naît de la grandeur antique, et, enfin, l'utile instruction que donne nécessairement le malheur ; mais, quoique je les croie très capables de *jouir* de la royauté, je ne les crois nullement capables de la *rétablir*. Il n'y a certainement qu'un usurpateur de génie qui ait la main assez ferme et même assez dure pour exécuter cet ouvrage. Ses crimes même y servent infiniment : il y a des choses qu'une puissance légitime ne peut exécuter. Qu'aurait fait le Roi au milieu de tous ces décombres? Soit qu'il eût voulu transiger avec les préjugés ou les fouler aux pieds, ces préjugés l'auraient de nouveau et irrévocablement détrôné. Laissez faire Napoléon. Laissez-le frapper les Français avec sa verge de fer ; laissez-le emprisonner, fusiller, déporter tout ce qui lui fait om-

brage : laissez-le faire une Majesté et des Altesses impériales, des maréchaux, des sénateurs héréditaires, bientôt, n'en doutez pas, des chevaliers de l'ordre; laissez-le graver des fleurs de lis sur son écusson vide, etc., etc. Alors, M. le Chevalier, comment voulez-vous que le peuple, tout sot qu'il est, n'ait pas l'esprit de se dire : « Il est donc vrai qu'une grande nation ne peut « être gouvernée en république ! Il est donc vrai qu'il « faut nécessairement tomber sous un sceptre quel- « conque, et obéir à celui-ci ou à celui-là ! Il est donc « vrai que l'égalité est une chimère ! » Des idées aussi simples se présenteront à tous les esprits ; mais, je vous le répète, jamais le Roi n'aurait pu les faire entrer dans les têtes ; il n'y aurait eu qu'un cri : *Le voilà qui revient avec ses ducs, ses cordons*, etc. *Quelle nécessité de rétablir des distinctions odieuses?* etc. Aujourd'hui les Français voient ce qu'il en est, et il ne faut pas autant d'esprit qu'ils en ont pour être parfaitement convertis. L'esprit de l'armée surtout ne peut être mis en question que par des hommes qui n'ont nulle connaissance du cœur humain. Je reprends donc mon terrible dilemme : — Ou la maison de Bourbon est usée et condamnée par un de ces jugements de la Providence dont il est impossible de se rendre raison, et, dans ce cas, il est bon qu'une nouvelle race commence une succession légitime celle-ci ou celle-là, n'importe à l'univers ; — ou cette famille auguste doit reprendre sa place, et rien ne peut lui être plus utile que l'accession passagère de Bonaparte, qui hâtera sa propre chute, et rétablira toutes les bases de la monarchie sans qu'il en coûte la

moindre défaveur au prince légitime. Je ne sais pas ce qui arrivera, mais je sais bien que ceux qui disent : *C'est fini !* n'y entendent rien. Au contraire, le couronnement de Bonaparte augmente la chance en faveur du Roi. Ce prince a malheureusement de très grands préjugés contre lui. Il y a longtemps que je les ai combattus, suivant mes forces, d'une manière qui m'a valu de sa part une très honorable approbation que je n'attendais nullement ; mais passons. Je dis que *chaque mouvement de haine envers l'usurpateur se tourne en amour pour le prétendant.* C'est ainsi, je l'espère, que se formera l'opinion dont le Roi légitime a besoin. En attendant, je vous prie d'observer que l'événement que j'examine dans ce moment n'est pas seulement avantageux en général, mais qu'il présente de plus certaines chances particulières, utiles à Sa Majesté. En effet, nous ignorons encore, dans ce moment, l'impression que fera sur l'esprit de S. M. I. l'attitude ferme et menaçante que prend un autre Empereur de meilleure famille, et par quels sacrifices le premier serait disposé à acheter une reconnaissance si précieuse pour lui. Lorsque la première fougue sera passée, lorsqu'il envisagera de sang-froid les suites terribles du premier coup de canon russe, j'ai peine à croire qu'il n'essaie quelques offres, et quand elles n'aboutiraient qu'à donner à notre bon Maître une situation supportable, ce serait beaucoup, car nous n'avons besoin que de temps.

Quant au rétablissement de la Maison de Savoie, je persiste toujours à le croire impossible tant que le *Dæmonium meridianum* tiendra le sceptre ; il faut qu'il

soit renversé, ou par la Maison de France (*quod felix faustumque sit*), ou par un autre pouvoir quelconque, avant que nous puissions songer au Piémont.

Au reste, M. le Chevalier, je sens à merveille que je puis être trompé par mon inclination bien naturelle pour la Maison de France, dont la restauration serait la cause immédiate de celle de Savoie. Cependant, en me dépouillant, autant qu'il est possible à l'homme, de toute espèce d'illusion, de devoir et d'inclination, je crois qu'il est impossible que Bonaparte établisse une nouvelle dynastie.

Si cette lettre était un livre, et si je pouvais m'enfoncer dans une certaine métaphysique que je me suis faite, peut-être que je vous ferais partager les mêmes opinions ; mais prenons la voie la plus courte de l'expérience. La politique est comme la physique ; il n'y en a qu'une de bonne : c'est l'expérimentale. Je dis donc : Ouvrez l'histoire, et montrez-moi un simple particulier qui soit monté subitement au rang suprême, et qui ait commencé une dynastie royale. Cela ne s'est jamais vu ; donc je suis fondé à croire que la chose est impossible : autrement, comment serait-il possible que, parmi les chances infinies des événements politiques, celle-là ne se fut jamais présentée ? Charlemagne était Pepin, c'est-à-dire ce qu'il y avait de plus grand dans l'Europe. Il touchait au trône, et la force seule des choses l'y avait placé. Hugues Capet, qui remplaça à son tour les Carlovingiens, était duc de Paris, premier pair de France, fils de Hugues le Grand, et son origine se perdait dans les siècles. Les Stuarts furent renversés par un autre

prince, et leur sang même ne quitta pas le trône, puisque la reine Anne était Stuart; enfin, ces familles étaient, pour ainsi dire, *mûres pour la royauté.* Mais voyez Cromwell, qui était dans le cas de Bonaparte : sa race n'a pas tenu. « C'est parce que son fils, ne voulut pas régner », disent les bonnes gens. — O bella ! (1) — Est-ce qu'il n'y a pas une cause à tout ? Mais je dis que ces familles ne tiennent pas, et c'est tout ce que je puis dire. Je me crois donc bien fondé à croire que la commission de Bonaparte est de rétablir la monarchie, et d'ouvrir tous les yeux, en irritant également les royalistes et les jacobins : après quoi il disparaîtra, lui ou sa race ; quant à l'époque, il serait téméraire de conjecturer : tout homme sage doit dire : « *Nescio diem neque horam.* » Mais, à voir la manière dont les choses vont, il est bien permis de faire des suppositions favorables.

Vous voyez, Monsieur le Chevalier, que si je me trompe, c'est au moins sur de bonnes raisons, et après avoir examiné la chose attentivement ; d'autant plus que, comme vous le sentez assez, je ne fais que raser le sujet. Un proche parent de la personne qui est tout pour nous avait ici, il y a quelques jours, un ami qui m'a demandé mon avis sur le moment actuel. Je lui ai dit tout ce que j'en pensais, et surtout j'ai tâché de lui montrer comment son ami devait manœuvrer ; quels obstacles l'écartaient, et quelles cordes il devait toucher. J'ai été vivement pressé pour écrire mes idées, mais je m'y suis

(1) Exclamation italienne usitée dans le langage familier.

refusé. On est parti en me disant qu'on dessinerait mes plans de vive voix ; pour cela il n'y a pas d'inconvénient.

Le jour même où je vous écrivais ma dernière lettre, le général d'Hédouville avait reçu ses passeports et partit dans la nuit. On s'attend que le chargé d'affaires à Paris se retirera. La reconnaissance seule fera naître une difficulté dont il résultera, suivant les apparences, le départ des légations. Enfin, Monsieur, les cartes sont fort embrouillées; à vous dire la vérité, je crois qu'on s'est fort trompé à Paris sur cette Cour.

..... Encore une fois, je crois qu'ils y penseront. Un Souverain de 26 ans, et un ministre principal de 28 mènent la barque d'une manière à ne faire connaître leur âge que par la vigueur des mesures. Du reste, la prudence marche de front : on ne fait un pas qu'après avoir assuré l'autre. Croyez que si cette administration était secondée sur le continent, on verrait beau jeu ; mais tout est glacé par la peur. Nous verrons ce qu'opèrera le nouveau ministère anglais, qui va être horriblement fatigué par une violente opposition, que le rétablissement du roi a repoussé du ministère. C'est une singulière chose que ces factions anglaises !

Ici les préparatifs se continuent avec une constance admirable; mais je n'ai rien de nouveau à vous apprendre sur les autres cours influentes.

A l'époque de mon n° 54, j'étais rayonnant, car les choses paraissaient décidées. Depuis il s'est fait un grand pas en arrière, mais pas ici ; j'ai été fort attristé comme vous pouvez penser. Cependant il faut attendre,

car les bras ne sont heureusement plus retenus par la peur. C'est sur l'initiative qu'on se dispute; à tout prendre, il me paraît impossible que la paix dure.

Avant-hier, dans une seconde audience donnée à M. l'Ambassadeur de Rome sur l'affaire de M. le chevalier de Vernegues, on lui a signifié la nécessité de se retirer. M. le prince Czartoryski a mis tous les égards possibles ; il partira seulement *par congé*, et même, ce qui vous paraîtra extraordinaire, on lui a dit que le comte Boutourlin n'en partirait pas moins. A vous parler franchement, je ne comprends pas trop cela. M. l'Ambassadeur s'en va à Dresde, où il attendra les ordres de Sa Sainteté. Il n'est pas décidé encore s'il laissera un chargé d'affaires ; cet arrangement rendrait la retraite plus décente, mais je n'y compte pas infiniment.

Suivant les nouvelles que nous avons de Paris, l'opinion est extrêmement contraire à Bonaparte ; la haine et le mépris sont portés au comble contre lui. Comme ces nouvelles s'accordent toutes, et qu'elles sont rapportées par des témoins oculaires, il me semble qu'on peut y compter. Un certain instinct, auquel je me fie plus qu'au raisonnement, me dit que ce champignon impérial ne peut durer. Seulement il peut encore nous impatienter beaucoup. Je prie donc S. M. d'avoir toujours bon courage, sa position est bien différente de celle de la Maison de France ; il n'y a jamais eu de rébellion chez elle. Jamais elle n'a rien eu à démêler avec ses sujets qui la désirent au contraire de tout leur cœur. La minorité, peut-être trop puissante, qui pourrait lui être contraire, ne tire sa force que de ce même pouvoir gi-

gantesque qui semble ne pouvoir durer. Elle n'a contre elle que l'occupation matérielle de ses états par un usurpateur ; la voix de la justice, et celle des peuples, aidées de l'influence de deux grandes puissances, doivent à la fin l'emporter. Mais, en attendant, un arrangement préliminaire et plus ou moins solide n'est point une chance improbable. M. Oubril a été fort caressé à Paris pour y demeurer. On a même envoyé un courrier pour arrêter celui qui apportait ici les dernières dépêches au ministre de France, et pour y corriger quelque chose ; mais il n'y a pas eu moyen de le joindre. Vous voyez là le *pentimento*. Je le répète, il y pensera à deux fois.

La belle saison s'étant déclarée à l'ordinaire, vers le commencement de mai, et tout le monde étant à la campagne, il s'est élevé un froid dont on m'assure qu'il n'y a pas d'exemple. Hier, j'ai passé la journée chez l'Ambassadeur d'Angleterre, qui est à la campagne, sur la route de Cronstadt. Nous ne quittâmes le feu qu'un instant pour regarder quelques vaisseaux dans le golfe, avec sa lunette. Aujourd'hui, j'ai allumé le feu par besoin : je ne sais combien durera cette bizarrerie. Ici, on couvre la campagne d'or pour vaincre la nature de toutes les manières ; car il faut vaincre le climat et la qualité du terrain. Je viens de voir dépenser 10,000 roubles pour creuser un fossé autour d'une possession dont le sol n'a coûté que 25 roubles. Tout cela, pour trois mois dans de très belles années, et pour six semaines au plus dans les mauvaises. Rien ne coûte, pourvu qu'on jouisse. En voyant ces magnificences, je vais pensant à tout ce que la bonne nature faisait pour nous de sa *pleine puissance*.

Et la vue des serres me rejette dans les mélancoliques idées de la politique. Je vous en fais grâce, M. le Chevalier, sachant bien que dans ce genre vous n'avez pas besoin d'*excitateur*. J'aime bien mieux vous renvoyer au début de ma lettre, et enfoncer avec vous le regard dans les consolantes perspectives de l'espérance.

Hier, vers les neuf heures du soir, Monseigneur l'Ambassadeur de Rome est parti de cette ville.

57

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 2 (14) août 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Le mariage de S. A. S. Mme la grande duchesse Marie, avec S. A. S. Mgr le prince héréditaire de Saxe Weimar a produit de fort belles fêtes. Le mariage eut lieu le 3 (n. s.); la Princesse qui est charmante, occupa tous les yeux. Il y eut ensuite un dîner de 200 couverts pour les trois premières classes de l'état. Le corps diplomatique n'y assista point, mais en sortant de l'Fglise, nous allâmes voir le service; c'est un immense fer à cheval dont la famille impériale occupe la tête. Le service d'or de S. M. est fort beau et d'excellent goût. Le soir, il y eut bal paré à la Cour. Le lendemain, à midi, grand gala et félicitations à la Princesse. Le soir, la Cour parut au spec-

tacle en grande loge, ce qui est fort rare. Le coup d'œil était magnifique. S. M., en entrant et en sortant, fut applaudie d'une manière vraiment filiale, et qu'elle aura sûrement remarquée. Le 28, il y a eu bal masqué à Peterhof. Les ministres de la 1re et de la 2me classe et leurs femmes, ont été invités à dîner; nous y avions des appartements préparés pour notre toilette. La table, que son Excellence le prince Czartoryski a tenue pour le Chancelier de l'Empire, était servie à la russe, c'est-à-dire qu'on n'expose que le dessert (composé par parenthèse des mêmes fruits qu'on pourrait servir à Turin), les plats chauds et toutes les viandes sont dans une autre pièce, et on les apporte l'un après l'autre aux convives. Cette manière est très bonne et la nôtre aussi. Nous étions seulement 22 à table. La mascarade est quelque chose de particulier à ce pays: ce mot signifie seulement qu'on a un domino sur le corps; car, du reste, personne n'est masqué. Ces jours là, tous les battants sont ouverts: entre qui veut. Il y a bien des billets d'entrée, mais on les distribue en nombre immense et sans distinction de personnes; c'est un pêle-mêle charmant, quoique un peu étouffant en été. Il y a, malgré la foule, beaucoup d'ordre et de respect. L'illumination du parc et du palais est ce que j'ai vu de plus beau dans ce genre. Ayant pris par curiosité quelques renseignements auprès des personnes chargées de cette décoration, j'ai su qu'il y avait 10,000 flambeaux de cire, 300,000 lampions, 40 verstes de chemin illuminées, et 900 personnes chargées de l'*allumage* (si vous voulez passer le mot). La beauté des eaux ajoutait encore à celle de l'illumination, qui a coûté au

delà de 40,000 roubles. Le parc, qui est très grand, est coupé de mille allées qui étaient toutes illuminées de la manière la plus riche et la plus pittoresque. L'ensemble est évalué par les ingénieurs à une longueur de 40 verstes, comme je viens de vous le dire, environ cinq lieues de France. Une autre fête, d'un genre un peu différent, se prépare aux environs de Peterhof (26 v. de la Capitale). S. M. I. y exerce en personne 40,000 hommes. C'est aujourd'hui ou demain que les évolutions commencent, ce sera un magnifique spectacle, qui durera, dit-on, une quinzaine de jours.

Les ambassadeurs, suivant l'étiquette, y sont invités nommément; pour les autres, le champ est libre, mais je m'en dispense. Ces évolutions font grand tort à Messieurs les officiers Piémontais, dont le sort se trouve ainsi retardé. En attendant, j'ai fait l'impossible, et M. le général Van Suchtelen à bien voulu me donner l'assurance qu'ils auront lieu d'être contents; au reste, ils paient l'air, à mon grand chagrin.

J'ai l'honneur d'être.....

58

† *A Mlle Adèle de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 12 août 1804.

Tu dis donc, ma chère Adèle, que tu aimes extrêmement mes lettres? Tant pis pour toi, ma chère enfant;

car lorsqu'une petite fille aime les lettres d'un homme, c'est marque presque infaillible qu'elle aime aussi l'homme. Ainsi, te voilà à peu près convaincue d'une bonne inclination pour un vieux radoteur de cinquante ans, ce qui est bien, sauf respect, l'excès du ridicule. Au demeurant, tout le monde a ses faibles; que ceci demeure entre nous. Je suis tout à fait piqué qu'on t'ait volé en France cette lettre du mois d'avril; il ne tiendrait qu'à moi de te la répéter presque toute; mais il me semble qu'il y a de la *bassesse* à se répéter ainsi. Je me contente de commencer et de finir a peu près de la même manière, afin que tu ne perdes pas entièrement toutes les douceurs que je te disais. Le mal est, *bel idol mio*, que l'empire français est instruit de notre intrigue, au moyen de cette lettre supprimée...

Où te cacher? Va-t'en dans la nuit infernale.

Non, mon cher enfant, reste pour me tenir compagnie. Tu verras que cette inclination, quoique très affichée, ne t'empêchera point de te marier.

J'ai été enchanté des progrès que tu fais dans le dessin et de ton goût pour les belles choses, mais j'ai sur tout cela une terrible nouvelle à te donner: c'est qu'il faut t'arrêter, et consacrer une grande partie de ton temps à l'oisiveté; ta santé l'exige absolument. Je te conjure donc, mon cher enfant, de faire tes efforts pour devenir sotte, au moins jusqu'à un certain point. Il faut te jeter chaque jour dans le fauteuil douillet de l'ignorance, en répétant si tu veux, pour t'encourager, un adage de notre

amie commune, feu madame la marquise de Sévigné : *Bella cosa far niente*. Autrement tu t'effileras, et tu ne seras plus qu'un petit bâton raisonnable, raisonnant ou raisonneur, ce qui me fâcherait beaucoup. J'ai dit le surplus à ta mère ; ne prends pas ceci pour un badinage : l'excès d'application pourrait te faire beaucoup de mal. Je me recommande à mon ami Rodolphe pour te faire la leçon sur cet article ; c'est lui qui possède le plus grand moyen de conviction, je veux dire la persuasion. J'ai peur, entre nous, que ceci soit un peu impertinent ; excuse-moi auprès de lui comme tu pourras.

Parlons encore un peu de littérature. Tu me cites un beau passage *sur* Homère : pour te payer, je t'en cite un d'Homère. Un Athénien, qui vit pour la première fois le fameux Jupiter de Phidias, dit à l'artiste, dans un accès d'enthousiasme : « Où donc as-tu vu Jupiter, homme étonnant ? es-tu monté sur l'Olympe ? » Phidias répondit : « Je l'ai *vu* dans ces quatre vers d'Homère :

« *Il dit ; et le froncement de son noir sourcit annonça*
« *ses volontés. Sa chevelure parfumée d'ambroisie s'agita*
« *sur la tête de l'immortel, et, d'un signe de cette tête, il*
« *ébranla l'immense Olympe.* »

Et toi, mon cher enfant, peux-tu l'apercevoir dans cette traduction ? A propos, as-tu lu l'*Iliade* et l'*Odyssée ?* Il faut les lire, à cause de leur célébrité, et parce qu'il est impossible d'ouvrir un livre où l'on ne trouve quelque allusion à ces sublimes balivernes. Il y a trente mille traductions d'Homère ; il faut lire celle de Bitaubé, qui n'est guère plus rare que l'Almanach. Je loue beaucoup ton goût pour le Tasse ; cependant l'inexorable juge du

dix-septième siècle a dit : « *Clinquant du Tasse, or de Virgile.* » Un homme comme Boileau peut bien avoir tort, mais jamais *tout à fait* tort. Il est certain que le style du Tasse n'est pas toujours au niveau de ses conceptions ; qu'il est souvent recherché, affecté ; qu'il manque en mille endroits la simplicité et le naturel antique. Relis, par exemple, le discours de Renaud à sa petite *sorcière*, lorsqu'il tient le miroir (*strano arnese*) dans le jardin enchanté :

> Ce n'est que jeux de mots, affectation pure,
> Et ce n'est pas ainsi que parle la nature.

Nondimeno, la *Jérusalem délivrée* sera toujours un des grands chefs-d'œuvre du génie moderne ; mais à présent que tu l'entends à fond, je voudrais la relire avec toi *en esprit de critique.*

Après un froid ridicule, qui nous a fait chauffer au mois de juillet, nous avons passé presque subitement à une forte chaleur de près de 30 degrés ; mais ce n'est qu'un éclair. J'ai eu le temps cependant de me baigner dans la Neva aussi à mon aise que dans le bel *Éridan.* Avant la fin de novembre, je passerai sur le même endroit en carrosse à quatre chevaux, et l'on y fera l'exercice. Au milieu de toutes les *phases* de la nature et de la politique, je ne cesse de vous regretter, mes bons amis. Je n'ai qu'une demi-vie, toujours il me manque quelque chose ; mais je ne vous l'aurai jamais assez répété : *c'est pour vous que je me passe de vous.* Adieu, mon très cher enfant, raconte-moi toujours tes pensées et tes occupa-

tions. Soigne ta santé scrupuleusement, ne *me* fais point mal à *ta* poitrine. Conserve *ta bête :* ton oncle t'a fait comprendre suffisamment l'importance de cet animal. Ne t'avise pas de donner dans le découragement, tout ira bien. Adieu encore, ma chère Adèle. Si tu rencontres ta mère quelque part, dis-lui qu'elle a fort bien fait de te faire, et, pour sa peine, embrasse-la de ma part.

59

A M. le Chevalier de Rossi.

21 août 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Un courrier napolitain, qui part incessamment, me fournit l'occasion de répondre sans retard à votre n° 49 arrivé ici le 7 (19) de ce mois, et de jaser avec vous à mon aise. J'ai cependant peu de choses à vous dire en fait de grande politique. Paris n'a point répliqué, et Vienne n'a point reconnu : c'est tout ce qu'on peut dire. Je sais, par une voie qui me paraît sûre, que l'*excellent* marquis Luchesini est rappelé. Le motif est curieux : *Il est allé trop loin et a compromis sa Cour, dans l'affaire de la grande conjuration, en agissant de son chef.* En conséquence, il est rappelé. Cela fait pitié ! Mais le fait est que la réponse de M. le Marquis à la communication faite par Talleyrand, ayant été sans contredit la plus vile

et la plus sotte de toute la vile et sotte collection, cette *supériorité* aura choqué sa Cour, qui le rappelle par cette raison. Mais je ne me hâte pas d'en tirer l'augure d'une conversion. Je crois au reste que lorsque Luchesini écrivit son misérable amphigouri, il ne prévoyait point l'impression de la pièce. M*** me disait un jour : *Ah ! Que j'aurais été curieux de voir comment vous auriez répondu !* — Sûrement de quelqu'autre manière.

Voilà donc M. l'Ambassadeur d'Angleterre rappelé et d'une manière qui me déplait. Je crois aussi qu'il sera désagréablement affecté : j'en juge par Milady. L'ambassadeur se trouvait à la grande revue dont j'ai eu l'honneur de vous parler. Ce digne homme était tiré en sens contraire par la mer et par la terre, mais il n'a pas su prendre son parti d'une manière décidée. Le ministre, M. Garlick, lui conseillait fort de garder son poste; mais ce dernier est fort mal avec l'ambassadrice.

Sir Warren a demandé son rappel, ensuite un congé. — Il y a eu quelques balancements que je n'ai pas encore déchiffrés; je ne sais qui a tort, mais l'ambassadeur est rappelé. S'il avait dit sur les toits qu'il demandait son rappel pour servir militairement, tout allait bien ; mais il n'a rien dit, voilà le mal. Dans le fond, il est fort heureux, car les circonstances deviennent de jour en jour plus importantes, et il était fait pour cette mission précisément comme moi pour conduire son vaisseau : aussi on lui accordait ici toute la considération qu'il mérite comme honnête homme, comme homme de qualité, et comme bon officier ; mais comme ministre, on n'en faisait pas grand cas, d'autant que sa Cour même

ne lui donnait aucune nouvelle. Vous avez observé plus d'une fois, que lorsque j'ai voulu vous en donner d'après lui, presque toujours, j'ai été dans le cas de me rétracter. Je n'ai pas besoin de vous dire, Monsieur, combien je regrette personnellement sa personne et sa maison.

L'ambassade qui arrive est magnifique : jeune homme, grand seigneur, grande fortune, deux secrétaires d'ambassade, deux gentilshommes, etc. C'est ce qui s'appelle en Piémontais, un *Spatus*. Véritablement, la mission ne saurait être plus importante ; mais si les deux puissances demeurent isolées, que feront-elles? Depuis un an, l'Angleterre verse des millions pour ne rien faire. La Russie est bien éloignée ; il n'y aurait peut-être qu'un moyen de frapper sensiblement la France, quoique d'une manière indirecte, ce serait d'attaquer la Prusse : il en résulterait de belles choses.

Malgré tout ce qu'on nous dit de beau sur l'Autriche, je me persuade difficilement qu'elle ne finisse pas par reconnaître. Très décidément elle a peur, et qui sait même si elle ne se rend pas justice en se croyant incapable de soutenir le choc ? D'ailleurs, elle manque de têtes faites pour concevoir cette époque et se conduire en conséquence. Nous ressemblons tous à des gens qui voudraient se battre à l'arme blanche, contre une puissance qui posséderait la poudre. Les balistes ne sont plus de saison devant les pièces de 24. Mais on n'emprunte de la France que ses modes et ses opinions ridicules ou coupables : on n'achète que ses livres, on n'enseigne que sa philosophie. En Espagne et en Allemagne, on s'amuse à faire des *concordats*. Têtes folles !

Faites donc un *concordat* pour sauver le monde. Mais on n'en fera rien.

La mauvaise humeur m'emporte. Je partage vivement les inquiétudes que vous me manifestez dans votre dernière lettre : mais que faire? Les deux puissances, nos amies, se montrent parfaitement en notre faveur; c'est tout ce que nous pouvons désirer dans ce moment : le succès est caché dans l'avenir.

J'espère, pour cette fois, pouvoir joindre à ce paquet la lettre que j'écrivais il y a quelque temps à M. le comte d'Avaray. Vous avez vu que S. M. Louis XVIII, à l'occasion de la solennité que Bonaparte vient de donner à son usurpation, avait cru devoir convoquer les Princes Français à Grodno, pour donner lui-même plus de solennité à sa protestation. Il avait cru encore pouvoir s'acheminer, sans attendre la détermination de S. M. I., et je vous ai fait connaître le résultat de cette démarche. Sur le refus de l'Empereur, le Roi s'est décidé d'aller droit à Revel, et de s'y embarquer sur une frégate russe, pour Calmar, où il a convoqué les Princes, et il s'est encore acheminé sans attendre la réponse de l'Empereur à la nouvelle lettre qu'il a écrite à ce dernier, et qui est une réplique à celle de l'Empereur. J'ai lu cette nouvelle lettre, qui n'est sûrement pas ce qu'elle devrait être. Il y a même plus d'une phrase mal faite, susceptible d'une mauvaise interprétation. Je ne sais comment l'Empereur aura pris tout cela, mais je crois certain qu'il n'accordera pas la frégate. Qui sait d'ailleurs si le Roi est d'accord avec celui de Suède? Qui sait si les Princes Français viendront à Calmar? La démarche en elle-

ment, l'usage n'étant point d'obtenir des audiences pour ces sortes de choses.

Vous aurez appris par ma dernière lettre, écrite extraordinairement sans numéro (le même jour, 5 novembre), et par toutes les gazettes possibles, l'enlèvement d'un agent Anglais, M. Rumbold, fait aux portes de Hambourg, par les Français.

Le lendemain de cette aventure (25 octobre), le Sénat de Hambourg a fait remettre une note circulaire courte et noble, par laquelle il témoigne son profond regret sur cette voie de fait, qu'il n'a pu empêcher, et sa détermination de ne rien oublier pour en obtenir la réparation.

S. M. le Roi de Prusse, comme directeur du cercle de Basse-Saxe, se trouvait sensiblement intéressé dans cet événement ; il a cru devoir demander à la France la restitution immédiate de M. Rumbold, avec une satisfaction convenable ; on assure même que le ministre qu'il envoyait pour assister au couronnement a eu ordre de rétrograder, et même de partir de Paris si le contre-ordre le trouve arrivé.

On attend le résultat de ces nouveaux incidents; certaines personnes pensent que c'est une nouvelle comédie de la Prusse, uniquement destinée à jeter de la poussière aux yeux de ce Cabinet, et que tout finira par la demande de Hambourg, ou quelque chose de ce genre.

Mais ces commentaires étant d'origine Autrichienne, il faut attendre. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les dernières lettres de Berlin étaient toutes à la guerre.

L'Empereur a fait assurer formellement le Roi de

l'état de choses, je penche à croire que toute cette affaire n'est qu'une infâme mystification fabriquée par ce Coulon, qui aura voulu se faire valoir. Il se peut aussi que se soit heureusement un demi-scélérat, qui sera demeuré la main en l'air sur la casserole. Quoi qu'il en soit, la froideur des tribunaux ou autres autorités prussiennes, dans cette occasion, n'en est pas moins une infamie formelle, qui avertit le Roi, à mon avis, de chercher gîte ailleurs. Cependant, il paraît décidé à retourner à Varsovie. On comprend peu cette résolution. Rien ne me serre le cœur, après les malheurs de S. M., comme la malédiction qui poursuit cette famille auguste. En attendant, Bonaparte va son train, et il enrôle l'ancienne noblesse pour sa cour. Le Piémont fournit aussi son contingent : voila de bons amis de S. M.! Qu'elle reçoive au moins tous ceux qui reviennent.

60

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 1804.

Monsieur le Chevalier,

J'ai reçu la dépêche de S. M. au sujet du mariage de la grande duchesse Marie. Je l'ai transmise sans délai, le 5 de ce mois, avec la note convenable d'accompagne-

ment, l'usage n'étant point d'obtenir des audiences pour ces sortes de choses.

Vous aurez appris par ma dernière lettre, écrite extraordinairement sans numéro (le même jour, 5 novembre), et par toutes les gazettes possibles, l'enlèvement d'un agent Anglais, M. Rumbold, fait aux portes de Hambourg, par les Français.

Le lendemain de cette aventure (25 octobre), le Sénat de Hambourg a fait remettre une note circulaire courte et noble, par laquelle il témoigne son profond regret sur cette voie de fait, qu'il n'a pu empêcher, et sa détermination de ne rien oublier pour en obtenir la réparation.

S. M. le Roi de Prusse, comme directeur du cercle de Basse-Saxe, se trouvait sensiblement intéressé dans cet événement ; il a cru devoir demander à la France la restitution immédiate de M. Rumbold, avec une satisfaction convenable ; on assure même que le ministre qu'il envoyait pour assister au couronnement a eu ordre de rétrograder, et même de partir de Paris si le contre-ordre le trouve arrivé.

On attend le résultat de ces nouveaux incidents; certaines personnes pensent que c'est une nouvelle comédie de la Prusse, uniquement destinée à jeter de la poussière aux yeux de ce Cabinet, et que tout finira par la demande de Hambourg, ou quelque chose de ce genre.

Mais ces commentaires étant d'origine Autrichienne, il faut attendre. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les dernières lettres de Berlin étaient toutes à la guerre.

L'Empereur a fait assurer formellement le Roi de

Prusse, qu'il l'assisterait avec toutes ses forces, s'il était attaqué par les Français, mais en même temps on lui a laissé voir très clairement la crainte que, sur la moindre réparation plâtrée proposée par le Corse, tout ce beau feu Prussien ne tombât tout à coup.

De très grands plans se mûrissent, mais les Anglais les retarderont probablement, en recommençant à faire des fautes. Mes deux numéros précédents partiront quand il plaira à Dieu et à M. le prince Czartoryski. En attendant, mes feuilles s'accumulent : plusieurs appartiendront à l'histoire ancienne lorsque vous les recevrez, mais c'est un petit inconvénient ; peu importe qu'elles vieillissent sur mon bureau ou sur le vôtre.

Je suis, etc.

61

A. S. M. Victor-Emmanuel Ier,

Roi de Sardaigne.

1804.

SIRE,

J'ai reçu avec autant de reconnaissance que de respect la lettre qu'il a plu à Votre Majesté de m'adresser de Gaëte, le 7 juillet dernier. Quelques mots, que j'avais pu déchiffrer à la hâte au moment du départ du dernier courrier de Naples, me mirent en état de tranquilliser sur le champ Votre Majesté sur l'objet principal de cette dépêche. Mon avis sur le lieu de sa retraite était

purement conditionnel. C'est-à-dire que, *si* Elle se voyait obligée de quitter l'Italie, Elle serait mieux placée sur les terres de Russie que partout ailleurs. M. le chevalier de Rossi m'ayant répondu que mes raisons avaient fait impression, j'ai entendu de même la réponse dans un sens conditionnel, et je n'ai rien dit ici de plus, ni compromis Votre Majesté d'aucune manière. Je désire ardemment, comme Elle peut bien penser, qu'on la laisse vivre tranquille à Gaëte ; mais il n'est que trop sûr qu'Elle ne peut y demeurer qu'autant qu'il plaira au Tyran à qui on a jugé à propos de laisser tout faire. Il y a d'ailleurs dans l'avenir différents cas possibles qui doivent être pris en considération, mais comme je crois avoir tout dit sur ce point essentiel, je croirais superflu d'y revenir.

Votre Majesté a vu que, dans toutes mes lettres, j'ai toujours raisonné dans la supposition d'une très longue suspension dans la décision de nos affaires ; parce que, en effet, malgré la bonne volonté de l'Angleterre et de la Russie à notre égard, la funeste et déshonorante lâcheté des autres puissances rend équivoque, ou retarde considérablement l'effet de l'influence qui nous protége, quel que puissante qu'elle soit réellement.

Votre Majesté vient de voir Bonaparte reconnu par la Cour de Vienne, comme je l'avais prévu, et malgré les beaux discours tenus ici. Elle a vu toutes les circonstances de cette reconnaissance : je m'abstiens de toutes réflexions inutiles.

Quelques mots de la lettre de Votre Majesté me persuadent qu'Elle croit a l'arrivée des troupes Russes en

Italie. Je puis avoir l'honneur de l'assurer qu'on n'y a jamais songé. Si la Russie se renforce à Corfou, c'est pour elle qu'elle craint. Elle sait combien la Grèce est menacée : elle y songe et se tient en garde, de peur d'être prise à revers. Les forces Russes à Corfou sont de 10 à 11,000 hommes au plus. On veut en faire un Gibraltar, mais il est très sûr que, dans ce moment au moins, on ne songe qu'à soi.

La flotte de la Baltique est rentrée l'autre jour à Cronstadt après la promenade ordinaire. Tout cela ne signifie rien du tout. Véritablement, les liens semblent se resserrer chaque jour entre cette Cour et celle d'Angleterre. La conduite grande et généreuse de S. M. I. est au-dessus de tous nos éloges; mais, outre qu'il faut du temps pour que ce puissant concert produise l'effet que nous attendons, Votre Majesté ne doit pas croire qu'il n'y ait pas ici des difficultés intérieures, peu ou point du tout connues de ceux qui ne sont pas initiés à certains mystères. Toutes les fois que j'ai voulu toucher le point le plus recommandé aux ministres, savoir : la connaissance du pays, du gouvernement, de la Cour, et du caractère des hommes les plus influents, j'ai toujours observé de la part de la Secrétairerie d'État un silence absolu et visiblement affecté, que j'ai pris, suivant ma coutume invariable, pour une désapprobation formelle ; ce qui a fait que je n'ai plus rien dit dans ce genre. Je prends seulement la liberté d'en faire l'observation à Votre Majesté, de peur qu'Elle ne m'accuse peut-être de ne pas faire attention à certaines choses que j'observe au contraire très exactement.

Ce que je désire bien vivement, c'est que Votre Majesté daigne considérer l'immense difficulté des négociations dans ce pays ; on ne peut tâtonner, ni sonder le terrain. Il faut demander audience formellement et tout dire d'emblée. Votre Majesté l'a vu dans la conversation sur Gènes : il faut être prêt à tout, et pouvoir donner sur le champ une de ces réponses péremptoires qui coupent pour ainsi dire la difficulté en deux....

62

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg 19 (31) août 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Mercredi 17, après une conférence de trois heures avec le prince Czartoryski, M. l'Ambassadeur d'Angleterre me prit à part confidentiellement, et me dit que M. d'Oubril était rappelé, et que la rupture entre cette Cour et la France était certaine. Bonaparte et Talleyrand sont allés courir chacun de leur côté pour éviter de donner une réponse à la fameuse note péremptoire dont je vous ai suffisamment entretenu ; mais d'Oubril avait ses ordres, il est parti. M. l'Ambassadeur ne m'a pas caché non plus la part active que le Roi de Suède prendrait dans cette nouvelle guerre.

Il y a bien là un peu du chevalier errant, mais les chevaliers, même errants, ont bien leur prix; nous verrons. Ce qui m'a comblé de joie, c'est ce que Sir Warren m'a dit touchant le Roi, savoir : qu'il n'était pas possible d'avoir pour lui de meilleures intentions que celles que lui a manifestées le Prince Czartoryski.

Il ne faut pas faire comme dans la dernière guerre, lui dit le Prince : il faut lui donner des subsides extraordinaires pour le mettre en état d'agir en Italie. Sir Warren répondit : « Nous ferons toujours ce que vous ferez : promettez tout ce que vous voudrez, je signe sur le champ pour une somme égale. » Le Prince lui parut extrêmement bien disposé, mais nous n'en sommes pas au moment d'agir. Ce que je puis assurer, c'est que je ne reconnais plus l'opinion que j'ai trouvée ici sur nous et nos affaires. Elle a changé en mieux, du tout au tout. L'Ambassadeur n'est pas tranquille sur le séjour du Roi à Gaëte, parce qu'il ne se fie pas extrêmement, dit-il, sur le courage des Napolitains. Je ne pousse pas la crainte aussi loin, mais il est vrai cependant que, si S. M. est à l'abri d'un coup de main, elle ne l'est pas d'une note. Sir Warren préférerait Malte ou la Sicile. J'aurais été pour Malte, et peut-être en faudra-t-il venir là, malgré les objections que vous me fîtes connaître dans le temps.

Après avoir donné et contredit une nouvelle, sur des autorités respectables, il se trouve que j'avais raison. L'Autriche pressée par Champagny a reculé, et reconnu l'Empereur, après avoir fait assurer ici du contraire. En retour, l'Empereur d'Allemagne reçoit de la bienfai-

sance muette de celui de France le titre héréditaire impérial, au moins pour les états héréditaires. L'Empire Germanique proprement dit demeure électif, comme par le passé, et même j'en doute.

Au milieu de ce nuage de boue et d'arsenic, je ne vois qu'une étoile où l'on puisse gouverner.

La Russie nous a mis *en raison de guerre et en condition de paix* (chose que nous n'aurions jamais pu espérer), et l'Angleterre appuie cette bonne volonté. Nos espérances sont donc toujours plus fondées. Malheureusement il arrive, dans ce cas, que la raison qui consolide l'espérance est précisément celle qui en retarde l'accomplissement.

Je suis, etc.

63

Au Mém.

Saint-Pétersbourg 29 août (10 septembre) 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Vous avez vu la reconnaissance, avec toutes les circonstances magnifiques dont elle est accompagnée Je doute que l'histoire présente un autre exemple d'une pareille.... Écrivez ici le mot qui vous plaira : pour moi je n'en trouve point qui me satisfasse. Cela ne serait rien encore, s'il n'y avait que la peur : mais je ne vois rien au delà.

L'Angleterre demeure donc seule en scène. Je sais qu'elle prépare de grandes choses ; mais vous savez que M. Pitt n'a jamais su faire la guerre. Nous verrons s'il sera plus heureux aujourd'hui. M. l'Ambassadeur me donne toujours de belles espérances. Il est plein de courage et ne doute pas que son pays ne soit en état de soutenir la gageure. Je suis un peu moins confiant, je vous l'avoue. Souvent je lui dis : « Dites, dites encore, M. l'Ambassadeur. » Il rit et ne doute de rien. Son départ est une très grande perte pour moi ; c'est une excellente maison qui m'était ouverte et qui se ferme pour moi. Ses bons offices, son amitié et celle de Milady, m'ont été ici fort utiles d'une manière indirecte, car tout se tient dans le monde. C'est à cette dame, par exemple, que je dois la connaissance du Ministre de la marine, M. l'amiral Tchitchagof qui fera probablement la fortune d'un sujet du Roi. Milady, en partant, me fait héritier de ses livres. Je la regrette plus que je ne puis vous le dire. Elle a quarante-deux ans.

Je les crois malheureusement l'un et l'autre fâchés de partir ; on a prétendu, comme je vous l'ait fait entendre, que Milady avait fait quelque démarche désavantageuse: j'en doute. Tout a tenu à une lettre écrite à un ministère, et lue par l'autre. Enfin la chose était écrite de cette manière. Il sera au reste très aisé de remplacer Sir Warren pour l'habileté diplomatique : il a surtout l'inconvénient de parler très difficilement le Français. Souvent, il ne dit pas ce qu'il veut dire, et souvent il n'entend que la moitié de ce qu'on lui dit. Par exemple, il me dit formellement l'autre jour (et je

m'empressai de vous le mander) que M. d'Oubril *était rappelé ;* mais il est bien évident qu'on lui avait dit qu'il *serait rappelé*, car rien n'est encore décidé sur ce point. Malgré ces petits inconvénients, je n'en perds pas moins beaucoup personnellement, et certes je ne l'aurais pas prévu dans les commencements de ma mission. Le successeur, Milord Gower-Levison, amène avec lui un secrétaire d'Ambassade, M. Stuard, auquel je suis recommandé particulièrement par quelques connaissances de Vienne. — C'est un jeune homme d'un mérite extraordinaire, à ce qu'on m'assure. L'autre jour (j'oubliais ceci) je disais à Sir Warren : « M. l'Ambas-« sadeur, qu'est-ce que vous faites de toutes ces Cor-« vettes, Goélettes, Cutters, Bricks, Schooners, etc.,etc ? « Quand vous n'auriez que ceux que vous avez pris « aux Français, vous ne sauriez qu'en faire. Vous de-« vriez donner une jolie Corvette à mon cher Maître; il « en ferait très bon usage autour de sa Sardaigne. — « Je ne suis point du tout de votre avis, me dit l'Am-« bassadeur : le mien est qu'on lui en donne deux, et « j'en fais mon affaire. — Eh bien ! repris-je, je me « soumets, je ne veux point me disputer avec vous. » Je lui recommanderai encore chaudement cette affaire à son départ : après quoi, il arrivera ce qui pourra.

Hier, à la parade, les officiers Piémontais ont été présentés à S. M. I. par M. le général Suchtelen. L'Empereur passa d'abord en revue tous les présentés qui étaient nombreux, en commençant par ces Messieurs dont on lui dit les noms. Après avoir terminé, il revint à eux, ce qui est une distinction remarquable,

et leur dit les choses les plus obligeantes sur la mort d'abord de M. le Chevalier Waira, ensuite sur eux-mêmes. Ils ont fort bien répondu en Français : malheureusement le Russe devient indispensable, au moins aux quatre qui appartiennent au génie : ils sont fort résignés. Mais c'est Manfredi qui est heureux. Dès qu'il a été habillé, il s'est présenté à son ministre, auquel je l'avais recommandé la veille, par un billet écrit dans le style qui est du goût du personnage. L'amiral l'a gardé trois heures ; il s'est assis, il a calculé avec lui. Il lui a dit : « *Vous ne me quitterez pas ; incessamment vous fe-* « *rez* 300 *werstes avec moi ; je vous assignerai quatre ou* « *cinq officiers auxquels vous commanderez ; mais sou-* « *venez vous bien, quelque besoin que vous ayez, de ne* « *vous adresser qu'à moi : tout de suite vous serez satis-* « *fait, etc., etc.* » Il l'a envoyé aux casernes de l'Amirauté, avec un ordre écrit, portant qu'on eût à lui donner l'appartement qu'il demanderait. Il s'est logé modestement et commodément. En félicitant le Chevalier Manfredi sur sa bonne fortune, je lui ai en même temps montré les écueils. L'amiral est puissant, et il a le vent en poupe ; il n'y a pas de protecteur plus déterminé. Mais il est emporté, bouillant, ce qui lui donne d'abord beaucoup d'ennemis. Il a d'ailleurs un ridicule insupportable : il ne vole point, et il ne permet point qu'on vole dans son département, ce qui le fait détester ; prenez ceci au pied de la lettre, sans la moindre ombre de plaisanterie. J'ai montré la carte au navigateur, c'est à lui de cingler prudemment.

Etant allé il y a quelque temps passer la soirée chez

le Grand Maréchal de la Couronne, le comte de Tolstoï, pour prendre congé de sa femme qui est sur le point de partir pour les pays étrangers, le maréchal qui s'y trouva me dit : « Monsieur, j'étais présent ce matin lors-« que S. M. a dit en propres termes à M. le Général Van « Suchtelen... « *M. le Général, je vous recommande ces « officiers Piémontais. Il ne s'agit pas seulement de ce « que j'ai fait pour eux en commençant, mais, quels « que soient leurs besoins, vous devez me les faire con-« naître sans détour, je vous en rends responsable.* » Je les crois tous bien acheminés. Les premières dépenses d'habillement, pour pouvoir sortir de leur auberge, se montent à cinq cents roubles par tête. Voici bientôt les pelisses : le double ne suffira pas, mais tout ira bien. S'il se présentait quelque Piémontais de talent, dans le même genre, il serait certainement accepté.

J'ai l'honneur, etc.

64

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 5 (17) septembre 1804.

Monsieur le Chevalier,

J'ai eu l'honneur de vous détailler dans le temps les quatre conditions proposées à la France dans l'ultimatum de la Russie : 1° Evacuation du royaume de Na-

ples et sûreté pour l'avenir ; 2° Arrangement de l'Itali[illegible], de concert avec l'Empereur ; 3° Indemnisation immédia[illegible] du Roi pour les pertes qu'il a faites (j'ai lu la not[illegible], ce sont les mots) ; 4° Evacuation et liberté de l'A[illegible]lemagne. Talleyrand, à son arrivée à Paris, a r[illegible]pondu par une note préliminaire où il dit que dan[illegible] celle de la Russie *il y a des articles admissibles*, qu'[illegible] est seulement fâché que le ton n'en soit pas amical [illegible] qu'au surplus il l'a envoyée à S. M. I., etc.

Je crois que ces belles paroles ne sont destinées qu'[illegible] gagner du temps, pour déclarer ensuite la guerre à leu[illegible] aise, comme ils l'ont toujours fait. Si cependant o[illegible] traitait, je rappelle ici, par ordre, la suite de mes de[illegible]mandes par gradations subsidiaires : 1° Le Piémont [illegible] 2° Gênes et une partie du Piémont ; 3° Parme, Plai[illegible]sance, Modène, Massa, avec accès commode à la mer [illegible] Je ne parlerai de Sienne qu'à la dernière extrémité [illegible] avec les chicanes convenables contre toute renonciation.

Quant aux concessions, chartes, privilèges, etc., tout [illegible] ce qu'on voudra, pourvu que la puissance Monarchique [illegible] demeure intacte. Je dis ceci à toutes bonnes fins, car je [illegible] doute fort qu'on traite.

Vous avez vu l'article insultant du *Moniteur* contre [illegible] le Roi de Suède : il a rappelé sa légation et ne pouvait [illegible] faire autrement ; l'Angleterre et la Russie tireront part[illegible] de cette circonstance. Le Roi est parfaitement disposé, [illegible] mais vous connaissez le caractère et les systèmes de ce [illegible] haut personnage ; malheureusement il n'est pas fort [illegible] bien avec sa nation, et je ne sais s'il prend assez de [illegible] peine pour la ramener. La France agit puissamment

66

Au Même.

13 (25) septembre 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Talleyrand a fait l'impossible pour retenir d'Oubril à Paris. Les quatre articles, lui dit-il, sont très susceptibles d'accommodement. Eh bien ! reprit l'autre, vous n'avez qu'à signer ; nous traiterons ensuite sur le mode ; mais le rusé ministre n'avait garde. D'Oubril est parti, et de suite après, Talleyrand est allé lui-même joindre son maître à Bruxelles. Bonaparte, à l'arrivée de ce dernier, a subitement expédié ici un courrier à Rayneval, qui l'a reçu au moment où il allait partir. Le courrier était porteur d'une note en style très doux. Rayneval a prié instamment le Prince Czartoryski de la recevoir, mais inutilement. *Au moins* (a dit l'autre) *par copie. Oh ! pour cela,* dit le prince, *comme vous voudrez. Une copie non signée peut s'accepter, mais je vous conseille de partir le plus vite possible.* Il n'est parti que dans la nuit du 9 au 10 août (21-22).

L'infortuné Roi de France s'est enfin embarqué pour Calmar, dans un vaisseau marchand. Il n'a trouvé personne pour faire sa nouvelle Déclaration ; il l'a faite lui-même, aidé par un seul ami. Il a envoyé ici un Gen-

tilhomme de toute confiance, M. le comte de Blacas, qu'il a chargé de quelques commissions pour S. M. I. Celui-ci m'a remis de la part du Roi le projet de cette déclaration, avec une seconde lettre qui dit : *Coupez, taillez, tranchez*, il n'y a rien là contre vos devoirs : *le Roi n'a que vous, etc.* Mon Dieu ! Quel exemple des vicissitudes humaines ! Pour moi, je n'ai pas la force de refuser quelques corrections, quelques petits coups de plume çà et là, au chef de la Maison de Bourbon, auquel d'ailleurs j'ai tant d'obligations personnelles. Cette prudence politique de tourner le dos aux princes malheureux me semble bien brutale. Enfin, j'ai corrigé l'ouvrage. Si cependant le Roi, notre maître, était à portée, je ne l'aurais pas fait sans sa permission.

La pièce sera datée *de la Baltique* pour ne compromettre personne. C'est un grand et terrible spectacle, qui défend la plainte à tous les malheureux subalternes de l'univers.

J'ai l'honneur d'être, etc.

67

† *A Mlle Adèle de Maistre.*

17 septembre 1804.

Le jour où ton maître de dessin perdit courage à Lausanne, ma très chère enfant, et que tout disait au-

66

Au Même.

13 (25) septembre 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Talleyrand a fait l'impossible pour retenir d'Oubril à Paris. Les quatre articles, lui dit-il, sont très susceptibles d'accommodement. Eh bien ! reprit l'autre, vous n'avez qu'à signer ; nous traiterons ensuite sur le mode ; mais le rusé ministre n'avait garde. D'Oubril est parti, et de suite après, Talleyrand est allé lui-même joindre son maître à Bruxelles. Bonaparte, à l'arrivée de ce dernier, a subitement expédié ici un courrier à Rayneval, qui l'a reçu au moment où il allait partir. Le courrier était porteur d'une note en style très doux. Rayneval a prié instamment le Prince Czartoryski de la recevoir, mais inutilement. *Au moins* (a dit l'autre) *par copie. Oh ! pour cela,* dit le prince, *comme vous voudrez. Une copie non signée peut s'accepter, mais je vous conseille de partir le plus vite possible.* Il n'est parti que dans la nuit du 9 au 10 août (21-22).

L'infortuné Roi de France s'est enfin embarqué pour Calmar, dans un vaisseau marchand. Il n'a trouvé personne pour faire sa nouvelle Déclaration ; il l'a faite lui-même, aidé par un seul ami. Il a envoyé ici un Gen-

tilhomme de toute confiance, M. le comte de Blacas, qu'il a chargé de quelques commissions pour S. M. I. Celui-ci m'a remis de la part du Roi le projet de cette déclaration, avec une seconde lettre qui dit : *Coupez, taillez, tranchez*, il n'y a rien là contre vos devoirs : *le Roi n'a que vous, etc.* Mon Dieu ! Quel exemple des vicissitudes humaines ! Pour moi, je n'ai pas la force de refuser quelques corrections, quelques petits coups de plume çà et là, au chef de la Maison de Bourbon, auquel d'ailleurs j'ai tant d'obligations personnelles. Cette prudence politique de tourner le dos aux princes malheureux me semble bien brutale. Enfin, j'ai corrigé l'ouvrage. Si cependant le Roi, notre maître, était à portée, je ne l'aurais pas fait sans sa permission.

La pièce sera datée *de la Baltique* pour ne compromettre personne. C'est un grand et terrible spectacle, qui défend la plainte à tous les malheureux subalternes de l'univers.

J'ai l'honneur d'être, etc.

67

† *A Mlle Adèle de Maistre.*

17 septembre 1804.

Le jour où ton maître de dessin perdit courage à Lausanne, ma très chère enfant, et que tout disait au-

leuse, échue ensuite chez un vieux garçon qui est mort, et revenue depuis chez une autre tailleuse où elle a fait la connaissance de M. B.... Sans père, sans mère, sans tuteurs d'aucune espèce, elle était devenue demi-luthérienne et se laissait mener tantôt au temple et tantôt à l'Eglise. Mais lorsqu'il a été question de mariage, elle est tombée entre les mains des Révérends Pères Jésuites qui l'ont remise sur le métier, et l'ont travaillée à neuf, de façon qu'elle est plus catholique que le Pape. J'ai fait les remontrances nécessaires au jeune homme, sur les dangers d'acheter chat en poche, mais il se tient sûr de son fait. *Il connaît sa femme mieux qu'il ne se connaît lui-même. Elle lui a fait toutes ses confidences ; elle n'a pas cassé un œuf dans sa vie dont il n'ait connaissance, etc. d'ailleurs*, dit-il, *il n'a jamais rien entrepris qui ne lui ait réussi*. Je crois en vérité que cette raison est la meilleure ; il est fort intelligent et entreprenant, il s'entend peut-être en mariage comme dans les autres choses. Imagine-toi qu'il parle russe couramment ; il fait toutes mes commissions; il a d'ailleurs beaucoup d'attachement pour moi, beaucoup de fidélité et même de point d'honneur. Je me serais fort passé de ce mariage qui finira par nous séparer. Si cependant il arrivait par aventure qu'il n'y eût pas d'enfants, ce serait une très bonne affaire pour moi, car tu sais qu'une femme est fort utile dans une maison, quand elle n'est pas nuisible. Je n'ai, de ma vie, vu rien de si tranquille que cette allemande ; elle ne sort jamais et ne voit personne ; je crois qu'en marchant elle n'appuie pas le pied, jamais je ne l'entends : elle ne parle qu'allemand et russe, mais son cher époux

blée, je pourrais te *méconnaître* parce que j'ai la vue basse, et *ne pas la connaître* parce que je ne l'ai jamais vue. Mais il me semble qu'il a des idées, et qu'il commence à leur donner de la tournure. Il ne s'agit que de mettre dans sa tête ce qu'on appelle *les formes françaises*, rien n'y contribuera comme l'étude de la versification. Tu ferais fort bien de lui jeter de temps en temps une serviette sur la tête, comme on fait aux serins auxquels on veut apprendre un air. Alors tu t'approcherais bien près de son oreille et tu lui murmurerais avec ta voix grave :

C'était pendant l'horreur d'une profonde nuit,

et tu n'ôterais point la serviette qu'il n'eût sifflé l'air de la manière la plus pénétrante.

Voici maintenant les grandes nouvelles qui me concernent. J'ai changé d'appartement : ma nouvelle adresse est *chez Madame la Générale de Wolkoff, sur le canal de Catherine, entre l'Eglise de Cason et le pont de pierre, n°* 61. Ne trouves-tu pas la situation bien belle? Regarde-le point de vue, il n'y a rien de si beau. Ce qui ne l'est pas, c'est de payer 1500 roubles de loyer. Il n'y a pas du moyen de trouver moins ; cette maison était occupée précédemment par un chanteur de l'Opéra : tu vois ce, que c'est que la dépense dans ce pays. L'autre nouvelle, moins importante, c'est que mon honorable valet de chambre s'est marié. C'est *le droit de l'homme*, comme tu sais. Il en a profité ! Sa moitié est une allemande, née dans une province catholique, importée ici par une tail-

68

A M. le Comte d'Avaray.

Saint-Pétersbourg, 21 septembre (3 octobre) 1804.

MONSIEUR LE COMTE,

Bien ou mal, j'ai répondu aux intentions de S. M. Si j'avais eu le temps de demander permission, je l'aurais fait, mais à une si énorme distance, il est permis de prendre quelque chose sur soi. D'ailleurs j'appartiens si fort à votre maître, M. le Comte, et par inclination et par raison, que je n'aurais pas trouvé la force de dire non. Voilà donc ce que j'ai su faire : je souhaite que S. M. en soit satisfaite.

Il y a, comme vous savez, deux perfections de style : la première consiste à dire simplement de bonnes choses en bon Français. Sous ce point de vue, je n'avais rien à faire : la pièce pouvait être imprimée comme vous l'avez envoyée. Mais il y en a une seconde, c'est la lime. C'est l'art de choisir tel mot plutôt qu'un autre également Français : de le mettre ici plutôt que là, de terminer une phrase, de l'arrondir, d'en mettre les membres en équilibre, etc. Il entre beaucoup d'habitude et de mécanisme dans cette espèce de musique, et sous ce rapport seulement, j'ai proposé les changements qui m'ont paru convenables. Je voulais d'abord les motiver l'un après l'autre, par respect pour la main qui avait tracé ces feuilles, au

moins en partie ; mais ensuite j'ai vu que je ferais moi-même un ouvrage plus long que le premier, et comme je suis extrêmement occupé, j'ai pensé que le Roi voudrait bien m'en dispenser. Je l'ai fait cependant en certains endroits, comme vous le verrez; mais ce que je puis vous assurer en général, M. le Comte, c'est que je n'ai fait disparaître aucune expression sans un motif qui m'ait paru décisif; ainsi, lorsque vous aurez envie de les rétablir, ne le faites vous-même que par d'autres motifs bien déterminants.

Je vous prie, M. le Comte, de faire une observation bien importante; c'est qu'il faut absolument choisir entre deux systèmes : ou ne point raisonner du tout, ou raisonner sur tous les points qui peuvent compromettre le Roi. C'est ce qui m'a obligé de vous proposer des additions qui sont rigoureusement indispensables, et sans lesquelles le Roi, au lieu de servir sa cause, lui fait un tort infini : Je vous le demande, M. le Comte, puisque l'arme la plus dangereuse contre le Roi est l'article des biens nationaux, et puisque nul homme sensé ne peut en ce moment rêver la possibilité d'une restitution, quel inconvénient y a-t-il à parler clair ? L'article des instructions sur ce point est extrêmement dangereux, en ce qu'il ne dit réellement rien. Si vous le supprimez, ce sera bien pire. En un mot, il n'y a pas moyen de se tirer de là sans une déclaration nette et précise. Voilà pourquoi je dirais : *Punctum.* Mais je sens aussi les inconvénients de ce système. S. M. d'ailleurs a préféré l'autre. Je propose donc l'addition n° 20, mais vous pouvez très bien finir aux mots *Dieu les jugera.* Ce qui suit

68

A M. le Comte d'Avaray.

Saint-Pétersbourg, 21 septembre (3 octobre) 1804.

MONSIEUR LE COMTE,

Bien ou mal, j'ai répondu aux intentions de S. M. Si j'avais eu le temps de demander permission, je l'aurais fait, mais à une si énorme distance, il est permis de prendre quelque chose sur soi. D'ailleurs j'appartiens si fort à votre maître, M. le Comte, et par inclination et par raison, que je n'aurais pas trouvé la force de dire non. Voilà donc ce que j'ai su faire : je souhaite que S. M. en soit satisfaite.

Il y a, comme vous savez, deux perfections de style : la première consiste à dire simplement de bonnes choses en bon Français. Sous ce point de vue, je n'avais rien à faire : la pièce pouvait être imprimée comme vous l'avez envoyée. Mais il y en a une seconde, c'est la lime. C'est l'art de choisir tel mot plutôt qu'un autre également Français : de le mettre ici plutôt que là, de terminer une phrase, de l'arrondir, d'en mettre les membres en équilibre, etc. Il entre beaucoup d'habitude et de mécanisme dans cette espèce de musique, et sous ce rapport seulement, j'ai proposé les changements qui m'ont paru convenables. Je voulais d'abord les motiver l'un après l'autre, par respect pour la main qui avait tracé ces feuilles, au

moins en partie ; mais ensuite j'ai vu que je ferais moi-même un ouvrage plus long que le premier, et comme je suis extrêmement occupé, j'ai pensé que le Roi voudrait bien m'en dispenser. Je l'ai fait cependant en certains endroits, comme vous le verrez; mais ce que je puis vous assurer en général, M. le Comte, c'est que je n'ai fait disparaître aucune expression sans un motif qui m'ait paru décisif; ainsi, lorsque vous aurez envie de les rétablir, ne le faites vous-même que par d'autres motifs bien déterminants.

Je vous prie, M. le Comte, de faire une observation bien importante; c'est qu'il faut absolument choisir entre deux systèmes : ou ne point raisonner du tout, ou raisonner sur tous les points qui peuvent compromettre le Roi. C'est ce qui m'a obligé de vous proposer des additions qui sont rigoureusement indispensables, et sans lesquelles le Roi, au lieu de servir sa cause, lui fait un tort infini : Je vous le demande, M. le Comte, puisque l'arme la plus dangereuse contre le Roi est l'article des biens nationaux, et puisque nul homme sensé ne peut en ce moment rêver la possibilité d'une restitution, quel inconvénient y a-t-il à parler clair ? L'article des instructions sur ce point est extrêmement dangereux, en ce qu'il ne dit réellement rien. Si vous le supprimez, ce sera bien pire. En un mot, il n'y a pas moyen de se tirer de là sans une déclaration nette et précise. Voilà pourquoi je dirais : *Punctum.* Mais je sens aussi les inconvénients de ce système. S. M. d'ailleurs a préféré l'autre. Je propose donc l'addition n° 20, mais vous pouvez très bien finir aux mots *Dieu les jugera.* Ce qui suit

Je charge M. de Giberville de vous faire mille compliments de ma part, *de vous dire que je ne vous écris point, etc.* Recevez tout cela, je vous prie, avec un sérieux diplomatique. Prenez bien garde aux lettres, je vous en supplie. Je vous recommande un secret d'initié : un mot me perdrait. Voyez ma position ; ce n'est pas sans une espèce de terreur que j'ai laissé courir ma plume. — Ah ! tentateur, c'est vous qui êtes coupable, mais vous en répondrez

. . . . . et moi, prédestiné,
Je rirai bien quand vous serez damné.

Je me mets de nouveau aux pieds de votre maître. Rien n'égale mon dévouement pour lui ; mais j'ai tout dit sur ce point, je ne pourrais que me répéter.

Monsieur le Comte, agréez mon éternel attachement.

69

A M. le Chevalier de Rossi.

28 septembre (10 octobre) 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

J'ai eu l'honneur de vous faire part du départ de M. de Novosiltzof pour l'Angleterre ; il avait mis à la voile le lundi 12 (24) septembre. Hier au soir, on m'a

Partons toujours de cette idée principale, qui doit être présentée de toutes les manières : que le Roi a dû changer avec les circonstances, en sorte qu'on n'a aucun droit de lui reprocher ce qu'il a dit précédemment, mais c'est à condition qu'il dise *aujourd'hui* ce qui doit être dit *aujourd'hui*. Le passage en question n'aura donc aucun inconvénient, s'il est raccommodé dans la nouvelle Déclaration. Il en aura beaucoup dans le cas contraire. S. M. se fera une idée de l'opinion sur ce point, si elle veut bien réfléchir qu'il n'y a eu qu'une voix dans le Cabinet d'Angleterre, et même dans celui-ci, pour blâmer dans la proclamation officielle de S. M. l'anathème de nullité lancé sur le Sénat Français. En cela, véritablement, je crois qu'il y a de l'excès : cependant la chose est ainsi. J'aurais bien des choses encore à vous dire, mais il faut terminer; une fois peut-être, je vous en dirai davantage, mais je vous en prie, je vous en supplie, je vous en conjure, laissez-vous conduire par ce Cabinet; profitez d'une générosité et d'une délicatesse que vous ne trouverez pas ailleurs. On ne vous dira pas *restez*, nous *le voulons* : cela n'est pas possible, mais cependant *restez*. Que diable voulez-vous aller faire dans un pays où les *présidents* ont tant de peine à mettre un cachet sur un bouchon, et où les lois de la monarchie empêchent d'arrêter les porteurs de carottes à l'arsenic ?

Que vous dirai-je encore ? *Choyez* tous les bons serviteurs du Roi, empêchez-les de bouder ou de s'éloigner, évitez les froideurs, évitez-les à tout prix, ne laissez pas réunir les regards de tout le monde sur un seul homme, etc.

Je charge M. de Giberville de vous faire mille compliments de ma part, *de vous dire que je ne vous écris point, etc.* Recevez tout cela, je vous prie, avec un sérieux diplomatique. Prenez bien garde aux lettres, je vous en supplie. Je vous recommande un secret d'initié : un mot me perdrait. Voyez ma position ; ce n'est pas sans une espèce de terreur que j'ai laissé courir ma plume. — Ah! tentateur, c'est vous qui êtes coupable, mais vous en répondrez

. . . . . et moi, prédestiné,
Je rirai bien quand vous serez damné.

Je me mets de nouveau aux pieds de votre maître. Rien n'égale mon dévouement pour lui ; mais j'ai tout dit sur ce point, je ne pourrais que me répéter.

Monsieur le Comte, agréez mon éternel attachement.

69

A M. le Chevalier de Rossi.

28 septembre (10 octobre) 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

J'ai eu l'honneur de vous faire part du départ de de Novosiltzof pour l'Angleterre ; il avait mis à la le le lundi 12 (24) septembre. Hier au soir, on m'a

la guerre éclate, ce point du globe deviendra mémorable. Mais je ne suis pas éloigné de croire que Bonaparte proposera des arrangements, et que son premier soin sera de tirer en longueur autant que possible. Je vous laisse à penser si j'ai l'œil ouvert. J'eus l'honneur de vous dire, il y a peu de jours, ce que S. E. M. l'ambassadeur d'Angleterre m'a fait l'honneur de me dire, au sujet des dispositions de cette Cour en faveur de la nôtre. La même chose m'a été confirmée par M. le Duc, qui me dit l'autre jour, au sujet d'une conférence avec M. le Prince Czartoryski : « Maintenant, vous devez être content : on ne saurait être mieux disposé qu'on ne l'est en faveur de votre Cour. » S. M. en a une belle preuve dans la pièce mémorable que j'ai eu l'honneur de vous adresser dernièrement. Vous aurez remarqué que le Roi notre maître y figure, même avant le Roi de Naples.

Je suis tout a fait curieux d'apprendre ce qu'aura pensé S. M. des circonstauces extraordinaires qui m'ont mêlé invinciblement dans les affaires de son auguste beau-frère. Ecoutez, je vous prie, une chose originale. L'autre jour, étant en voiture avec le Duc, il me dit : « Je suis en peine de la manière dont sera faite cette « pièce. Je n'ai rien à dire sur les raisons qui *vous ont* « *empêché de la faire*, mais savez-vous ce que j'aurais « fait à la place du Roi de France ? Je l'aurais faite « comme j'aurais pu, puis je vous l'aurais envoyée « pour la corriger, cela ne serait pas le moins du « monde contraire à vos devoirs. »

Avouez que cette rencontre est comique. Je répondis d'une manière insignifiante, car malgré toute ma con-

ment, tous sont devenus Français subitement, comme il convient ; et *guerre* et *Angleterre* sont deux mots qu'il ne faut pas prononcer devant eux. Quelles consciences ! Et quelle sûreté de principes ! Par quelque chose qui a été dit à l'ambassadeur d'Angleterre, celui-ci se croit à peu près sûr que le comte Simon, précédemment si fougueux, a fait un demi-tour à droite depuis le changement du ministère ; et que l'envoi de Novosiltzof n'a pas d'autre cause qu'une diminution de confiance de ce côté ; j'examinerai ce point plus attentivement.

Sir John n'est pas un fin diplomate, mais il est loyal, estimable et estimé. Il n'en faut pas davantage entre des cours amies. Je crois qu'on le préfèrerait ici à un homme plus éclatant, mais peut-être moins solide et plus exigeant. Je crois aussi que l'Empereur a fait connaître cette préférence à Londres, et si la lettre est arrivée avant le départ de lord Gower, ses chevaux pourraient bien s'en retourner.

On bat froid ici à l'ambassadeur d'Autriche, qui me paraît passablement embarrassé de sa figure. Mercredi 3, il donna un grand dîner, où le Prince Czartoryski et le comte Kotchubey, ministre de l'Intérieur, parurent en frac ; ce qui fut remarqué: car, dans ces sortes de dîners, on s'habille... ordinairement. Il y a certainement une promesse autographe du Roi de Prusse à l'Empereur portant que, si les Français font un pas de plus en Allemagne, il lèvera le bouclier contre eux ; mais qu'arriverait-il alors ? Vous le voyez sans doute.

Regardez bien Stralsund sur la carte. Je crois que si

qui ne permettent pas d'arrêter un porteur de carottes bourrées d'arsenic et destinées à empoisonner toute une famille Royale? Puis fiez-vous à un tel pays! Un commissionnaire pourrait partir de Paris, venir à Varsovie, brûler la cervelle au Roi, et s'en retourner tranquillement par la poste.

Le Roi n'a trouvé personne à Calmar, pas même Mgr le prince de Condé; les Anglais les ont retenus, en leur représentant l'imprudence de cette démarche, qui déclarerait tacitement au peuple anglais qu'il fait la guerre pour les Bourbons, ce qu'il faut bien se garder de lui dire.

On a su, et beaucoup approuvé à Berlin, cette décision du Cabinet de Saint-James, avant que le Roi de France en fût instruit. Ce prince est allé un peu vite dans toute cette affaire. Son voyage lui servira seulement à dater sa déclaration de *la Baltique*, pour ne compromettre personne. Les plaisants de Paris ne manqueront pas de demander s'il a écrit dans l'eau. Dès que la pièce paraîtra, j'en ferai tenir un exemplaire au Roi, avec les notes convenables, pour mettre S. M. parfaitement au fait de tout. Jusqu'à ce que vous m'ayez fait connaître sa manière de penser, je ne saurai pas trop si j'ai bien ou mal fait de condescendre en partie au désir du Roi de France. Quoi qu'il en soit, vous voudrez bien observer, M. le Chevalier, que j'étais parfaitement le maître de ne rien dire de toute cette affaire. En communiquant tout, même les lettres originales, j'ai satisfait à ce qui me paraît un devoir. Je crois qu'un ministre doit faire connaître à son maître, non pas seu-

fiance pour cet excellent ami, je ne lui ai rien dit de cette dernière affaire. Je n'ai pas même porté un billet à M. le comte de Blacas, et lui, de son côté, ne m'est venu voir que la nuit et seul. Dans le monde, je le salue froidement sans lui parler, je n'ai pas même écrit ou livré une correction de ma main. La pièce, telle qu'elle m'a été remise, fait, je vous l'assure, beaucoup d'honneur à S. M. Cependant, il fallait l'aiguiser çà et là, s'il est permis de s'exprimer ainsi, et d'ailleurs il m'a semblé qu'il y manquait quelque chose. Ce qui me fait extrêmement plaisir, c'est que le Roi se propose d'envoyer ici la Déclaration, et de la soumettre au jugement de ce Cabinet, avant de la faire imprimer. C'est une idée salutaire. J'ai beaucoup engagé M. le Comte d'Avaray à se livrer entièrement à cette Cour. Où le Roi trouverait-il plus de grandeur, plus de puissance, et plus de délicatesse? Je lui ai conseillé aussi de déterminer son maître à se fixer en Russie, où il sera en sûreté : c'est l'avis général. A Dieu ne plaise que je veuille jeter des soupçons odieux et injustes sur la Cour de Prusse ; mais elle est faible, et à genoux devant l'usurpateur. La faiblesse fait toujours autant et même plus de mal que la méchanceté.

Voyez-vous, M. le Chevalier, un prétendu Consul qui va se planter à côté du Roi à Varsovie, où la France n'en a pas besoin, et n'en a jamais eu, et qui en part subitement le lendemain de l'affaire du poison? Voyez-vous MM. les présidents de Hoyen et de Pilli qui refusent d'apposer leur sceau sur le bouchon d'une bouteille? Les voyez-vous alléguer les lois de la monarchie

On me comble de politesses chez le Prince Beloselski : j'en profite avec reconnaissance, mais cette liaison est bien moins utile. La princesse Wiasemski a, tous les jours, une assemblée et un souper où je suis invité-né. On l'appelle en riant *la Belle-Mère du Corps diplomatique*, parce qu'elle est la belle-mère du duc de Serra Capriola, qui est le doyen, et qui y mène beaucoup de monde. Je ne pourrais déserter cette maison sans me faire beaucoup de tort. J'y vais donc aussi souvent que je le puis, quoiqu'il me fût plus utile d'être ailleurs. Je profite de l'occasion d'un courrier pour vous peindre en gros ma manière de vivre. Je sers le Roi en perdant mon temps ; j'en emploie cependant autant qu'il m'est possible dans le cabinet.

Je ne puis vous dire combien j'ai été réjoui par notre combat naval du 15 août; ce sont de ces mouvements qui prouvent qu'on n'est pas mort. D'ailleurs, c'est un de mes amis particuliers qui s'est fait honneur dans cette occasion. Quel brave homme, et quel homme brave, que ce baron Des Geneys ! Maintenant, il faut prendre garde à nous en Sardaigne, car le Dey de Tunis cherchera probablement a se venger. Vous ne m'avez point dit combien nous avons perdu de monde, et quelle est la valeur des prises. Y avait-il de l'argent? Je crois que non.

M. de Novosiltzof, qui est en effet revenu à Cronstadt, est reparti par terre, et va s'embarquer je ne sais où, à Hambourg peut-être, ou à Lubeck. Une personne, qui peut savoir ici bien des choses, croit qu'il y aura des changements dans le ministère, et que le Prince

Czartoryski ne tiendra pas contre l'attaque des Russes; j'en serais fâché: ces changements sont toujours mauvais. C'est une remarque dont la justesse est attestée par toute l'histoire, que les princes les plus sages et les plus célèbres sont ceux qui ont employé le moins de ministres.

Par les différents mots que j'entends ici, çà et là, je vois que l'opinion est contre la guerre. Tous disent : « Nous sommes trop loin, nous ne pouvons rien. » Tout cela peut-être ne signifie au fond que : « Nous ne voulons point de celui qui a décidé la guerre. » Mais il est vrai cependant, qu'il y a du vrai dans ce jugement. Que fera-t-on de si loin, et sans alliés? Tout me confirme dans mon système : *Tout se fera par la France.*

Vous m'avez fait plaisir en m'apprenant que, malgré les phrases sonores des gazettes, il règne, suivant le récit des voyageurs désintéressés, beaucoup de mécontentement en France. Je me défie beaucoup de ces nouvelles, parce que les hommes sont assez sujets à croire ce qu'ils désirent; mais, dans ce cas, je vois assez d'accord dans les relations pour me croire en droit d'y ajouter foi. C'est là en dernière analyse le foyer de toutes les espérances.

Il vient d'arriver ici de Vienne, où il a passé quatre ans, un M. Pozzo di Borgo, Corse du parti Anglais, et personnellement ennemi de Bonaparte. Il a 800 ou 1000 livres sterling de pension de la part de l'Angleterre, et il y a peu d'hommes aussi instruits sur les affaires présentes. Il faut l'entendre sur les Cours et sur les Ministres, sur les fautes passées et présentes.

Il croit que si la Russie tient bon, à la fin tout ira bien. J'ai vu il y a quelques jours une lettre de mylord Nelson à sir John Warren, dans laquelle il disait à celui-ci *qu'il avait de fortes inquiétudes sur la Sardaigne, vu les projets des Français sur cette île, et les mauvaises dispositions des habitants, dont il était bien informé. Il ajoutait que si la flotte de Toulon sortait, il ne pouvait se dispenser de la suivre, qu'il laisserait bien dans ce cas autant de frégates qu'il lui serait possible dans les eaux de Sardaigne, mais que ce ne serait jamais assez pour le tranquilliser.* M. Pozzo di Borgo est bien d'accord avec Milord Nelson sur les projets des Français, mais il assure qu'ils sont totalement détrompés sur les dispositions des habitants. Vous êtes plus à même que moi, M. le chevalier, de savoir auquel nous devons croire.

Vendredi 23 (5 octobre), nous avons pris congé de la charmante grande Duchesse Marie, qui a épousé le prince héréditaire de Saxe-Weimar. Vous n'avez rien vu de si triste. Le corps diplomatique, hommes et femmes, était rangé en cercle. La pauvre petite princesse sortit avec des yeux faits pour mouiller tous les autres. Elle fit le tour rapidement, et nous présenta sa belle main, sans avoir la force de proférer une seule parole. Encore moins nous, comme vous sentez. Tout le monde était touché, surtout en voyant l'époux, qui était aussi là ! C'est un petit caporal Allemand, plus raide que sa botte, sans esprit, sans tournure, et qui a moins de sujets que son beau-frère n'a de grenadiers. C'est lui qui emmène ce bel Ange; et cela en vertu de je ne sais

quelle superstition au sujet d'une promesse faite, dit-on, par le feu empereur Paul Ier. Tout le monde crie sans se gêner le moins du monde : *Ah! le mauvais mariage!* Il y a une certaine destinée particulière qui pèse sur la tête de toutes les femmes, depuis le sceptre jusqu'à la houlette. Celui qui se gêne le moins, comme vous l'imaginez bien, c'est le grand duc Constantin qui est délicieux sur le compte de son cher beau-frère.

Le même jour, 23, la Grande Duchesse prit congé du public à la Comédie ; elle fut reçue avec transport. Après le spectacle, ce furent de nouveaux applaudissements qui ne finissaient pas. Lorsque la Cour fut hors de sa loge, la Princesse demeura seule, comme n'ayant pas la force de s'en aller ; alors ce furent de nouveaux cris, de nouveaux adieux tristes et bruyants. Il semblait qu'on ne voulait pas la laisser partir, on lui criait : *Soyez heureuse! soyez heureuse!* La pauvre enfant pleurait à chaudes larmes, en se rappelant le sort de ses deux aînées. Dimanche 25, après la messe, elle est partie avec ses seize ans, et son ineffable époux.

J'ai l'honneur d'être, avec une respectueuse considération, M. le Chevalier.....

SUPPLÉMENT.

J'apprends dans le moment, sous le plus grand secret, que Bonaparte a demandé la médiation de la Prusse ; vous voyez qu'il fait ses réflexions. En attendant, il augmente ses préparatifs de tout côté : vous

voyez là sa manière ordinaire : gagner du temps, diviser ses ennemis, et attaquer à son aise. Mais j'espère qu'ici on ne sera pas sa dupe. Les quatre articles sont écrits, il faudra signer. Rayneval a mis neuf jours pour aller à Riga ; tout montre combien le démon de Paris a envie de conjurer l'orage. Vous sentez que sans être sûr de rien, on peut cependant prévoir, avec assez de fondement, qu'on traitera.

J'ai tout préparé pour cela, et bien accoutumé les oreilles à la prononciation lombarde et ligurienne, qui n'aurait pas été comprise du tout il y a un an. J'attends les instructions que vous m'annoncez ; mais croyez, M. le Chevalier, qu'il n'y a rien de nouveau à dire sur ce point ; rien que je n'aie prévu et mis en avant de mon propre mouvement. Le bon sens montre clairement les intérêts de S. M. : Il faut avoir une ville, une bonne ville, s'il est possible une ville de guerre, pour y planter notre tabernacle et voir arriver commodément de petits princes. *Cætera adjicientur nobis.* Du reste, les plus beaux et les meilleurs projets sont plus ou moins subordonnés à l'empire des circonstances ; le devoir est de ne rien négliger de ce qui dépend de nous. Je fais jouer toutes mes batteries, et lorsque je crains d'être indiscret, je fais parler les amis.

quelle superstition au sujet d'une promesse faite, dit-on, par le feu empereur Paul Ier. Tout le monde crie sans se gêner le moins du monde : *Ah! le mauvais mariage!* Il y a une certaine destinée particulière qui pèse sur la tête de toutes les femmes, depuis le sceptre jusqu'à la houlette. Celui qui se gêne le moins, comme vous l'imaginez bien, c'est le grand duc Constantin qui est délicieux sur le compte de son cher beau-frère.

Le même jour, 23, la Grande Duchesse prit congé du public à la Comédie ; elle fut reçue avec transport. Après le spectacle, ce furent de nouveaux applaudissements qui ne finissaient pas. Lorsque la Cour fut hors de sa loge, la Princesse demeura seule, comme n'ayant pas la force de s'en aller ; alors ce furent de nouveaux cris, de nouveaux adieux tristes et bruyants. Il semblait qu'on ne voulait pas la laisser partir, on lui criait : *Soyez heureuse! soyez heureuse!* La pauvre enfant pleurait à chaudes larmes, en se rappelant le sort de ses deux aînées. Dimanche 25, après la messe, elle est partie avec ses seize ans, et son ineffable époux.

J'ai l'honneur d'être, avec une respectueuse considération, M. le Chevalier.....

SUPPLÉMENT.

J'apprends dans le moment, sous le plus grand secret, que Bonaparte a demandé la médiation de la Prusse ; vous voyez qu'il fait ses réflexions. En attendant, il augmente ses préparatifs de tout côté : vous

en général est sûre, et c'est un grand pas. Sûrement, Bonaparte s'est pleinement trompé sur l'Empereur de Russie. Il a dit : « C'est un jeune homme, mes succès ont fait une forte impression sur son esprit. Je l'ai conquis par l'admiration (il en était bien quelque chose), je l'ai enchaîné par la médiation germanique; il ne peut plus me nuire. » — Ce n'était peut-être pas tant mal raisonné; cependant il s'est trompé sur tout. Alexandre a l'esprit juste, le cœur excellent et les idées élevées. Peu à peu il a senti le péril de l'Europe et ce qu'elle attendait de lui. L'horrible et vil assassinat du Duc d'Enghien a terminé le changement des idées. Bonaparte s'est encore trompé sur un autre point. C'est celui qui nous intéresse. Jamais il n'a pu se persuader que l'Empereur ferait la guerre pour nous. Il se persuadait qu'il suffisait de gagner du temps et que S. M. I. ne s'obstinerait pas. Il en avait d'ailleurs la preuve dans les mains. L'Empereur n'avait-il pas souscrit à tout, et le Chancelier de l'empire ne m'a-t-il pas signifié officiellement à mon arrivée la dure nécessité d'une renonciation formelle, moyennant Sienne et un promenoir autour de la ville ? Que doit donc penser Bonaparte lorsqu'il nous voit placés, comme j'avais l'honneur de vous le dire, *en motif de guerre et en condition de paix ?* Certainement il n'en revient pas. Cette guerre avec la Russie ne l'amuse point du tout ; de sorte que pour conjurer l'orage il a mis en train la médiation de la Prusse. L'envoyé de Prusse, M. le Comte de Goltz, rayonnait de joie sur l'acceptation de cette médiation. Il me dit, quelques moments avant celui où je vous écrivis mon n° 83 :

70

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 22 octobre (3 novembre) 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Pendant qu'on travaillait aux fortifications de Stralsund, il y avait des envoyés français chargés d'inspecter les ouvrages; et même ils ont poussé l'audace jusqu'à tâter le gouverneur dans un certain sens. Il ne faut pas douter un moment que Bonaparte n'ait espéré de séparer la nation du Souverain. Il n'en faudrait pas d'autre preuve que la fameuse note que vous avez lue dans les papiers publics.

Le Roi de Suède a fait des dépenses extraordinaires pour se mettre dans la position où il se trouve aujourd'hui, mais je crois que les guinées et les roubles viendront à son secours. Rien n'est plus juste ; et quand je vois les bastions de Stralsund, ma colère sur un autre article diminue infiniment. Cependant il ne fallait pas parler. Mais suivons la grande politique.

Au moment où j'ai l'honneur de vous écrire, M. le Chevalier, l'alliance doit être signée à Londres, entre LL. MM., Impériale et Britannique. Je ne puis vous en apprendre encore les conditions détaillées, mais l'alliance

outrance au détriment de l'État. *Nec tecum possum vivere nec sine te.* Voilà la devise de la Sardaigne à l'égard des étrangers, et c'est précisément celle de Pétersbourg. Les dimensions diffèrent infiniment, mais le sentiment est le même. Le prince Czartoryski est Polonais ; c'en est assez pour qu'il y ait un parti formidable contre lui, et tout ce parti est français et ne veut point de guerre, uniquement pour contredire et perdre le ministre ; car pour de conscience et d'esprit public il n'en est pas du tout question. *Nous ne pouvons rien, la guerre est impossible, nous sommes trop loin, la reconnaissance est indispensable;* voilà les propos de tous les jours, de tous les moments, de tous les hommes. Ils fatiguent l'oreille et ils épouvantent l'esprit. On rirait, si l'on pouvait rire, en voyant M. de Markoff, après les belles scènes de Paris, devenu tout-à-coup français à Saint-Pétersbourg, parce que le prince Czartoryski, qu'il voulait déplacer, a pu l'envoyer promener. Où est l'homme pur ? Où est le Russe ? Où est l'ami de son prince ? Dieu conserve l'Empereur, M. le Chevalier, jusqu'à ce que le Roi ait le plaisir de lui élever une statue dans une nouvelle capitale ! On s'étonne, on s'alarme quelquefois de la marche lente et timide de ce Cabinet ; j'avoue qu'on peut craindre quelquefois qu'il ne soit la dupe ; j'avoue que le Chancelier paraît avoir assez mal manœuvré pour la gloire même de son maître ; mais lorsque je viens à considérer la lâcheté, la bassesse, la profonde corruption des ministères allemands, qui devraient seconder celui-ci, lorsque je contemple les obstacles terribles quoique invisibles (et d'autant plus

« Il faut cependant l'avouer, la conduite de ce Cabinet est au-dessus de tout éloge. Jamais je n'aurai écrit avec autant de plaisir. Au reste, M. le Comte, vous y êtes intéressé particulièrement; votre bonheur se lie au bonheur général, etc. » Il y a bien des réflexions à faire sur tout cela. En premier lieu, on ne conçoit pas trop bien comment cette médiation s'accorde avec la nouvelle alliance. L'Ambassadeur d'Angleterre a conçu quelques alarmes sur ce point. — Je le verrai et nous en parlerons encore. — En second lieu, il me semble que la Prusse est violemment compromise dans cette affaire. (Et qui sait si ce Cabinet a voulu autre chose que la compromettre?). Si la médiation se borne à proposer à la France de faire la paix, en ajoutant *comme il vous plaira*, en cas de refus, le plus petit prince d'Allemagne, et même la république de Saint-Marin était bonne pour cette médiation. Une grande puissance ne peut décemment proposer sa médiation que lorsqu'elle est en état de la faire respecter. Il est visible, au reste, que Bonaparte ne veut que temporiser, et quoiqu'on soit ici très bien informé de cette manœuvre, Dieu veuille qu'on n'en soit pas encore les dupes! Certainement la Russie a fait de grandes choses, mais le succès est encore douteux, malgré l'immensité de ses forces et les qualités éminentes de son Souverain. Ici comme ailleurs, et plus qu'ailleurs, la lèpre du XVIIIe siècle ronge les âmes. Le Souverain est bien loin de connaître ses ennemis; d'ailleurs j'ai retrouvé ici le même préjugé, le même anathème que j'avais laissé en Sardaigne; c'est la haine et le besoin des étrangers luttant à

de la Maison de Savoie rentrerait en Piémont, *et garderait Gênes;* au lieu que s'il avait eu un autre dédommagement, l'ancien possesseur de ce pays, surtout s'il était puissant, ne manquerait pas de revenir et de dire : *Vous ne devez pas avoir la chose et le prix de la chose, etc.*, ce serait tout au moins un fâcheux procès. Je sens bien que les événements peuvent tromper tous les calculs de la prudence, cependant la raison humaine doit prévoir et faire tout ce qui dépend d'elle; après quoi, Dieu est par dessus tout.

Il serait inutile de vous décrire l'impression qu'a faite ici la reconnaissance de Bonaparte, accompagnée de la prise du nouveau titre, par S. M. l'Empereur et Roi. On croit lire les *Mille et une Nuits*. Ce Cabinet se conduit cependant avec sa prudence ordinaire. Il y aurait, comme vous sentez, beaucoup de danger à dire à la Cour de Vienne tout ce qu'elle mérite. Une brusquerie suffirait pour fixer la girouette dans la direction la plus fatale. Un mauvais génie plane sur l'Europe et tourne toute les têtes. Vous me dites, M. le Chevalier, que le cardinal Consalvi *se croit perdu.* Je souhaite qu'il ne se trompe pas, et qu'il soit réellement *perdu,* avec tous les détestables conseillers qui lui ressemblent. Je n'ai point de termes pour vous peindre le chagrin que me cause la démarche que va faire le Pape ; je lui souhaite de tout mon cœur la mort, de la même manière et par la même raison que je la souhaiterais aujourd'hui à mon père, s'il devait se déshonorer demain. On serait tenté de croire que tout est perdu, mais il arrivera des choses auxquelles personne ne s'attend.

terribles qu'ils sont invisibles) que l'Empereur de Russie trouve dans les vices et les erreurs qui l'assiègent, je trouve qu'il est admirable, et au lieu de le critiquer sur ce qu'il ne fait pas, je n'ai de force que pour admirer ce qu'il fait.

Quoiqu'il me semble infiniment probable que Bonaparte ne veuille que gagner du temps, cependant cette médiation (telle quelle) pourra nous apprendre bien des choses ; car si Bonaparte veut réellement tergiverser, il faudra entrer en pourparlers, et nous verrons s'il aura encore la hardiesse de parler de Sienne. Quant à moi, Monsieur, je ne saurais que vous répéter à cet égard ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous dire. Je parle hautement d'un grand établissement, et en particulier de Gênes. Les idées nouvelles étonnent toujours et choquent souvent. Il faut préparer les esprits, dire, redire, revenir à la charge, présenter le même objet sous mille faces. Lorsqu'on viendra à traiter, ce ne sera plus le temps, à mon avis, d'ouvrir de nouvelles mines ; ou du moins on le ferait avec beaucoup moins d'avantage. La possession que je convoite pour S. M. serait d'un prix incalculable. Elle se lierait parfaitement avec la Sardaigne qu'elle ferait valoir. Elle donnerait sur le champ à S. M. une attitude respectable, etc. Mais voici une considération qui mérite surtout d'être pesée. Une fois qu'une république est morte, c'est pour toujours : personne ne réclame pour elle. Supposons qu'il arrive en France une nouvelle révolution (qui paraît infaillible) ; le lendemain du jour où un Bourbon (et peut-être même tout autre prince) monterait sur le trône, le chef

de la Maison de Savoie rentrerait en Piémont, *et garderait Gênes;* au lieu que s'il avait eu un autre dédommagement, l'ancien possesseur de ce pays, surtout s'il était puissant, ne manquerait pas de revenir et de dire : *Vous ne devez pas avoir la chose et le prix de la chose, etc.*, ce serait tout au moins un fâcheux procès. Je sens bien que les événements peuvent tromper tous les calculs de la prudence, cependant la raison humaine doit prévoir et faire tout ce qui dépend d'elle; après quoi, Dieu est par dessus tout.

Il serait inutile de vous décrire l'impression qu'a faite ici la reconnaissance de Bonaparte, accompagnée de la prise du nouveau titre, par S. M. l'Empereur et Roi. On croit lire les *Mille et une Nuits*. Ce Cabinet se conduit cependant avec sa prudence ordinaire. Il y aurait, comme vous sentez, beaucoup de danger à dire à la Cour de Vienne tout ce qu'elle mérite. Une brusquerie suffirait pour fixer la girouette dans la direction la plus fatale. Un mauvais génie plane sur l'Europe et tourne toute les têtes. Vous me dites, M. le Chevalier, que le cardinal Consalvi *se croit perdu*. Je souhaite qu'il ne se trompe pas, et qu'il soit réellement *perdu*, avec tous les détestables conseillers qui lui ressemblent. Je n'ai point de termes pour vous peindre le chagrin que me cause la démarche que va faire le Pape ; je lui souhaite de tout mon cœur la mort, de la même manière et par la même raison que je la souhaiterais aujourd'hui à mon père, s'il devait se déshonorer demain. On serait tenté de croire que tout est perdu, mais il arrivera des choses auxquelles personne ne s'attend.

L'Espagne ouvre une nouvelle scène plus effrayante peut-être que celles qui l'ont précédée. Je ne vous dis rien de tout ce que vous ont appris les gazettes ; mais ce que je puis vous dire, c'est qu'un homme que j'ai des raisons de croire plus que tous les ministres, m'a dit, il y a plus de six mois, qu'il regardait une grande révolution comme inévitable dans ce pays, ce qui me frappa d'autant plus que d'autres considérations particulières me conduisaient au même résultat. Pourriez-vous croire, M. le Chevalier, qu'en 1795, tout était prêt dans ce beau Royaume pour une révolution complète ? Que les mécontents, également redoutables par le nombre et par la qualité, étaient déjà d'accord avec le général Moncey qui campait alors en Espagne, et qu'ils étaient sur le point de demander les Cortès à main armée ? Pourriez-vous croire que la Cour se jugeant incapable de conjurer l'orage, avait pris la résolution de se transporter en Amérique, et que les ingénieurs espagnols avaient déjà sondé le Tage, pour voir si la navigation était sûre jusqu'à la frontière de Portugal ? C'est cependant ce dont je suis aussi certain que je le suis de vous écrire. Le chef de la conjuration, découvert par hasard, soumis à la question, refusa de nommer aucun complice ; appliqué une seconde fois à la torture, il nomma un des principaux. *Pourquoi* lui dit-on, *ne l'avez-vous pas nommé l'autre jour ? C'est*, répondit l'intrépide coupable, *que l'autre jour je ne savais pas encore que mon ami était hors d'Espagne.* Son fils âgé d'une douzaine d'années fut arrêté et interrogé sur le compte de son père. Le petit démon répondit : *Si je suis un im-*

bécile, comment pouvez-vous croire que mon père m'ait dit ses secrets? Et si je ne suis pas un imbécile, comment pouvez-vous croire que je vous les dise? La politique de la Cour à cette occasion fut extraordinaire, et il faudrait y regarder à deux fois avant de la blâmer; ce fut de tout étouffer et de ne sévir contre personne. Le chef même dont je vous parle fut envoyé dans une ville d'Amérique, d'où je crois même qu'il s'est échappé.

Mais le mécontentement va son train et n'est malheureusement que trop fondé. Si les Anglais voulaient dans ce moment mettre la morale de côté, employer la science Française, et tirer parti surtout de la rage qu'excite cette nouvelle guerre pour soulever le peuple, je ne sais pas trop ce qui arriverait. Quoi qu'il en soit, voici ce qui me paraît trop certain. Elles remuent encore, mais le coup est porté et je doute qu'elles reprennent la parole. Regardez bien, et vous verrez que l'une *ou* l'autre et peut-être l'une *et* l'autre de ces puissances seront portées et pour ainsi dire lancées par quelque secousse terrible, dans leurs possessions d'Amérique. Alors commencera une nouvelle ère; celle des *monarchies Américaines*. D'un autre côté, le croissant de Mahomet, qui a l'une de ses pointes à Constantinople et l'autre à Delhi, se trouvant pressé de part et d'autre par des puissances formidables, éclatera nécessairement par le milieu, et voilà encore une nouvelle époque non moins mémorable; de sorte que tout annonce une convulsion générale du monde politique. Heureux si dans ce grand naufrage, nous pouvons trouver quelqu'île quelque plage tolérables, où nous puissions nous repo-

ser et nous sécher. Je n'en désespère nullement, M. le Chevalier, car il est infiniment probable qu'à mesure que de nouveaux peuples entreront en convulsion, les autres se calmeront et sentiront puissamment le besoin du repos. Je me flatte donc qu'il y aura une place et même une bonne place pour S. M. La paix présente une chance moins précieuse, mais plus prompte et plus sûre ; la guerre nous montre un lot beaucoup plus considérable, mais plus douteux et plus tardif. C'est entre ces deux alternatives que nous sommes suspendus dans ce moment.

Ayant eu, pendant que je traçais cette lettre, des notions plus précises et plus détaillées sur la négociation de la Prusse, je me hâte de vous en faire part. En premier lieu, vous saurez que cette puissance avait conçu le sage projet de s'emparer, ou, comme elle aurait dit ensuite, d'occuper le Mecklembourg et la Poméranie, le tout, comme vous sentez, *pour le bien commun* de l'Allemagne et la sûreté de l'équilibre et de la neutralité. De là, comme vous sentez encore, le grand mécontentement contre le Roi de Suède qui s'avise de vouloir garder et défendre son pays. Malheureusement pour l'équilibre et la neutralité, le projet n'a pas été goûté ici. Le Cabinet Russe a déclaré par écrit à la Prusse, après avoir récapitulé toutes les raisons de la dernière déclaration faite à la France, qu'il trouve fort bon que chacun soit maître chez soi, et que si la Prusse faisait un pas dans le sens du projet susdit, l'Empereur, à son très grand regret, se verrait contraint d'employer la force. — Voilà qui est assez clair. — Quant à la médiation, il est dit

gentillesses sont annoncées, gravées et vendues solennellement par le peintre du Roi qui a mis son portrait en la tête.

Qui sait, M. le Chevalier, si de l'Espagne même, S. M. pourrait savoir tout ce que j'ai l'honneur de vous dire sur l'Espagne? Je prends, je vous l'assure, beaucoup de part à ce qui concerne cette grande nation, tant à cause de son mérite intrinsèque qui ne saurait être plus grand, qu'à cause de ses rapports avec nous qui ne sauraient être plus étroits. Je suis fâché qu'elle ne puisse se remettre à sa place que par une secousse.

Le voyage de S. M. le Roi de France intrigue extrêmement le Cabinet de Berlin et ne laisse pas que d'inquiéter un peu celui-ci, qui craint d'être mené trop loin, ou du moins trop vite, par l'Impératrice, et le ressentiment de S. M. le Roi de Suède. Celui-ci ne parlait pas moins que de reconnaître solennellement Louis XVIII, et de commencer la guerre en son nom. Le ministre Russe trouve, au contraire, que cette mesure serait infiniment déplacée dans ce moment. Qui sait si, dans cette occasion comme dans les autres, l'honnête ne serait pas l'utile? Je n'en voudrais pas répondre. Mais savez-vous, Monsieur le Chevalier, ce qui pourrait très bien arriver? Que la vivacité du jeune Souverain de la Suède amène quelque mouvement de la part des Français; que celui-ci en nécessite un de la part de la Prusse, que la Russie piquée et alarmée se jette au travers sans pouvoir même délibérer, que l'affaire s'engage, et qu'on s'égorge enfin de toutes parts avant qu'il y ait un seul plan d'arrêté, comme dans ces querelles populaires où il y a déjà une

aisé aux Anglais d'exciter une insurrection en Espagne, vu la haine extrême de la nation pour les Français, pour cette guerre en particulier, et pour certains personnages; mais il leur serait encore plus aisé de détacher l'Amérique de la métropole. Tout est prêt à cet égard, il ne faut que 5 à 6,000 hommes et quelques vaisseaux. Et que diriez-vous, si je vous apprenais que les Anglais n'auraient point été fachés de voir les Jésuites souverains au Paraguay, comme la Compagnie des Indes l'est en Asie, de traiter avec eux en cette qualité ; et que la chose de leur part s'est même avancée une fois un peu plus loin que le désir ? C'est de quoi cependant je ne puis douter, sur l'autorité la plus respectable.

Puisque l'Espagne se trouve sous ma plume et que tout se tient en politique, je veux vous dire encore ceci. J'ai vu ici, j'ai tenu entre mes mains, un livre de caricatures à l'Anglaise, publié à Madrid sur des sujets Espagnols ; il y en a 80 en tout. L'une ridiculise S. M. la Reine de la manière la plus forte, et l'allégorie est si claire qu'un enfant la devinerait ! L'autre représente une muraille qui tombe ; plusieurs hommes qui sont dessous essayent de la soutenir à force de bras, et on lit au bas de l'estampe : *Et ces fous ne s'en vont pas !* Une troisième représente un tronc d'arbre revêtu d'une robe de moine, deux branches qu'on a réservées passent dans les manches et figurent les bras. Le capuchon est abattu sur le sommet du tronc. Une troupe de bonnes gens élèvent les mains jointes vers ce joli Dieu, et le prient avec ferveur. On lit au bas : « *Ce que c'est qu'un tailleur !* » — Ajoutons « *ce que c'est que l'Espagne* » où de pareilles

gentillesses sont annoncées, gravées et vendues solennellement par le peintre du Roi qui a mis son portrait à la tête.

Qui sait, M. le Chevalier, si de l'Espagne même, S. M. pourrait savoir tout ce que j'ai l'honneur de vous dire sur l'Espagne? Je prends, je vous l'assure, beaucoup de part à ce qui concerne cette grande nation, tant à cause de son mérite intrinsèque qui ne saurait être plus grand, qu'à cause de ses rapports avec nous qui ne sauraient être plus étroits. Je suis fâché qu'elle ne puisse se remettre à sa place que par une secousse.

Le voyage de S. M. le Roi de France intrigue extrêmement le Cabinet de Berlin et ne laisse pas que d'inquiéter un peu celui-ci, qui craint d'être mené trop loin, ou du moins trop vite, par l'Impératrice, et le ressentiment de S. M. le Roi de Suède. Celui-ci ne parlait pas moins que de reconnaître solennellement Louis XVIII, et de commencer la guerre en son nom. Le ministre Russe trouve, au contraire, que cette mesure serait infiniment déplacée dans ce moment. Qui sait si, dans cette occasion comme dans les autres, l'honnête ne serait pas l'utile? Je n'en voudrais pas répondre. Mais savez-vous, Monsieur le Chevalier, ce qui pourrait très bien arriver? Que la vivacité du jeune Souverain de la Suède amène quelque mouvement de la part des Français; que celui-ci en nécessite un de la part de la Prusse, que la Russie piquée et alarmée se jette au travers sans pouvoir même délibérer, que l'affaire s'engage, et qu'on s'égorge enfin de toutes parts avant qu'il y ait un seul plan d'arrêté, comme dans ces querelles populaires où il y a déjà une

foule de coups donnés et rendus, avant qu'on sache comment la rixe a commencé, ni même pourquoi on s'assomme.

Je reviens à votre n° 58. — Je vous le dis avec la franchise dont je fais profession : la ligne qui concerne le général C.... m'a semblé un peu *maigre* ; et si j'étais à sa place, elle ne suffirait pas pour me tranquilliser le sang et me déterminer à revenir. J'en ferai cependant usage dans les mêmes termes, mais je ne cesserai de prêcher en faveur des Piémontais qui se rapprochent de Sa Majesté. Le ressentiment bien ou mal fondé, l'orgueil, le désespoir qui s'en est mêlé aussi, mille démons enfin, connus ou inconnus, peuvent leur avoir inspiré nombre de fausses démarches. Plusieurs ont pu être boudeurs, mutins, mais toujours ils sont patriotes (dans le bon sens du mot) et il en est bien peu qu'on dût repousser. Au reste, M. le Chevalier, j'ai ouvert mon cœur sur cet article avec franchise et respect. J'en ai appelé à l'intérêt, à la politique, et à l'histoire. Je n'ai plus rien à dire.

Quant aux préjugés qui existent contre nous et dont vous me parlez dans ce même n° 58, je crois bien comme vous, qu'ils sont en grande partie l'ouvrage de la malveillance ; mais il y a toujours dans ces préjugés généraux un noyau de vérité qu'il importe de mettre à nu aux yeux de l'autorité.

A l'époque de la Révolution Française, les empires avaient plus ou moins vieilli, et nous participions notablement à l'affaiblissement général. A nous juger même d'après les anciens monuments, il s'était fait une révolution intérieure parmi nous. Les autorités étaient

déplacées, et le pouvoir militaire surtout était sorti assez sensiblement de ses limites naturelles. Je tâche d'être sans préjugés sur ce point comme sur tous les autres. Je crois que l'ordre militaire est, par essence, le premier de l'Etat, et la véritable source de la noblesse. Je crois que tout État d'une certaine dimension doit être militaire sous peine d'être méprisé ; je crois que tout gentilhomme qui n'est pas employé à l'autel ou dans quelque branche de l'administration civile, n'a pas rempli son devoir dans ce monde s'il n'a pas porté les armes ; mais je crois aussi que si le pouvoir militaire empiète sur l'ordre civil, la monarchie est blessée au cœur. Or, dans ce genre, je puis vous raconter des choses dont je gagerais ma vie et même mon honneur que S. M. n'a jamais entendu parler, et qui la jetteraient dans le plus grand étonnement ; je raconterais, non pas ce qu'on m'a dit, mais ce que j'ai vu. Ces abus répétés chaque jour, sur les frontières surtout et sous l'œil des étrangers, ont fait dans leurs esprits la plus profonde impression. Je n'ai pas vu parmi nos voisins un Français, un Genevois, un Suisse, un Génois, un Milanais qui ne sût sa petite histoire dans ce genre ; qui ne vous dit : « *Voici ce que j'ai vu ; voici ce qui m'est arrivé*, etc. » Ce fut en partie pour combattre ces préjugés qu'en 1793, au milieu de la plus grande exaspération des esprits, je lançai dans le public, sous le voile de l'anonyme, mes *Lettres savoisiennes* où je rendais la justice la plus éclatante à notre gouvernement, et qui eurent au moins l'honneur de faire dire à l'une des colonnes de la révolution Piémontaise : « *Ah ! si ce livre avait été publié deux ans plus tôt !* » Personne ne

sait mieux que moi, Monsieur le Chevalier, par combien d'excellentes choses ces abus étaient balancés, et je sais de plus que le mauvais esprit du siècle les a beaucoup grossis et envenimés ; mais il n'est pas moins vrai que tout n'est pas faux, et qu'il se passait réellement des choses très condamnables. J'ai donc cru de mon devoir exprès d'indiquer clairement à S. M., notre bien cher et auguste Maître, le faible de sa place, afin qu'Elle professe hautement les maximes qui peuvent surtout favoriser ses intérêts à cette époque. Je le crois d'autant plus, que d'après un propos de M. de Thugut à un sujet du Roi, et d'après ce que j'ai entendu moi-même, une Cour qui ne nous aime pas serait très capable, s'il s'agissait de quelques acquisitions que nous pouvons espérer, de faire naître des oppositions et des remontrances au moins très désagréables pour S. M.

J'ai voulu épuiser ce sujet pour n'y plus revenir. S. M. est très sûre de connaître la source de tous les discours impertinents qu'on a pu tenir contre ses intérêts, et le côté vers lequel se tournent les craintes italiennes. Elle ne doit pas être moins sûre que la méchanceté ni le préjugé n'obscurciront jamais le caractère essentiel et inaltérable de son auguste maison. La foi, la grandeur d'âme, la probité politique, la prudence, l'humanité, l'économie ont toujours régné chez elle, et ne peuvent finir chez elle qu'avec elle. La perfection n'appartient pas à l'humanité, et qui sait même si, dans un autre siècle, on aurait fait attention à des abus qui de nos jours excitent les clameurs des mécontents ? L'histoire est pleine d'exils, de confiscations, d'enlèvements, de meurtres juridiques

ou non juridiques, d'injustices, de violences de toute espèce. Les victimes et même les témoins de ces atrocités auraient bien voulu en être quittes pour quelques fredaines militaires ; mais l'homme a changé ! De nouvelles idées, de nouvelles théories se sont emparées de sa tête. Il faut le prendre comme il est, et s'accommoder aux circonstances.

Je répète ce que j'ai eu l'honneur de vous dire plus d'une fois. La certitude n'est guère du domaine de l'homme ; mais les probabilités sont pour S. M. Pour éviter la guerre ou pour la terminer, il faudra lui faire un sort. En attendant, je ne néglige rien pour mettre ici son gouvernement *in alto concetto*, et je puis bien avoir l'honneur de l'assurer qu'on ne saurait être mieux disposé en sa faveur qu'on ne l'est dans cette Cour. Mon système sera toujours d'avoir l'air d'attendre beaucoup, sauf à rabattre, s'il le faut absolument.

Voilà une énorme lettre, M. le Chevalier : ma plume est bien dans ce moment *Calamus scribæ velociter scribentis;* à peine elle peut suffire aux pensées qui me pressent et m'agitent. Vous avez la première idée, le premier jet : point de brouillon, point de corrections, à peine le temps de relire. Les circonstances me transportent. Tantôt je vois notre salut sortir d'un bouleversement universel ; tantôt je vois la possibilité d'un événement extraordinaire qui préviendrait de nouvelles secousses ; mon imagination bâtit une ville où je fais entrer le Roi au milieu des applaudissements universels; un instinct invincible, auquel je crois plus qu'à la raison, me fait croire à la possibilité, même à la probabilité

d'une restauration que l'opinion regarde comme une chimère. De tout côté la souveraineté se dégrade, se plonge dans la boue comme à plaisir ; n'importe, c'est une raison de croire qu'elle se relèvera ailleurs. L'immoralité, l'égoïsme, les vices les plus dégoûtants inondent l'univers, mais je vois toujours une arche qui porte Noé et ses enfants. La foi, l'honneur, la probité n'ont pas disparu de la terre. Puisse le Roi revenir bientôt à la place qui lui est due, même en se cachant, s'il le faut : l'antique amour saura le servir.

Je suis avec respect, Monsieur le Chevalier,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

71

A M. le Comte d'Avaray, à Riga.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) novembre 1804.

Monsieur le Comte, la phrase que vous avez insérée pour moi dans votre dernière lettre à M. le Comte de Blacas me prouverait seule ce que vous êtes, quand je n'en aurais pas d'ailleurs tant de preuves ; cependant, à la manière dont vous me répondez, je serais bien tenté de croire que je ne me suis pas fait comprendre. Il ne s'agit pas de savoir si vous aimez les regards du monde, et si vous désirez les réunir sur vous : je vous crois à mille lieues de ces faiblesses. Il s'agit d'un *fait*, et non

l'opinion de cette Cour. Elle nous fera sans doute aussi, à M. de Blacas et à moi, l'honneur de nous croire capables de refaire à nous deux une phrase sans nuire à ses intérêts. Le temps presse. Je sens que l'absence du roi arrêtait tout, puisqu'à lui seul appartenait la décision; mais je ne doute pas qu'il ne se soit occupé de cette affaire dès qu'il aura pu respirer après de si longues et de si grandes fatigues. Je vous ai manifesté mon désir (et certes ce n'est pas une phrase) qu'il ne reste rien de ce que j'ai écrit. Je crains de n'avoir pas bien fait, je suis tourmenté de scrupules. M. le comte de Blacas vous aura dit que ce mot d'*abus* m'est revenu en tête pour me tourmenter. Maintenant, je n'en veux plus. Si le dernier polisson de France venait à écrire : « Vous voyez! il dit *abus*, *parce qu'il veut conserver la chose* », j'en serais malade. Dans ce genre, on ne peut conseiller sans trembler !

Dieu veuille éclairer et bénir le Roi, tous ceux qui se mêlent de ses affaires, et vous surtout, Monsieur le Comte !

72

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 1804.

Oui, sans doute, Monsieur le Comte, Salomon a raison : *Les blessures faites par un ami valent mieux que*

le Comte : je suis, comme le bonhomme Job, *plenus sermonibus*. Je ne puis retenir ce que je crois utile à une cause que j'aime par-dessus tout, et je suis devenu bien plus audacieux depuis que j'ai eu le bonheur de faire votre connaissance. N'allez pas me dire : « Ah ! si vous saviez !... » Je sais, je sais, Monsieur le Comte, je connais l'homme et les hommes, je vous rends justice ; jusqu'à présent je n'ai cru qu'en vous, et cependant je vous crie de toutes mes forces : « *Prenez garde à vous !* » Tout ceci, comme vous l'imaginez bien, ne s'adresse qu'à vous exclusivement : je n'en ai point fait lecture ici.

Par un mot que m'a dit M. le comte de Blacas (et pour moi seul), j'ai cru m'apercevoir que si ce Cabinet *reçoit* ou *lit* la Déclaration, l'intention de S. M. ne serait pas de lui accorder les changements qu'il pourrait suggérer. Je connais les droits et la dignité de S. M., mais sa situation et la saine politique me paraissent exiger impérieusement plus de condescendance. Ce que c'est que la tête humaine ! et comme on voit différemment ! Moi, je ne demanderais pas mieux qu'un *suggerimento* de ce genre ; ce serait, à mon avis, le meilleur moyen d'engager ce Cabinet, pour ainsi dire à son insu, et de le rendre en quelque manière l'auteur de la pièce. Et que savez-vous, Monsieur le Comte ? Quels pourraient être les résultats d'une telle condescendance ? L'orgueil, qui est le même toujours et partout, se laisse apprivoiser par la docilité : il s'aime lui-même, en croyant aimer celui qui le flatte, et cette illusion le mène loin. Je supplie S. M., au nom de l'inexprimable intérêt que m'inspire sa cause, de sacrifier beaucoup à

l'opinion de cette Cour. Elle nous fera sans doute aussi, à M. de Blacas et à moi, l'honneur de nous croire capables de refaire à nous deux une phrase sans nuire à ses intérêts. Le temps presse. Je sens que l'absence du roi arrêtait tout, puisqu'à lui seul appartenait la décision ; mais je ne doute pas qu'il ne se soit occupé de cette affaire dès qu'il aura pu respirer après de si longues et de si grandes fatigues. Je vous ai manifesté mon désir (et certes ce n'est pas une phrase) qu'il ne reste rien de ce que j'ai écrit. Je crains de n'avoir pas bien fait, je suis tourmenté de scrupules. M. le comte de Blacas vous aura dit que ce mot d'*abus* m'est revenu en tête pour me tourmenter. Maintenant, je n'en veux plus. Si le dernier polisson de France venait à écrire : « Vous voyez! il dit *abus*, *parce qu'il veut conserver la chose* » j'en serais malade. Dans ce genre, on ne peut conseiller sans trembler !

Dieu veuille éclairer et bénir le Roi, tous ceux qui se mêlent de ses affaires, et vous surtout, Monsieur le Comte !

72

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 1804.

Oui, sans doute, Monsieur le Comte, Salomon a raison : *Les blessures faites par un ami valent mieux que*

les caresses d'un flatteur. Cependant, il vaudrait mieux que l'ami ne blessât pas. J'éspère que je ne vous ai pas blessé. Comment pourrais-je vous avoir déplu en servant, ou même en tâchant de servir votre maître? Maintenant, tout est dit. *Jacta est alea*! Nous verrons l'effet. Je crois, comme j'ai l'honneur de le dire à S. M. dans la lettre ci-jointe, que, dans l'état actuel, la pièce est absolument irréprochable sur le fond des choses. Il n'y a que l'article des biens nationaux qui me fait trembler, plus peut-être que si vous n'en aviez pas parlé du tout. Sur ce point, il n'y a qu'un cri : de manière qu'il faut que vous ayez raison contre tout le monde, ce qui est un peu fort. Cependant, je vous avoue qu'il s'élève dans mon cœur certains mouvements qui me font balancer, malgré la détermination absolue de la raison. Je me dis comme Montaigne : Que sais-je? Il arrive des événements si extraordinaires! On comptera si peu les voix, si jamais le Roi est rétabli! Et, dans ce cas, ce serait pour lui un si grand bonheur de n'avoir rien promis! etc. Bientôt je me reproche de prendre des désirs pour des raisons : puis j'en reviens à l'instinct royal, comme je vous disais l'autre jour. Je m'examine moi-même : je me juge, je me réfute, je me défends. Je ne sais si je suis superstitieux ou raisonnable, politique ou romancier. *Que sais-je?* Encore une fois : *jacta est alea!*

La manière dont vous répondez à mon billet particulier augmenterait l'estime que j'ai pour vous, si elle pouvait augmenter. Certainement, Monsieur le Comte, il y a bien peu d'hommes qui vous rendent justice autant

que moi. Le mot de *fidélité* est bi
une fidélité telle que la vôtre, ur
fait, aussi désintéressé, aussi
des choses communes. Il est
de vous entendre blâmer.
pour vous ; mais comm
qui demande attentic
dévore, m'avait por
jamais j'ai le trè
suivre le texte stable, Sire,
tout. pièce, au moyen de
Conserv majesté, est irréprochab
soyez bi moins, elle ne prête le flanc,
que je nationaux, mais c'est là une q
et s de celles (malheureusement tr
ir il est impossible qu'un homme en cor
Votre Majesté croit décider la questi
conscience, et certes, cette manière de
digne d'Elle, mais on lui répondrait
conscience n'a point de juridiction dan
nécessité ; c'est une étrangère qui n'a pl
ler. Votre Majesté, de son côté, ne se
rassée pour la réponse. On lui répliquer
lait bien le permettre, et personne ne ch

Pour mon compte, Sire, je plains
Roi de France, obligé de sanctionner
dage : je respecte ses scrupules, je part
et jamais je ne me permettrai de rire de

Sire, daignez me compter toujours
hommes qui vous sont le plus particulièr

73

Au Roi Louis XVIII.

1804.

SIRE,

La critique détaillée d'un ouvrage fait ou adopté par Votre Majesté, pouvait être justifiée par deux sentiments qui justifient tout : *la crainte et l'amour.*

J'aime passionnément votre cause, Sire, et je craignais beaucoup pour elle. C'en était assez, peut-être, pour me trouver pleinement absous auprès de Votre Majesté ; mais j'avais de plus en ma faveur, ce passage d'une lettre de M. le comte d'Avaray :

« De toutes les vanités d'auteur, la plus déplacée se-
« rait celle du Roi, ou la mienne... Taillez, réformez,
« supprimez, ajoutez, etc. »

On n'a jamais donné de pleins pouvoirs plus amples : j'en ai usé en toute liberté de conscience, et j'espère que Votre Majesté, qui a le tact si sûr, aura parfaitement senti dans tout ce que j'ai écrit la chaleur d'un homme qui craint pour lui-même.

A l'égard des morceaux ajoutés, et que Votre Majesté n'a pas jugé à propos d'adopter, Elle m'a débarrassé d'un très grand poids ; ces morceaux m'avaient été arrachés par l'inclination, et je ne les avais pas écrits sans une espèce de remords ; Votre Majesté en sait la raison. Il en est même, tel que celui des prêtres par

exemple, sur lesquels je cèderais de bonne grâce, même à mon égal.

Enfin, Sire, sur les questions de style et de rédaction où j'ai le malheur de me trouver en opposition directe avec le jugement de Votre Majesté, je ne puis avoir l'honneur de lui dire qu'un seul mot : *Je désire avoir tort*. Très certainement, Sire, je désire avoir tort, autant que la vanité la plus irritable et la plus obstinée a jamais pu désirer d'avoir raison.

Ce qui me parait incontestable, Sire, c'est que sur le fond des choses, la pièce, au moyen des changements faits par Votre Majesté, est irréprochable sous tous les points. Du moins, elle ne prête le flanc, que sur l'article des biens nationaux, mais c'est là une question à part, du genre de celles (malheureusement trop nombreuses) où il est impossible qu'un homme en convainque un autre. Votre Majesté croit décider la question en citant sa conscience, et certes, cette manière de décider est bien digne d'Elle, mais on lui répondrait aisément que la conscience n'a point de juridiction dans l'empire de la nécessité ; c'est une étrangère qui n'a plus droit de parler. Votre Majesté, de son côté, ne serait pas embarrassée pour la réponse. On lui répliquerait, si Elle voulait bien le permettre, et personne ne changerait d'avis.

Pour mon compte, Sire, je plains extrêmement le Roi de France, obligé de sanctionner un tel brigandage : je respecte ses scrupules, je partage ses regrets, et jamais je ne me permettrai de rire de ses espérances.

Sire, daignez me compter toujours au nombre des hommes qui vous sont le plus particulièrement dévoués.

Votre Majesté m'est témoin que je lui ai appartenu par le zèle, longtemps avant de lui appartenir par la reconnaissance. Comment pourrai-je la remercier assez de tant d'expressions pleines de grâces et de bonté qu'Elle daigne m'adresser dans sa dernière lettre? Mais je me suis déjà trop livré au plaisir si flatteur de parler à Votre Majesté. Je termine en la suppliant d'agréer mes vœux les plus ardents pour l'accomplissement de tous les siens.

Relativement à la question qu'Elle a bien voulu m'adresser à la fin de sa lettre, j'ai l'honneur de lui répondre : que de moi, à la personne qu'Elle me nomme, le chemin est parfaitement sûr, mais que de Votre Majesté à moi, c'est l'affaire de sa prudence.

Je suis avec un très profond respect,

Sire,

De Votre Majesté,

Le très humble, très obéissant et très dévoué serviteur,

Le Comte DE MAISTRE.

74

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 26 novembre (8 décembre) 1804.

SIRE,

J'ai reçu la lettre dont il a plu à Votre Majesté de m'honorer le 25 d'août, et mon premier devoir est de

la remercier très humblement de l'approbation flatteuse qu'elle daigne accorder à ma conduite. Je ne négligerai aucun effort pour mériter de plus en plus les témoignages inappréciables de sa satisfaction.

Mes dépêches, très détaillées, auront appris à Votre Majesté ce qu'il en était au juste des nouvelles apportées à Naples, par un courrier du Marquis de Gallo. En général, Elle ne peut faire aucun fonds sur les nouvelles de guerre, si ce n'est pas moi qui ai l'honneur de les lui donner, car le mouvement part d'ici.

Votre Majesté peut être sûre qu'on n'a pas la moindre vue actuelle sur l'Italie, mais il peut se faire que le moment vienne, et il n'est pas douteux que les deux postes importants de Corfou et de Malte pourront déterminer et favoriser de grandes opérations. En attendant, tout est tranquille, et l'on dirait qu'il n'a jamais été question de guerre.

Le nouvel ambassadeur extraordinaire, Milord G. L. Gower, a eu hier ses audiences de LL. MM. II. Il est jeune, brillant, membre d'une famille très influente, et ami particulier de M. Pitt; il a beaucoup de confiance et croit que rien ne lui résistera. Mais on connait déjà tout ce qu'il a en poche, et sur quelques articles il sera contredit. Je ne puis encore rien dire à Votre Majesté sur son caractère et sa manière d'opérer.

J'ai vu, avec la plus vive satisfaction, que les instructions directes contenues dans cette Lettre de Votre Majesté du 25 août, s'accordent parfaitement avec les idées développées dans toute la suite de mes dépêches. La difficulté, Sire, n'est pas de savoir ce qui convient à Votre Majesté,

car rien n'est si aisé. Il s'agit de vaincre l'opposition de la France, et de déterminer nos grands amis à faire pour nous les efforts nécessaires. Quelles que soient leurs bonnes dispositions à notre égard, c'est peut-être trop attendre de la nature humaine d'espérer qu'ils feront *tout ce qu'il est possible.* S'ils font *beaucoup*, c'est tout ce que nous pouvons espérer dans les règles ordinaires de la probabilité. Vous observerez, Sire, que jamais il n'ont voulu prononcer le mot de *Restitution* et pas même celui d'*indemnisation complète*, et si nous voulons être justes, il faut convenir qu'ils ont raison, car rien ne leur annonce la certitude de pouvoir dicter la loi : mais cette réserve n'est que l'effet de la prudence et non celle de la mauvaise volonté, car s'ils sont les plus forts, certainement Votre Majesté aura tout ce qu'elle peut désirer; en attendant, elle se trouve placée dans l'ultimatum de la Russie, d'une manière qui doit, sur cet article au moins, compléter et même passer nos espérances.

Je me crois encore indispensablement obligé de présenter une observation à Votre Majesté : c'est qu'il ne me sera nullement possible d'éluder aucune proposition relative à l'indemnisation qui lui est due. La nature des choses ne permet aucune tergiversation diplomatique. Bonaparte, à supposer qu'il traite, offrira pour nous à S. M. I. ce qui lui aura passé dans la tête. Là dessus il faudra délibérer et parler clair. Les petites finesses antiques ne seront pas de mise. Qui sait même, Sire, s'il nous sera permis de délibérer ? Votre Majesté n'a pas oublié comment les choses se passèrent à

l'époque de l'indigne proposition de Sienne : on nous ordonna, dans le fait, d'accepter. A la vérité, j'ai eu le plaisir de voir se former ici une opinion toute différente sur le compte de Votre Majesté. Néanmoins, si Bonaparte est destiné à de nouveaux succès, et que nos amis se trouvent avoir besoin de la paix, on ne peut guère douter qu'ils ne se rendissent de nouveau complaisants à nos dépens.

Dans l'état actuel des choses, la restitution des anciens états de Votre Majesté, doit être envisagée comme une simple possibilité, écartée même par toutes les probabilités, en sorte qu'elle doit tourner toutes ses vues vers les manières de tirer le plus grand parti possible d'un nouveau peuple. C'est pourquoi j'ai pris la respectueuse liberté de Lui montrer la source des préjugés qui font que son gouvernement n'est pas désiré de nos voisins autant qu'il devrait l'être. J'ai traité de nouveau ce sujet dans mes dépêches officielles. Si Votre Majesté me trouve un peu pressant sur certains articles, je La prie d'observer que j'ai eu l'occasion de savoir beaucoup de choses, et surtout ce que certaines personnes seraient capables d'avancer pour nuire à Votre Majesté.

Quant au retour futur du Piémont à une époque plus ou moins éloignée, je le crois toujours aussi sûr qu'on peut l'être de l'avenir, mais à ce propos, je ne puis me dispenser d'avoir l'honneur de faire observer à Votre Majesté, qu'en sa qualité de Souverain, elle ne peut borner ses vues, ni à un individu, ni à un moment. Elle est piémontaise, mais son fils sera du pays où il

naîtra ; et le Piémont, s'il changeait irrévocablement de maître, serait à peu près pour lui, ce que la Savoie serait pour Votre Majesté même, si le retour du Piémont ne la ramenait pas, ce qui est très possible.

Ce n'est pas que personne dans le monde ait droit de blâmer le sentiment de prédilection très juste, très noble, très digne de Votre Majesté, qui lui fait désirer le Piémont par dessus tout ; mais c'est seulement pour lui dire que, si des chances imprévues amenaient l'offre d'un établissemeut plus brillant, Votre Majesté, privée de la faculté du choix, pourrait se consoler de son déplaisir personnel par l'intérêt de la dynastie.

M. le Comte de Stadion ne s'est pas gêné pour dire un jour, devant moi, que ce qui avait perdu l'Europe, c'était l'attention qu'on avait accordée aux puissances de second ordre ; qu'il fallait, au contraire, mettre une grande puissance en état de faire équilibre à celle qui les menace toutes. L'idée n'est pas sotte. Ma contre-batterie est que ce qu'on peut faire de plus mal pour le repos général, c'est de mettre de grandes puissances en contact : qu'il importe beaucoup qu'elles soient séparées par de moindres souverainetés, capables cependant de les tenir en repos, en menaçant de se jeter de tel ou tel côté, etc... Votre Majesté pense bien que je ne resterai pas en arrière. Il me semble, au reste, Sire, que le devoir de votre ministre à Saint-Pétersbourg se réduit, dans ce moment, à deux points principaux ; car il s'agit d'abord d'empêcher, autant qu'il dépend de lui, que Votre Majesté ne soit surprise par une offre imprévue, faite et acceptée pour elle, avant qu'elle ait eu le temps

de faire ses réflexions et de proposer ses observations, et c'est à quoi j'ai pourvu depuis longtemps, en demandant formellement, par une note officielle, qu'il ne soit pris ici aucune détermination à l'égard de Votre Majesté, sans qu'elle ait été consultée et mise à même de discuter la question, et d'en traiter en règle par tel représentant qu'elle voudra en charger. Il faut en second lieu, Sire, que votre ministre tienne constamment en vue la grandeur et le lustre de votre Royale maison ; l'iniquité de vos ennemis quelconques, la justice de votre cause, et l'importance de votre rétablissement, ou de votre établissement dans une position digne de Votre Majesté, afin que les ministres influents accoutumés à ces idées, ne regardent plus l'offre de Sienne, ou telle autre de ce genre, que comme une espèce d'indécence dont il n'est pas seulement permis de parler. Pour longtemps peut-être, il n'y aura pas d'autre chose à faire, et c'est à quoi je ne cesse de m'appliquer de tout mon pouvoir.

Je suis ravi que Votre Majesté, ainsi que S. M. la Reine se trouvent parfaitement bien à Gaëte. Je n'attendais pas moins de la situation délicieuse du pays, de la loyauté du gouverneur, et surtout des sentiments bien connus de la Cour des Deux-Siciles. Néanmoins, Sire, si la guerre venait à éclater, je doute beaucoup que Votre Majesté put tenir où elle est ; et, vu le caractère de l'ennemi que nous aurions, il faudrait absolument que, d'une manière ou d'une autre, elle se mît définitivement hors de sa portée ; car ces changements continuels et cet état précaire sont intolérables pour Votre Majesté, sous tous les rapports.

J'ai parfaitement saisi votre délicatesse, Sire, à l'égard de la Toscane, si jamais il en était question ; mais comme j'ai eu l'honneur de le dire à Votre Majesté, quoique ce sentiment soit certainement bien digne de la rectitude scrupuleuse qui fait la base de son caractère, il ne faudrait pas moins délibérer tête levée sur cette proposition, si elle nous était faite. Mais l'époque de ces arrangements définitifs me paraît encore assez éloignée. Plusieurs causes morales et cachées retardent la guerre, et sans avoir dit à beaucoup près tout ce que je pourais dire sur ce sujet, j'en ai cependant dit assez pour que Votre Majesté soit parfaitement en état de les pressentir. Personne, probablement, n'osera dire à l'Empereur : *Il ne faut pas faire la guerre*, mais il n'y a nul inconvénient à dire : *Demain*, et les années se composent de jours. Il faut attendre le résultat de la grande négociation de Londres.

Le 21 novembre, pendant que j'écrivais cette dépêche, j'ai reçu celle dont il a plu à Votre Majesté de m'honorer le 10 octobre. Tout de suite, j'en ai fait un extrait dans les parties qui ne me concernaient pas exclusivement, et j'ai demandé une audience, dans laquelle j'ai exposé très exactement les idées de Votre Majesté. Le prince Czartoryski m'a demandé d'abord si je pourrais lui laisser cette pièce ; je l'avais prévu, je la lui ai donnée, et je suis sûr qu'elle a parfaitement réussi. Ce n'est pas que le Prince n'ait, ainsi que moi, de violents doutes sur cette expédition d'Italie, faite sans les Autrichiens ; mais quand on a fait ce que la prudence ordonne, il faut laisser quelque chose au ha-

sard. Ce qui est très sûr, c'est que l'ambition Royale de Votre Majesté (la seule digne d'elle) sera parfaitement satisfaite s'il y a quelque mouvement, car elle commandera certainement l'expédition. Il est vrai qu'elle devra s'entendre avec les Russes, et avoir beaucoup de déférence pour cette puissance. Mais rien n'est plus juste, et cette déférence n'aura rien de désagréable pour Votre Majesté. Comme j'ai vu que cette idée réussissait, je l'ai beaucoup suivie et appuyée. J'ai parlé du courage de Votre Majesté, de ses vues, de ses projets, même de son heureux tempérament qui la rendait propre aux fatigues de la guerre. J'ai dit qu'elle se trouvait à cheval mieux que dans son lit. En un mot, j'ai dit ce qu'il fallait dire en cette circonstance.

Le Prince m'a demandé comment Votre Majesté était avec la Cour de Naples ; j'ai répondu que je n'avais aucun détail sur cet article, mais que je me croyais sûr que les deux Cours vivaient dans la plus parfaite harmonie. Il a répété la même question au Duc.

J'aurai l'honneur de faire observer à ce propos à Votre Majesté qu'il est bon qu'elle sorte un peu avec moi de la sphère de mes fonctions et qu'elle me tienne au fait de ses autres relations ; car, comme cette Cour est le centre de tout, on peut aisément me faire des questions auxquelles je ne pourrais répondre. Pour cette fois, je n'ai nullement été embarrassé, car je ne puis douter que Votre Majesté, dans l'occasion, ne marche parfaitement d'accord avec S. M. le roi des Deux-Siciles.

J'ai été fâché que Votre Majesté m'ait ordonné, dans cette dépêche du 10 octobre, de n'en faire connaître le

contenu qu'au ministre seul. Cependant je n'ai pas voulu m'écarter de ses ordres, mais il est arrivé ce que je prévoyais. La première fois que le Prince Czartoryski a vu le Duc, après notre entretien, il lui a tout raconté, de sorte qu'il ne m'est resté que le désagrément d'une dissimulation. Votre Majesté doit penser que M. le Duc de Serra Capriola est ici, dans le vrai, son co-ministre. On ne peut rien ajouter à l'intérêt qu'il prend à Elle. Il a d'ailleurs beaucoup de crédit, beaucoup d'influence, et il me traite comme son fils. Je prie donc Votre Majesté ou de vouloir bien m'autoriser, en général, à dire ou à ne pas dire ce qui me semblera utile à son service, ou à me spécifier les occasions particulières où je ne dois pas parler, ce qui me paraît impossible. Du reste, Votre Majesté sent assez que je ne puis ignorer les règles générales des confidences : jamais on ne dit tout ; on dit ce qu'il faut, comme il faut, et quand il faut.

Je ne saurais trop remercier Votre Majesté de la bonté qu'elle a eue de vouloir bien permettre que j'appelle mon fils auprès de moi. J'ai l'honneur de lui répéter, à ce sujet, qu'elle n'est pas pleinement servie ici. Je fais ce que je puis faire, aussi bien que je le puis faire, mais je demeure très fort en arrière. Je ne puis me passer d'aide, et je ne puis en trouver un plus naturel et plus sûr. M. le Chevalier de Rossi aura l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Majesté un mémoire que j'ai combiné avec M. le Duc de Serra Capriola sur l'établissement de ce jeune homme à Saint-Pétersbourg ; j'ai évité soigneusement l'indiscrétion. Il est bien juste que mon fils travaille pour mériter les

bontés de Votre Majesté : la seule grâce que j'en attende dans ce moment, c'est l'assurance que je n'aurai aucune autre personne auprès de moi.

Après une négociation épineuse, qui m'a tenu sur les charbons ardents pendant plus de trois mois, et qui ne s'est terminée que hier, après un refus de S. M. I., qui est sagement et extrêmement difficile sur l'article de l'argent, j'ai l'inexprimable satisfaction d'apprendre à Votre Majesté que j'ai enfin obtenu pour Elle le subside extraordinaire de 37000 roubles, dont Elle recevra les lettres de change peut-être par ce courrier. Je manquerais à toutes les lois de la justice et de la reconnaissance, si je ne disais pas à Votre Majesté que M. le Duc de Serra Capriola m'a secondé dans cette affaire avec un zèle que je ne puis assez reconnaître.

Je suis avec un très profond respect.....

75

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 26 novembre (8 décembre) 1804.

SIRE,

J'avais écrit depuis longtemps plusieurs feuilles pour ma correspondance officielle, et quoiqu'elles aient vieilli, par le retard du courrier napolitain, cependant je les laisse partir. Mais comme j'y parle à cœur ouvert sur plusieurs articles, j'ai jugé à propos de les adresser

directement à Votre Majesté ; car je ne me fie plus à Rome, et le Prince Czartoryski m'a dit qu'il ne s'y fiait plus lui-même. Je compte à l'avenir m'en tenir aux choses strictement indispensables.

Dans ma première dépêche d'aujourd'hui, j'avais l'honneur d'annoncer à Votre Majesté mes dernières réflexions sur les préjugés de nos voisins contre nous, et la manière dont on avait cherché plus d'une fois à nuire à Votre Majesté. Mais ayant reçu depuis la dépêche dont elle a bien voulu m'honorer le 10 octobre, j'ai craint que, par son silence, elle n'ait désapprouvé ces sortes de détails ; j'ai donc supprimé cette page de mes dépêches officielles. Le zèle avait écrit, le respect efface. J'ose espérer que S. M. daignera approuver les deux sentiments.

J'ai eu l'honneur de l'instruire dans le temps de tout ce qui s'est passé au sujet d'une pièce extrêmement intéressante. Au bout d'un assez long temps, elle est revenue presque entièrement refondue par celui qui fait tout auprès du grand personnage. Elle est totalement gâtée, remplie de fautes, même de langage ; et ce qui étonnera beaucoup Votre Majesté, renfermant un trait direct contre la Russie. Elle est d'ailleurs signée et contre-signée, et envoyée sous cachet à S. M. I., avec ordre à l'agent actuel de l'envoyer sur le champ outre mer pour l'impression ; par où Votre Majesté voit que toute représentation et toute correction sont exclues. M. le duc, a qui elle a été adressée, en a reçu une copie qui nous l'a fait connaître. Ce dernier veut absolument représenter, et c'est encore moi qu'il veut prendre pour son allié. Le pas est difficile, mais j'espère m'en tirer comme de tant

d'autres, à force de simplicité. J'aurai l'honneur d'informer Votre Majesté de tout. En attendant, je déplore bien sincèrement l'épouvantable fatalité qui poursuit cette Auguste Maison.

Quelque chose qui m'a été dit par M. le Comte de Front, dans sa dernière lettre, m'a fait penser qu'il serait à propos qu'il eût mon mémoire du mois de janvier, sur les intérêts de Votre Majesté. Je lui en envoie donc une copie dûment retouchée dans les endroits nécessaires, surtout dans ce qui concerne l'Angleterre et les personnes qui touchent Votre Majesté. En même temps, je lui dis de ne regarder cet ouvrage que comme une pièce de portefeuille, jusqu'à ce qu'il ait vu s'il peut être lu à Londres avec fruit, et en second lieu, jusqu'à ce qu'il ait pris les ordres de Votre Majesté. De cette manière, il me semble que cette communication ne peut avoir aucun inconvénient, vu surtout le caractère si connu de ce ministre.

Je termine par les dernières connaissances qui me sont parvenues sur l'état actuel des choses. Votre Majesté a vu la demi-satisfaction que Bonaparte a donnée à la Prusse, au sujet de l'enlèvement de M. Rumbold. C'en est assez pour faire voir ce qu'on aurait fait si l'on avait été d'accord. On ne sait point encore quel parti prendra la Prusse, cependant on sait que Bonaparte recommence à se servir de cet instrument pour se raccommoder avec la Russie, c'est-à-dire pour gagner du temps, et tromper tout le monde. Mais la marche de ce Cabinet est superbe. Il avance lentement, il avance toujours. Votre Majesté a-t-elle observé dans les papiers publics comment Bonaparte arrête ses journaux sur le compte de la Russie ?

Pas une impertinence, pas une plaisanterie, il va bride en main : il sait ce qu'il fait. Votre Majesté n'aurait-elle pas l'occasion de faire, sans affectation, une course à Naples ? Une heure de conversation avec S. M. la Reine lui apprendrait la marche de l'Autriche. Il n'y a rien de pire dans l'univers. Celle du cabinet de Russie à l'égard de cette puissance est encore admirable ; il ne choque point, de peur de tout perdre, mais il est indigné. Le Roi de Suède ne demandait pas moins de deux millions de subsides : il aura je crois 60,000 livres sterling.

Le Prince Czartoryski a renouvelé au Duc la recommandation pour Votre Majesté de marcher parfaitement d'accord avec S. M. I., dans les circonstances actuelles. Le Duc a répondu, comme moi, qu'il n'y avait pas le moindre doute sur ce point. Mais Votre Majesté comprend par là qu'il sera bon qu'Elle me fasse l'honneur de m'écrire directement en chiffres quelque chose d'ostensible sur ce sujet.

Je suis avec un très profond respect.....

76

Au Prince Czartoryski.

Saint-Pétersbourg, 27 novembre (9 décembre) 1804.

Mon Prince,

J'ai eu hier avec M. le Comte de Goltz une conversation, dont je ne crois point inutile de rendre compte à

de faire ses réflexions et de proposer ses observations, et c'est à quoi j'ai pourvu depuis longtemps, en demandant formellement, par une note officielle, qu'il ne soit pris ici aucune détermination à l'égard de Votre Majesté, sans qu'elle ait été consultée et mise à même de discuter la question, et d'en traiter en règle par tel représentant qu'elle voudra en charger. Il faut en second lieu, Sire, que votre ministre tienne constamment en vue la grandeur et le lustre de votre Royale maison; l'iniquité de vos ennemis quelconques, la justice de votre cause, et l'importance de votre rétablissement, ou de votre établissement dans une position digne de Votre Majesté, afin que les ministres influents accoutumés à ces idées, ne regardent plus l'offre de Sienne, ou telle autre de ce genre, que comme une espèce d'indécence dont il n'est pas seulement permis de parler. Pour longtemps peut-être, il n'y aura pas d'autre chose à faire, et c'est à quoi je ne cesse de m'appliquer de tout mon pouvoir.

Je suis ravi que Votre Majesté, ainsi que S. M. la Reine se trouvent parfaitement bien à Gaëte. Je n'attendais pas moins de la situation délicieuse du pays, de la loyauté du gouverneur, et surtout des sentiments bien connus de la Cour des Deux-Siciles. Néanmoins, Sire, si la guerre venait à éclater, je doute beaucoup que Votre Majesté put tenir où elle est; et, vu le caractère de l'ennemi que nous aurions, il faudrait absolument que, d'une manière ou d'une autre, elle se mît définitivement hors de sa portée; car ces changements continuels et cet état précaire sont intolérables pour Votre Majesté, sous tous les rapports.

J'ai parfaitement saisi votre délicatesse, Sire, à l'égard de la Toscane, si jamais il en était question ; mais comme j'ai eu l'honneur de le dire à Votre Majesté, quoique ce sentiment soit certainement bien digne de la rectitude scrupuleuse qui fait la base de son caractère, il ne faudrait pas moins délibérer tête levée sur cette proposition, si elle nous était faite. Mais l'époque de ces arrangements définitifs me paraît encore assez éloignée. Plusieurs causes morales et cachées retardent la guerre, et sans avoir dit à beaucoup près tout ce que je pourais dire sur ce sujet, j'en ai cependant dit assez pour que Votre Majesté soit parfaitement en état de les pressentir. Personne, probablement, n'osera dire à l'Empereur : *Il ne faut pas faire la guerre*, mais il n'y a nul inconvénient à dire : *Demain*, et les années se composent de jours. Il faut attendre le résultat de la grande négociation de Londres.

Le 21 novembre, pendant que j'écrivais cette dépêche, j'ai reçu celle dont il a plu à Votre Majesté de m'honorer le 10 octobre. Tout de suite, j'en ai fait un extrait dans les parties qui ne me concernaient pas exclusivement, et j'ai demandé une audience, dans laquelle j'ai exposé très exactement les idées de Votre Majesté. Le prince Czartoryski m'a demandé d'abord si je pourrais lui laisser cette pièce ; je l'avais prévu, je la lui ai donnée, et je suis sûr qu'elle a parfaitement réussi. Ce n'est pas que le Prince n'ait, ainsi que moi, de violents doutes sur cette expédition d'Italie, faite sans les Autrichiens ; mais quand on a fait ce que la prudence ordonne, il faut laisser quelque chose au ha-

d'autres, à force de simplicité. J'aurai l'honneur d'informer Votre Majesté de tout. En attendant, je déplore bien sincèrement l'épouvantable fatalité qui poursuit cette Auguste Maison.

Quelque chose qui m'a été dit par M. le Comte de Front, dans sa dernière lettre, m'a fait penser qu'il serait à propos qu'il eût mon mémoire du mois de janvier, sur les intérêts de Votre Majesté. Je lui en envoie donc une copie dûment retouchée dans les endroits nécessaires, surtout dans ce qui concerne l'Angleterre et les personnes qui touchent Votre Majesté. En même temps, je lui dis de ne regarder cet ouvrage que comme une pièce de portefeuille, jusqu'à ce qu'il ait vu s'il peut être lu à Londres avec fruit, et en second lieu, jusqu'à ce qu'il ait pris les ordres de Votre Majesté. De cette manière, il me semble que cette communication ne peut avoir aucun inconvénient, vu surtout le caractère si connu de ce ministre.

Je termine par les dernières connaissances qui me sont parvenues sur l'état actuel des choses. Votre Majesté a vu la demi-satisfaction que Bonaparte a donnée à la Prusse, au sujet de l'enlèvement de M. Rumbold. C'en est assez pour faire voir ce qu'on aurait fait si l'on avait été d'accord. On ne sait point encore quel parti prendra la Prusse, cependant on sait que Bonaparte recommence à se servir de cet instrument pour se raccommoder avec la Russie, c'est-à-dire pour gagner du temps, et tromper tout le monde. Mais la marche de ce Cabinet est superbe. Il avance lentement, il avance toujours. Votre Majesté a-t-elle observé dans les papiers publics comment Bonaparte arrête ses journaux sur le compte de la Russie ?

Pas une impertinence, pas une plaisanterie, il va bride en main : il sait ce qu'il fait. Votre Majesté n'aurait-elle pas l'occasion de faire, sans affectation, une course à Naples? Une heure de conversation avec S. M. la Reine lui apprendrait la marche de l'Autriche. Il n'y a rien de pire dans l'univers. Celle du cabinet de Russie à l'égard de cette puissance est encore admirable ; il ne choque point, de peur de tout perdre, mais il est indigné. Le Roi de Suède ne demandait pas moins de deux millions de subsides : il aura je crois 60,000 livres sterling.

Le Prince Czartoryski a renouvelé au Duc la recommandation pour Votre Majesté de marcher parfaitement d'accord avec S. M. I., dans les circonstances actuelles. Le Duc a répondu, comme moi, qu'il n'y avait pas le moindre doute sur ce point. Mais Votre Majesté comprend par là qu'il sera bon qu'Elle me fasse l'honneur de m'écrire directement en chiffres quelque chose d'ostensible sur ce sujet.

Je suis avec un très profond respect.....

76

Au Prince Czartoryski.

Saint-Pétersbourg, 27 novembre (9 décembre) 1804.

Mon Prince,

J'ai eu hier avec M. le Comte de Goltz une conversation, dont je ne crois point inutile de rendre compte à

Votre Excellence, avant deux heures après midi. Je ne supprimerai que les alternatives du dialogue, qui entraîneraient des longueurs, et même de la confusion.

M. le Comte de Goltz m'ayant pris à part, me dit avec l'intérêt et l'amitié dont il n'a cessé de me donner des preuves les moins équivoques : « Je dois vous apprendre, mon cher Comte, qu'ensuite de la demande faite à Paris de la part du Roi, et dont vous connaissez le résultat public, Bonaparte a fait des ouvertures à S. M. pour se rapprocher de la Cour de Pétersbourg, et traiter à des conditions raisonnables. Les deux articles relatifs à l'évacuation de l'Allemagne et de l'Italie souffriront peut-être moins de difficulté qu'on ne l'imaginerait : celui qui concerne l'indemnisation de votre maître est plus épineux. Bonaparte offre pour lui, devinez quoi ? Jamais vous ne le devinerez : la République des Sept-Iles ! A la vérité, ce n'est qu'un mot échappé en l'air à M. de Talleyrand, et je ne vois pas même de quel droit Bonaparte pourrait disposer de cette République ; néanmoins je crois devoir vous faire connaître cette offre en grande confidence, pour savoir si vous êtes à même de me dire quelque chose sur ce point. Le Roi attache un grand prix à maintenir la paix et la tranquillité en Europe : les autres puissances ne veulent point s'ébranler, *et ne vous y trompez pas, la Russie y pensera plus d'une fois avant d'agir, même avec l'Angleterre, dont les principes ne peuvent s'accorder avec les siens.* Dans cet état de choses, il devient nécessaire de traiter, et la restitution du Piémont étant absolument impossible, il faut songer à des indemnités, etc., etc., etc. »

Je répondis à M. le Comte de Goltz :

« Vous me donnez à deviner, mon très cher Comte ? Je vous assure que je n'y trouverais nulle peine, car ce qu'on vous a donné comme une idée nouvelle, et un grand secret, est une absurdité que j'ai apportée dans mon portefeuille, il y a deux ans, et que je puis vous faire voir. Puisque nous sommes en train de confidence, je vous dirai que Bonaparte a offert au Roi Alger, ce qui est bien autre chose que les Sept-Iles ; il lui offrira tout, même Berlin, s'il y trouvait son compte. Le Roi ne veut point du tout des Sept-Iles, ni de toute autre indemnisation dérisoire. Il veut son bien d'abord, qu'on lui a volé comme Cartouche volait les montres et les tabatières, et ensuite une indemnisation convenable en Italie, s'il ne peut avoir ses anciens États. — Vous me dites que la restitution du Piémont est impossible. — Pas plus impossible, Monsieur le Comte, que toute autre demande qui ne sera pas appuyée par une attitude menaçante. Croyez-vous, de bonne foi, que Bonaparte vienne, à titre de politesse, offrir à S. M. I. et au Roi votre maître, des provinces pour le Roi de Sardaigne? Jamais, M. le Comte, jamais! Il faut être juste, il aurait tort de le faire: pourquoi céderait-il, tant qu'il ne verra nul danger à s'obstiner ? Il est bien vrai que le Roi dépend absolument de ses amis, et dès qu'ils lui diront : « Nous ne voulons, ou nous ne pouvons plus vous protéger », tout est fini pour lui ; mais si ce cas arrivait malheureusement, ce serait au Roi à périr comme il convient à un prince tel que lui. La Maison de Savoie ne doit point finir obscurément sur une rocaille, et je serai le premier à conseil-

ler au Roi d'être officier au service de son grand am l'Empereur de Russie, plutôt que de consentir à une telle ignominie.

« Il est beau, sans doute, de maintenir la paix lorsqu'elle est avantageuse, mais c'est un rôle bien fatal que celui d'empêcher la guerre qui doit sauver l'Europe, et c'est à vous de voir s'il ne serait pas plus important pour vous de maintenir votre ancienne réputation militaire, que de vous faire les champions d'une paix qui nous perdra tous.

« Conclusion, mon très cher Comte : le Roi ne veut n les Sept-Iles, ni rien de semblable. Il connaît cependan ce qu'on doit aux circonstances, et il est prêt à négocier mais jamais directement. Jamais il n'écoutera une proposition qui ne lui sera pas faite par S. M. I., en qui il a mis toute sa confiance. Vous pouvez parler dans ce sens à M. le Prince Czartoryski, que vous devez voir de main à ce que vous me dites, et j'espère qu'on voudra bien m'écouter, si ceci a des suites. »

Tel est, mon Prince, avec la plus scrupuleuse exactitude le résultat de notre conversation. Je ne jugeai point à propos de manifester à M. le Comte de Goltz nos vues sur la Ligurie, et sur une partie du Piémont, si absolument le Roi ne pouvait pas rentrer dans ses anciens États. Il me demanda cependant, quels étaient nos projets, mais il me parut convenable d'éluder cette demande.

Les circonstances ont mis entre les mains de S. M. le sort d'une Maison Royale qui a régné 800 ans, de père en fils, qui a dans ses veines le sang de François Ier, de Charles V, de Henri IV, de Louis XIV, ou qui leur

laisser agir le Roi, et très peu agir sur lui. Dans certaines affaires, et jusqu'à un certain point, je crois beaucoup à ce que j'appelle l'*instinct royal*. J'ai cette superstition. Parlez donc très peu à S. M. pour la décider, comme je lui parlerais très peu moi-même, si j'avais l'honneur d'être à ses côtés ; mais donnez-lui les trois rédactions, tous les papiers qui s'y rapportent, surtout cette lettre ; aucun des matériaux ne manquera à S. M. Qu'Elle se décide comme Elle voudra.

Qu'Elle prenne ensuite la rédaction que nous avons envoyée d'ici et qu'Elle efface de sa propre main ce qu'Elle veut absolument supprimer. Qu'à la marge des articles qu'Elle voudra seulement changer, Elle daigne écrire : *Je voudrais ceci ou cela*. Qu'enfin Elle ait la bonté de jeter sur une feuille séparée les idées nouvelles qu'Elle voudrait insérer s'il en est, (il en est peu, car la matière paraît épuisée). Qu'Elle livre le tout à un rédacteur unique (je désirerais bien ardemment que ce ne fût pas moi) et qu'Elle lui dise : *Faites*. L'ouvrage achevé, pourvu qu'il contienne ce que S. M. veut, et rien que ce qu'Elle veut, il faut qu'Elle signe. Elle n'a pas d'autre moyen d'avoir quelque chose de bon ; et qu'Elle ne s'arrête point au mot fatal : *Je n'aurais pas mis ainsi*. Présentez une page à un million d'hommes, même d'hommes très instruits, chacun d'eux dira : j'aurais écrit cela autrement ; il faudrait donc faire un million de corrections dans une page.

Je termine en observant que je sais fort bien distinguer dans les changements que j'ai proposés, ce qui est douteux de ce qui ne l'est pas. Ainsi, je ne suis nullement surpris de voir disparaître tel ou tel passage, mais

né pour aligner des phrases, style qui a bien son prix, que j'estime plus que vous ne pourriez l'imaginer, et qui est bon partout, excepté à l'imprimerie. Aujourd'hui la pièce a subi le grand anathème qui pèse invariablement depuis la création du monde sur tout ouvrage de plusieurs mains. Elle ne vaut absolument rien. Ce n'est ni votre style, ni le mien ; les phrases se sont gâtées en se pénétrant mutuellement, et je doute qu'il en reste une entièrement irrépréhensible. Le fond même, M. le Comte, prête excessivement le flanc. Mais comme un détail circonstancié ne finirait pas, bornons-nous aux articles capitaux.....

Il est impossible, M. le Comte, de vous donner une idée de l'effort que je fais sur moi pour en obtenir cette fastidieuse et impertinente analyse ; mais, le danger est grand. J'ai pour votre Maître un attachement de tête, qui approche de celui qui est dans votre cœur. La reconnaissance d'ailleurs vient s'y joindre. Je ne puis supporter l'idée de voir publier cette pièce avant d'avoir l'honneur de dire (puisque j'y suis autorisé officiellement) toutes les raisons qui doivent la faire réformer d'un bout à l'autre. Après cela, je suis tranquille si vous allez en avant. Je souhaite de tout mon cœur que les suites ne soient pas telles que nous les prévoyons ici.

Mais comme il est fort inutile, dans les affaires, de critiquer ce qui est fait si l'on ne montre ce qu'il faut faire, voici, M. le Comte, l'unique moyen de nous tirer de ce mauvais pas, au grand contentement de tous les esprits, et surtout de toutes les consciences. Dans une occasion aussi importante et aussi solennelle, il faut beaucoup

laisser agir le Roi, et très peu agir sur lui. Dans certaines affaires, et jusqu'à un certain point, je crois beaucoup à ce que j'appelle l'*instinct royal*. J'ai cette superstition. Parlez donc très peu à S. M. pour la décider, comme je lui parlerais très peu moi-même, si j'avais l'honneur d'être à ses côtés ; mais donnez-lui les trois rédactions, tous les papiers qui s'y rapportent, surtout cette lettre ; aucun des matériaux ne manquera à S. M. Qu'Elle se décide comme Elle voudra.

Qu'Elle prenne ensuite la rédaction que nous avons envoyée d'ici et qu'Elle efface de sa propre main ce qu'Elle veut absolument supprimer. Qu'à la marge des articles qu'Elle voudra seulement changer, Elle daigne écrire : *Je voudrais ceci ou cela*. Qu'enfin Elle ait la bonté de jeter sur une feuille séparée les idées nouvelles qu'Elle voudrait insérer s'il en est, (il en est peu, car la matière paraît épuisée). Qu'Elle livre le tout à un rédacteur unique (je désirerais bien ardemment que ce ne fût pas moi) et qu'Elle lui dise : *Faites*. L'ouvrage achevé, pourvu qu'il contienne ce que S. M. veut, et rien que ce qu'Elle veut, il faut qu'Elle signe. Elle n'a pas d'autre moyen d'avoir quelque chose de bon ; et qu'Elle ne s'arrête point au mot fatal : *Je n'aurais pas mis ainsi*. Présentez une page à un million d'hommes, même d'hommes très instruits, chacun d'eux dira : j'aurais écrit cela autrement ; il faudrait donc faire un million de corrections dans une page.

Je termine en observant que je sais fort bien distinguer dans les changements que j'ai proposés, ce qui est douteux de ce qui ne l'est pas. Ainsi, je ne suis nullement surpris de voir disparaître tel ou tel passage, mais

cette même bonne foi me persuade qué je ne m'étonne pas sans raison d'en voir supprimer d'autres. Je ne comprendrai jamais, par exemple, comment le Roi a supprimé : *Vous n'avez la guerre que parce que vous n'avez pas votre Roi. — Votre nom est grand dans l'univers. — Le Dieu dont la main s'appesantit sur la France pour la ramener à lui. — On vous alarme sur l'ébranlement des propriétés, comme si notre premier intérêt n'était pas de les assurer*, etc., etc.

En général, M. le Comte, lorsqu'un homme mûr, passablement instruit, et exercé dans l'art d'écrire a fait un ouvrage avec toute l'attention possible, un autre homme pourra bien proposer çà et là quelques changements, et donner ce qu'on appelle *des coups de plume*, mais il ne faut pas croire qu'il puisse couper, tailler à volonté, effacer des phrases, en intercaler d'autres, mettre au commencement ce qui est à la fin, et à la fin ce qui est au commencement.

Ceci comme vous le sentez assez, n'est qu'une vérité de critique générale, absolument indépendante des temps et des personnes, et que je vous rappelle avec une froideur digne de vous et de moi. Je me regarderais comme le dernier des hommes, si je faisais entrer pour quelque chose mon amour-propre dans une discussion où je ne veux que ce que vous voulez, le bonheur et la gloire de votre grand et excellent maître.

Recevez, M. le Comte, les nouvelles et bien sincères assurances de l'estime, de l'attachement, de la considération sans bornes que je vous ai voués pour la vie.

Le Comte de M...

78

A M. le Chevalier de Rossi.

14 (26) décembre 1804.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Dans ma petite lettre chiffrée du 18, je vous ai donné une idée générale de la démarche faite auprès de moi par l'envoyé de Prusse. Aujourd'hui, vous trouverez dans la pièce ci-jointe, qui n'a nul besoin de commentaire, le détail circonstancié de toute cette affaire. La conversation eut lieu le 8, vers minuit : le lendemain avant deux heures, la pièce fut écrite, enregistrée et envoyée, ce qui vous prouve que ce jour là, je ne me levai pas à midi, suivant l'usage. A peine M. de Goltz eut ouvert la bouche, que je fis mon plan sur le champ. Il s'en faut de beaucoup que, dans une note officielle, on puisse dire tout ce qui se dit dans une conversation, ni surtout donner à l'expression la même vigueur et la même originalité. Je gagnais donc beaucoup à rendre au ministre la conversation même, et c'est ce que j'ai fait. Vous comprenez du reste, M. le Chevalier, qu'elle a été lue

mot à mot à l'Empereur. Au surplus, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, cette belle embassade a fait hausser les épaules ici, et l'on n'a pas même accordé à une telle idée les honneurs de la discussion.

M. de Goltz me pressa fort pour lui dire quelles seraient à peu près nos idées sur l'indemnisation, mais je me garderai bien de les lui faire connaître. Je suis comblé d'amitiés et de prévenances chez ce ministre, même de ces prévenances de cœur qui n'ont rien de commun avec la politesse ordinaire : mais vous connaissez l'adage : « Ami jusqu'aux autels ».

J'en reviens toujours à dire que toute idée de pacification dans ce moment est chimérique, suivant toutes les règles du calcul politique. Il faut surtout bien se garder de compter sur la Prusse, dont on ne peut attendre rien de bon.

Le voyage du Pape et le couronnement sont dans ce moment le sujet de toutes les conversations. L'Ambassadeur du Pape est fort heureux, je vous l'assure, d'être parti d'ici. Toute la politesse imaginable ne l'empêcherait pas d'entendre des choses désagréables. Tout est miraculeusement mauvais dans la Révolution Française : mais pour le coup, c'est le *nec plus ultra*. Les forfaits d'un Alexandre VI sont moins révoltants que cette hideuse apostasie de son faible successeur. Le comte de Strogonof me demanda l'autre jour, chez lui, ce que je pensais du Pape. Je lui répondis : « M. le Comte, permettez-moi de marcher à reculons pour lui jeter le manteau ; je ne veux pas commettre le crime de Cham. » C'est ce que je pus trouver de plus ministériel ; car, si Noé entend qu'on

nie son ivresse, il peut s'adresser à d'autres qu'à moi (1).

Dès le commencement du mois de septembre, je présentai une note détaillée, dans laquelle j'articulai ma demande avec toute la clarté possible. Plusieurs jours se passèrent sans réponse. J'étais en peine, je priai le duc

---

(1) L'Histoire mieux étudiée a reconnu la fausseté des prétendus forfaits imputés au Pape Alexandre VI. On peut consulter à ce sujet J. Favé, *Etudes historiques sur l'Histoire d'Alexandre VI*, Saint-Brieuc, 1859. — Jorry, *Histoire du Pape Alexandre VI*. — Revue de Dublin, n° xc, Janvier 1859, *history in fiction*. etc., etc.

Il est moins facile d'expliquer le rude langage du Comte de Maistre à l'égard de Pie VII. Pour prévenir une persécution dont les effets eussent été incalculables, l'infortuné Pontife se crut obligé de sacrer Napoléon. Cet acte n'a rien de commun avec l'*apostasie*. Dans la pensée de M. de Maistre, cette expression offre un sens purement politique.

Du reste, dans une autre lettre, le Comte porte, sur des expressions analogues prononcées contre ce même Pape par deux Lords anglais, un jugement sévère, qui semble comme une rétractation des phrases malheureuses qu'un premier sentiment d'indignation avait fait jaillir de sa plume au moment du sacre de Napoléon.

Voici ce qu'il écrivait au Chevalier de Rossi, au mois d'août 1809 : « Le 29 mai 1805, dans la célèbre question de l'émancipation des catholiques qui fit tant de bruit en Angleterre, « le Lord Limmerick *dit que le Pape n'était qu'une misérable marionnette (a miserable Puppet) dans la main de « Bonaparte, et que la première fois que l'usurpateur lui « demanderait une bulle pour soulever l'Irlande, il ne la*

de Serra-Capriola, qui voit souvent le Prince Czartoryski, de lui rappeler l'affaire. « *Comment donc*, dit le ministre, *je n'y conçois rien. M. le Comte de Maistre a depuis longtemps ce qu'il désire : c'est une anticipation qui n'a pas souffert la moindre difficulté.* »—« Mais vous n'y pensez pas

---

« *ferait pas attendre une minute.* Carleson dit à peu près la « même chose.

« Or maintenant, poursuit le Comte de Maistre, je voudrais « demander à ces Messieurs, non pas ce qu'ils pensent au— « jourd'hui du Pape, mais ce qu'ils pensent d'eux-mêmes. » (Lettre au Chevalier de Rossi, août 1809.

Ne serait-il pas permis de demander aussi à l'illustre écr[illegible] i- vain ce qu'il pensait en 1809 des deux saillies qui lui étaie[illegible] nt échappées le 14 décembre 1804 et le 14 février 1805, dans c[illegible] es lettres où il est question de *hideuse apostasie, d'ivresse* [illegible] et enfin de *polichinelle sans conséquence*, précisément l'expre[illegible] -es- sion même si justement reprochée à Lord Limmerick ?

Mais écoutons M. de Maistre lui-même. Quelques lignes pl[illegible] lus bas, dans la même lettre, il va s'expliquer. Voici ses parole[illegible] es : « Plusieurs personnes, comme vous l'imaginez, disent qu[illegible] e le « Pape, en sacrant Napoléon, a mérité le traitement q[illegible] u'il « éprouve. D'un autre côté les Janissaires du Saint-Père [illegible] (les « Jésuites), qui sont ici, avancent plusieurs raisons pour [illegible] éta- « blir qu'il n'eut point de tort à cette époque, et qu'il n[illegible] e se « détermina que sur d'excellents motifs. Pour moi, j'y cons[illegible] ens. « Il me choqua étrangement par ce sacre, mais quand il [illegible] au- « rait eu quelque tort de s'y prêter, sa conduite dans [illegible] ces « derniers temps a été si pure et si intrépide, que pers[illegible] onne « n'aurait droit de rappeler l'époque du sacre ». (Lettr[illegible] e au Chevalier de Rossi, août 1809.

vous-même, reprit le Duc. Il ne s'agit nullement d'anticipation, mais d'un subside extraordinaire. « On entre en matière, on s'explique, et il demeure enfin prouvé que le Prince n'a pas reçu, ou a perdu, ou n'a pas lu ma note. Jugez de ce que j'éprouve ! Je m'enferme, je recopie sans retard tout ce que j'avais écrit sur ce point, je l'accompagne d'une nouvelle note des plus pressantes. Alors commence un doute interminable qui me tient sur les braises. Je ne voyais point de décision. Sachant un jour que le Duc devait voir le ministre le lendemain, j'écris au premier, un billet moitié Français et moitié Italien avec l'apparence de la plus confidente familiarité, mais, dans le fond, calculé jusqu'à la dernière syllabe pour l'effet que j'en attendais. Je lui disais : « Vous allez demain chez le Prince : tâchez d'échauffer ses nobles sentiments en faveur du Roi. *Per Dio santo ! Vado in disperazione !* » Par un autre billet, je priais le Duc de me trahir et de communiquer le premier au Prince ; *detto, fatto*. Cependant l'Empereur fut négatif, quoique non officiellement. J'insistai de nouveau, et le Duc me servit divinement. Enfin, après la plus cruelle suspension, le 23 novembre (5 décembre), dans un grand bal qui eut lieu chez le Comte de Strogonof, j'apprends du Prince, avec une satisfaction inexprimable, que le subside était accordé. Je me hâte d'en faire part directement à S. M. Mes dépêches étant terminées et le courrier prêt à partir, je reçois un billet du Duc qui me prie de venir chez lui ; j'arrive, et que devins-je, lorsque j'appris que le prince Czartoryski s'était trompé : qu'il avait pris le subside demandé pour une autre somme qu'on devait payer

au Roi de France, enfin qu'il n'avait demandé et obtenu pour S. M. que 28,000 roubles au lieu de 37,000. — Il est inutile de vous décrire mon chagrin. Ce sont là de ces coups désespérants qui vous attendent de temps en temps sur le chemin de la vie, et que toute la prudence humaine ne peut prévoir. C'est ici surtout que M. le Duc de Serra-Capriola m'a servi de toutes ses forces. Il a représenté au Prince qu'il était engagé d'honneur à raccommoder une affaire qu'il avait lui-même gâtée par sa distraction, que mes notes étant parfaitement claires, il ne pouvait se dispenser d'avouer son erreur à l'Empereur pour la corriger. Le Prince promit en effet d'expliquer le quiproquo, et il l'a fait : après quoi, il a remis à S. M. I. deux Ukases l'un de 20,000 roubles et l'autre de 37,000, sauf à Elle, à signer celui qui lui plairait. L'Empereur dit qu'il s'entendrait avec son ministre des finances, et moi je n'eus que le temps d'ajouter un *post scriptum* pour informer S. M. de l'état des choses. Depuis, j'ai agi auprès du ministre des finances par le moyen de M. le Duc, qui le connaît beaucoup, pour l'engager à nous favoriser, et il a promis que dès que S. M. l'interrogerait, il lui dirait que les fonds étaient prêts. Ayant fait ainsi tout ce qui dépend de moi, j'attends la décision , mais depuis plusieurs jours je l'attends en vain. *Zafstra* (demain) c'est le mot terrible de ce pays. J'en suis à ma troisième instance directe ou indirecte. Je crois cependant, par quelque chose qui m'a été dit aujourd'hui, que je saurai bientôt à quoi m'en tenir. Mais j'avoue, à mon grand regret, que lorsque je considère le caractère économe de S. M., et l'influence d'une pre-

mière décision, je ne puis m'empêcher de trembler que la main impériale ne s'arrête sur l'Ukase de 20,000 roubles, quoique je ne manque pas de bonnes raisons pour me flatter du contraire. J'espère, M. le Chevalier, que vous comprendrez mes angoisses pendant cette longue négociation traversée par d'aussi singuliers incidents. Quoi qu'il arrive, je n'aurai heureusement rien à me reprocher.

Point du tout par une vaine gloriole, qui serait extrêmement ridicule, mais uniquement pour faire mon devoir en informant S. M. de tout ce qui peut intéresser son service, je dois vous dire que je suis traité à la Cour d'une manière qui doit faire quelque impression. Aujourd'hui encore (12, jour de la naissance de S. M. I.) tout le monde y a fait attention. Vous serez peut-être fort étonné, M. le Chevalier, mais je ne puis me faire comprendre qu'au moyen d'une figure.

a b c d e f g h i j k l, etc.

. . . . . .

m n o

* * *

Supposez donc que les points *a b c d*, etc., représentent la phalange diplomatique attendant en ligne les Souverains, les jours de gala, et que les trois astérisques *m n o* représentent l'Empereur et les deux Impératrices, faisant front d'abord aux trois premiers ministres, qui sont des Ambassadeurs; vous comprenez que l'auguste Trio venant à descendre le long de la ligne, l'Impératrice régnante *O* ne peut parler aux deux premiers ministres, à moins

qu'Elle ne tourne par derrière suivant la ligne ponctuée *o m*. Or, ce pas de contredanse, qui s'éxécute plusieurs fois à droite et à gauche est une très grande affaire. Pour les Ambassadeurs, les Souverains n'y manquent pas, et comme c'est une affaire d'étiquette, ou n'y fait pas grande attention ; mais quant à nous, c'est autre chose : tous les yeux sont ouverts. *Est-Elle revenue? N'est-Elle pas revenue* ? c'est la question de tous les galas. Or, vous saurez, M. le Chevalier, que sur ce point je suis traité absolument comme un Ambassadeur. Ce matin surtout, la chose a été si frappante, et S. M. l'Impératrice est revenue de si loin pour me parler, que tout le monde l'a remarqué. Un membre de la légation Espagnole m'a dit après : « *Il n'y a rien à dire, l'envoyé de Sardaigne a* « *rang d'ambassadeur. Mon chef n'a pas été si bien traité;* « *Parbleu ! Comme Elle a passé !* »

Ce qu'on appelle le *Pêle-mêle* est établi ici parmi les ministres de tous les seconds ordres respectivement ; mais ce *Pêle-mêle* est à peu près anéanti par l'influence des puissants. Notre cher Duc lui-même, avec son cordon de Saint-André et sa femme russe, s'est assez mis en possession de se placer le premier partout, sans s'inquiéter des autres, de manière que j'ai vu que c'était un point sur lequel il fallait marcher tout seul. J'ai donc vaincu de temps en temps, sans affectation, une certaine influence indéfinissable qui me poussait en bas, et j'ai pris le pas, tantôt sur l'un des envoyés extraordinaires, et tantôt sur l'autre, mais jamais je n'ai réussi aussi bien que le jour de la grande fête du mariage de la Grande Duchesse. L'immense salle de Saint-Georges était pleine.

Lorsque la Cour entra, j'étais éloigné, je ne sais comment, du Corps diplomatique, et jamais je ne pus le rejoindre. Je reculai dans la foule jusque sous les fenêtres, et je montai jusqu'au haut de la salle ou se trouve le trône ; là, je perçai de nouveau la foule en sens contraire, et je me trouvai derrière les Ambassadeurs avec qui je causai comme un étranger. Lorsqu'ils furent appelés pour jouer avec l'Impératrice Mère suivant l'usage, je fis un pas et je me trouvai à la tête de tout le Corps diplomatique ayant le Duc à ma gauche. Dans ce moment l'Impératrice régnante s'approcha de moi et me parla avec beaucoup de bonté. Le lendemain, le Duc me dit : « l'Impératrice vous a bien caressé hier. » — « Sans doute, lui dis-je : n'avez-vous pas fait attention lorsque je l'ai embrassée ? » Après ces petites grandes aventures, on n'a heureusement nul besoin de dîner. D'ailleurs on peut se tranquilliser pour six mois. Pourvu que je maintienne au Roi *son tour*, c'est assez.

C'était une grande question, primitivement, de savoir s'il nous convenait de nous obstiner à la suite de la perfide Autriche, ou de nous allier contre elle avec la France ; mais j'avoue que, malgré mon extrême aversion pour cette première puissance (car ce que j'abhorre le plus dans l'univers, c'est la bêtise puissante), je me serais décidé pour le parti de la morale. Nous ne sommes pas assez puissants pour être scélérats : laissons cet honneur à la Prusse. C'eût été un beau spectacle vraiment, de voir le beau-frère de Louis XVI allié avec ses bourreaux. Car ne croyez pas qu'il nous eût été possible de garder la neutralité, du moins à cette époque. D'ailleurs n'est-

il pas clair qu'ayant perdu par là l'estime et l'amitié des autres puissances, nous demeurions à la merci de ces brigands qui nous auraient fait avaler toutes les couleuvres de l'humiliation. Ce qui m'attriste véritablement, c'est notre alliance *posthume* avec la France, où nous avons cédé l'honneur sans profit, ce qui est bien le plus sot marché qu'on puisse faire dans le monde. Mais en cela même, croyez que nous ne sommes pas sans excuse. Il est devenu fort à la mode de se plaindre des Rois ; les Rois ce me semble ont bien plus de raisons de se plaindre de leurs peuples. Que peuvent-ils faire de grand avec des hommes petits ? La philosophie du XVIIIe siècle a tellement desséché le cœur, que toute idée grande passe pour romanesque. Si j'avais eu l'honneur d'être ministre influent en 1798, je n'ai point la fatuité de croire que j'aurais maintenu le trône (j'aurais essayé cependant) ; si cependant il avait dû tomber, je l'aurais fait tomber avec un tel fracas, que nous aurions fourni une page brillante à l'histoire. Mais pouvez-vous douter, M. le Chevalier, que le ministre n'eût été blamé, maudit, anathématisé par tous nos grands politiques ? Doutez-vous qu'ils n'eussent dit en se bouffant les joues : *Voilà cependant où nous a mis cet écervelé ; sans lui nous serions tranquilles : il fallait savoir ménager la chèvre et le chou, se tenir ami de tout le monde et nager entre deux eaux.* — Et en même temps, ils auraient fait le geste de Turin (portez les deux mains en avant ; placez-les horizontalement, les doigts un peu écartés ; puis donnez-leur un léger mouvement d'oscillation, comme si vous vouliez balancer quelque chose).

Il aurait donc fallu, M. le Chevalier, qu'un ange descendu du ciel eût pris la peine de leur dire : *Aveugles que vous êtes ! Sachez que si vous aviez fait autrement, vous seriez tombés de même avec l'honneur de moins.* Mais comme ces miracles ne se font pas de nos jours, le ministre serait demeuré *sub reatu ;* et au lieu de dire : *il a sauvé l'honneur*, on aurait dit : *il a perdu le Piémont.* Ce n'est pas que je me console jamais d'avoir vu la cocarde tricolore attachée à notre noble chapeau par la main du Roi, mais je dis que ce fut bien moins la faute du *Cabinet*, que celle du *Peuple*, et même des chefs, qui ne pouvaient s'élever à de hautes conceptions.

Et ce reproche ne retombe point sur les Piémontais en particulier, auxquels personne n'a jamais rendu plus de justice que moi, qui ont des talents, de la pénétration, de l'énergie, un sens exquis sur tout, un véritable patriotisme, et dont l'orgueil n'était quelquefois ridicule que parce qu'il était plus grand qu'eux. Le reproche tombe sur le siècle, où tout est petit excepté les crimes.

C'est ainsi, M. le Chevalier, que j'absous mon Cabinet pour le passé ; quant au présent, tout est dit , il ne nous est pas permis de regarder en arrière, ni même à côté : la Russie et l'Angleterre feront de nous ce qu'elles voudront, et ce qu'elles pourront ; un seul pas fait dans un autre sens nous rendrait odieux à tous les partis, et nous perdrait irrémissiblement. Je ne dis pas néanmoins que d'autres temps ne puissent amener d'autres combinaisons ; je crois même que de toutes les chances possibles, la plus probable, peut-être, est celle de notre

rétablissement par la France, mais je parle du moment présent.

En attendant, ne croyez pas qu'il y ait rien de stable dans tout ce qui s'opère en France. Le baptême que le Pape est venu donner à l'usurpateur ne le fixera pas sur son piédestal. Bonaparte fait ce que le Roi n'aurait certainement pu faire ; après quoi il disparaîtra. Mais quand ? Mais comment ? Ah ! qui peut répondre ? L'époque à laquelle nous assistons malheureusement est une des plus grandes de l'univers, il serait inutile de vous dire tout ce qui se passe dans ma tête.

Ne prenez pas pour une petite chose, je vous prie, ce que je vous ai mandé l'autre jour au sujet d'un tableau du Corrège. Pour nos liaisons ici, c'est une grande affaire: expliquez bien à M. Antonini que s'il entre en correspondance avec moi, et qu'il ait le bonheur de contenter la Cour, je puis l'acheminer fort bien, mais il faut marcher droit ; et recommandez lui mon Platon, car je n'ai pas de meilleur ami à Athènes.

Le Grand Maréchal m'a dit encore que l'on aurait grand besoin d'un *restaurateur*, c'est-à-dire de l'un de ces artistes qui ont l'art de restaurer les tableaux, et surtout de les transporter sur un nouveau fond, en détruisant par des procédés extrêmement délicats, le bois ou la toile antique ; vous pourriez encore en parler à M. Antonini, en lui donnant pour toute instruction, qu'on ne veut ni *hommes* ni choses médiocres.

Je vous répète qu'il n'y a rien de si essentiel pour moi, c'est-à-dire pour S. M. L'Empereur tient extrêmement à cette galerie; ne vous adressez, s'il vous plaît,

qu'à M. Antonini, et si vous entendiez parler contre ses talents, comme il est très possible, allez votre train et laissez dire : j'ai mes raisons qui sont bonnes. M. le Duc de Serra-Capriola ayant pris sur lui de suspendre la rémission de la pièce importante dont j'ai eu l'honneur de vous parler plus d'une fois, ainsi qu'à mon auguste Maître ; j'ai dit mon avis sur cette pièce, sans miséricorde.

J'ai l'honneur d'être, etc.

79

† *A Mlle Adèle de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 26 décembre 1804.

Voici, je crois, ma très chère enfant, le premier sermon que je t'aurai adressé de ma vie ; et encore il te fait honneur, puisqu'il ne roulera guère que sur l'excès du bien. Je suis enchanté de ton goût pour la lecture, et jusqu'à présent je n'avais pas fait grande attention au dégoût qui en résulte pour les ouvrages de ton sexe ; mais comme tu as déjà bâti d'assez bons fondements, et que je crains que tu ne sois entraînée trop loin, je veux te dire ma pensée sur ce point important, d'autant plus que, par certaines choses qui me sont revenues par ricochet, je vois que certaines gens commencent à raisonner sur tes goûts.

Tu as probablement lu dans la *Bible*, ma chère Adèle, « *La femme forte entreprend les ouvrages les plus pénibles, et ses doigts ont pris le fuseau.* » Mais que diras-tu de Fénelon, qui décide avec toute sa douceur : « *La femme forte file, se cache, obéit, et se tait.* » Voici une autorité qui ressemble fort peu aux précédentes, mais qui a bien son prix cependant : c'est celle de Molière, qui a fait une comédie intitulée *les Femmes savantes.* Crois-tu que ce grand comique, ce juge infaillible des ridicules, eût traité ce sujet, s'il n'avait pas reconnu que le titre de femme savante est en effet un ridicule ? Le plus grand défaut pour une femme, mon cher enfant, *c'est d'être homme.* Pour écarter jusqu'à l'idée de cette prétention défavorable, il faut absolument obéir à Salomon, à Fénelon, et à Molière ; ce trio est infaillible. Garde-toi bien d'envisager les ouvrages de ton sexe du côté de l'utilité matérielle, qui n'est rien ; ils servent à prouver que tu es femme et que tu te tiens pour telle, et c'est beaucoup. Il y a d'ailleurs dans ce genre d'occupation une coquetterie très fine et très innocente. En te voyant coudre avec ferveur, on dira : « Croiriez-vous que cette jeune demoiselle lit Klopstock et le Tasse ? » Et lorsqu'on te verra lire Klopstock et le Tasse, on dira : « Croiriez-vous que cette demoiselle coud à merveille ? » Partant, ma fille, prie ta mère, qui est si généreuse, de t'acheter une jolie quenouille, un joli fuseau ; mouille délicatement le bout de ton doigt, et puis vrrrr ! et tu me diras *comment les choses tournent.*

Tu penses bien, ma chère Adèle, que je ne suis pas

ami de l'ignorance ; mais dans toutes les choses il y a un milieu qu'il faut savoir saisir : le goût et l'instruction, voilà le domaine des femmes. Elles ne doivent point chercher à s'élever jusqu'à la science, ni laisser croire qu'elles en ont la prétention (ce qui revient au même quant à l'effet) ; et à l'égard même de l'instruction qui leur appartient, il y a beaucoup de mesure à garder : une dame, et plus encore une demoiselle, peuvent bien la laisser apercevoir, mais jamais la montrer.

Voilà, ma bonne Adèle, ce que j'avais à te dire sur ce chapitre important ; et j'attends de ton bon sens, de ta volonté ferme et de ta tendresse pour moi, que tu me donneras pleine satisfaction. Je suis parfaitement content de toi, mon cher enfant ; je m'occupe de toi jour et nuit, imaginant ce qui peut perfectionner ton caractère : c'est dans cet esprit que je t'adresse ce petit sermon paternel. Ainsi, garde-toi de prendre des instructions pour des reproches.

A propos, j'espère que ta mère t'a fait ma commission au sujet des bals. Je sais ce qu'on doit aux circonstances ; mais jamais tu ne dois danser dans le palais du Roi, je te le défends expressément, et il en faut dire la raison tout haut : *Jamais je ne danserai dans le palais du Roi à qui mon père doit tout.* Puisque je te l'écris en toutes lettres, je n'ai pas peur qu'on le lise à la poste. La délicatesse, la fidélité, l'honneur sont respectés partout. D'ailleurs, si l'on vous chasse, vous savez le chemin de Venise.

80

A la Même.

Saint-Pétersbourg, 1804.

Tu sauras, ma très chère femme puinée, que je ne t'ai point oubliée du tout, mais que malheureusement les lettres perdues comptent comme si elles étaient arrivées. Le 17 septembre, je t'ai écrit une longue lettre, où je te faisais l'histoire bouffonne du mariage de mon laquais. Longtemps après, je t'en écrivis une autre éminemment philosophique, où je te prouvais jusqu'à la démonstration, l'indispensable nécessité de filer de temps en temps, et d'être *cocasse* dans l'occasion. Je m'en vais te quereller aussi, ma chère femme. Pourquoi ne me réponds-tu pas? Pourquoi ne me dis-tu pas que mes numéros ne se suivent pas? Alerte, Mademoiselle, tenez vos registres. Je suis enchanté que tu aies entendu la fameuse Espagnole ; pour moi, je t'avoue que la musique m'assassine. Je ne puis entendre un clavecin sans que toutes les touches frappent sur mon cœur, et souvent je le dis : à tout moment, je crois la voir entrer ; il me semble qu'elle va se placer devant ce clavier, et jouer mes airs ! Tout le monde la connaît, et souvent on m'en demande des nouvelles. Sais-tu que ceci tient prodigieusement du rêve ! C'est l'âge, mon enfant.

Je suis ravi de tous les détails que ta mère m'écrit sur l'éducation des trois enfants. Je vois que vous employez le temps en conscience, et que vos peines ne sont pas perdues. Quelles bénédictions vous donnerez un jour à cette mère pour avoir su aller son train et laisser dire. Cela s'appelle une force d'esprit imperturbable. Moi, je me serais dégoûté cent fois ; mais si je n'ai pas le talent de faire, je n'ai pas au moins le défaut de ne pas savoir apprécier ceux qui font. Au reste, tu sauras, ma chère Adèle, que j'ai conservé une copie de la lettre que je t'ai écrite sur la quenouille. Ainsi, dans le cas où l'original ne te sera pas parvenu, je te ferai passer la copie. J'insiste sur ce point, comme très essentiel à tes intérêts.

Tu diras à Rodolphe, à qui je n'ai pu tout dire dans une feuille, que je l'exhorte à continuer son travail sur les poètes français. Qu'il se les mette dans la tête, surtout l'inimitable Racine : n'importe qu'il ne le comprenne pas encore. Je ne le comprenais pas lorsque ma mère venait le répéter sur mon lit, et qu'elle m'endormait, avec sa belle voix, au son de cette incomparable *musique*. J'en savais des centaines de vers longtemps avant de savoir lire ; et c'est ainsi que mes oreilles, ayant *bu* de bonne heure cette ambroisie, n'ont jamais pu souffrir la piquette. Rodolphe a fort bien fait de m'envoyer un portrait de Constance, en attendant celui que j'attends : il n'y a dans cette effigie aucun trait qui me déplaise ; embrasse-la pour moi des deux côtés ; dis-lui que j'admire sa belle écriture. Bonjour, mademoiselle Adèle ; continuez à contenter vos parents.

Dieu vous bénisse ! Je croyais écrire à Madame votre mère, mais il n'y a plus moyen ; aussi bien ce serait peut-être une indécence d'écrire sur l'enveloppe à une dame de son rang : ce sera donc pour un autre courrier. Présentez-lui mes hommages. *E con reverente ossequio mi protesto.*

81

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 2 (14) janvier 1805.

SIRE,

Aux belles propositions faites à Votre Majesté par le canal de la Prusse se joignait encore le grand magister de l'ordre de Saint-Jean ; mais, comme j'ai eu l'honneur de le mander, le ministère russe a rejeté la chose sans discourir, même avec dédain et mépris. D'un autre côté, la Prusse ayant renouvelé à Paris ses interminables propositions pour sa garantie intéressée, fondée sur la possession du Hanovre, elle a été peut-être plus dûrement rejetée qu'à Saint-Pétersbourg. L'effet infaillible de sa détestable politique sera de la rendre odieuse à toutes les autres puissances ; la sienne, à le bien prendre, n'est qu'une simple apparence, que le moindre accord entre certaines Cours pourrait faire disparaître. Bien en prend à la Prusse que le trône et le Cabinet de Pétersbourg ne

soient pas occupés aujourd'hui comme ils l'ont été d'autres fois. Par une suite de sa grande modération, le ministère actuel prêche toujours la Prusse et tâche de la convertir ; mais il en faudra probablement venir à l'attaquer, et alors ce sera grand dommage de ne l'avoir pas fait plus tôt. Parlant l'autre jour avec l'un des personnages les plus marquants de ce pays (le Comte de Tolstoï, gouverneur général de Saint-Pétersbourg), il me dit : « Mais, je vous en prie, dites-moi comment l'Empereur de Russie peut attaquer la France ? Car, pour moi, je ne le comprends pas ». Comme il m'avait déjà fait cette question une ou deux fois, je lui répondis : « *A Berlin !* ». « Ah ! pour cette fois, me dit-il alors, je crois que vous y êtes. » En effet, il n'y a pas de doute : c'est dans ce cas surtout qu'on peut dire : « Celui qui n'est pas avec nous est contre nous. » Il est par trop insupportable qu'une puissance, sous l'ombre d'une neutralité perfide, condamne les autres nations au repos, tandis que le grand usurpateur fait tous les jours un pas de plus.

L'Autriche, malgré son incroyable conduite, n'a point été brusquée par ce Cabinet, comme j'ai eu l'honneur de le faire savoir à Votre Majesté. Aujourd'hui, elle s'est sensiblement rapprochée, et l'on en est venu à ne plus disputer que sur le mode. L'Autriche tend ses pièges ordinaires, et voudrait demeurer maîtresse de la guerre et des événements ; mais la Russie, trop instruite par le passé pour se laisser tromper sur l'avenir, veut conserver son influence indépendante, et ne plus permettre aux Autrichiens de disposer de l'Italie à leur gré.

Si Votre Majesté observe bien la chose, elle se con-

Dieu vous bénisse ! Je croyais écrire à Madame votre mère, mais il n'y a plus moyen ; aussi bien ce serait peut-être une indécence d'écrire sur l'enveloppe à une dame de son rang : ce sera donc pour un autre courrier. Présentez-lui mes hommages. *E con reverente ossequio mi protesto.*

81

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 2 (14) janvier 1805.

SIRE,

Aux belles propositions faites à Votre Majesté par le canal de la Prusse se joignait encore le grand magister de l'ordre de Saint-Jean ; mais, comme j'ai eu l'honneur de le mander, le ministère russe a rejeté la chose sans discourir, même avec dédain et mépris. D'un autre côté, la Prusse ayant renouvelé à Paris ses interminables propositions pour sa garantie intéressée, fondée sur la possession du Hanovre, elle a été peut-être plus dûrement rejetée qu'à Saint-Pétersbourg. L'effet infaillible de sa détestable politique sera de la rendre odieuse à toutes les autres puissances ; la sienne, à le bien prendre, n'est qu'une simple apparence, que le moindre accord entre certaines Cours pourrait faire disparaître. Bien en prend à la Prusse que le trône et le Cabinet de Pétersbourg ne

un coup de collier, de chasser les Français de l'Italie proprement dite, et de les pousser jusque sous les murs de Mantoue : c'est la supposition la plus favorable qu'on puisse faire. Là ils s'arrêteraient, attendraient en pleine tranquillité leurs renforts, et, dans une seule bataille, ils détruiraient tout le fruit d'une campagne. Une armée n'est qu'un rassemblement inutile tant qu'elle n'est pas animée d'un seul esprit, commandée par un seul homme, payée par la même caisse, et qu'elle n'a pas des bases sûres de recrutement. Votre Majesté peut être certaine que la Russie ne s'ébranlera jamais, avant d'être sûre de faire la figure qui lui convient ; mais elle y travaille sans relâche, et j'espère qu'elle y réussira.

Le 9, j'ai eu une audience de M. le Prince Czartoryski, dans laquelle nous avons parlé longuement de tout ce qui fait le sujet des deux dépêches de Votre Majesté. J'ai appuyé sur l'idée lumineuse de se procurer Gênes en otage ; je l'ai présentée dans le jour convenable, et flanquée de toutes les considérations possibles. Je n'ai point paru paradoxal, à ce qui m'a semblé, mais cette conférence m'a fourni de nouveau des réflexions de la plus haute importance, dont je dois un compte détaillé à Votre Majesté.

Depuis la conversation mémorable que nous eûmes cet été à la campagne, et dans laquelle j'exposai ouvertement mon système sur Gênes, il m'a paru réellement que j'avais fait impression. Je le connais à la manière dont on m'écoute sur cet article ; mais d'un autre côté, je trouve toujours les mêmes soupçons et les mêmes craintes. « Mais, m'a dit le Prince, n'avez-vous jamais

« rien écrit sur la manière de tirer parti des peuples « dans ce moment? Chaque peuple a ses droits, ses « privilèges, ses coutumes; les idées d'ailleurs ont « changé, la Révolution a créé des hommes nouveaux. « Gênes a un Sénat; le moyen d'imaginer qu'on puisse « renverser ce gouvernement de fond en comble? etc. » Je répondis ce que je devais pour écarter ces difficultés.

Le Prince a continué.— « Le dernier Roi, m'a-t-il dit, « (S. M. Charles Emmanuel) aurait probablement tenu « plus fortement à d'anciennes maximes qui pourraient « nuire dans ce moment, mais S. M. actuellement ré- « gnante.... » Ici, il n'a plus parlé: il a fait un geste qu'on ne peut écrire mais qui voulait dire: je la crois plus susceptible de s'accommoder aux événements et aux opinions. J'ai suivi cette pensée, j'ai parlé en termes magnifiques de l'esprit général de la maison de Savoie, et du caractère particulier de Votre Majesté, de sa modération, de sa prudence, de ses connaissances, de la disposition où elle serait certainement de contenter de nouveaux sujets en tout ce qui pourrait s'accorder avec son caractère et sa dignité.

Je n'ai pu pénétrer si les craintes de nos voisins, que j'ai fait amplement connaître à Votre Majesté, étaient parvenues à ce Cabinet. La chose est très possible, car tout le monde en parlait fort librement.

Depuis que Votre Majesté a daigné me confier ses intérêts dans cette mission importante, je n'ai cessé de traiter ce sujet intéressant, mais j'ai constamment vu que le Secrétaire d'Etat avait reçu l'ordre du silence.

Que Votre Majesté me permette cependant de lui par-

ler avec une liberté filiale ; la politique à présent, moins que jamais, ne consiste point à ne rien dire, mais bien à dire ce qu'il faut. Il me paraît indispensable qu'Elle m'écrive sur ce point quelque chose d'ostensible, afin que je ne parle pas toujours d'après moi, je sais qu'il est des objets qu'il est bon dans les temps ordinaires de laisser dans une certaine obscurité, mais aujourd'hui tout est à découvert, et l'on ne peut plus rien apprendre à personne, pas même aux enfants.

Il me semble, Sire, que Votre Majesté peut se faire sur ce point quelques idées nettes et fondamentales. D'abord l'idée d'établir à Gênes une monarchie absolue, et de la faire administrer par ses anciens sujets, me paraîtrait une idée aussi chimérique que celle de transporter les Alpes.

Il faudrait bien se garder de prendre Venise pour exemple. Pour S. M. l'Empereur, qui est un puissant monarque parfaitement maître chez lui, Venise n'est qu'un *appendice*, et il peut y faire tout ce qu'il veut ; mais pour un pays qui deviendrait la *seule* ou la *principale* possession de Votre Majesté, c'est tout autre chose.

D'un autre côté, si l'on voulait asservir Votre Majesté à un Sénat, cela serait dur, et il me semble que Votre Majesté devrait refuser. *Roi* ou *Rien* serait ma devise : mais ce n'est point à moi à décider.

Je crois donc que sur tout ce qu'on a nommé dans nos temps modernes *le pouvoir exécutif*, la guerre, la paix, la haute protection de l'Église, la collation des emplois, la monnaie, etc., etc., Votre Majesté devrait avoir le

« rien écrit sur la manière de tirer parti des peuples « dans ce moment? Chaque peuple a ses droits, ses « privilèges, ses coutumes ; les idées d'ailleurs ont « changé, la Révolution a créé des hommes nouveaux. « Gênes a un Sénat ; le moyen d'imaginer qu'on puisse « renverser ce gouvernement de fond en comble ? etc. » Je répondis ce que je devais pour écarter ces difficultés.

Le Prince a continué.— « Le dernier Roi, m'a-t-il dit, « (S. M. Charles Emmanuel) aurait probablement tenu « plus fortement à d'anciennes maximes qui pourraient « nuire dans ce moment, mais S. M. actuellement ré- « gnante.... » Ici, il n'a plus parlé : il a fait un geste qu'on ne peut écrire mais qui voulait dire : je la crois plus susceptible de s'accommoder aux événements et aux opinions. J'ai suivi cette pensée, j'ai parlé en termes magnifiques de l'esprit général de la maison de Savoie, et du caractère particulier de Votre Majesté, de sa modération, de sa prudence, de ses connaissances, de la disposition où elle serait certainement de contenter de nouveaux sujets en tout ce qui pourrait s'accorder avec son caractère et sa dignité.

Je n'ai pu pénétrer si les craintes de nos voisins, que j'ai fait amplement connaître à Votre Majesté, étaient parvenues à ce Cabinet. La chose est très possible, car tout le monde en parlait fort librement.

Depuis que Votre Majesté a daigné me confier ses intérêts dans cette mission importante, je n'ai cessé de traiter ce sujet intéressant, mais j'ai constamment vu que le Secrétaire d'Etat avait reçu l'ordre du silence.

Que Votre Majesté me permette cependant de lui par-

moindre regret, car il ne s'agit dans le fond de rien de substantiel. Ayant expliqué les choses clairement à Votre Majesté, c'est à elle maintenant à savoir ce qu'elle doit dire.

Ce sujet me ramène encore à supplier Votre Majesté de ne pas me laisser ignorer certaines circonstances dont l'ignorance m'embarrasse fort. On me demande par exemple : *Comment et par qui le Roi a-t-il reçu, de la part de l'Empereur, les insinuations dont vous me parlez*, etc., etc. ? Avec la cour de Russie les demi-confidences ne sont guère possibles. Au reste, Sire, je ne parle que pour l'intérêt de Votre Majesté. Car pour moi, moins je saurai, et moins j'aurai de responsabilité.

Le Prince, pendant notre conférence, m'a beaucoup répété que Votre Majesté devait se tenir parfaitement tranquille, et attendre les événements sans rien presser, que tous les agents de Votre Majesté étaient suspects à la Cour de Vienne, comme instigateurs naturels d'une guerre dont elle ne veut point encore. J'ai répondu que ce n'est point à Votre Majesté qu'il fallait recommander la réserve et la prudence, qu'elle portait au dernier point. Que c'était au contraire à Elle à la recommander à ses agents, et premièrement à moi : « En effet, mon « Prince, ai-je ajouté, je vous avoue que j'ai passable- « ment de fiel dans le cœur ; je ne crois pas cependant « qu'il me soit jamais échappé un mot trop vif sur ce « sujet. » Je l'avais déjà fait sonder par le Duc, pour savoir si on lui avait raconté quelque chose contre moi ou contre d'autres, mais le Duc croit que non.

Le Prince incline à croire que dans ce qui a été dit à Votre Majesté de la part de la Cour de Vienne, l'orateur aura beaucoup pris sur lui. Si c'est K...., rien n'est plus probable. Dans l'ordre de la politesse, nous sommes amis: mais si nous entrons dans la politique et dans la morale, c'est un fier charlatan, bien faux et bien *taré*. Il faut cependant toujours sauver l'extérieur avec lui.

Lorsqu'on a demandé ici aux Anglais combien ils pourraient envoyer de soldats en Italie, ils ont parlé de 2,000 hommes; on leur a ri au nez, et pour cette fois ils sont convenus qu'on avait raison. Ils avaient des idées chimériques sur l'attaque de l'Italie; mais sur les simples représentations de M. le Duc de Serra-Capriola, Milord Gower a entendu raison, et assuré qu'il écrirait à sa Cour en conséquence. C'est M. Stuard, avec tout son feu, qui parlait d'attaquer sur le champ. Il a été bien morigéné par le sage Duc, qu'on aurait dû croire un peu plus tôt.

Le Ministre d'Espagne a dépêché un courrier à sa Cour; celle de Saint-Pétersbourg veut probablement s'entremettre entre celles de Madrid et de Londres : mais le mal est bien avancé. Après tout ce que le Prince de la Paix s'est permis, il semble qu'il ne peut se sauver que par la guerre, en se jetant dans les bras de Bonaparte; mais je crois que ce Samson renverse un temple qui l'écrasera. Dans les siècles de violence, le Prince des Asturies l'aurait certainement fait assommer au sortir du conseil. D'une manière ou d'une autre, il est bien difficile que la chose ne finisse par quelque explosion terrible. Tout le monde plaint cette noble et généreuse

nation, ainsi tourmentée par tous les fléaux physiques et politiques.

J'ai oublié de dire plus haut, que dans mes réponses au Prince Czartoryski sur les difficultés qu'il m'a faites, jamais je ne suis entré dans aucun détail sur les lois qu'il conviendrait d'établir. Toujours je m'en suis tenu aux idées générales, c'est-à-dire à vanter la sagesse, la modération, le tact de Votre Majesté qui l'engageraient toujours à prendre les mesures les plus appropriées aux circonstances ; et jamais je ne suis convenu que d'une seule chose, savoir : de la nécessité de ne pas changer brusquement et totalement l'ordre établi dans le pays acquis, car sur cela il ne peut y avoir de difficulté ; du reste j'ai toujours insisté sur cette réponse tranchante :

« *S. M. a toute la confiance imaginable en S. M. I. Si jamais on vient à traiter la question d'un nouvel établissement, l'Empereur n'a qu'à faire parvenir ses idées à S. M., il verra de quelle façon on répondra.* » Ces sortes de déclarations ou de protestations excitent la confiance et ne disent rien. En attendant, si Votre Majesté me fait l'honneur de m'écrire quelque chose sur ce grand sujet, il est nécessaire qu'elle distingue soigneusement ce qui doit être communiqué des choses qu'il lui plairait réserver pour moi seul.

Lorsque Bonaparte verra décidément arriver la guerre, il est probable qu'il la commencera lui-même. Alors Naples tombera, et Votre Majesté sera obligée de changer de place. La conduite de la Cour des Deux-Siciles est admirable. Je souhaite qu'elle ait le succès qu'elle mérite ; mais je ne vois pas trop comment elle peut éviter

Le Prince incline à croire que dans ce qui a été dit à Votre Majesté de la part de la Cour de Vienne, l'orateur aura beaucoup pris sur lui. Si c'est K...., rien n'est plus probable. Dans l'ordre de la politesse, nous sommes amis : mais si nous entrons dans la politique et dans la morale, c'est un fier charlatan, bien faux et bien *taré*. Il faut cependant toujours sauver l'extérieur avec lui.

Lorsqu'on a demandé ici aux Anglais combien ils pourraient envoyer de soldats en Italie, ils ont parlé de 2,000 hommes ; on leur a ri au nez, et pour cette fois ils sont convenus qu'on avait raison. Ils avaient des idées chimériques sur l'attaque de l'Italie ; mais sur les simples représentations de M. le Duc de Serra-Capriola, Milord Gower a entendu raison, et assuré qu'il écrirait à sa Cour en conséquence. C'est M. Stuard, avec tout son feu, qui parlait d'attaquer sur le champ. Il a été bien morigéné par le sage Duc, qu'on aurait dû croire un peu plus tôt.

Le Ministre d'Espagne a dépêché un courrier à sa Cour ; celle de Saint-Pétersbourg veut probablement s'entremettre entre celles de Madrid et de Londres : mais le mal est bien avancé. Après tout ce que le Prince de la Paix s'est permis, il semble qu'il ne peut se sauver que par la guerre, en se jetant dans les bras de Bonaparte ; mais je crois que ce Samson renverse un temple qui l'écrasera. Dans les siècles de violence, le Prince des Asturies l'aurait certainement fait assommer au sortir du conseil. D'une manière ou d'une autre, il est bien difficile que la chose ne finisse par quelque explosion terrible. Tout le monde plaint cette noble et généreuse

de Suchtelen est un de ces hommes comme il y en a tant, qui ont beaucoup de bonnes qualités, mais point de caractère. Il y a cent espèces de poltronneries : celle de ne pas oser proposer une bonne action à un Souverain qui nous y a spécialement autorisé ne paraîtra pas sûrement une des moindres à Votre Majesté. — Malgré cette gratification et tout ce qu'ils ont déjà reçu, ces Messieurs ne peuvent que se tenir à flot, et la tête leur tourne au milieu de ce tourbillon dévorant.

Je suis avec un très profond respect,

Sire,

de Votre Majesté.....

82

A M. le Chevalier de Rossi.

13 (25) janvier 1805.

J'ai lu les deux lettres écrites par LL. MM. le Roi et la Reine des Deux-Siciles à M. le Duc de Serra Capriola, au sujet de la demande faite par Bonaparte ; elles sont pleines de raison et de dignité. J'ai lu aussi celle du Roi à l'Empereur, qui n'a pas moins de mérite. La réponse d'Alexandre est telle que son ami pouvait la désirer. Cependant, sur le cas précis de la rupture, le Duc s'est un peu retenu avec moi, mais il m'a fait sentir que

le coup. Si Bonaparte laissait former en paix les préparatifs, ou si le Roi de Naples pouvait se défendre assez longtemps pour les attendre, il pourrait se tirer d'affaire; mais quelle apparence ?

M. le général Van-Suchtelen, quoiqu'il y fût spécialement autorisé, ne voulait pas demander une nouvelle gratification pour MM. les officiers Piémontais, qui ne pouvaient cependant s'en passer. — *Je verrai... si je trouve l'occasion, je ne puis promettre, etc.* — De son côté, M. l'amiral Tchitchagof ne se pressait pas de parler sans l'autre. Quand j'ai vu cela, j'ai agi directement auprès de S. M. I. par le moyen de M. le Grand Maréchal de la Cour, Comte de Tolstoï, qui a des bontés pour moi. Après les premières démarches dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à Votre Majesté, j'écrivis il y a trois jours une lettre au Grand Maréchal, pour voir si je pourrais déterminer ces étrennes. Dans les vingt-quatre heures, je reçus un billet de lui qui me faisait part que S. M. I. venait d'accorder à ces Messieurs une gratification de 500 roubles par tête ; je n'en avais demandé que 3 ou 400. Dans le moment, je leur dis de ne point faire connaître le canal par lequel ils avaient obtenu cette grâce : mais le Grand Maréchal l'a dit tout haut, de manière que lorsqu'ils sont allés remercier le général, selon nos conventions, comme s'ils avaient tenu la chose de lui et sans dire un mot du Grand Maréchal, Suchtelen leur a dit : « Messieurs, allez remercier votre ministre, c'est à lui que vous devez la chose ». Il n'est cependant pas du tout fâché ; mais j'aurais volontiers caché ce petit succès, si M. le Grand Maréchal avait jugé à propos de ne rien dire. M. le général

83

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg 2 (14) Février 1805.

SIRE,

Je réponds par ordre aux différentes dépêches dont il a plu à Votre Majesté de m'honorer, ce qui ne pouvait se faire commodément que par l'occasion d'un courrier extraordinaire.

Lorsque M. le comte de Roburent m'écrivit, il y a longtemps, que je ne devais point prendre au pied de la lettre les nouvelles contenues dans la lettre de la Secrétairerie d'Etat du 1er décembre, je puis avoir l'honneur d'assurer Votre Majesté qu'il me fut impossible de savoir de quoi il s'agissait. Je ne me donnai pas même la peine de feuilleter, puisque également il n'y fallait pas croire. C'est par la lettre de Votre Majesté du 11 décembre que j'ai su ce que c'était, mais je la prie d'être parfaitement tranquille sur ce point. Je ne fais aucune espèce d'attention à ces sortes de nouvelles, et jamais il ne m'est arrivé de savoir le lendemain ce que j'ai lu la veille dans ce genre. Les lettres utiles et capables d'influer sur la conduite du ministre sont bien rares ; et celles-là on ne les oublie pas.

MM. de Woronzof et de Markof sont aussi nuls que s'ils n'avaient jamais existé : ainsi nous ne devons plus y penser. Je m'en console bien volontiers ; soit qu'il y ait eu de leur part défaut de pouvoir ou de vouloir, il est certain que Votre Majesté ne leur doit aucune reconnaissance, au dernier surtout, qui n'a pas seulement voulu me voir ici. Quand on est mort dans ce pays, on l'est bien. Les voilà dans leurs terres ou dans la ville des boudeurs (Moscou) ; ou n'en parle plus.

Quand au crédit de la grande dame que Votre Majesté me fait l'honneur de me nommer, il est heureusement nul dans le sens direct et politique. Mais une amitié aussi respectable ne peut jamais être inutile dans le sens indirect, c'est-à-dire par la forte influence qu'elle peut avoir sur les dispositions d'un cœur qui à la fin décidera de nous. Ainsi je croirais que Votre Majesté est dans le cas de soutenir la correspondance comme par le passé, sans plus et sans moins. A l'égard de M. le comte Panin, ce que Votre Majesté me fait l'honneur de me dire me fait douter qu'elle soit instruite de certaines choses. Lorsque en commençant ses voyages, il se présenta sur la frontière de Suède, le Roi lui en défendit l'entrée, et il fut obligé de rétrograder. Panin se plaignit ici amèrement, mais la Cour fit la sourde oreille. Bonaparte, *si grand défenseur des droits des souverains*, l'a fait sortir de Suisse et même l'a fait accompagner par les soldats jusqu'à la frontière. Enfin, Sire, lorsqu'il est arrivé ici, et que, dans l'idée de s'y fixer, il avait déjà loué un appartement, on lui a fait signe de partir pour Moscou, où il est actuellement. On peut croire que

le délire atroce du dernier Empereur avait fini par rendre sa mort nécessaire; néanmoins, Sire, je dirai toujours de cette mort ce qui a été dit du scandale : il fallait que cette mort arrivât, mais malheur à ceux par qui elle est arrivée. Ce sentiment est d'autant plus juste, que le Prince égaré ne fut pas souffleté, conspué, meurtri, assommé enfin, par l'innocence knoutée ou mutilée : mais, comme il arrive toujours, par des favoris comblés de ses grâces. Je saisirai cette occasion pour faire observer à Votre Majesté qu'en faisant abstraction des témoignages écrits que le Comte Panin a pu apporter de Piémont et présenter à Votre Majesté, j'ai beaucoup de doute sur tout le reste. Je connais beaucoup ici Mme Tuturmin, sœur de ce personnage, qui a voyagé avec lui et ne l'a jamais abandonné. Elle n'a rien vu en Piémont, elle n'a pas entendu un seul mot de tout ce que son frère a raconté à Rome. Je m'en suis assuré avec la prudence convenable. Mais peu importe à Votre Majesté. Elle est assez sûre d'ailleurs des sentiments de ses anciens sujets.

Nous n'avons rien à désirer au sujet de l'Empereur et du ministère actuels. Dieu conserve l'un et l'autre, c'est tout ce que nous avons à dire. Je jouis moi-même, Sire, de distinctions que je rapporte comme je le dois à Votre Majesté et qui prouvent bien à quel point S. M. I. est portée en faveur de Votre Majesté.

Le jour de la bénédiction des eaux, 6 (18) janvier, l'Impératrice régnante, seule sur le grand balcon, d'où elle voyait la manœuvre, me fit l'honneur insigne de m'appeler. Je n'y prenais pas garde, mais une voix me

cria : « M. le Comte, M. le Comte, S. M. vous adresse la parole. » Je m'avançai respectueusement et S. M. me fit l'honneur de m'entretenir un moment.

Le jour du dernier Gala (9 février), S. M. l'Empereur voulut bien s'arrêter à moi d'une manière marquante. Ce fut une espèce de conversation dont je reçus tout de suite des compliments. Un moment après, j'allai voir l'envoyé de Bavière, qui avait été incommodé. Lorsque j'entrai, le secrétaire de légation qui venait aussi de la Cour se mit à dire : « Le voilà, le voilà, le bon ami de l'Empereur, il n'y en a que pour lui. » Là-dessus il y eut de grands compliments. Je répondis : « Messieurs, je ne suis qu'une image, et suivant le dogme catholique, tout honneur rendu à l'image se rapporte à l'original. » Ce qui est vrai.

Il y aurait une niaiserie bien sotte à raconter ces choses à Votre Majesté si elles n'intéressaient pas son service. Je la supplie de croire que je me fais une très grande violence pour les lui faire connaître.

Le Chevalier Manfredi qui, dans les règles, n'aurait dû avoir qu'une chambre, a un très joli appartement et deux poêles chauffés : cet article vaut 500 roubles. Dernièrement, il a été mandé à son tour pour un examen d'artillerie ; il y fut mené par le général de l'artillerie de la marine, M. Herring. En arrivant, il pria Manfredi en Français de faire une demande aux candidats. Celui-ci leur dit toujours dans la même langue : « *Messieurs, ayez la bonté de m'assigner une ligne moyenne proportionnelle entre deux autres lignes données, arithmétiquement, algébriquement, et géométriquement.* » Alors Herring dit

quelque chose en Russe : était-ce la traduction de ce que Manfredi venait de dire ? Dieu le sait ! Les proposants répondirent je ne sais quoi, aussi en Russe, et sans écrire un mot ni tracer une figure (je prie Votre Majesté de noter ceci), sur quoi tous les examinateurs saluèrent en disant *hotchink horocho* (très bien) : le chevalier Manfredi fit chorus, et chacun se retira très content ; voilà, Sire, un examen Russe.

Revenant aux grands objets politiques, j'aurai d'abord l'honneur de faire savoir à Votre Majesté que la proposition des Sept-Iles et de Malte, faite d'abord confidentiellement et pour ainsi dire en l'air, comme j'ai eu l'honneur de le mander, a été ensuite portée officiellement de Paris à Berlin, et de Berlin ici ; mais ce dernier Cabinet, colporteur de celui des Tuileries, a cependant avoué le premier, dans cette occasion, que la chose n'était pas proposable. Ici on a reçu la proposition avec le dernier mépris et sans l'honorer même d'une réponse. Le bruit que Bonaparte faisait une proposition à Votre Majesté a produit tous les contes et toutes les amplifications qu'elle m'a fait connaitre dans sa dépêche du 22 décembre. Tout est faux absolument, excepté la proposition insolente de l'indemnité proposée par le canal de Berlin. Dans cette occasion, comme dans toutes les autres, j'ai reconnu les bonnes intentions qu'on a à notre égard. Je les ai reconnues surtout à la manière dont on a reçu et goûté le grand mémoire, mais il ne peut être encore question, Sire, de cession et d'arrangements généraux : nous sommes bien loin de là. Votre Majesté a vu que jusqu'ici je ne l'ai trompée sur rien, qu'Elle daigne encore m'ac-

corder sa confiance à l'avenir. Avant de dicter des lois à la France il faut la vaincre. Votre Majesté me fait l'honneur de me dire : « Point de cession de la Sardaigne, à moins que ce ne soit à l'Espagne, etc. » Je la trahirais si je lui donnais trop d'espérances sur cet article ; nous pouvons bien manifester nos désirs, les motiver de toutes les manières possibles, et tâcher d'y intéresser nos alliés ; mais en définitive il faudra toujours accepter le lot qu'on nous assignera. J'espère que Votre Majesté ne m'accusera pas d'avoir mis jusqu'à présent ses prétentions trop bas, mais comme notre sort dépend d'une guerre qui n'est pas commencée, je me garde bien de me faire illusion. Ce moment, Sire, peut être décisif en bien comme en mal pour votre Auguste Maison. Votre Majesté a tout à craindre et tout à espérer, c'est la vérité ; en attendant la décision, nous ne pouvons que travailler sur l'esprit de nos alliés.

Votre Majesté voudra bien observer que, depuis plus d'une année, j'ai eu l'honneur de lui communiquer les révélations les plus importantes sur ce que nous avions à craindre de l'opinion de nos voisins, très fort tournée contre nous depuis longtemps. Votre Majesté a vu les mêmes vérités dans les objections mêmes qui m'ont été faites par ce gouvernement. J'ai répondu aussi bien qu'il m'a été possible, et j'ai obtenu ici une pleine approbation ; mais il m'est encore permis de douter que j'aie rencontré les idées de Votre Majesté. Je répète donc très humblement la prière que j'ai déjà eu l'honneur de lui adresser pour être un peu plus éclairé. Lorsque l'on m'a dit à brûle-pourpoint : « *Jamais le Roi ne pourra gouverner*

les Génois », il fallait bien répondre, Sire, et répondre sur le champ. Je répondis donc ce que j'ai fait connaître dans le temps : « *Avec des Piémontais et des maximes Piémontaises, d'accord ; mais pourquoi pas avec des Génois et des maximes Génoises?* » Sur quoi il me fut répliqué : « *Cela s'appelle répondre, voilà les bons principes.* » Mais ce qui me paraît axiome, pourrait fort bien ne pas paraître tel à Votre Majesté. Dans sa réponse à M. le Chevalier Lizakewitch, du 7 mars 1803, que je viens de lire, l'article 5 me donne quelques inquiétudes. Si nous allions mettre en avant cette demande, nous serions perdus. Il y a des choses qu'il vaut mieux laisser dans l'ombre. Dieu veuille seulement replacer Votre Majesté sur un trône quelconque : ce sera le temps alors de voir ce que la prudence permettra pour rendre sa situation plus agréable. En attendant il ne faut effaroucher personne. Ces objets sont d'une telle délicatesse qu'un ministre, quelque bien intentionné qu'il puisse être, doit toujours craindre de mettre ses propres idées à la place de celles de son maître.

A voir cette Cour si asiatique, cet Empereur si maître de ses sujets, qui ne croirait, Sire, que Votre Majesté aura dans lui le plus ferme soutien de la monarchie la plus absolue? C'est précisément le contraire, Sire : l'Empereur est un philosophe, et s'il est permis de le dire, il l'est trop. — Catherine II, quoique très autocrate, avait cependant goûté jusqu'à un certain point les systèmes modernes : la preuve en est qu'elle tenta une fois d'établir en Russie des États généraux ; mais elle fit bien davantage encore en confiant l'éducation d'Alexandre Ier

aux mains d'un ardent républicain qui, lui-même, s'est constamment donné pour tel. La Harpe a fait sur ce jeune cœur des impressions ineffaçables, et il en est résulté un tout absolument inexplicable lorsqu'on ne l'a pas étudié ici. Tout ce qui environne l'Empereur, tout ce qui possède sa confiance est porté de même aux idées nouvelles. De là cette fameuse constitution que Votre Majesté a pu lire, il y a trois ans, dans tous les papiers publics. Il est vrai que les auteurs mêmes furent obligés de reculer devant leur propre ouvrage, mais si la nation était mûre pour un pareil gouvernement, l'Empereur ne demanderait pas mieux que de le lui donner. Lors donc que nous verrons ce moment (qu'il plaise à Dieu de hâter) où Votre Majesté sera destinée à régner sur un nouveau peuple, si les personnes qui parleront pour lui demandent que Votre Majesté soit tenue de maintenir tel ou tel privilège, telle ou telle représentation, qu'elle ne puisse confier les emplois à des étrangers, etc., etc., Elle ne doit pas douter que le premier mot de l'Empereur de Russie ne soit : *C'est fort bien, rien n'est plus juste.* Une des principales objections que le ministère d'ici a faites contre la Déclaration de S. M. le Roi de France, dont j'espère avoir l'honneur d'entretenir longuement Votre Majesté, *c'est qu'elle n'est pas assez favorable à un gouvernement constitutionnel*, ce qui est très faux, car elle est aujourd'hui pour le fond ce qu'elle doit être; mais, c'est pour faire comprendre à Votre Majesté ce que les têtes sont ici, et sur quelles données elle doit régler ses projets pour l'avenir.

Ce que Votre Majesté ne doit point oublier, c'est que

je me garde bien moi-même de donner dans ces idées modernes tête baissée. Je tiens au contraire les prétentions de Votre Majesté aussi haut qu'il m'est possible, et quand je croirais apercevoir quelque chose à réformer dans l'ancienne administration, c'est à Votre Majesté que je le dirais, jamais à d'autres, ce qui est précisément le contraire de ce que l'on fait ordinairement ; mon devoir de ministre est de soutenir et d'avancer, par tous les moyens qui sont en mon pouvoir, l'honneur, la gloire et la puissance de Votre Majesté : c'est ce que je ferai, Sire, tant que j'en aurai le pouvoir.

Après des tourments inexplicables et que je n'ai pu exprimer que faiblement à Votre Majesté, l'affaire des subsides a été terminée hier, et tout a fini par 18,000 roubles qui seront envoyés incessamment à Votre Majesté. J'ai été véritablement glacé de chagrin. Est-ce à l'économie du Maitre, est-ce à l'orgueil du ministre que nous devons ce désagrément ? C'est ce que je n'oserais décider. Il me semble qu'on se serait volontiers dispensé du tout, car je ne pouvais obtenir une décision quelconque. J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté la dernière lettre que j'ai écrite au Prince sur ce sujet, et qui a enfin décidé la chose. Non seulement le Prince ne m'a pas appelé pour me faire connaitre cette décision, mais il ne m'en a pas même fait part. Je vois que ma figure l'importunerait dans ce moment, et comme la sienne ne me serait pas plus agréable, il a fort bien fait.

Je dois faire part à Votre Majesté qu'on commence à croire ici qu'Elle écoute les propositions de l'Autriche ;

aux mains d'un ardent républicain qui, lui-même, s'est constamment donné pour tel. La Harpe a fait sur ce jeune cœur des impressions ineffaçables, et il en est résulté un tout absolument inexplicable lorsqu'on ne l'a pas étudié ici. Tout ce qui environne l'Empereur, tout ce qui possède sa confiance est porté de même aux idées nouvelles. De là cette fameuse constitution que Votre Majesté a pu lire, il y a trois ans, dans tous les papiers publics. Il est vrai que les auteurs mêmes furent obligés de reculer devant leur propre ouvrage, mais si la nation était mûre pour un pareil gouvernement, l'Empereur ne demanderait pas mieux que de le lui donner. Lors donc que nous verrons ce moment (qu'il plaise à Dieu de hâter) où Votre Majesté sera destinée à régner sur un nouveau peuple, si les personnes qui parleront pour lui demandent que Votre Majesté soit tenue de maintenir tel ou tel privilège, telle ou telle représentation, qu'elle ne puisse confier les emplois à des étrangers, etc., etc., Elle ne doit pas douter que le premier mot de l'Empereur de Russie ne soit : *C'est fort bien*, *rien n'est plus juste*. Une des principales objections que le ministère d'ici a faites contre la Déclaration de S. M. le Roi de France, dont j'espère avoir l'honneur d'entretenir longuement Votre Majesté, *c'est qu'elle n'est pas assez favorable à un gouvernement constitutionnel*, ce qui est très faux, car elle est aujourd'hui pour le fond ce qu'elle doit être; mais, c'est pour faire comprendre à Votre Majesté ce que les têtes sont ici, et sur quelles données elle doit régler ses projets pour l'avenir.

Ce que Votre Majesté ne doit point oublier, c'est que

qu'on doit souhaiter ensuite, c'est qu'il achève de se dégrader jusqu'à n'être plus qu'un polichinelle sans conséquence. Quand je vois le rôle qu'il joue et celui qu'il a manqué, je suis réellement furieux ; jamais on n'a laissé échapper une plus belle occasion de s'illustrer et d'avancer le catholicisme (1).

Si Votre Majesté pouvait découvrir un ou deux bons ingénieurs marins hydrauliques, capables de faire des ports, des ponts, des canaux, ce serait une bonne chose, surtout s'ils étaient sujets de Votre Majesté, car j'ai mis ici les Piémontais extrêmement à la mode. J'espère aussi qu'elle n'aura pas regardé comme indifférent ce que j'ai dit au sujet des tableaux. Je ne pourrais pas faire mieux ma cour qu'en procurant à S. M. l'acquisition de quelque original incontestable, et je m'avancerais encore davantage dans un pays que j'habite déjà beaucoup sans y être. J'espère que Votre Majesté me fait l'honneur de me comprendre. S. M. I. organise dans ce moment le département de l'Amirauté. Elle y attache une bibliothèque, un cabinet de physique, un dépôt de cartes, etc., etc.; mon frère est nommé directeur de tous ces établissements, avec le grade de lieutenant colonel et 2,000 roubles d'appointement. Qui sait d'ailleurs où le portera l'amitié de M. Tchitchagof? L'affaire est faite ; cependant comme l'Ukase n'est pas sorti, je n'ai point encore le droit d'en parler : j'ai seulement l'honneur de le dire secrètement

---

(1) Voyez la note ci-dessus à la page 291, lettre au Chevalier de Rossi, 14 (26) décembre 1804.

à Votre Majesté, pour lui faire voir comment vont les choses. Cette faveur distinguée a été accordée sur le premier mot avec une grâce incomparable : le ministre m'a dit (puis-je cacher quelque chose à Votre Majesté?) *avec empressement*. Trop heureux, Sire, si de tels succès peuvent continuer à me mettre à même de me rendre efficacement utile à la grande et auguste cause que je suis venu défendre.

Je suis avec, etc.

84

A M. le Chevalier de Maistre.

Saint-Pétersbourg, 14 février 1805.

Frère Nicolas, je commençais à croire que tu me méprisais, et je tenais déjà la plume pour t'en demander raison, lorsque voilà la gente épître à l'ami Xavier qui nous a fait un plaisir infini, en nous prouvant que tu ne nous avais point retiré tes bontés. Sur tous ces *nous*, tu vas dire : « Est-ce que vous êtes ensemble, messieurs mes frères ? » Nous l'étions, mon cher ami, lorsque ta lettre est arrivée. Un beau matin que je songeais creux dans mon lit, j'entends ouvrir ma porte avant que la sonnette eût donné le signal. Surpris de cette violation de l'étiquette, je crie : *Qu'est-ce que c'est donc que cela*? C'est ton frère, me répond Xavier, en

ouvrant mes rideaux. Comme l'heure des apparitions était passée depuis longtemps, je n'eus pas le moindre doute sur la réalité de l'aventure. Je te laisse à penser si nous nous sommes gaudis ensemble. Cette réunion, au reste, n'a pas été de longue durée. Il était venu avec un jeune chambellan qui a ses affaires à Pétersbourg et une jolie femme à Moscou. Ses projets n'ayant pu s'exécuter ici, le contre-poids de Moscou l'a entraîné au bout de seize jours bien comptés ; et mon frère, qui lui avait promis de ne pas l'abandonner, a dû repartir aussi. — Il a donc fait quatre cents lieues pour passer seize jours avec moi. Cela s'appelle en Russie *une course*. Je commence à m'y habituer. Moi qui mettais jadis des bottes pour aller à Sonaz, si je trouvais du temps de l'argent et des compagnons, je me sens tout prêt à faire *une course* à Tobolsk, voire au Kamtschatka Peu à peu je me suis mis à mépriser la terre ; elle n'a que neuf mille lieues de tour. — Fi donc ! c'est une orange. Quelquefois, dans mes moments de solitude, que je multiplie autant qu'il est possible, je jette ma tête sur le dossier de mon fauteuil ; et là, seul au milieu de mes quatre murs, loin de tout ce qui m'est cher, en face d'un avenir sombre et impénétrable, je me rappelle ces temps où, dans une petite ville de ta connaissance, la tête appuyée sur un autre dossier, et ne voyant autour de notre cercle étroit (quelle impertinence, juste ciel !) que de petits hommes et de petites choses, je me disais : « Suis-je donc condamné à vivre et mourir ici comme une huître attachée à son rocher ? » Alors je souffrais beaucoup : j'avais la tête chargée, fatiguée, *aplatie* par

l'énorme poids du *rien ;* mais aussi quelle compensation ! Je n'avais qu'à sortir de ma chambre pour vous trouver, mes bons amis. Ici tout est grand, mais je suis seul; et, à mesure que mes enfants se forment, je sens plus vivement la peine d'en être séparé. Au reste, je ne sais pas trop pourquoi ma plume, presque à mon insu, s'amuse à te griffonner ces lignes mélancoliques, car il y a bien quelque chose de mieux à t'apprendre. Xavier rentre au service de la manière la plus agréable pour lui et pour nous ; cette dissonnance qui nous choquait l'oreille n'existe plus, et nous voilà à l'unisson. On vient d'organiser ici le département de l'Amirauté. Il y a une partie militaire et une partie scientifique. De celle-ci dépendent une bibliothèque, un musée, un cabinet de physique, etc., et notre frère a été fait directeur de cet établissement, avec deux milles roubles de traitement ; c'est ici la paye d'un général-major. Il était libre de passer dans l'ordre civil avec le rang de lieutenant-colonel ; mais il est soldat, il veut toujours l'être : je crois qu'il a raison, d'autant plus qu'il conserve son ancienneté comme s'il ne s'était jamais retiré du service. Te parler de ma reconnaissance envers S. M. I. serait, je crois, quelque chose de fort inutile. Il y a longtemps que je n'ai pas eu un aussi grand plaisir. Au reste, les traits d'auguste délicatesse et de générosité chevaleresque sont fréquents à cette Cour; je veux t'en citer un exemple.

Il y a ici un Français dont le caractère et les aventures méritent de fixer l'attention. C'est M. de Moutiers, l'un des respectables gardes du corps qui accompagnè-

rent Louis XVI dans sa malheureuse fuite de Varennes ; il était masqué en laquais, et s'appelait *Melchior*. Un soir que l'auguste caravane se reposait dans je ne sais quelle petite auberge, le Roi lui dit : « Mon cher de Moutiers, comment pourrai-je récompenser le service que vous me rendez ? » — « Sire (répondit le « brave homme avec une espèce d'enthousiasme), je « veux que vous donniez à ma famille le nom que je porte « aujourd'hui pour vous sauver : je veux qu'elle s'ap- « pelle Melchior. » — « Fort bien, mon ami, reprit le Roi ; mais je vous fais Comte. Vous êtes le comte Melchior de Moutiers. » — Les malheurs qui suivirent ne sont que trop connus ; il serait inutile d'en parler. Le comte de Moutiers, ruiné et fugitif comme tant d'autres, échut à Berne, où une demoiselle riche et noble l'aima, le lui dit, l'épousa, et se fit catholique, véritablement pour le récompenser. Bientôt l'abjuration et l'émigration ruinèrent la femme comme le mari. Ils vivaient l'un et l'autre très étroitement à Munich, avec trois enfants, lorsqu'il reçut l'ordre d'en partir à l'époque trop mémorable du mois d'avril dernier. La femme était malade, on n'y eut aucun égard. Enfin, après de longs pourparlers, on consentit à laisser tranquille la femme malade (ce que c'est que l'humanité !), à condition que le mari partirait. Celui-ci demande un passe-port à l'ambassadeur d'Autriche pour venir en Russie ; il est refusé. — Mais, par charité, laissez-moi passer au moins par transit, comme une marchandise prohibée. — Point de raison. — Il s'adresse à la Prusse. — Permis de passer, à la charge de ne pas sé-

journer. Enfin, il est ici, sans feu ni lieu, et ne sachant de quel bois faire flèche. Peu à peu on le connait, on prend intérêt à lui, on l'invite, et il a l'honneur de dîner chez M. de Narischkin avec Mgr le Grand-Duc, qui lui fait conter son histoire. Le Prince apprend qu'un autre Français émigré, nommé M. de Bonsaison, qui est employé dans la maison des Cadets, était venu chercher M. de Moutiers, et lui avait dit : « Monsieur, je « n'ai qu'un petit logement et de faibles moyens; mais « je ne puis supporter l'idée d'un homme comme vous « à l'auberge : venez chez moi. » Le surlendemain, le Grand-Duc s'est rendu à l'école des Cadets, où il a dit publiquement à M. de Bonsaison : « Monsieur, je suis venu exprès pour vous remercier de votre conduite à l'égard de M. le comte de Moutiers, et je veux avoir le plaisir de vous embrasser » ; ce qu'il a fait. Ensuite, il a donné à M. de Moutiers un logement dans le palais de marbre, qui appartient aujourd'hui à S. A. I., et neufs cents roubles de pension sur sa cassette. Le Français était au comble de ses vœux, d'autant plus que, dans ce pays, le logement emporte toujours la lumière et le bois. Bientôt après il reçoit, sans en avoir eu le plus léger *avant-goût*, une lettre de M. de Mourawief, ministre du Cabinet, par laquelle ce dernier lui transmet l'expédition authentique de S. M. I., qui assigne à M. le comte de Moutiers une pension viagère de quatorze cents roubles, dont la moitié sera reversible à sa femme, comme un témoignage de l'estime de S. M. pour le noble dévouement de M. de Moutiers à la personne de son maître. — Il faut entendre ce père et ce

mari qui n'a plus de soucis et qui va jouir de sa famille.

Lorsqu'on a conté de pareils traits, il faut se taire, car il n'y a pas moyen de les louer assez.

Il y a un siècle, plus ou moins, que je t'ai envoyé une procuration, bien inutile peut-être ; cependant il est bon que tu l'aies ; mande-moi si tu l'as reçue. Je ne compte plus du tout sur ce drôle de S..... L'honnête homme qui va à la messe est plus honnête homme que l'honnête homme qui n'y va pas ; mais le fripon qui y va est aussi plus fripon que le fripon qui n'y va pas. Ainsi n'en parlons plus ; jamais il ne me donnera un centime.

J'ai été ravi de la belle poésie que vous avez envoyée à Moscou il y a quelques mois. Les strophes sont charmantes, et le révérend *André* Malherbe n'est pas moins parfait dans son genre. Mon frère Xavier dit une fort plaisante chose à ce sujet. Il prétend que vous êtes nécessairement possédés du diable, vu qu'à notre âge les Muses ne s'en mêlent plus. *Sed de his satis.*

Je ne puis écrire autant que je le voudrais, mais jamais je ne vous perds de vue. Vous êtes tous dans mon cœur ; vous ne pouvez en sortir que lorsqu'il cessera de battre. A six cents lieues de distance, les idées de famille, les souvenirs de l'enfance me ravissent de tristesse. Je vois ma mère qui se promène dans ma chambre avec sa figure sainte, et en t'écrivant ceci je pleure comme un enfant. Il y a bien d'autres personnes que je me rappelle, quoiqu'elles soient infiniment moins intéressantes pour moi ; mais ces personnes m'attristent d'une autre manière, je veux dire en m'oubliant. J'en

veux surtout à ce glaçon de la *grande place*. Peut-on avoir joué, pensé, vécu, raisonné et travaillé ensemble pendant je ne sais combien d'années, et s'oublier ensuite ? S'il y a eu jadis quelque froideur entre nous, je pourrais bien rappeler à ce propos une saillie sublime de mon père. — Ah ! l'animal, il croit que je m'en souviens. — Mais tout dépend du caractère. Mon acier a frappé ce caillou dans tous les sens : jamais je n'ai pu en tirer une étincelle. Il n'en est pas ainsi entre nous ; rien n'a changé, rien ne peut changer. N'ai-je pas bien dit ?

85

A M. le Comte de Front,

Ministre de Sardaigne à Londres.

Saint-Pétersbourg, 21 février (5 mars) 1805.

Monsieur le Comte,

J'ai reçu les deux lettres que Votre Excellence a bien voulu m'adresser sous les dates des 1er et 15 janvier, et j'ai l'honneur de lui en faire tous mes remerciements. Quoique je n'aie pu lire encore la première, je suis persuadé néanmoins que je sais de quoi il s'agit. Voici un moment bien solennel, M. le Comte, voyons si la bête féroce reculera ou si elle résistera ; suivant le parti qu'elle prendra les résultats doivent être bien différents :

tout dépend du parti que prendront les puissances. La conduite sublime de ce Cabinet devrait rallier tous les autres ; mais vous ne savez que trop par quelle espèce de gens ils sont conduits. Grâce à Dieu, il en existe un dans le monde dont la réunion à celui de Pétersbourg opèrera, je l'espère, de grands miracles dans le monde. Je me flatte donc, jusqu'à nouvel ordre, que cette union si précieuse s'effectuera pleinement : c'est l'intérêt de l'univers.

Quant à nous, M. le Comte, nos instructions sont courtes : *Faites ce que vous pourrez*. C'est tout ce que S. M. peut dire à ses ministres : tout le reste est du papier perdu. Dans plus d'une dépêche, le Roi a bien voulu me faire connaître la préférence qu'il donnerait au Piémont, sur tout autre pays *même plus grand*. Je crois qu'au lieu de ces mots la politique écrirait *même un peu plus grand*. Mais comme nous n'en sommes pas encore là, prenons pour un premier axiome : *Plutôt le Piémont que tout autre pays*. Il s'en présente tout de suite un autre : *Plutôt tout autre pays que rien*, car la souveraineté est en elle-même une chose inestimable, qu'il faut retenir à tout prix ; mais qu'importe, M le Comte, ce que nous voulons, ce que nous craignons, ce que nous préférons ! Hélas ! la question est de savoir ce que les autres voudront et pourront. Si l'on fait reculer *le monstre*, nous aurons *certainement* un bon dédommagement, et *peut-être* notre bien. Je dis *peut-être*, car Votre Excellence sent bien qu'il ne faudra pas peu de force et d'adresse pour faire plier sur ce point notre ennemi naturel, capital, irréconciliable. Son secours étant abso-

lument nécessaire, pouvez-vous croire qu'il l'accorde gratis? Et quel prix pensez-vous qu'il y mette, tandis que ses ministres disent tout haut que jamais leur Auguste Maître ne permettra volontairement le retour de la Maison de Savoie en Piémont? Voilà! Voilà le danger! Notre ennemi passager, accidentel, notre ennemi de passion et de circonstance est à Paris; mais notre ennemi naturel et par conséquent éternel est à Vienne. Chassons de notre tête toute idée de grandeur, de noblesse et de générosité; toute spéculation élevée sur les droits sacrés de la souveraineté, sur la sûreté et la balance de l'Europe. *Combien me donnerez-vous?* Tout se réduit à cette noble phrase. Que ferons-nous donc de ce manœuvre à 600,000 bras, dont on ne peut se passer et qui le sent très bien? Comment le paiera-t-on sans qu'il nous en coûte, ou tout ou beaucoup, et comment le retiendra-t-on dans la bonne route, avec la certitude de le voir tourner subitement de l'autre côté, si on lui offre un village de plus? J'avoue à Votre Excellence que je ne contemple jamais ce sujet sans frissonner. Vous savez maintenant, M. le Comte, que j'ai profité de plusieurs circonstances favorables pour mettre à nu la politique détestable qui menace l'existence politique de S. M.; si l'on ne voit pas toute sa difformité ce n'est pas ma faute: je l'ai bien déshabillée. Votre Excellence entend du reste que cet ouvrage suppose des relations et des amitiés formées, même une espèce de faveur; autrement, la communication n'aurait pas été prudente. Elle a eu tout le succès que j'en attendais. Tout de suite, il a été ordonné qu'il en serait fait une analyse pour en présenter la substance

dans un moindre espace; comme j'en ai été informé à temps. Personne n'étant plus intéressé que moi, à ce que l'analyse fût faite en conscience, je l'ai faite moi-même sans quitter la plume, et ce nouveau travail a été parfaitement agréé. Je l'enverrais à Votre Excellence, si j'avais un copiste, mais les bras me tombent. Lorsque je suis arrivé ici, on m'a signifié ce fatal dilemme : *Sienne ou rien*, avec l'effroyable addition d'une indispensable renonciation. Aujourd'hui le ton de la musique a un peu changé. Les esprits sont parfaitement disposés : l'ouvrage des hommes est fait ; il reste celui de la Providence. Nous n'y pouvons rien, ni vous ni moi.

Au moment où la lettre de Votre Excellence m'est parvenue, je recevais de la Cour sept grandes pages de chiffres. Voilà donc le déchiffrement de la vôtre suspendu pour je ne sais combien de temps. Je désirerais de tout mon cœur pouvoir mettre plus d'activité dans notre correspondance, mais la chose n'est guère facile. Le zèle que vous me faites la grâce de m'attribuer (et c'est la seule louange que je puisse accepter) le zèle, dis-je, ne peut rien contre l'impossibilité : je me suis fait un règlement de vie absolument indispensable pour le service de S. M. Je ne joue point, je ne vais jamais au spectacle, et je ne me promène jamais ; mes occupations sont réglées, c'est une roue qui fait chaque jour son tour, et que rien ne peut déranger. Si cependant Votre Excellence veut bien me faire la grâce de profiter de tous les courriers pour m'écrire à l'aise, et sans chiffres (du moins à peu près), elle me comblera de satisfaction et certainement j'y répondrai de mon mieux. Quant aux

chiffres, je ne puis promettre l'exactitude ; je n'ai point d'aide, comme vous savez, je suis accablé d'affaires de plus d'une espèce, le chiffre m'abîme la vue. Depuis que S. M. s'est réservé à elle-même la correspondance, il m'est arrivé de recevoir jusqu'à quatre pages in-folio de chiffres serrés, comment pourrais-je fournir à une autre correspondance chiffrée? Je n'ai jamais menti de ma vie, M. le Comte, pas même aux femmes ni aux princes (c'est tout dire), je ne commencerai donc pas par Votre Excellence, et j'aime mieux lui dire franchement ce qu'il en est, que d'écrire d'une manière et de faire de l'autre.

Ce qui me console un peu, c'est l'absolue inutilité des 99 centièmes de toutes ces correspondances. Essayez de lire une lettre de l'année dernière, elle vous fera infailliblement rire. Ce qui prouve que vous aviez le droit d'en rire d'avance l'année passée. Les lettres écrites d'une très grande distance ressemblent au vin, elles ne supportent pas le transport, elles se gâtent dans la malle, et ne valent plus rien en arrivant. A l'égard des grandes puissances qui écrivent: J'envoie 20,000 hommes, dix vaisseaux, ou quatre millions, c'est autre chose ; mais quant à nous, M. le Comte, il me semble qu'on peut tout dire en deux pages. J'ai sûrement reçu deux cents lettres depuis que je suis ici: je suis prêt à les renvoyer, et, comme je l'écrivais l'autre jour à Rome, je me soumets à tous les supplices, si l'on peut en découper une seule ligne utile au service du Roi, et qui ait pu influer sur ma conduite. Au contraire, je suis en état de montrer par douzaines, les passages qui m'auraient fait commettre de

lourdes fautes, si je m'y étais conformé au pied de la lettre.

Votre Excellence me fait l'honneur de me donner la nouvelle, pour le bien du service de S. M., de la lettre de Bonaparte, etc. : je suis certainement on ne peut plus sensible à cette attention de sa part ; mais il n'est pas moins vrai qu'au moment où j'ai reçu sa lettre (le 28 du mois dernier) j'avais depuis quatre ou cinq jours sur ma table la lettre de l'usurpateur, et la réponse du lord Mulgrave dûment imprimées dans *le Courrier de Francfort* (notez bien, je vous prie). L'année dernière, on me donna de Rome la nouvelle de l'insurrection d'Irlande ; le jour que la lettre arriva ici, j'avais lu dans les papiers anglais les noms des pendus, dont l'exécution avait très justement terminé cette infâme tragédie. On écrit *trop*, M. le Comte, et l'on chiffre *plus que trop*. Je pourrais intéresser Votre Excellence en lui présentant la preuve évidente et matérielle des inconvénients qui résultent de toutes ces paperasses ; mais le plaisir de m'entretenir avec Votre Excellence ne m'a déjà fait que trop pécher contre mes propres maximes.

Dans tout ce que j'ai eu l'honneur de lui dire au sujet des correspondances, j'exclus toujours l'exagération. Les propositions générales et tranchantes sont presque toujours fausses. Il est entendu qu'il faut écrire certaines choses, et en chiffrer d'autres, et la clause *je ferai ce que je pourrai* est toujours sous-entendue : mais je crois l'aperçu général incontestable. Je ne ferai jamais des efforts avec plus de plaisir qu'à l'égard de Votre Excellence, rien ne pouvant surpasser les sentiments dont je

fais profession pour son nom, sa personne et son caractère.

Courage, M. le Comte, allons en avant, et conservons toujours l'espérance. Pour moi j'en crois sur les affaires beaucoup plus mon cœur que ma tête, et l'instinct plus que le raisonnement. Tout semble favoriser l'usurpateur : un Pape même consent à se déshonorer pour lui. N'importe ! Une voix secrète, une voix irrésistible me dit que tout cela n'est qu'un drame, et que plus tôt ou plus tard, nous entendrons le sifflet du grand machiniste qui fera disparaître l'impure décoration.

Je suis avec un respect infini, etc., etc.

86

Au Roi Victor-Emmanuel.

25 février (9 mars) 1805.

SIRE,

Je croyais avoir l'honneur de transmettre à Votre Majesté, par ce courrier, la dernière lettre que S. M. T. C. m'a fait l'honneur de m'écrire, et la réponse que j'y ai faite. Mais S. E. M. le Prince Czartoryski ayant désiré la communication de ces pièces, il n'y a pas eu moyen encore de les ravoir. Elles sont demeurées longtemps sur la table de S. M. l'Empereur, et peut-être y sont-elles encore. S. M. le Roi de France à fait beaucoup de changements à sa Déclaration, qui me parait dans l'état ac-

tuel, inattaquable sur le fond des choses. A l'égard du style et de la rédaction, S. M. a pris la peine de répondre article par article à toutes mes observations, toutes les fois qu'elle n'a pas été de mon avis, ce qui lui est arrivé souvent. Votre Majesté sent bien que je n'ai pas disputé ; j'ai répondu au Roi ce qui est sûrement bien vrai : *Je désire avoir tort, autant que la vanité la plus intraitable a jamais désiré d'avoir raison.*

J'ai reçu une assez longue lettre de M. le comte de Front (du premier janvier dernier) dans laquelle, à mon très grand étonnement, M. de Novosiltzof n'est pas seulement nommé. Il a cependant si complètement réussi, que dans le moment où les propositions de Bonaparte arrivèrent à Londres, et où l'on croyait traiter, on lui proposa d'aller à Paris avec le pouvoir des deux puissances. Ceci est très sûr, Sire, et en même temps très singulier. Votre Majesté y verra comme on est riche à Londres en négociateurs. Elle y verra de plus, que la réponse négative du Lord Mulgrave n'est que le second bond, et que d'abord, on avait fait un pas vers la paix. Certainement, Sire, on la désire de tout côté, ici par système, là par crainte, ailleurs par besoin. De sorte que, malgré tous les préparatifs possibles, il pourrait très bien se faire que tout finit par un traité. Bonaparte ne se presse pas, il a en main de quoi contenter tout le monde, quand il en faudra venir là. Il attend donc, et prendra son parti suivant les circonstances. Déjà, je suis sûr que Talleyrand a prononcé le nom de Votre Majesté, quoique d'une manière vague : *On verra, on l'arrangera, etc.* Il a prononcé le nom de Toscane. Enfin, Sire,

jamais je ne me persuaderai que l'usurpateur se décide à courir la terrible chance d'une guerre, avant d'avoir fait des propositions raisonnables. Il est vrai que cette hypothèse exclut absolument Votre Majesté du Piémont, du moins dans ce moment, mais j'ai toujours eu l'honneur de Lui dire que le rétablissement dans ses anciens États serait un phénomène qu'on ne peut que désirer. Il serait infiniment à souhaiter qu'on arrachât à tout prix le Piémont à la France, et c'est toujours dans ce sens que je parle et que j'écris ici : mais j'ai un langage pour les ministres, et un autre pour Votre Majesté. Du moment que Bonaparte fera des propositions à peu près raisonnables, et que surtout il aura su présenter un appât convenable à l'ambition Britannique, Votre Majesté pourrait-elle se flatter que des puissances, qui ne nous doivent rien, fassent la guerre qu'elles craignent, pour satisfaire les plus justes inclinations de Votre Majesté, qu'elles croiront indemnisée d'ailleurs. Sire, j'ai trop appris à connaître les hommes et la politique pour avoir sur ce point la plus légère espérance ; lorsque les négociateurs Français dirent à Amiens à ceux d'Angleterre : « Laissez Ceylan à ses maîtres, et nous indemniserons le Roi de Sardaigne, » Votre Majesté ne sait que trop ce qu'il en fut. Malte sera le Ceylan du nouveau traité! Je ne dis pas qu'on en use de même à l'égard de Votre Majesté, mais sur la qualité de l'indemnisation on ne se gênera pas. Il me paraît que M. le comte de Front, qui est sur les lieux, a plus de foi. Je souhaite encore avoir tort, mais je ne l'espère point du tout. A cet égard, Sire, je ne puis me dispenser de mettre sous les yeux de

Votre Majesté, avec le plus profond respect, une réflexion de la plus haute importance : je suis frappé d'étonnement, Sire, et même de crainte, en voyant l'excessive répugnance de Votre Majesté pour quelques concessions qui étaient pour moi un contrepoids à mes maux, et des moyens indispensables, selon moi, à mon existence politique. Je suppose, Sire, que d'autres auraient éprouvé la même répugnance, car je n'ai pas le courage de supposer une distinction cruelle à mon égard. Je croirais donc pouvoir en conclure que Votre Majesté n'a pas fixé son attention sur ses intérêts les plus clairs et les plus pressants. Je la supplie très humblement de vouloir bien se rappeler la prophétie suivante, sur laquelle elle me rendra un jour toute la justice que je puis désirer.

Jamais, Sire, il ne peut exister pour Votre Majesté un état de choses où elle se trouve gênée par les concessions faites dans ces temps malheureux aux familles qui ont eu l'honneur et le bonheur de suivre son sort. Au contraire, il est non seulement possible, mais infiniment probable, qu'il en existera un où le plus grand bonheur pour Votre Majesté sera de pouvoir alléguer que les rangs sont donnés, qu'elle ne peut déplacer personne. Votre cœur, Sire, ne pourra se reposer avec une pleine sécurité que sur ce petit nombre d'hommes. Tout le reste est chimère.

Je serais le dernier des hommes si je mêlais mon petit intérêt personnel à de si hautes considérations. Au contraire, Sire, j'ai renoncé et je renonce de nouveau expressément, et à la dernière faveur demandée à Votre

Majesté, et à tout ce qui pourrait dans ce genre lui déplaire ou la gêner le plus légèrement possible. D'ailleurs, Sire, quand mon intérêt légitime et bien entendu dépendrait de celui de Votre Majesté, ce ne serait pas du tout une raison de lui cacher la vérité. Si j'avais l'honneur d'être aux pieds de Votre Majesté, et qu'elle me permît les détails, j'espérerais avoir le bonheur de la convaincre que j'ai beaucoup réfléchi sur cette époque mémorable et que je la connais assez bien.

Je puis avoir l'honneur de confier à Votre Majesté comme très certaine l'anecdote suivante. Avant que le Pape eût pris sa fatale détermination, l'homme du monde catholique qui lui est le plus dévoué par son serment écrivit à Rome, d'ici, une lettre en latin ostensible au Saint-Père, dans laquelle on lui faisait toucher au doigt tout le mal qu'il allait faire, et tout le bien qu'il ferait en résistant. On lui faisait sentir surtout combien cette résistance serait agréable à S. M. I., et quel avantage il en pourrait résulter pour l'Eglise catholique. Cette lettre écrite avec la plus haute approbation a cependant disparu de quelque bureau de poste et n'est jamais parvenue. J'espère que Votre Majesté verra là, à découvert, la griffe de Satan.

Le comte de Kotchubey, ministre de l'intérieur, vient de publier son compte-rendu et l'a livré à M. Storch pour être traduit en Allemand mot à mot, et publié dans un journal intitulé : *La Russie sous Alexandre Ier*. Cette pièce est unique. Tout y est mis à découvert, le bien et le mal, et jusqu'à de petites insurrections partielles qui ont eu lieu pour cause de mécontentement.

On y voit tout à nu. En même temps, ce même ministre publie un journal russe dans lequel il imprime tous les mémoires présentés à l'Empereur sur les différentes branches de l'administration intérieure, et toutes les lettres de S. M. aux différents gouverneurs des provinces, qui sont absolument ce que furent jadis les Satrapes de Perse. Pour mettre en train ce journal, l'Empereur a avancé 6,000 roubles. La seconde année, le journal a couvert ces frais et produit un surplus de 13,000 roubles. C'est ainsi que l'Empereur, environné de ministres qui partagent ses opinions, poursuit infatigablement ses deux projets favoris : l'avancement de la civilisation et l'émancipation du peuple. Sous le règne de Catherine II (pas plus tôt), cette Princesse ayant voulu faire imprimer la pièce la plus innocente sur la statistique de l'une de ses provinces, le Prince Wiasemski, alors procureur général, courut chez l'Impératrice, et lui déclara que si cette pièce voyait le jour, il ne pouvait plus exercer sa charge. L'Impératrice céda. Votre Majesté voit le chemin qu'on a fait ici : et si Elle veut bien se rappeler ce que j'ai eu l'honneur de lui dire dans une de mes précédentes lettres confidentielles, Elle pourra se représenter assez bien l'état des choses. Il faudrait un livre, Sire, pour juger de pareilles opérations ; et qui sait même s'il existe une tête humaine capable de porter ce jugement d'une manière sûre? Il n'y a qu'une chose incontestable, c'est que *d'une manière ou d'une autre*, le règne d'Alexandre Ier sera à jamais mémorable.

Je suis avec un très profond respect, Sire, de Votre Majesté.....

87

A M. le Chevalier de Rossi.

25 février (9 mars) 1805.

Monsieur le Chevalier,

Nous attendons d'un jour à l'autre M. de Novosiltzof, dont le départ de Londres est connu, et dont il paraît que la mission a eu tout le succès qu'on s'en proposait. S. E. M. le Comte de Front vous en aura sans doute beaucoup parlé : mais ce que je puis vous en dire de mon côté, avant son arrivée, c'est que l'ambassadeur russe, Comte de Woronzof, écrit ici de sa propre main : « *Il a complètement réussi, et je crois qu'il emporte le* « *sort de l'Europe dans son portefeuille.* »

Après tous les éclats faits par S. M. le Roi de Suède, et qu'il serait inutile de vous rappeler, S. M. le Roi de Prusse lui fit déclarer que cette conduite pouvant aisément irriter la France, et attirer ses armes vers la Baltique, il ne pouvait lui, Roi de Prusse, se dispenser dans ce cas, en sa qualité de défenseur de la neutralité et de la sûreté Germaniques (c'est toujours le grand mot) de faire les dispositions nécessaires pour s'opposer à tout envahissement ; néanmoins il n'articula pas explicitement l'occupation de la Poméranie. Mais

le voile était assez transparent. S. M. a répondu que, comme Roi de Suède, elle ne répondait qu'à Dieu; qu'en qualité de duc de Poméranie, elle ne répondait qu'à l'Empire et à son chef, et que si la Poméranie était attaquée, Elle saurait la défendre à l'aide de ses fidèles sujets, et de son grand allié, l'Empereur de Russie. Vous comprenez de reste, M. le Chevalier, que la réponse avait été vue et approuvée.

De son côté S. M. I. a envoyé à Berlin un aide de camp de confiance (M. de Wintzingerode) pour faire connaître clairement ses intentions à S. M. Prussienne, et l'amener au giron, s'il est possible. Il lui a déclaré sans détour que si la Poméranie était menacée par qui que ce fût, l'Empereur de Russie accourrait sur le champ avec toutes ses forces, *en passant par où il lui serait plus commode.* Le Roi de Prusse (que l'aide de camp a vu avant les ministres) a répondu naïvement *qu'il ne croyait pas S. M. I. aussi décidée;* mais je crois qu'il a bien parfaitement ajourné ses projets Prussiens sur la Poméranie.

Voilà, Monsieur, où nous en sommes, et en attendant que je sois dans le cas de vous apprendre des choses plus décisives, vous conviendrez sans doute que le moment présent est bien essentiel, et que la conduite de S. M. I. est au-dessus de tout éloge; sa marche invariable et mesurée, sa prudence, sa fermeté, son adresse pour ménager les esprits, par-dessus tout la noblesse et le désintéressement de ses vues, ne sauraient être trop, ni même assez célébrés. Le succès dépend d'une foule de circonstances qu'il est impossible de mai-

triser : mais quoiqu'il arrive, on ne lui refusera jamais la gloire d'avoir tout tenté pour le salut de l'Europe.

Maintenant nous allons voir ce que fera Bonaparte. Je pencherais a croire qu'après avoir vu que les Sept-Iles n'ont pas réussi, il fera de nouvelles propositions pour nous, avant de tirer l'épée. Je le répète, M. le Chevalier, cet homme s'est totalement trompé sur le caractère de l'Empereur. Il a vu qu'anciennement il pouvait tout proposer, et qu'on ne se fâchait de rien ; sans doute il est très surpris du changement ; je crois, au reste, qu'on ferait un argument légitime en disant qu'il craint la guerre puisqu'il ne l'a pas encore commencée, car il n'ignore pas tout ce qui se trame, et il sait combien il est dangereux pour lui de laisser mûrir les projets. Voilà ce qui paraît plausible, mais le raisonnement, en apparence le plus juste, a si souvent été démenti par le succès, qn'on ne raisonne plus qu'en tremblant.

Je tiens toujours, sauf meilleur avis, que la paix sera plus utile à *S. M.*, et la guerre plus utile *à la Maison de Savoie*. C'est ce qui me semble. *Nos probabiliora sequimur*.

Il paraît, par des relations incontestables, qu'on est fort mécontent en France, surtout à Paris. Comme le Pape donne des chapelets, et que tout est mode en France, on a fait à Paris une mode des chapelets. Chaque fille de *joie* a le sien. Les fracs étaient au mois de janvier couleur *pistache*, qu'on prononçait *Pie-se-tache*.

Il serait inutile de vous parler de la lettre de Bonaparte *à M. son frère*, de la réponse de lord Mulgrave

et de la déclaration de S. M. B. contre l'Espagne. Je ne puis rien vous apprendre à cet égard : la dernière pièce me semble démonstrative.

J'avais oublié de vous dire que, déjà avant le voyage de M. de Vintzingerode, S. M. I. avait fait assurer S. M. Prussienne que si, en conséquence des arrangements que les deux Cours pourraient prendre ensemble, la Prusse venait à être attaquée par les Français, toutes les forces Russes seraient à l'instant à son secours. Vous voyez donc, Monsieur, que tout est dit pour et contre.

88

Au Roi Victor-Emmanuel.

1er (13) mars 1805.

SIRE,

Au moment où on fermait les paquets, M. le Prince Czartoryski a restitué les deux lettres dont j'ai eu l'honneur de faire mention à Votre Majesté dans la lettre du 9. J'ai l'honneur de les lui adresser à la hâte. Quant aux observations de S. M. T. C., l'ouvrage est trop long. D'ailleurs Votre Majesté n'y concevrait rien, à moins d'avoir tous les projets sous les yeux. Dans sa lettre primitive, M. le Comte d'Avaray me disait : « *De toutes les vanités d'auteur, celle du Roi ou la mienne se-*

rait la plus déplacée et la plus ridicule. Taillez, réformez, supprimez, ajoutez, etc.

Votre Majesté voit que mes pouvoirs ne pouvaient être plus amples. Mais après avoir choisi le médecin, on a disputé sur ses ordonnances : sur quelques points on m'a cru, sur une foule d'autres on s'est obstiné ! Au total, la pièce me semble irréprochable et médiocre. C'est un vin bon et légitime, mais sans bouquet. Votre Majesté en jugera, quoique plus tard que je ne le croyais.

D'abord S. M. I. paraissait disposée à recevoir la Déclaration, et à la conserver comme le contrat dotal de Mme la duchesse d'Angoulême ; mais bientôt le vent est devenu contraire, et l'Empereur, quoique très poliment, a cependant refusé la Déclaration. On l'a donc envoyée à Londres, où l'on ne s'attendait pas à la moindre difficulté ; mais, au grand étonnement des agents de S. M. T. C., il s'est trouvé que le Cabinet Anglais s'est déclaré contraire à cette démarche, et il n'a pas voulu laisser imprimer la pièce. Même il paraît certain que l'opposition d'ici a été le fruit d'une opposition Anglaise. Je n'ai pas le temps de me livrer aux réflexions, et d'ailleurs il serait inutile de prévenir celles de Votre Majesté. La pièce cependant sera imprimée : le parti Royaliste de l'intérieur la demande vivement.

Tout confirme la vérité des conjectures que j'ai eu l'honneur de présenter à Votre Majesté sur l'état des négociations entre ce Cabinet et celui de Londres, et tout me persuade de même que Votre Majesté doit diriger tous ses calculs vers l'acquisition d'un nouveau pays;

mais, ou je suis entièrement trompé, Sire, ou il est impossible que le premier résultat de la guerre ou de la paix soit permanent ; que Votre Majesté ait seulement une attitude digne d'elle : le temps fera le reste.

Je suis avec un très profond respect,

Sire,

de Votre Majesté.....

89

A S. E. M. le Prince Czartoryski.

Saint-Pétersbourg, 6 (18) mars 1805.

Le renouvellement des hostilités entre la France et l'Angleterre, et la médiation offerte par la Russie, motivèrent de la part du soussigné la note qu'il eut l'honneur de présenter le 26 juillet (7 août) 1803 à S. E. Monsieur le Chancelier de l'Empire, par laquelle il mit dans le jour convenable l'extrême importance, pour S. M. le Roi de Sardaigne, d'être informée des négociations qui pourraient la concerner, et d'être entendue sur ce point important.

Les circonstances actuelles mettent le soussigné dans le cas de renouveler les mêmes instances avec plus de fondement encore. La lettre de Bonaparte à S. M. le Roi d'Angleterre, et la réponse faite par le ministre de ce Souverain sont connues de tout le monde, et il n'est

pas plus permis de douter de l'intérêt que les Cours de Pétersbourg et de Londres prennent ensemble au repos de l'Europe. Or, quoique le but principal de l'heureux usurpateur soit d'amuser les puissances étrangères, tandis qu'il affermit et agrandit la sienne (puisqu'on peut dire au pied de la lettre qu'il ne fait jamais mieux la guerre que pendant la paix), néanmoins on doit malheureusement lui supposer trop de talent pour croire qu'il se détermine à tirer l'épée avant d'avoir mis en avant quelques propositions moins déraisonnables que celles qu'il a avancées jusqu'ici ; il est trop important pour lui d'appeler *Frères* les premiers Souverains du monde, pour qu'il n'essaie pas d'acheter ces honneurs au prix qu'on aura la bonté d'y mettre, avant de courir les chances d'une guerre dont personne ne peut prévoir ni la durée ni le résultat.

Tout annonce donc qu'il y aura des propositions, et il paraît que l'effort des négociations se portera sur l'Italie comme celui des armes serait tombé sur la même contrée.

S. M. le Roi de Sardaigne étant sans contredit le Prince de l'Italie le plus intéressé à ces négociations, puisqu'il s'agit pour lui de reconquérir l'existence que d'autres veulent seulement conserver, les motifs développés dans la note sus-énoncée, du 7 août (26 juillet) 1803, militent plus que jamais pour que S. M. soit mise au fait des propositions qui pourraient la concerner ; et cela avant qu'il y ait rien de trop avancé. Ce n'est pas qu'elle n'ait la confiance la plus illimitée en ses grands amis, mais, comme le soussigné le disait

dans cette même note, personne ne connaît mieux que le Roi ce qui lui convient le mieux, et il serait à même peut-être de donner des idées qu'on pourrait être fâché de n'avoir pas connues, lorsqu'il ne serait plus temps de les connaître.

Le soussigné croit donc qu'il est de son devoir de renouveler les instances faites sur ce point en l'année 1803, afin que S. M. ait connaissance de tout ce qui pourrait l'intéresser dans les négociations qu'il est permis d'entrevoir sans indiscrétion. A cette époque qui peut être décisive, et qui sera au moins très importante; le ministre soussigné recommande de nouveau le Roi son maître à la puissante amitié de S. M. I. Il espère fermement que la Maison de Savoie lui devra son rétablissement, et ce ne sera pas un des points les moins brillants de cette carrière mémorable de gloire pure et de puissance conservatrice que la Providence a si libéralement destinée à S. M. I.

Il a honneur, etc.

90

A Mme la Marquise de Priero.

Saint-Pétersbourg, 9 (21) mars 1805.

Non certainement, Madame la Marquise, vous n'êtes point *jaune*: j'ai le souvenir le plus clair du contraire.

Quant à la peste, il peut se faire que vous ayez fait dire, a moi ou à d'autres : *La Peste!* avec un très joli point d'admiration. Mais je ne vois là ni crainte, ni barrière, ni cordon, ni fumigation ; en un mot, rien de tout l'attirail de la peste. C'est cependant un fait, Madame, que le courrier qui vous portait ma lettre du 7 décembre vous a traitée comme une franche pestiférée ; car il a passé sans s'arrêter, et s'en est allé bravement porter lettre et paquet à Naples, d'où le tout est revenu à Rome, et Dieu aidant, entre vos mains, Madame la marquise. Or, ce paquet contenait mon portrait, vivant, parlant (mais non pas voyant), mon Dieu ! Je serais inconsolable s'il avait péri sur la fumée comme un prisonnier de guerre iroquois. Mais j'espère que le retard lui aura été favorable, et que le fatal cordon avait disparu lorsqu'il a fait son entrée dans votre capitale. Quand on ne l'aurait percé de part en part que de sept à huit trous comme votre lettre du 5 janvier, ce serait beaucoup trop, en vérité. Enfin, Madame, j'attends mon sort ; et si j'ai péri, je serai inconsolable de l'*inconsolabilité* de mes gens de Turin, car, pour moi, je ne m'en embarrasse nullement.

Vous m'avez fait tout le plaisir imaginable en me disant que vous avez été extrêmement contente de la lettre de ma chère Adèle. C'est l'enfant de mon cœur. Mais prenez garde, Madame la Marquise, si vous me flattez, c'est un guet-apens formel ! — Ce n'est pas ainsi qu'on traite les honnêtes gens, entendez-vous bien ? Je compte sur votre probité, et je vais me réjouir tout bonnement de l'approbation que vous donnez à ma

fille. Ah! si quelque homme romanesque voulait se contenter du bonheur! Mais dites-moi donc, Madame la Marquise, vous qui lisez tant de livres (pour moi, je ne lis plus), n'auriez-vous pas rencontré une recette pour donner une dot à une demoiselle dont le père est ruiné? Cela devrait se trouver dans la *Clavicule de Salomon*, dans les *Secrets d'Albert-le-Grand*, ou tout au moins dans le *Moyen de parvenir*; autrement, l'auteur est un sot. Si vous découvrez quelque chose, je me recommande à vous.

Madame la Marquise, vous le croirez si vous voulez, mais le fait est qu'on ne peut vous être plus parfaitement dévoué que

Votre très humble.....

91

A Monseigneur de la Fare,

Evêque de Nancy, à Vienne.

Saint-Pétersbourg, 9 (21) mars 1805.

MONSEIGNEUR,

Vos lettres, qui sont toujours les bien arrivées, le sont surtout lorsque vous les confiez à des personnages intéressants, *qui ont bien mérité de la vraie patrie.* Celle dont vous avez chargé M. l'abbé Milliot a demeuré un

siècle en route ; mais la seconde a fait son chemin sans retard. Je n'ai pas besoin de vous dire, Monseigneur, si je me suis plu à faire jaser ces messieurs... J'ignorais que M. le chevalier de Vernègues eût frisé la mort de si près. M. l'abbé Milliot m'a appris sur celle de l'infortuné duc d'Enghien, des particularités qui ne m'étaient pas moins inconnues. L'état des esprits en France est le sujet favori de toutes mes méditations, et par conséquent de toutes mes conversations. Mais, je ne sais comment, je me défie absolument de tout le monde sans nulle distinction. Je voudrais voir : mais que verrais-je? Est-ce que ceux dont je me défie n'ont pas vu aussi? Et qui me dit que je saurais voir mieux qu'ils n'ont vu? Voilà ce que je me dis à moi-même; et lorsque je me suis fait cette petite mercuriale, une voix intérieure dont je ne suis pas le maître recommence à me dire : « *Il faudrait voir* ». Je suis entièrement dérouté ; mais rien ne m'a fait une impression aussi profonde et aussi douloureuse que la démarche du Pape... Plus j'examine ce qui se passe, plus je me persuade que nous assistons à une des grandes époques du genre humain. Ce que nous avons vu, et qui nous parait si grand, n'est cependant qu'un préparatif nécessaire. Ne faut-il pas fondre le métal avant de jeter la statue ? Ces grandes opérations sont d'une longueur énorme. On peut voir soixante générations de roses : quel homme peut assister au développement total d'un chêne ? L'arbre se prépare lentement :

Crescit occulto velut arbor ævo.

Peut-être serait-il possible de présager quelque chose; mais ce serait le sujet d'une conversation, même d'une conversation d'hiver, pour n'avoir pas envie d'aller se promener. On trouve ici très peu l'occasion de faire de ces conversations que j'appelle *substantielles*, après lesquelles je me retire joyeux, *uti conviva satur*. La mode, l'historiette, l'actrice, l'ariette, mais par-dessus tout (si l'on peut citer Voltaire à un évêque), *O roi David!* Voilà tout, Monseigneur ; on ne sort pas de là. Cependant le Cabinet parle bien d'autre chose, et voit de loin. Tranquillisez-vous, Monseigneur, sur sa *longanimité*, et croyez bien qu'on ne le prend pas pour dupe. Certainement l'usurpateur s'est bien trompé sur l'excellent Alexandre Ier, et vous pourriez même voir à Paris quelques preuves qu'il commence à s'apercevoir de cette erreur. Cependant je me tiens prêt à tout, et ne me crois sûr de rien. On m'enseigne si bien le doute depuis quinze ans, que je ne m'avise pas trop de donner tête baissée dans les espérances même en apparence les mieux fondées : jusqu'à présent la *bête a prévalu. Toute la terre la suit et l'adore. Elle a bien une dizaine de têtes et autant de diadèmes, en tout comptant*. Je ne sais quand elle sera jetée dans l'abîme. Pour moi, Monseigneur, je ne puis renoncer à l'espérance de lui voir faire le saut ; et je me réjouis, en calculant mon âge, de pouvoir, selon les apparences, mourir avant que cette opinion soit devenue complétement ridicule.

Je ne connaissais pas les vers que vous me citez, Monseigneur ; ils s'appliquent parfaitement à votre malheureux maître. Je lui souhaite tout le repos, et

ensuite toute l'activité qu'il peut désirer. Je souhaite qu'il devienne l'objet principal de toutes les spéculations politiques, et le grand pivot de toutes les opérations. Mais que nous sommes encore loin de voir cette manière de penser adoptée dans les Cabinets ! Heureusement les affaires du Roi se feront toutes seules, et il remontera sur son trône au lieu d'y être porté par des entrepreneurs qui voudraient se faire payer. — J'avais promis de ne plus faire de prophéties ; en voilà cependant une qui figurerait fort bien dans un chapitre d'Isaïe. — Eh bien ! je ne dirai plus rien, et je vous connais assez clément pour me pardonner ce qui est écrit.

Lorsque vous m'assurez de votre amitié, Monseigneur, d'une manière si flatteuse pour moi, je ne vous dirai pas comme la petite Bretonne de Madame de Sévigné : « *Je ne puis vous réciproquer* ». Je trouve, au contraire, un sensible plaisir à vous *réciproquer*, et ce plaisir durera autant que celui qui l'éprouve.

92

A Mme la Baronne de Pont, à Vienne.

Saint-Pétersbourg, 10 (30) mars 1805.

Oui, Madame, j'ai reçu votre lettre du mois de juillet; et si je n'ai pas répliqué, c'est que l'exactitude dans le commerce épistolaire est devenue pour moi une chose

impossible. C'est une chanson que je répète à tous mes amis. En vérité, je suis condamné à l'impolitesse, comme on l'est, dans la bonne compagnie, au fouet ou aux galères. La malédiction originelle touchant le travail est descendue à plomb du papa Adam jusqu'à moi : d'honneur, c'est une primogéniture formelle. J'ai beaucoup d'affaires et point de soutiens : la délicatesse m'empêche d'en demander. Le grand monde me fait perdre beaucoup de temps. D'ailleurs, Madame la Baronne, vous sentez bien qu'il n'y a pas moyen de fermer tout à fait les livres. Je me sens même brûlé plus que jamais par la fièvre de savoir. C'est un redoublement que je ne puis vous décrire. Les livres les plus curieux me poursuivent, et viennent d'eux-mêmes se placer sous ma main. Dès que l'*ineffable diplomatie* me laisse respirer un moment, je me précipite, malgré tous les avertissements de la politesse, sur cette pâture chérie, sur cette espèce d'ambroisie dont l'esprit n'est jamais rassasié : Et voilà ce qui fait que..... *votre ami est muet.* Ce qui soit dit cependant sans m'égaler tout à fait à Sganarelle, car je prétends que mes raisons valent mieux que les siennes. Quant à vous, Madame, j'allais vous dire : *Vous n'avez pas les mêmes raisons pour ne pas écrire ;* puis tout à coup j'ai retenu ma plume, en songeant que vous aviez pour n'écrire à personne la meilleure de toutes les raisons possibles, celle de vous trouver dans l'enthousiasme de la composition. Dans tous les genres, l'homme se plaît à créer ; rien ne l'occupe, rien ne l'absorbe plus justement. Ainsi, Madame, jusqu'à ce que le nouveau roman soit fait et parfait, je vous remer-

cierai de vos lettres, mais je n'oserai point en demander.

J'ai beaucoup ri, dans le temps, de votre équivoque sur la *scène de l'oratoire* dont je vous avais parlé dans ma dernière lettre, au sujet de la Duchesse de la Vallière. J'entendais parler de la scène dans l'oratoire de la Duchesse, une des plus belles choses que je connaisse dans ce genre, et non de l'autre aventure dans l'oratoire de la Reine. A ne considérer que le mérite littéraire du livre, je trouve que l'ouvrage serait irréprochable, si l'on en retranchait quelques longueurs extrêmement fatigantes, et, avant tout, l'épître dédicatoire *à mon ami Pierre Lombard*, qui est véritablement un solécisme de convenance. Mais savez-vous bien, Madame la Baronne, que les Anglais me semblent avoir attaqué ce livre avec beaucoup d'avantages du côté de la morale? J'ai lu dans leurs journaux qu'à tout prendre, *la Duchesse de la Vallière* est un livre dangereux; qu'il embellit le vice; qu'il encourage les penchants désordonnés d'une jeune personne, en lui montrant de loin le repentir et la pénitence, espèce de port à la vérité très sûr et très respectable, mais où tous les *naufragés* n'arrivent pas, à beaucoup près; que la maîtresse d'un roi marié est une coquine, comme celle d'un laquais, etc., etc. En vérité, ce n'est pas tant mal dit. Je ne sais que vous dire, au reste, de l'inconcevable auteur du livre. Comment peut-on toujours bien dire et toujours mal faire? Je la méprise plus que si elle affichait la perversité. On m'a assuré ici très distinctement qu'elle s'était parfaitement convertie. Ainsi soit-il; mais j'en doute extrêmement.

Vous m'avez rendu justice, Madame, et vous m'avez

traité comme un père, en me parlant de l'esprit et des talents de votre aimable fils. Certainement, il n'y a rien de mieux que ces réponses que vous m'avez fait connaître, et toute mère doit vous envier la douceur de les entendre. J'y ai pris, je vous l'assure, un singulier plaisir. Je ne suis pas moins enchanté que vous ayez fait le pas décisif, pour l'établissement de Monsieur votre fils : quelquefois je songe que vous avez fait tout aussi bien pour ce monde que pour l'autre, en retournant au giron de notre sainte mère. Si vous aviez continué à dire votre *Credo* en français, votre charmant jeune homme aurait bien pu se voir un jour conseiller à Lausanne ou à Moudon, ce qui est certainement un fort bel état ; mais cependant il vaut bien tout autant être chambellan de Sa Majesté Impériale, Royale, Apostolique. A propos de *Credo*, si j'avais encore le plaisir de vous voir, je serais en état de vous présenter mille réflexions nouvelles qui, j'ose m'en flatter, vous feraient trouver encore meilleur le parti que vous avez pris. J'ai d'assez beaux recueils ; mais le temps d'en tirer parti n'est pas arrivé. Votre amie, ou notre amie, Madame de P***, vous a-t-elle imitée ? — Pourquoi pas, s'il vous plaît ? Avez-vous maintenant quelque correspondance avec elle ? Pouvez-vous lui faire passer mes compliments ? Quand une fois on s'est connu entre hommes et femmes, de deux manières, je veux dire en très bien ou en très mal, je trouve qu'il n'y a rien de si brutal que de s'oublier. Ce n'est pas qu'il n'y ait beaucoup à chicaner sur le comment et le pourquoi. Mais je dirai toujours, comme Dacier : « *Ma remarque subsiste* ».

Il n'y a pas moyen, Madame, de rien ajouter à ce que vous dites sur *vos amis*. Ils seront tout ce qu'on voudra, mais ils ne sont pas aimables. — *Sacrifiez aux Grâces*, disait un ancien ; c'est ce qu'on devrait leur dire sans cesse. Pour moi, je les considère infiniment ; mais je ne sais qu'en faire, malgré ma bonne volonté. Je voudrais bien être le seul de cet avis, et je voudrais encore plus que ce caractère n'influât que sur les petites relations sociales. Le *jeune homme* est, en effet, ici depuis longtemps : je le vois quelquefois ; mais nous sommes jusqu'à présent comme ces métaux hétérogènes qui fondent dans le fourneau, l'un à côté de l'autre, sans pouvoir se mêler. J'espère qu'à la fin l'amalgame se fera ; et même je serais déjà content si, sur votre parole, je n'avais pas attendu plus que de la politesse. L'*aigle* dont vous me parlez pourrait bien, selon que les choses tourneront, être mis au rang des oiseaux de basse-cour. Il faut attendre. En attendant, je vous avoue que j'ai de violents préjugés contre ceux qui ne sont pas *de notre bord*. Il n'y a qu'un bon parti ; il n'y a qu'un bon système ; mais c'est ce qu'il n'est pas possible de faire comprendre dans ce fameux pays, où l'on comprend tant de choses. Mais qui est-ce qui comprend dans ce moment ? Qui est-ce qui a compris ? Et qui est-ce qui comprendra ? Vous dites fort bien, Madame : *Eh ! quel temps fut jamais plus fertile en miracles ?* — Il en est un surtout que je ne cesse d'admirer depuis douze ans. *Tout marche de soi-même* (je m'entends néanmoins), *et jamais les mains étrangères ne peuvent influer sur des plans arrêtés*. Ce miracle, loin de me décourager, me remplit d'espérance. Je me dis

que tout ce qui doit tomber tombera, comme tout ce qui devait tomber est tombé, au milieu de tous les appuis imaginables.

Depuis que je n'ai eu l'honneur de vous écrire, j'ai acquis un beau collier vert : j'ai été fait chevalier grand'-croix de Saint-Maurice. Puissè-je avoir beaucoup de cadets !

Adieu, Madame la Baronne. Voilà beaucoup de bavardage, en vérité. Souvenez-vous toujours un peu de moi, je vous en prie, et croyez-moi pour toujours votre dévoué serviteur et ami.

93

*A Madame ***.*

Saint-Pétersbourg, 14 (26) mars 1805.

Votre reconnaissance, Belle et Bonne, est un véritable microscope qui fait une montagne d'un grain de sable. Voulez-vous à toute force attacher quelque mérite au courage de dire publiquement ce qu'on pense d'une femme estimable? Grand merci ! Mais je vous avoue que dans mon dictionnaire, cela s'appelle bien plus n'être pas lâche qu'être courageux. Combien je suis reconnaissant, moi-même, Madame, de toutes les choses obligeantes que vous me dites, et que je suis enchanté

de pouvoir de temps en temps ragaillardir un peu votre pauvre cœur tout triste et tout meurtri ! Courage, bonne Constance ! Faites bien et laissez dire. Je ne puis m'ôter de la tête qu'un beau jour, au milieu de la tempête, vous verrez tout à coup un éclairci qui vous consolera ; mais souvenez-vous du proverbe des bonnes gens : *Aide-toi, Dieu t'aidera.* Lorsqu'un bateau est en danger, c'est fort bien fait de se recommander à Dieu ; mais cependant il faut ramer. Ne laissez pas passer les jours l'un après l'autre avec vos livres et votre harpe, agissez, avancez ; aidez ceux qui vous aident. Si vous étiez un peu plus entreprenante, vous seriez parfaite. Je ne sais en vérité quand il me sera possible de vous voir, malgré toute ma bonne volonté. Ma vie entière est un cercle d'occupations et de devoirs tyranniques dont je ne *sais* ni ne *dois* me tirer. Je n'aime pas d'ailleurs avoir le plaisir de vous voir souvent. Voulez-vous que j'aille dîner chez vous en bonne fortune vendredi prochain ? J'y mets trois conditions. Nous serons seuls ; je mangerai maigre, et je m'en irai comme un vilain après le café, car le vendredi est un jour de courrier. Voulez-vous, Belle, me servir l'omelette *apostolique et romaine ?* nous sommes entendus. — Ah ! j'oubliais de vous dire que si je trouve chez vous cette *troisième femme* dont vous me parlez, ou que si elle arrive avant dîner, vous me permettrez de m'en aller tout simplement, car je ne veux pas être *désappointé.*

Je ne sais, Madame, ce que je vous ai dit au sujet *de mes écritures.* Si j'avais quelque raison de ne pas laisser subsister une lettre que je vous adresse, je vous

prierais de la brûler, sans le plus léger doute sur votre bonne foi ; du reste, vous êtes bien la maîtresse de faire imprimer les témoignages écrits de mon estime et de mon affection : on n'y lira sûrement que ce qu'on a entendu dans mes conversations. Adieu, Madame, comptez en toute occasion sur les sentiments les plus dévoués de

Votre sincère ami.

94

Au COMTE Xavier de Maistre.

Saint-Pétersbourg, 16 mars 1805.

Comte Xavier Xaveriewitch, il faut partir ! Hier, l'assurance de ta place a été donnée au ministère qui m'a dit le soir que je pouvais te faire venir. Cependant comme l'Ukase n'est pas signé, à cause de ces difficultés de forme dont je t'ai parlé, nous sommes convenus que si tu avais quelque répugnance à dire que tu es placé, avant d'en avoir la certitude écrite, tu pourrais dire que tu viens vivre avec moi, et que nos arrangements de famille l'exigent ainsi ; mais suivant les apparences, avant que tu aies pu monter dans ton traîneau, l'Ukase sera signé. Partez, mon enfant, partez ! Voici cependant un point sur lequel tu dois me répondre *sonica*, sans perdre un instant ; c'est sur le choix du

civil ou du militaire. L'Empereur te donne le choix de Major, comme tu es, ou de Conseiller de Cour, équivalent du lieutenant-colonel, dans le civil. Moi je penche pour le civil, à cause de l'ennui de l'uniforme, que tu ne pourras quitter que pour dormir. Dans le civil, au contraire, tu auras un bel uniforme, pour la parure, et la liberté de t'habiller du reste comme il te plaira ; mais à cet égard je ne voudrais rien prendre sur moi. M. de Tchitchagof pense que c'est, comme nous disions jadis, *blanc bonnet*, et *bonnet blanc ;* réponds sur le champ. — Ayant eu l'occasion de parler du logement, je n'ai pas trouvé la moindre difficulté. En attendant, les deux cabinets et le salon sont à toi. On a d'ailleurs de très grands projets sur ta personne pour l'avenir. Oh! quelle joie! — Adieu !

Il me semble qu'il serait à propos d'écrire à M. de Tchitchagof pour le remercier de ce qu'il te fait voyager dans une autre chambre.

95

A Mme la Comtesse Trissino, née Ghillino.

Saint-Pétersbourg, 26 mars 1805.

C'est par ma faute, Madame la Comtesse, c'est par ma faute, et c'est par ma très grande faute. Chaque jour je me disais : Chien de paresseux, sais-tu ce qui arri-

vera? Un beau jour, tu verras arriver une lettre de cette aimable Comtesse qui te préviendra, et tu mourras de honte. J'ai parfaitement deviné. La lettre est arrivée, et me voilà tout honteux. Maintenant que je vous ai fait ma confession, écoutez mes excuses, Madame. Il y a dans mon pays un proverbe plein de sens qui dit : *J'ai tant d'affaires, que je vais me coucher.* C'est précisément ce qui m'arrive. J'ai tant d'affaires, que je vais me coucher, ou, si vous voulez la vérité, comme en confession, j'ai tant d'affaires, que je n'en fais qu'une. *Il n'est pas bon à l'homme d'être seul,* dit *La Bible;* je m'en aperçois trop. Je suis seul, et la plus juste délicatesse m'empêche de demander des aides. Je plie sous le faix, d'autant plus que c'est ici un devoir de conscience de perdre la moitié de la journée, et qu'on passe une grande partie de la vie en carrosse. Ne pouvant plus écrire à tout le monde, je me suis mis à n'écrire à personne, excepté à ma femme et à mes enfants. En m'excusant ainsi, Madame la Comtesse, je ne continue pas moins à me frapper la poitrine ; car j'ai eu grand tort de ne pas faire une distinction en faveur d'une personne que je distingue autant. Je ne puis vous décrire le plaisir avec lequel j'ai vu arriver votre lettre, quoiqu'elle dût m'apporter quelques remords. Comment donc! Elle se souvient toujours de moi, de moi, qui le mérite si peu! Croyez, Madame la Comtesse, qu'on ne peut être plus sensible que je le suis à vos aimables gronderies ; je veux cependant ne plus les mériter.

Vous me demandez, Madame, ce que je dis de tout

civil ou du militaire. L'Empereur te donne le choix de Major, comme tu es, ou de Conseiller de Cour, équivalent du lieutenant-colonel, dans le civil. Moi je penche pour le civil, à cause de l'ennui de l'uniforme, que tu ne pourras quitter que pour dormir. Dans le civil, au contraire, tu auras un bel uniforme, pour la parure, et la liberté de t'habiller du reste comme il te plaira ; mais à cet égard je ne voudrais rien prendre sur moi. M. de Tchitchagof pense que c'est, comme nous disions jadis, *blanc bonnet*, et *bonnet blanc ;* réponds sur le champ. — Ayant eu l'occasion de parler du logement, je n'ai pas trouvé la moindre difficulté. En attendant, les deux cabinets et le salon sont à toi. On a d'ailleurs de très grands projets sur ta personne pour l'avenir. Oh ! quelle joie ! — Adieu !

Il me semble qu'il serait à propos d'écrire à M. de Tchitchagof pour le remercier de ce qu'il te fait voyager dans une autre chambre.

95

A Mme la Comtesse Trissino, née Ghillino.

Saint-Pétersbourg, 26 mars 1805.

C'est par ma faute, Madame la Comtesse, c'est par ma faute, et c'est par ma très grande faute. Chaque jour je me disais : Chien de paresseux, sais-tu ce qui arri-

gue, qui contenait une goutte d'eau ? Cette goutte d'eau a beaucoup fait parler ici ; on me disait : « *Cela n'est pas naturel.* Oui ! Non ! » Enfin, on n'en finissait pas. On voulait même m'engager à dessertir la bague pour faire l'essai ; moi, je n'avais jamais voulu m'y prêter, et j'avais toujours beaucoup d'amour pour ma bague. Un beau jour, il me prend la fantaisie de la regarder à la lumière. Adieu, goutte ! — Elle a disparu. — Comment ? Par où ? Ma foi, je n'en sais rien ; le fait est qu'elle a disparu. J'ai versé des torrents de larmes ; et quoique ma bague ait perdu toutes ses grâces par cette foudroyante évaporation, je n'ai pas eu la force de m'en séparer. Je la porte toujours très honorablement.

Voilà, Madame la Comtesse, ce qui m'est arrivé de plus remarquable dans le genre triste. Le chapitre du bonheur n'est malheureusement pas saillant, néanmoins il est passable. On continue à me montrer ici beaucoup de bonté. Le climat (chose étrange !) me convient extrêmement. Je suis certainement le seul être humain, vivant en Russie, qui ait passé deux hivers sans bottes et sans chapeau. Je vis dans une parfaite liberté ; le Souverain est adorable, non point en style d'épître dédicatoire, mais en style de lettre confidentielle. Enfin, Madame, je n'aurais nullement à me plaindre de mon sort, s'il ne me manquait pas deux petits articles : ma famille, et quarante mille roubles de rente.

Je voudrais bien répondre aux questions que votre amitié m'adresse sur mes espérances, mais je vois qu'il ne me reste plus assez de papier. Qu'il vous suffise de savoir, Madame, que l'espérance est, ainsi que nous

l'enseigne le Catéchisme, une vertu iudispensable pour le salut, tout comme la foi et la charité. — Ai-je tout dit? Non. Il faut que je vous gronde sur l'épithète d'*insipide* que vous osez donner à vos lettres. C'estune horreur. Je vous ai recommandé la langue italienne, précisément dans l'espérance d'y gagner quelques lignes, même quelques syllabes. Voyez, Madame, comme vos lettres sont insipides pour moi! — Mais vous savez bien ce qu'il en est, dans votre conscience. Adieu, Madame la Comtesse. Ne m'effacez jamais de la liste de vos amis, malgré le temps et l'absence, et croyez que je mériterai constamment ce titre, lors même qu'il m'arrivera d'être paresseux. Adieu. Comment pourrai-je jamais reconnaître les politesses dont vous m'avez comblé? Ma mémoire me reporte sans cesse vers cette époque malheureusement trop courte, et ma reconnaissance est aussi fraîche que le jour où je quittai Rome.

96

A M. le Chevalier de Rossi.

1er (13) avril 1805.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

J'ai adressé hier à M. le chevalier Ganière la relation ordinaire, mais comme j'ai appris qu'il part ce soir un courrier Autrichien, je n'ai pas voulu le laisser partir

sans vous adresser quelques mots. Lorsque M. le Duc en fera partir un, je verrai s'il y aura moyen de lui confier les dernières pièces que j'ai présentées ici. A vous dire la vérité, je commence, malgré toutes les précautions possibles, à être un peu effrayé sur le sort de ces courriers, je crains quelque violence sur leur personne de la part de ceux qui se permettent tout.....

Nous attendons d'un jour à l'autre M. de Zastroff, que S. M. Prussienne envoie à l'Empereur pour faire le pendant de M. de Vinzingerode, mais on dit que le pendant est fort supérieur. Je tiens de l'envoyé même de la Prusse que le premier a très médiocrement réussi à Berlin, où il s'est montré par trop Autrichien, ce qui a amené une très longue conversation entre nous, où je me suis efforcé de lui prouver que sa Cour ne pouvait, sauf l'honneur et même la sûreté, demeurer neutre dans ce moment. Dans le fond du cœur, il le croit comme nous ; mais il est Prussien, et il s'agit de l'Autriche. *Entre ces ennemis il n'est point de traité.* M. de Zastroff est un homme de mérite pour qui S. M. Prussienne avait beaucoup d'attachement, mais cet attachement donnant de l'ombrage à certaines personnes, on était parvenu à l'écarter au moyen d'un gouvernement militaire. Dans ce moment néanmoins, l'estime a parlé de nouveau. Il arrive fort à propos, puisqu'on est ici ce qui s'appelle dans l'*accouchement* ; je crois que les derniers mots se disent. Le Cabinet est excessivement occupé, je m'en aperçois à mes dépens, car depuis six jours j'attends une audience pour présenter des choses de la plus grande importance.

A une époque aussi solennelle, une chose doit vous

tranquilliser (ou vous effrayer peut-être, tout comme il vous plaira) c'est que lorsque vous m'écrivez : « Faites ceci ou cela », il y aura toujours, lorsque je recevrai votre lettre, deux mois précis que la chose sera faite, ou qu'elle ne pourra plus se faire. Voyant qu'on m'écoute avec bonté, j'en profite pour dire ce que je me serais bien gardé de dire il y a un an ou deux, quoique je fusse alors aussi bon géographe qu'à présent ; il faut bien se garder de vouloir avancer contre le vent, mais c'est une grande sottise de ne pas le suivre. Vous comprenez au reste, M. le Chevalier, qu'à l'époque des miracles, il est superflu de vouloir deviner l'avenir. Il faut faire tout ce qui dépend de nous, et puis nous tenir tranquilles. Je comprends toujours moins comment S. M. pourra demeurer à Gaëte. J'insiste autant qu'il est en moi sur la nécessité absolue de.....

Quand à nous, M. le Chevalier j'ai dit, comme vous l'avez vu dans le temps, tout ce que j'ai dû dire, mais je ne crois pas du tout que nous soyons appelés à jouer un rôle actif ; car la puissance dont on ne peut se passer ne le permettra jamais, et ceux mêmes qui se flattent de pouvoir lui forcer la main n'y réussiront pas ; je désire me tromper, comme vous pensez bien. J'aurai l'honneur, par un autre courrier, de répondre directement et en détail à S. M. sur une foule de choses contenues dans les dépêches qu'elle a daigné m'adresser. J'ai fait passer dans le temps à S. E. M. le Comte de Front une copie de ma dernière note, et je lui ferai toujours connaître tout ce qui sera important pour le service de S. M., mais je ne puis donner dans le *dicerie* epistolaire. J'ai eu l'honneur

de lui faire connaître l'impossibilité physique, absolue, insurmontable, d'entretenir deux correspondances chiffrées, sans aucun aide. La vie que je mène ici paraît un phénomène: des séances de sept ou huit heures sont pour moi des choses fort ordinaires. Mes yeux souffrent beaucoup à cause de l'usage nécessaire et continuel des lunettes. La correspondance directe avec S. M. a triplé les chiffres, avec un honneur infini pour moi, mais nulle utilité pour S. M. J'ai suspendu presque toutes mes correspondances, même les plus chères; il en est cependant que je ne puis interrompre totalement. Ma famille m'occupe beaucoup et me tient dans un état habituel d'inquiétude et de souffrance. Que S. M. daigne être assurée que je n'oublie rien de ce qui peut intéresser son service. Il n'y a au reste qu'une seule chose à écrire à M. le Comte de Front. Je développerai une autre fois ce danger. Nous sommes au surplus fort loin d'une décision. Les bonnes gens vont maintenant donner de tous côtés la nouvelle de *la réunion de l'Italie* sans se douter que c'est tout comme si l'on donnait celle de la bataille d'Arcole. O puissance des mots!

S. M. I., en plaçant mon frère, avait bien voulu lui laisser le choix de reprendre son grade militaire de Major, avec l'ancienneté qu'il avait en arrivant, ou de passer dans le civil avec celui de Conseiller de Cour, qui équivaut au grade de *Lieutenant-Colonel*. Ses amis, auxquels je m'en rapportais, penchaient pour le civil, mais il s'est déterminé pour le militaire. Il a dit qu'il était soldat, et qu'il voulait continuer à l'être. Je crois qu'il a bien fait; ayant conservé son ancienneté, il ne tardera

pas à faire ses pas. Il est titré dans l'Ukase : *Comte Xavier de Maistre, directeur du musée et de la bibliothèque de l'Amirauté*. Cette forme ne s'accorde pas avec nos usages; mais ici on ne connaît, ni le titre de *chevalier* pour les cadets, ni aucun autre quelconque, excepté les titres proprement dits, et celui du père est commun à tous les enfants des deux sexes. Il a, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander, 2,000 roubles de pension, et nous comptons beaucoup sur le logement. C'est ici la paie d'un Lieutenant-général. Je n'ai pas besoin de vous dire si je suis ravi de ce bonheur, que je dois uniquement au ministre de la marine, M. le Vice-Amiral de Tchitchagof, homme très singulier dans ce pays, fort au-dessus du caractère russe considéré en général, et chez qui j'ai eu l'avantage de trouver non pas seulement l'hospitalité qui se trouve ici partout, mais l'attachement qui ne se trouve nulle part.

J'ai l'honneur d'être.....

97

Au Roi Victor-Emmanuel.

8 (20) avril 1805.

SIRE,

M. de Novosiltzof ne part plus pour l'Angleterre. Après trois semaines environ de pourparlers et de discussions, Mylord Gower, muni de pouvoirs très étendus,

a tout signé ici. Les articles ont été envoyés en Angleterre, où ils doivent être approuvés ; après quoi, la ratification étant arrivée ici, M. de Novosiltzof partira pour une ville frontière de la France, peut-être même pour Bruxelles, où il traitera avec la France, muni des pouvoirs des deux puissances. J'imagine que le Roi d'Angleterre fera simultanément à son Parlement les ouvertures dont j'ai eu l'honneur de vous faire part. Le gouvernement Anglais, et les circonstances où il se trouve, ne comportent pas une autre marche; mais Votre Majesté voit assez les longueurs qui en résulteront: c'est une éternité. En attendant *l'Homme* prend racine, s'avance de tous côtés, et envoie ses cordons à tous ceux qui ont la *force* de les porter. Ce qui se passe en Italie, et le titre qu'il s'est donné, nous préparent à des choses extraordinaires.

J'ai communiqué le Mémoire et les deux cartes dont j'ai eu l'honneur de parler à Votre Majesté, et qui lui parviendront par la première occasion convenable. Je ne vois plus de libre que la Ligurie, Parme et Plaisance. Le plus obstiné des hommes, et le plus gâté par le succès, ne reculera que bien difficilement. S'il est attaqué et battu, c'est autre chose. On ne peut rien dire encore.

J'aurais bien désiré savoir jusqu'à quel point il a été question de nous dans les articles signés ici, et si du moins on a prononcé *Indemnisation en Italie:* mais je n'ai pu le pénétrer. Un ministre qui n'a ni maison ni table n'a pas beau jeu pour découvrir certaines choses. Je crois, au reste, qu'on n'est entré dans aucun détail ; et d'ailleurs j'ai obtenu la parole expresse du Ministre qu'on

ne déciderait rien sans mettre Votre Majesté à même de dire ses raisons. C'est tout ce que j'ai pu faire.

J'ai fait auprès du Ministre l'usage convenable de la lettre de Votre Majesté du 12 février. Je crois en général pouvoir me flatter que j'ai eu le bonheur de donner aux esprits toutes les dispositions que Votre Majesté peut désirer. Le reste ne dépend ni de moi, ni d'aucun être humain. La Russie et l'Angleterre même ne savent pas ce qu'elles peuvent faire pour Votre Majesté. Comment pourraient-elles promettre, n'ayant aucune certitude de pouvoir tenir? Le plus fort et le plus heureux donnera la loi.

Pendant que j'écrivais cette lettre, j'ai appris que l'on n'attend aucune réponse de Londres, que tout a été conclu ici, et que M. de Nowosiltzof part en droiture pour la France avec des passeports qui ont été demandés aujourd'hui par la voie de la Prusse. Qui sait si ceci ne pourrait pas amener une espèce de Congrès? Voilà encore un moment bien solennel. Paix ou guerre! Il me semble, en attendant, que l'honneur est à la France, puisqu'on va chez *Elle*.

La personne de qui je tiens ces détails, et que Votre Majesté peut aisément deviner, m'assure encore que l'indemnisation de Votre Majesté a été certainement demandée en Italie.

Je profite à la hâte d'un courrier Russe qui part pour Vienne, et dont on ne m'a averti par grâce que fort tard, pour faire connaître ces choses importantes à Votre Majesté. Mais comme cette lettre doit attendre un courrier à Vienne, je fais parvenir par la même voie

quelques lignes chiffrées qui partiront par la poste et qui contiendront l'essentiel.

Je suis avec un très profond respect.....

98

A M. le Chevalier de Rossi.

2 (14) mai 1805.

M. de Novosiltzof a repris tranquillement ses fonctions d'adjoint au Ministre. Comme on ne veut point qu'il aille en Italie, il ne se presse point. Bonaparte enverra les passeports à son aise, en riant très sûrement de voir qu'on met le temps à sa disposition. Nul doute que cette année ne soit perdue.

M. de Zastroff, ayant débuté ici par la grande thèse de la neutralité de l'Allemagne, l'Empereur s'est d'abord monté d'une manière terrible et a dit qu'il était fort étonné qu'on lui envoyât un gouverneur de Province pour lui dire précisément ce qu'on lui avait toujours dit. Les choses allaient assez mal, lorsque M. de Zastroff a envoyé à S. M. I. ses propres instructions, en original, accompagnant sans doute cet envoi de tout ce qui devait se dire dans cette occasion. J'ai peur que ce trait sublime de confiance ne soit qu'une pure comédie; car, quel Envoyé livre ses instructions, s'il n'y est autorisé d'avance par son maître? Le trait a

cependant fort bien réussi, l'Empereur a renvoyé les instructions avec une adresse de sa propre main ; on s'est rapproché : M. de Zastroff a eu une audience du Cabinet : il a contenté S. M., et de son côté il ne parle qu'avec admiration des sentiments qu'Elle lui a manifestés ; depuis on l'a invité à toutes les manœuvres, on lui fait toutes les petites caresses militaires et diplomatiques, même le Grand Duc Constantin ne dit plus de mal des Prussiens. Tout va à merveille : il reste à savoir si les Autrichiens ne reculeront pas à mesure que leurs rivaux avancent. C'est la marche ordinaire. La Prusse ne veut pas attaquer ; seulement, si les Français font un pas de plus en Allemagne, elle promet d'agir avec toutes ses forces. Mais ce qui est très clair, c'est la crainte extrême de la part de la Prusse que la Russie se mêle des affaires d'Allemagne (j'entends avec ses baïonnettes). Elle peut se fier à l'Empereur, mais nullement à son Cabinet, qu'elle redoute au contraire beaucoup ; s'il faut se battre, elle voudrait agir seule, ou n'avoir les Russes qu'en très moindre quantité, et pour ainsi dire à ses ordres. Elle ne voudrait donc ni commencer, ni donner passage sur elle pour que les autres commencent. Les Français n'ont qu'à se tenir tranquilles dans le Hanovre, et faire leurs affaires ailleurs. Au reste quand la Prusse ne ferait que se tenir parfaitement neutre et n'écouter aucune proposition de la France, comme elle en donne sa parole, nous devrions être bien contents. On paraît ici assez satisfait de l'Autriche. S. M. le Roi de Suède a renvoyé au Roi de Prusse l'ordre de l'Aigle noir, accompagné d'une lettre qui me

paraît une pièce incomparable par le ton de fermeté, de modération et de politesse royale qui la distingue ; on me l'a lue rapidement et une seule fois ; je n'ai donc pu la retenir entièrement ; mais je réponds des phrases suivantes, pour le sens, et même pour les principales expressions :

« Sire, c'est avec le plus grand regret que je me vois forcé de remettre entre les mains de Votre Majesté ces marques précieuses de l'amitié du feu Roi Frédéric Guillaume, votre père. Ces signes antiques, qui tiennent à la fois à la Chevalerie et à la Religion, sont infiniment respectables, mais les circonstances déplorables où nous nous trouvons ne me permettent plus de les porter. Je prie Votre Majesté de me dispenser de tout raisonnement. J'obéis à une triste nécessité. Je puis cependant vous dire qu'en ma qualité de *Chevalier*, je ne reconnaîtrai jamais ce caractère dans Napoléon Bonaparte et ses pareils. » — S. M. Suédoise voulait d'abord remettre l'ordre à l'envoyé de Prusse à Stockholm, mais celui-ci qui est extrêmement attaché au Roi de Suède et qui se plait beaucoup dans ce pays ayant refusé de l'accepter, le Roi a pris la plume et ayant écrit d'un trait la lettre susdite, il l'a fait copier et l'a envoyée sur le champ par un courrier extraordinaire. Je ne crois pas que le Roi de Prusse fasse grand bruit, mais je suis curieux de voir le parti que prendra Bonaparte.

Il paraît très certain que l'Empereur est sur le point de partir ; et s'il part, c'est pour l'armée. Il veut, suivant toutes les apparences, qu'un grand mouvement militaire accompagne son négociateur, et qu'on voie

derrière lui 200.000 hommes et l'Empereur. L'idée est magnifique. et j'y crois d'autant plus, que M. de Novosiltzof. ainsi que je l'ai appris, a cru avant de partir devoir exiger ce mouvement comme un moyen indispensable de dignité et d'influence.

Toutes mes inquiétudes sont pour l'Angleterre. Le départ des flottes Françaises y a jeté une alarme extraordinaire, et son ardeur pour traiter est incroyable. Je désire me tromper. mais je vois plusieurs signes d'embarras et d'affaiblissement.

19 (31) mai. — Rien de nouveau sur le voyage de l'Empereur, mais je suis persuadé qu'il aura lieu si l'on traite: en attendant, les troupes filent dans le plus grand silence, et l'on arme puissamment à Cronstadt. L'Ambassadeur d'Angleterre m'a dit ouvertement qu'il désirait la guerre, mais que son gouvernement ne pouvait se dispenser de traiter ; que c'est un égard et une précaution qu'on devait à une nation à qui l'on demande de si grands sacrifices. C'est fort bien ; mais c'est fort mal.

Ce moment est solennel et terrible. C'est celui qui précède un tremblement de terre. Mais tout est encore à sa place, et il n'y a rien à dire.

23 mai (4 juin) 1805. — Le courrier Napolitain devant arriver avant cette lettre, je me contente de faire savoir par ce courrier, de peur de quelque retard imprévu, que les passeports de M. de Novosiltzof sont arrivés hier; ils ont été accordés du soir au matin, d'où l'on conclut que Bonaparte a envie de la paix. Il a du moins envie de traiter. Pourquoi s'y refuserait-il ? Il gagne du temps, et c'est tout pour lui.

99

A Mme la Comtesse de Goltz.

Saint-Pétersbourg, 2 (14) mai 1805.

Il me semble, Madame la Comtesse, que vous êtes maintenant bien assise, bien reposée, bien tranquille ; que vous n'avez plus mal au doigt, et que vous pouvez sans peine décacheter les lettres de vos amis. Ce qui m'inquiète encore infiniment, c'est de savoir si vous pouvez les lire, car vos yeux sont toujours devant mes yeux : je vais songeant combien ils vous ont fait souffrir, et combien ils pouvaient vous tourmenter encore. Aveugle moi-même, je dois avoir plus qu'un autre compassion des aveugles : cependant il faut convenir que mon *aveuglement* est bien plus doux que celui qui vous affligeait lorsque nous vous avons perdue. A la vérité, je ne vois pas bien distinctement si ce qui est là, au bout de ma table, est un livre, par exemple, ou une boite ; mais je vois très distinctement et sans peine cette feuille de papier et ces lettres que je trace avec tant de plaisir pour me rappeler à votre aimable souvenance. Comment vous trouvez-vous, Madame, dans cette petite ville de Memel ? Quel Berlin, bon Dieu ! Il me semble qu'il a dû vous chiffonner étrangement l'imagination. Hélas ! Il y a bien peu de choses dans l'univers qui soient encore à leur place ; mais sur

l'article des déplacements, c'est vous, Madame la Comtesse, qui avez heureusement l'avantage sur moi, et c'est à vous de me consoler : vous avez beau jeu, je vous l'assure, si vous l'entreprenez, vu que je n'ai jamais jugé à propos de m'échauffer le sang pour les coups fourrés de cette vieille guenon nommée *Fortune*, et que j'ai toujours souffert assez patiemment que la pluie me mouille. Mandez-moi, je vous en prie, si votre philosophie, peut-être moins robuste, a tenu devant le spectacle de tant de pébris. Je vous plains de tout mon cœur, je vous assure, et je désire de meilleurs temps pour vous. — Au reste, Madame la Comtesse, quand je dis : *Mandez-moi*, cela me plaît à dire. Il est entendu seulement que cet aimable Comte, mon rival, si bien traité (Ah ! je n'en puis guère douter), aura pour agréable de prendre la plume et de m'écrire : « La Dame, qui est là à côté de moi, me charge de vous dire telle et telle chose sur elle et ses yeux; et de plus, Monsieur l'Allobroge, elle vous fait ses compliments. » Il ne faut pas être trop exigeant avec les dames. Heureux qui en tire pied ou aile, autant qu'il m'en souvient. Jugez, Madame, si je voudrais fatiguer un instant vos pauvres yeux.

Si par hasard, Madame la Comtesse, il vous prend fantaisie de savoir ce que je fais et comment je vis, j'aurai bientôt répondu. C'est ce que vous connaissez, c'est le mouvement d'une pendule : *Tic*, *Tac*. Hier, aujourd'hui, demain, et toujours. Il me semble cependant que je suis devenu un peu plus maussade depuis que je suis veuf : je sens ma vie diminuée. J'ai beaucoup de peine à me traîner hors de chez moi : souvent même je me re-

fuse aux dîners *roulants* de Pétersbourg, pour me donner le plaisir de ne point sortir de tout le jour ; je lis, j'écris, *je fais mes études ;* car enfin il faut bien savoir quelque chose. Après neuf heures, j'ordonne qu'on me traîne chez quelque dame, car je donne toujours la préférence aux femmes. Je sais bien, Madame, que vous n'êtes pas de cet avis ; mais peu m'importe, chacun a son goût. Ici donc ou là, je tâche, avant de terminer ma journée, de retrouver un peu de cette gaieté *native* qui m'a conservé jusqu'à présent : je souffle sur ce feu comme une vieille femme souffle, pour rallumer sa lampe, sur le tison de la veillée. Je tâche de faire trêve aux rêves de bras coupés et de têtes cassées qui me troublent sans relâche ; puis je soupe comme un jeune homme, puis je dors comme un enfant, et puis je m'éveille comme un homme, je veux dire de grand matin ; et je recommence, tournant toujours dans ce cercle, et mettant constamment le pied à la même place, comme un âne qui tourne la meule d'un battoir. Je m'arrête à cette comparaison sublime, en ajoutant seulement qu'il n'y a rien de plus invariable, dans mon *invariabilité,* que les sentiments éternels d'attachement et de respect que je vous ai voués pour la vie. J'embrasse de tout mon cœur ce cher Comte qui lit ceci probablement ; car le moyen d'imaginer qu'il vous laisse lire quatre mortelles pages, dont je vous demande humblement pardon !

Je suis, etc.

100

Au très honorable sir John Borlare Warren,

Vice-amiral d'Angleterre, etc., etc.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) mai 1805.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Il me serait impossible de vous exprimer tout le plaisir avec lequel j'ai reçu votre lettre du 15 mars dernier, où j'ai trouvé des preuves si sensibles de votre souvenir et de la bonne amitié dont vous voulez bien m'honorer. Soyez bien persuadé, Monsieur le Chevalier, que vous êtes payé du plus sincère retour, et que votre mémoire est toujours en vénération auprès de moi. Vous me faites une question, à la fin de cette lettre, à laquelle il ne m'est guère possible de répondre ici, car je ne suis pas du tout sûr que vous décachetiez le premier. Tout ce que je puis vous dire, c'est que je suis têtu dans mes affections, et que je n'en change pas aisément; M. le comte de Front vous dira probablement le reste. Je suis grandement aise que vous ayez contenté à Londres M. de Novosiltzoff; maintenant il ne s'agit plus que de contenter le monde. Vous avez de terribles affaires sur les bras, et je vois dans votre ministère une extrême envie de traiter. La sortie et la réunion des flottes française et espagnole m'a bien prouvé la vérité des réflexions que je

vous ai entendu faire si souvent sur la guerre de blocus, qui est à la mer précisément ce qu'est la guerre de cordon sur terre. Je crois bien qu'à ne consulter que l'histoire, et les règles ordinaires de la probabilité, les Français, après avoir obtenu peut-être quelques succès partiels, finiront par une bataille de la Dominique ; mais vous savez trop qu'à cette malheureuse époque les règles ordinaires nous ont constamment trompés : ces diables d'hommes pourraient fort bien, en attendant une catastrophe future, faire dans ce moment quelques coups de main très nuisibles à notre cause. Conclusion, Monsieur le Chevalier : Si nous traitons, j'ai peur que nous ne traitions mal ; car, tandis que l'ennemi mettra dans l'un des bassins de la balance l'Italie et une partie de l'Allemagne, que mettrons-nous de l'autre ? Il serait donc à désirer qu'on pût se battre, et même à outrance, pour faire reculer l'usurpateur. Vous sentez-vous des forces pour longtemps ? C'est sur quoi je serais charmé d'être tranquillisé par vous. Ah ! Quelle chienne d'époque !

Je me suis parfaitement rappelé ce que nous avions dit une fois au coin du feu, et qui me paraissait alors une hypothèse de conversation : mais en me disant que *le moment est arrivé*, vous m'indiquez que le projet est devenu sérieux. Je le trouve, je vous assure, éminemment raisonnable et politique ; mais, hélas ! je n'ai pu en raisonner avec notre bon ami Gruber (1), qui n'exis-

(1) Le père général des jésuites, qui résidait alors à Saint-Pétersbourg.

tait plus au moment où vous me chargiez de lui faire vos compliments : il était mort dans la nuit du 25 au 26 mars (6-7 avril), presque subitement, étouffé par cet asthme que vous connaissiez. Il fut extrêmement effrayé par un incendie qui eut lieu dans une chambre à côté de la sienne, vers les onze heures. A minuit, il sortit pour appeler le suisse, descendit et remonta l'escalier avec beaucoup plus de célérité que ne le permettait son état; rentré dans sa chambre, l'asthme le saisit fortement. *Cet accès est le dernier*, dit-il au père secrétaire qui était à côté de lui ; *ne m'abandonnez pas, car je touche à mon dernier moment*. Pendant que son collègue lui donnait l'absolution, il mourut. Ce digne homme a été extrêmement et universellement regretté. Un grand nombre de personnes se sont procuré son effigie, originairement prise sur le cadavre. — Mais, pour en revenir à la politique, je n'ai pas voulu négliger de faire une ouverture au R. P. vicaire-général, qui paraît le successeur désigné. Elle a produit la lettre ci-jointe au R. P. Strickland, que j'ai l'honneur de vous adresser avec une traduction française pour plus de commodité, car l'original est en latin. Le tout est abandonné à votre prudence, Monsieur le Chevalier. Faites-en ou n'en faites pas usage, comme vous le jugerez à propos. En vous laissant le maître de tout, personne n'est compromis. Vous observerez la juste délicatesse de ces Messieurs, qui ne peuvent en aucune manière se mêler de l'objet politique. Lorsque le sort des armes aura donné un nouveau maître à tel ou tel pays, leur devoir le plus sacré sera de faire servir les Missions à l'organisation politique de ce pays : jusque-là

ils ne peuvent rien. Après s'être laissé embarquer comme des moutons, il leur siérait mal d'avoir l'air de provoquer des changements. Au surplus, Monsieur le Chevalier, il me semble que nous sommes malheureusement fort éloignés des conquêtes ; il s'agit de conserver au lieu d'acquérir. Ces négociations m'effrayent ; elles feront au moins gagner une année à Napoléon, et le temps est tout pour lui. Je suis fâché que ces négociations soient si nécessaires ; enfin, je suis fort en peine.

Ici, il est question d'un voyage de l'Empereur qui pourrait être fort significatif ; mais je serai obligé de fermer cette lettre avant d'en être sûr. D'autres, peut-être, vous diront ce qu'il en est. M. de Novosiltzof attend ses passeports pour aller où vous savez. J'imagine que, de votre côté, vous enverrez aussi votre orateur. Quel ton prendront-ils l'un et l'autre, et qu'en résultera-t-il ? Je n'en sais rien. Les beaux plumets se promènent toujours ici, et dansent toujours, ou jouent lorsque l'exercice leur en laisse le temps. Ils n'ont plus celui de dormir, et plusieurs tombent dans la phtisie. Je me flatte que la guerre leur sera moins mortelle. J'attends avec empressement, Monsieur le Chevalier, de savoir quelle sera votre destination. Avec la permission de Milady, on ne saurait souhaiter *la moins périlleuse* à un homme tel que vous ; il faut donc vous souhaiter *la plus honorable*. Dès que je vous saurai en mer, je vous suivrai de l'œil sur la carte, en faisant des vœux pour vous. Je m'applaudirai toute ma vie d'avoir acquis l'estime et l'amitié d'un homme de votre sorte. Je mérite un

peu ces sentiments par le cas extrême que je fais de votre personne, et par l'attachement que je vous ai voué pour la vie. Lorsque vous me ferez l'honneur de m'écrire ne prenez pas la peine de le faire en français ; mes yeux savent parfaitement l'anglais, quoique mes oreilles ne s'en doutent guère. Je me recommande très humblement au souvenir de Milady, dont je serai constamment l'un des plus dévoués serviteurs.

101

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) mai 1805.

Monsieur le Comte,

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence, du 16 avril, ainsi que l'extrait de celle du 12 mars écrite à S. M. Enfin, j'ai reçu la copie de celle que vous m'aviez écrite il y a si longtemps, et qui s'était pour le moins perdue en chemin. J'ai prié deux fois Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir dans quel état elle avait reçu mes dernières lettres, surtout mon paquet du 9 (21) janvier, et la dépêche du 13 (25 mars). Je suis charmé de vous voir convenir avec moi qu'on chiffre trop. C'est un très grand mal. J'ai considérablement affaibli ma vue à ce jeu, cependant je m'en consolerais

volontiers si j'avais pu écrire ou lire une vingtaine de lignes utiles ; mais ce bonheur ne m'est pas arrivé. Ne soyez pas surpris, je vous en prie, de me voir bouder contre les lettres, j'ai de bonnes raisons pour cela, et d'ailleurs mes idées sur ce point sont absolument fondées sur l'humilité ; c'est parce que je crois mes lettres parfaitement inutiles aux autres, que je n'en demande à personne. Les distances sont immenses, et les manières de voir toutes différentes ; tout arrive à contre-temps. Si Votre Excellence était ici, elle n'aurait certainement pas écrit une ligne, ni dit un mot comme je l'ai fait. Cependant les choses ne vont pas mal dans ce pays. — Votre Excellence me fait part que nos amis ont pour nous des projets qu'à peine nous aurions *osé* espérer ; mais je puis l'assurer que j'ai beauoup *osé* dans ce genre et qu'on ne pourra jamais nous accorder plus que je n'ai demandé, avec toutes les précautions qu'exige notre position. Allons donc notre train de part et d'autre. Quand on a fait tout ce qu'on peut et tout ce qu'on sait, on peut attendre les événements en paix. S'il existe un ministre à qui il soit permis par sa situation de s'inquiéter de ce qui se fait ailleurs, c'est certainement moi : cependant Votre Excellence m'est témoin que je ne lui ai jamais adressé une seule question. Dans ce moment, néanmoins, j'avoue que je serais tenté de lui en faire une à propos de l'extrait d'une lettre à S. M. qu'elle a bien voulu me communiquer, et dans lequel j'ai été extrêmement frappé par le mot *Bientôt* que j'ai lu vers la fin. Si Votre Excellence a employé cette expression pour amener des espérances qui doivent nous être

sacrées, rien n'est plus naturel ; mais si c'est par conviction qu'elle l'a employée, j'avoue que je voudrais bien savoir ses raisons. Le rétablissement prochain de notre Auguste Maître est sans doute possible, comme nous devons croire que tout miracle est possible ; mais lorsque je contemple la situation actuelle des choses, je vois dix raisons de craindre pour une d'espérer. La négociation qui se prépare est nécessaire, je le sais, mais c'est déjà un très grand mal qu'elle soit si nécessaire, vu que son premier effet sera de faire perdre une année, et le temps est tout pour l'heureux usurpateur. Si l'on traite, je n'attends rien de bon ; car lorsqu'on met dans l'un des bassins de la balance de grands succès et d'immenses conquêtes, de simples menaces mises dans l'autre bassin ne font pas équilibre ; il faut donc se battre ; mais si la guerre est une fois commencée, quand et comment finira-t-elle ? C'est le secret de la Providence. Il paraît tout au moins que si l'on ne se bat pas, nous recevrons la loi, et que si l'on se bat, la lutte sera longue, de manière que je ne sais voir aucune apparence d'un arrangement prochain et heureux. Vous me dites, M. le Comte, que les causes qui ont fait manquer la première coalition sont aujourd'hui parfaitement connues ; je le crois aussi jusqu'à un certain point. Un Autrichien même peut comprendre qu'un ministre ne doit point planter sa plume au milieu des drapeaux et se mêler de faire la guerre ; qu'il ne faut point opposer un vieillard paralytique à un jeune casse-cou ivre d'orgueil et de succès, etc., etc.; mais quant à ces causes plus intérieures qui tiennent aux préjugés, aux haines,

aux jalousies nationales, elles vont leur train ; et si Votre Excellence est initiée, comme je n'en doute pas, à certaines connaissances, elle a pu voir que, dans ce moment même, avant qu'on ait levé le bras et qu'on soit pleinement d'accord sur rien, elles ont déjà opéré en mal d'une manière qui a pu inquiéter. Il y a beaucoup de véritable force, quoique d'espèce différente, en Russie et en Angleterre ; mais l'on ne peut rien faire sans l'Allemagne qui est pourrie.—*Dio ce la mandi buona.*

Je prie Votre Excellence de vouloir bien faire passer la lettre ci-jointe au digne Chevalier Sir John Warren, en lui disant de ma part qu'un certain personnage qui devait mourir apoplectique, se porte cependant parfaitement bien, grâce à Dieu, et fait toutes ses fonctions.

J'ai l'honneur d'être, avec les sentiments les plus respectueux...

102

Mémoire.

Lorsque les lettres adressées aux ministres étrangers arrivent à Saint-Pétersbourg, elles sont décachetées ; on n'en fait même aucun mystère. Tout ce qui peut se lire est copié, et les chiffres même le sont, du moins en grande partie. Toutes les fois surtout que la dépêche est longue, qu'elle est signée par un Souverain, qu'elle coïncide avec quelque grand événement ; mais surtout (ceci est le point capital) lorsqu'on peut croire qu'elle

contient quelque communication à faire au ministère, on n'y manque jamais.

Sur ce principe, il n'est pas douteux que la dépêche du 30 mars n° 14, qui contient une communication officielle marquée par des guillemets, ne soit une des fautes les plus dangereuses qu'il soit possible de commettre contre la sûreté des chiffres.

En effet, si je donnais copie de cette communication, ou spontanément ou sur la demande du ministre, je donnerais le chiffre. A la vérité je connais ce piège, et si j'avais donné copie de cette lettre, j'aurais bouleversé tout le style ; mais comment sait-on que Son Excellence le Comte de Front, par exemple, ne fera pas la communication à M. le Comte Woronzof et que celui-ci ne l'enverra pas à sa Cour ? Il n'y a pas de faute plus capitale, et cependant plus aisée à commettre ; et c'est encore ici où l'on trouve un singulier exemple de cet empire inexplicable de la coutume sur la raison.

103

A Monseigneur de la Fare.

Saint-Pétersbourg, 15 (27) mai 1805.

MONSEIGNEUR,

Je profite avec empressement du départ de M. le Chevalier de Vernégues pour répliquer sans gêne à v— o-

tre lettre du 30 mars. La Providence se moque de nous Monseigneur. Elle a décrété l'*ère des Français*, aux dépens de qui il appartiendra : voilà précisément l'époque de Charlemagne, avec la civilisation, les arts et les sciences de plus ; de ce torrent de boue et de sang qu'on appelle *Révolution Française* est sorti un soldat qui fait tout ce que nous voyons. Ne travaille-t-il que pour le maître légitime ? Je l'espère, mais quelquefois, je vous le confesse, *Pene moti sunt pedes mei*. N'éprouvez-vous jamais, Monseigneur, de ces alternatives inquiétantes ? Lorsque j'éprouve ainsi des tentations contre la foi, je me recommande à tous les croyants, à tous les confesseurs, à tous les martyrs, et dans peu je me remets. Je crains cependant que les Français ne se laissent totalement subjuguer par l'éclat des succès et l'ivresse de la puissance : c'était ainsi que le Romain, foulé aux pieds dans ses propres murs par des monstres qui se succédaient presque sans interruption, se laissait cependant éblouir par ce grand nom d'*Empire Romain*, et se consolait de ce qu'il souffrait chez lui par ce qu'il faisait souffrir aux nations étrangères. Ce sentiment est très fort dans la nature humaine. Je voudrais bien voyager en France pour connaître l'état des esprits ; qui sait si, par une de ces singularités si communes à cette époque, Bonaparte n'a pas plus de partisans en France que dans les pays étrangers, j'entends même parmi les Français émigrés. Quelle incroyable contradiction ! Ceux qui écrivent dans leur écusson : *Pro Rege*, passent la journée à *me parler* de lui, et peut-être est-il aimé et désiré par ceux qui chantent

Domine salvum fac Napoleonem. — Taisons-nous sur cette pauvre nature humaine.

Je vois d'ici la colère dont vous me parlez, et pourvu qu'elle ne soit pas stérile, j'en suis bien aise. Ce titre de Roi d'Italie, est peut-être, ou pour mieux dire, sans contredit, le soufflet le plus cruel qu'on ait donné à la Cour de Vienne. C'est à elle à y prendre garde, mais lorsque je m'élance dans l'avenir, je ne puis m'empêcher de rire en pensant à la manière dont la postérité Française jugera nos opinions du moment. Tout se fait pour la France, et nos petits neveux qui ne s'embarrasseront nullement de nous et de nos souffrances, riront aux éclats des vœux que nous formions contre le *restaurateur de la monarchie française*. Nous serions de jolis garçons, diront-ils très probablement, si les Rois qu'ils ameutaient *contre la France* avaient eu assez d'esprit pour les croire, Paris serait aujourd'hui à l'Empereur d'Allemagne ; comme la passion aveuglait ces gens-là !

Ne croyez-vous pas, Monseigneur, que cet avenir tel que je vous le dépeins, soit au rang des choses possibles et même probables ? Cependant je persiste dans mes espérances pour la famille des Bourbons ; mais je suis porté à croire que tout se fera par les Français. C'est la date qui fait peur : il faut, pour se calmer, lire de temps en temps la fable du *Vieillard et des trois Jouvenceaux.* Plantons sans relâche les bons principes, et laissons faire au temps.

Insere, Daphni, piros, carpent tua poma nepotes.

Savez-vous bien, Monseigneur, qu'au moment où j'ai l'honneur de vous écrire, mon fils est sur le chemin de Vienne, si même il n'y est pas arrivé? Quelques lettres égarées, et quelques malentendus inséparables d'un grand éloignement me laissent quelques doutes sur les dates, mais l'arrivée plus ou moins rapprochée est certaine. Permettez, Monseigneur, que je vous recommande ce jeune homme, ou plutôt cet enfant; faites-lui ressentir, je vous en prie, l'aimable *contre-coup* de l'amitié dont vous honorez son père. Le Roi, voulant faire tout ce qui est en son pouvoir pour me contenter sur ce point, le plus important pour moi, vient de m'attacher mon fils en qualité de *gentilhomme de légation*. Il fera ses premières armes avec moi, et nous laisserons encore faire au temps. C'est un terrible problème, pour un père de famille dans ma position, de savoir ce qu'il doit faire de son fils; mais tant qu'il y aura une lueur d'espérance pour la Maison de Savoie, je veux que le fils demeure à sa suite comme le père. Il ne faut pas examiner trop scrupuleusement si l'utile est un compagnon inséparable de l'honnête.

Mon fils a vécu jusqu'à présent à côté de son père ou de sa mère. Le voilà qui prend son essor avant seize ans; j'aurais voulu le retarder, mais les circonstances me forcent la main. Il faut qu'il vienne apprendre avec moi à nager contre le courant. *Fortunam ex aliis.* — Recevez mes sentiments, Monseigneur, comme si mon fils avait déjà éprouvé vos bontés; et joignez-y les assurances d'un attachement et d'un dévouement qui ne sauraient finir qu'avec moi.

104

A Mme la Baronne de Pont, à Vienne.

Saint-Pétersbourg, 17 (20) mai 1805.

Oui sans doute, Madame la Baronne, je suis bête ; pas assez cependant pour n'avoir pas compris depuis longtemps ce que c'est que *le frère et la sœur ;* vous avez dû le voir par ma lettre du 18 (30) mars, que vous avez certainement reçue depuis longtemps. Ce qui m'avait tenu dans le doute assez longuement, c'est que, n'étant informé de rien et ne m'informant de rien, j'avais pris tout uniment Monsieur et Madame pour deux époux, de manière que *votre frère et votre sœur* étaient pour moi une énigme parfaite. En vous voyant revenir souvent sur ce sujet, je n'ai pu m'empêcher de soupçonner qu'il avait été question de moi dans ces hautes régions. Dans ce cas, ils ont bien de la bonté ou bien de la malice, s'ils ont daigné songer à moi qui ne songeais jamais à eux. J'ai passé comme une hirondelle, sans me percher un instant. Je n'ai rien dit à personne ; j'ai mangé ma soupe au coin de la table, comme un échappé de l'Académie. Que me veut-on, bon Dieu ? Comment y aurait-il de la place pour moi dans ces têtes *remplies de si grandes choses ?* J'ai bien reconnu l'inquiétude de l'ami-

tié dans les avis que vous m'adressez en si bon style ; mais croyez-moi, Madame la Baronne, il n'est plus temps ; à mon âge on ne change pas de caractère, ou, pour mieux dire, on n'en change jamais. J'ai, sur l'article de la prudence, des idées particulières (bonnes ou mauvaises) qui m'ont toujours dirigé. J'ai vu dans ma vie plus d'affaires perdues par la finesse que par l'imprudence. Je contemple sur le grand théâtre du monde, ou sur le théâtre de la société, ces grands héros de la dissimulation : en vérité, je ne voudrais pas de leur succès, pas plus que de leur moralité. Je fais consister *la* prudence, ou *ma* prudence, bien moins dans l'art de cacher ses pensées que dans celui de nettoyer son cœur, de manière à n'y laisser aucun sentiment qui puisse perdre à se montrer. Si vous veniez à toucher ma poche par hasard, je n'en serais nullement inquiet, car vous ne sentiriez que mon mouchoir, ma lorgnette et mon portefeuille : si je portais un poignard ou un pistolet de poche, il en serait autrement. — Je tiens donc mes poches nettes, mais je les tourne volontiers. *Ne croyez*, me dites-vous, *à aucun cœur environnant*. Dieu m'en garde, Madame la Baronne ! je n'ai pas besoin d'être averti sur ce point. Mais vous allez en conclure qu'il faut donc me taire scrupuleusement devant *ces cœurs environnants*. Ah ! pas du tout ; je continuerai toujours à dire ce qui me paraît bon et juste, sans me gêner le moins du monde. *C'est par là que je vaux, si je vaux quelque chose*. Un des membres les plus distingués de notre diplomatie disait un jour : *Le Comte de Maistre est bien heureux ; il dit ce qu'il veut, et ne dit pas d'imprudence*. Vous ne sauriez

croire combien j'ai été sensible à cet éloge. Vous me dites encore : « *Sachez vous ennuyer, n'apprenez à lire à personne*, etc. » Hélas ! Madame la Baronne, c'est ce qu'on me dit depuis mon enfance, et toujours j'ai fait mon chemin à travers les orages, étonnant beaucoup les spectateurs qui me voyaient dormir tranquille. J'ai dit, j'ai fait des choses, dans ma vie, capables de perdre cinq ou six hommes publics. On s'est fâché ; on a dit tout ce que vous avez pu entendre — et je suis toujours debout, n'ayant, de plus, cessé de monter au milieu des obstacles qui me froissaient. Tout caractère a ses inconvénients. Croyez-vous que je ne sache pas que je bâille quand on m'ennuie ; qu'un certain sourire mécanique dit quelquefois : *Vous dites une bêtise ;* qu'il y a dans ma manière de parler quelque chose d'original, de *vibrante*, comme disent les Italiens, et de tranchant, qui, dans les moments surtout de chaleur ou d'inadvertance, a l'air d'annoncer un certain despotisme d'opinion auquel je n'ai pas plus de droit que tout autre homme, etc.? Je sais tout cela, Madame : chassez le naturel, il revient au galop. Tirons donc parti du nôtre, mais ne cherchons pas à le changer. Ce qui soit dit cependant avec la réserve nécessaire ; car il est toujours bon de se surveiller, et quand on n'éviterait qu'une faute en dix ans, ce serait quelque chose. Si je vous faisais connaître, Madame, mon inconcevable étoile, si je vous faisais sentir la main *cachée* qui me conduit *visiblement*, sans que je m'en mêle, vous approuveriez l'espèce de fatalisme raisonnable que j'ai adopté. Je serais bien fou de m'occuper de mes affaires, puisqu'on les fait sans moi bien mieux

que moi. Je voudrais savoir au reste, Madame la Baronne, si l'on vous a dit le pour et le contre, comme doivent faire tous bons *mémoires*. Puisqu'on a la bonté, à mon grand étonnement, de parler de moi si loin, on pourrait donc vous avoir récité quelques succès assez flatteurs. Je joins ici un petit billet doux dont je vous prie expressément de ne pas donner copie, et je termine par là, mourant déjà de honte d'avoir fait une grande mortelle lettre, toute sur moi.

Je voulais encore vous parler de romans, de littérature, de mes espérances, des vôtres, de ceci, de cela, et d'autres choses encore ; mais il n'y a plus moyen aujourd'hui. Adieu mille fois, Madame la Baronne ; mille tendres remerciements pour l'obligeante sollicitude que vous me témoignez. Ma reconnaissance sur ce point est sans bornes. Souvenez-vous cependant que les avis trop généraux sont à peu près inutiles. Si vous aviez la bonté de me dire : *Dans tel endroit où vous devez passer à telle heure, il y a un serpent*, vous pourriez m'être très utile; mais si vous me dites en général : *N'oubliez pas qu'il y a des serpents dans le monde*, vous me ferez à peine regarder devant moi. Adieu encore. Je vous répète du fond du cœur mes félicitations au sujet de votre aimable fils. Tout à vous, Madame.

105

A Mme la Marquise de Priero.

Saint-Pétersbourg, 29 mai (10 juin) 1805.

Jugez, Madame, si je suis bien aise d'être grondé sur le doute que je vous ai montré à propos de ce que vous me fîtes l'honneur de me dire sur ma fille. Dès que vous avez mis la main sur votre belle conscience, et que vous m'avez dit: *C'est tout de bon*, je me dépêche de croire. Adèle m'écrivait l'autre jour: « Vous ai-je dit que j'ai reçu de Madame *** une lettre pleine d'esprit et d'amabilité? J'ai été étonnée de voir qu'elle savait si bien le français, l'écrivant avec autant de facilité et de *naturalezza* que si c'était sa propre langue. » Elle est fort *invaghita* de vous, Madame la Marquise; et comme c'est un mal de famille, mon frère dit qu'il est trop flatté de votre souvenir pour se contenter d'un remerciement *oblique*. Il dit, qu'un beau matin qu'il s'éveillera en verve, il vous priera d'agréer un remerciement direct aussi bien *dessiné* que possible. Je trouve qu'il fera bien, et je souhaite que vous soyez du même avis.

N'avez-vous jamais ouï parler d'un édit du temps jadis qui débutait ainsi: *Essendosi vieppiù accresciuto il numero dei pazzarelli in questi felicissimi stati?* Votre expression me l'a rappelé. Mais vous dites seulement

vous n'aimez pas les superlatifs, sans
.ur de vous compromettre.

.es les gazettes vous apprendront que M. de Novo-
.zof, Chambellan de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Chevalier de plusieurs ordres, Ministre adjoint de la Justice, est parti hier de ces *heureuses contrées*, pour s'en aller dire à Bonaparte que... — C'est ici où Jeannot dirait : *Comment donc, Monsieur ? Il va lui dire que... Mais savez-vous bien que cela est très sérieux ?* Bref, Madame la Marquise, il me paraît impossible qu'une telle démarche ne produise pas quelque chose... ou rien.

Si vous saviez, Madame, dans quel état m'est arrivée votre lettre ! Ce n'est plus qu'une découpure faite sans pitié par ces marauds du cordon, une lettre mise en pièces,

Et que méconnaîtrait l'œil même de sa mère.

Vous avez grandement raison de vous fâcher contre ce cordon, devenu inutile de toutes les manières. Patience cependant, et résignation parfaite ; car tout cordon vient de Dieu. Que vous dirai-je d'un certain mariage ? Sur mon honneur, j'aimerais mieux celui de ma fille. En tout cas, vous êtes plus à portée que moi de faire l'épithalame. Chantez donc, Madame la Marquise, *Io hymen !* Pour moi je suis affligé d'une éteinte de voix qui me laissera tout au plus la force de vous dire : *Qu'est-ce que vous me chantez-là ?* — Agréez, Madame, etc.

106

A Son Excellence M. de Novosiltzof.

Saint-Pétersbourg, 26 mai (7 juin) 1805.

Les réflexions que j'ai eu l'honneur de vous présenter avant-hier ne vous ayant pas semblé absolument dépourvues de solidité, j'ai cru utile de les fixer sur le papier et de vous les présenter. Si par hasard cet écrit est superflu, vous excuserez aisément les *Pléonasmes* du zèle.

J'ai jugé convenable de plus d'avoir l'honneur de vous présenter les huit tableaux ci-joints, par la raison que j'explique à la fin du Mémoire. Veuillez les agréer pour en faire usage dans l'occasion.

Je me permets de ne point envoyer, à S. E. M. le Prince Czartoryski, une copie de tout ceci, espérant que ces pièces sont communes. Dépourvu de toute espèce d'aide, je me perds absolument les yeux et ne puis suffire aux écritures.

En ma qualité seule d'Européen, Monsieur, je ferais pour l'heureux succès de votre voyage les mêmes vœux que m'inspire plus particulièrement l'importance de votre caractère et de vos talents, pour les intérêts du Roi, mon Maître.

Je suis avec une haute et respectueuse considération, Monsieur.....

107

Mémoire à Son Excellence M. de Novosiltzof.

1805.

Il est certain, quelle qu'en ait été la raison, qu'il y a une personnalité remarquable dans la conduite de Bonaparte à l'égard de S. M. le Roi de Sardaigne. Il la manifesta au moment même de l'accession de ce Prince, en faisant publier officiellement à Paris, immédiatement après l'abdication du Roi Charles-Emmanuel, « que le Roi de Sardaigne, par cet acte, avait expressément délié ses sujets du serment de fidélité, et renoncé (1) solennellement à tous ses États », et de suite il commença cette persécution obstinée qui n'a plus cessé.

La cause de cette haine personnelle est certainement

---

(1) Cette étonnante absurdité, « *Qu'un Souevrain en abdiquant en faveur de son successeur légitime, délie ses sujets du serment de fidélité envers toute sa Maison* », a été depuis répétée sérieusement comme un dogme politique par l'archiviste du Sénat, Cary, dans un ouvrage intitulé *Considérations sur la guerre actuelle et sur les moyens de rétablir la paix*, traduit en allemand et imprimé dans la *Minerve*, janvier 1805 et numéros suivants.

la suite de la persévérance inébranlable de S. M. dans ses alliances. Il paraît même que S. M. a repoussé certaines avances à elle faites de la part de Bonaparte, qui ne lui a jamais pardonné ce dédain. On en peut juger par son discours très connu : *Il a voulu suivre la Russie et l'Angleterre. Qu'elles le remettent maintenant sur son Trône !*

Il se présente sur ce point des réflexions qui s'adressent directement à Bonaparte, et qui pourraient peut-être produire un certain effet sur son esprit, si elles étaient présentées comme elles peuvent l'être par un négociateur tel que celui qui doit les faire valoir.

Le sentiment le plus bas, le plus indigne d'un homme supérieur c'est celui qui nous porterait à punir le mérite qui nous blesse. Le Roi de Sardaigne en se tenant invariablement à ses alliances, a fait ce que lui conseillaient également la morale et la politique. Les événements ne prouvent rien. Aucune intelligence supérieure n'avait révélé au Roi les succès prodigieux du général Bonaparte. Il n'y a rien de plus douteux et de plus précaire que l'existence d'un chef de parti dans les révolutions. Il pourrait y avoir pour lui un poignard ou une balle comme il y en a eu pour tant d'autres héros de la Révolution. Bonaparte se livrerait-il seul à ce qu'il appelle son peuple? Donnerait-il volontiers dans les rues de Paris, le spectacle de l'assurance paternelle dont celles de Pétersbourg sont témoins ? Il s'en garderait bien. Pourquoi donc voudrait-il punir des Princes étrangers de n'avoir pas *cru en lui*, puisqu'il n'y croit par lui-même? Et que serait devenu le Roi de Sardaigne si après avoir fait un pas

vers le Général ou le premier Consul, celui-ci, en tombant par une de ces révolutions particulières qui se sont succédé sans interruption dans la révolution générale, l'avait laissé seul entre des alliés justement irrités, et de nouveaux usurpateurs qui ne se seraient sûrement pas crus plus liés par les promesses de Bonaparte qu'il n'a cru lui-même l'être par le traité solennel et sacré où le gouvernement qui l'a précédé, a promis à S. M. non seulement la garantie des États qui lui restaient, mais *une augmentation de territoire.*

Encore une fois, si Bonaparte compte pour rien les engagements du Gouvernement qui l'a précédé, pourquoi veut-il qu'on ait cru davantage à la bonne foi de celui qui lui succèderait ? Et quelle assurance y avait-il pour la durée de sa vie, à l'époque surtout où il courait toutes les chances révolutionnaires ?

Le Roi a donc fait ce que la prudence politique lui prescrivait. Ses engagements commencèrent longtemps avant qu'il fût question de Napoléon : il les a suivis religieusement. Bonaparte, en prenant cette foi aux traités pour une insulte personnelle, s'acharne au pied de la lettre contre la vertu : aucune idée n'est plus indigne d'un homme qui veut se placer au rang des Souverains.

Il a signé lui-même le Traité de Quérasque : il a accédé à tous les engagements du Gouvernement qui s'allia au Roi sous des conditions que S. M. remplit fidèlement et qui lui promit solennellement une augmentation de territoire à la paix. Toutes les lois de l'honneur le somment donc de se prêter au rétablissement de S. M.

Et l'on peut ajouter que son intérêt est sur ce point parfaitement d'accord avec ses obligations, puisque rien n'est plus propre à l'avancer dans l'opinion. Le respect pour la Souveraineté est le plus important des drames qu'il doit jouer : tant qu'il ne le respectera pas extérieurement, on ne croira pas à la sienne. Tant qu'il mettra en avant des maximes révolutionnaires, on le croira lui-même *puissance révolutionnaire*.

Ces réflexions sont certainement très propres à lui faire impression. A la vérité, elles doivent être indiquées plutôt qu'exprimées, et reculées dans l'ombre (du moins en partie) au lieu d'être mises en avant ; mais il n'est pas moins vrai qu'elles s'adressent directement à Bonaparte ; et quant à la manière de les présenter, le Roi ne saurait être en meilleures mains.

On croit avoir d'assez bonnes raisons de croire que Bonaparte ne s'est dispensé de prononcer définitivement la réunion des duchés de Parme et de Plaisance et peut-être celle de la Ligurie, que pour se ménager un moyen de satisfaire S. M. I. au sujet de S. M. S. Il cèdera probablement sans difficultés sur une partie de la Ligurie, mais il marchandera obstinément sur le reste, et surtout sur la capitale. C'est sur ce grand point que le Roi (au défaut de la restitution de ses États) invoque surtout la puissante influence de S. M. I.

P. S. — Comme il pourra être infiniment question, dans la négociation, de la valeur et de l'importance du Piémont, qu'on a parlé quelquefois un peu légèrement de la force du Roi de Sardaigne, et qu'ici même, il y a

six ou sept ans, on affectait de le représenter comme étant d'une faible importance dans la coalition, tandis qu'on n'oubliait aucune instance à Turin pour l'y retenir, il ne parait pas à beaucoup près inutile de placer dans le portefeuille de S. E. Monsieur de Novosiltzof, les huit tableaux suivants. Il verra, dans les sept premiers, qu'après cinq campagnes désastreuses, qui nous avaient coûté au delà de 240 millions tournois, le Piémont, abîmé de toutes les manières, fut encore en état de fournir, en moins d'un an, aux demandes de l'armée Austro-Russe, et ensuite à celle des Autrichiens seuls (1), près de 40 millions en argent, en fournitures de toute espèce, outre une immensité d'outils et munitions de guerre, détaillés dans le 8me tableau. M. de Novosiltzof voudra bien encore observer en passant, dans la note de ce huitième tableau, que la citadelle de Turin ayant été armée par les Français aux dépens de l'arsenal du Roi, toutes ces armes se trouvèrent autrichiennes à la reprise de la Citadelle: c'est ainsi que nous perdîmes, entre autres, d'un seul coup, 40,000 fusils, et toutes ces prises faites sur l'allié furent ensuite cédées à l'ennemi après la bataille de Marengo, etc., etc., etc.

---

(1) Mais en proportion un peu différente.

108

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 29 mai (10 juin) 1805.

Je réponds à la hâte, Monsieur le Chevalier, à vos lettres confidentielles des 12 et 14 mai. Je commence par vous gronder de l'équilibre que vous semblez mettre entre ces honnêtes gens de Botany-bay et ceux d'*Ischnusa*. Vous manquez de respect aux premiers. Sérieusement, je vois aujourd'hui l'accomplissement de mes prophéties. Plongé dans ce bourbier pendant trois ans, je vis que la fatale complaisance du Roi, et notre politique tâtonnante, nous conduiraient à la fin dans un gouffre, dont nos faibles mains ne pourraient nous retirer. Il est cependant vrai que si le Roi avait eu la force de n'obéir absolument qu'à sa conscience, et de me donner raison deux ou trois fois en commençant, tout serait allé d'une manière supportable. Mais vous savez comment j'ai été soutenu. Je n'ai tiré de cette fange que ma réputation (je crois du moins) et quelques écus que j'ai mangés ici avec plaisir, ayant été payé par tant de caresses. Ce que je puis vous assurer, Monsieur le Chevalier, en vertu d'une expérience que la vôtre n'a sûrement pas contredite, c'est que je ne connais rien dans l'univers au-dessous des *molentes*. Aucune race humaine n'est plus étrangère à tous les sentiments,

à tous les goûts, à tous les talents qui honorent l'humanité. Ils sont lâches sans obéissance, et rebelles sans courage. Ils ont des études sans science, une jurisprudence sans justice, et un culte sans religion. *De nos arts, de nos lois la beauté les offense.* Le Sarde est plus sauvage que le sauvage, car le sauvage ne connaît pas la lumière, et le Sarde la hait. Il est dépourvu du plus bel attribut de l'homme, la perfectibilité. Chez lui, chaque profession fait aujourd'hui ce qu'elle a fait hier, comme l'hirondelle bâtit son nid, et le castor sa maison. Le Sarde regarde stupidement une pompe aspirante (je l'ai vu) et va épuiser un bassin à force de bras et de sceaux emmanchés. On lui a fait voir l'agriculture du Piémont, de la Savoie, de la Suisse, de Genève : il est retourné chez lui sans savoir greffer un arbre. La faux, la herse, le rateau lui sont inconnus comme le télescope d'Herschell. Il ignore le foin (qu'il devrait cependant manger) comme il ignore les découvertes de Newton ; enfin, Monsieur le Chevalier, je doute beaucoup qu'il soit possible d'en rien faire, du moins on ne peut les traiter qu'à la manière des Romains. Il faut y envoyer un préteur et deux légions, construire des chemins, établir des voitures et la poste, planter force potences, faire le bien sans eux et malgré eux, et les laisser parler sans jamais prêter l'oreille, puisqu'on est sûr de n'entendre qu'une bêtise, une calomnie ou un mensonge. Vous trouverez le portrait flatté, mais songez donc qu'un portrait l'est toujours ; il faut pardonner cette faiblesse à un peintre qui veut faire sa cour à l'original.

109

A M. le Comte de Roburent,

Premier écuyer du Roi à Gaëtta.

29 mai (10) juin 1805.

Monsieur le Comte,

Je ne saurais trop vous remercier des sentiments que vous avez la bonté de me témoigner dans votre obligeante lettre du 16 avril ; mais croyez-moi, Monsieur le Comte, toutes mes expériences sont faites depuis longtemps, et je n'y vois que trop clair. Je veux vous présenter une réflexion qui vous frappera. Supposez que le Roi ait sous la main un mauvais sujet, ce qu'on appelle un drôle, mais dont les services puissent lui être utiles dans ces moments difficiles, comment devrait-il l'employer sans se compromettre, et tirer parti de ses services sans élever sa personne? Précisément, Monsieur le Comte, comme on s'y est pris à mon égard. Vous me direz que je m'effarouche, que S. M. me fait l'honneur de penser avantageusement de moi. Tant qu'il vous plaira, Monsieur le Comte ; en attendant il demeure évident qu'elle a pris à mon égard les mêmes précautions que la sagesse lui aurait dictées contre le dernier des hommes que cette même sagesse lui aurait conseillé d'employer. Ne me parlez pas de l'avenir, je

vous en conjure, rien ne m'afflige et ne m'offense davantage. L'avenir, Monsieur le Comte, n'appartient à personne ; fera-t-on la paix ? Il n'y a nulle apparence, et ce serait probablement tant pis pour nous. Fera-t-on la guerre ? M. Pitt, qui n'est pas tout à fait un sot, a dit que nul de nous ne la verrait finir ; mais donnons-lui la durée d'une guerre ordinaire ; l'intention de S. M. était donc de me laisser gémir et languir ici tant qu'il plairait aux événements, sans m'accorder la plus légère marque de faveur. Je ne puis vous exprimer ce que me fait éprouver cette idée ; mais ce que je puis bien vous dire, c'est que, lorsqu'une maison est brûlée, on n'a plus besoin de pompes. On ne dit jamais tout, Monsieur le Comte. Je puis seulement vous assurer, et vous pouvez en assurer S. M. si vous en trouvez l'occasion, qu'elle m'a fait tout le mal qu'un Souverain peut faire à son sujet. Le murmure n'est pas permis, mais la tristesse n'est pas défendue. Elle n'est contraire ni au respect ni à l'attachement : au contraire, elle en est la suite.

Quelquefois, dans mes spéculations solitaires, je pense à Victor-Amé II, le premier des hommes dans le premier des arts, celui de connaître et d'employer les hommes, Lui, qui faisait le Comte Maistre de Castelgranne, mon grand oncle, procureur général à 23 ans, le marquis Caissotti premier président à 36, et un notaire de Rivole général des finances. S'il ressuscitait dans ce moment de nullité et de désolation, où il ne s'agit que d'assembler les fidèles, de les animer et de les pousser en l'air comme des fusées à baguettes, que dirait-il s'il voyait la fidélité à terre, martyrisée par les

froideurs et les refus, et condamnée à rougir ? Sûrement il serait longtemps à comprendre ce système. Vous me dites *que S. M. s'est fait une loi pendant qu'elle est dans cet état, etc.* Premièrement, Monsieur le Comte, aucun homme, ni Roi ni particulier ne peut faire un vœu contre lui-même ; d'ailleurs les faits ne s'accordent nullement avec cette maxime meurtrière. Les signes de satisfaction dont vous avez encore la bonté de me parler sont très honorables sans doute, mais très sujets à interprétation. En votre qualité d'homme de Cour, Monsieur le Comte, vous devez avoir la vue assez fine pour faire de certaines distinctions ; un homme *utile* n'est pas toujours un homme *agréable* ; au contraire, il arrive souvent que le même feu, la même force de caractère qui rendent un homme utile, le rendent désagréable. Je suis donc obligé de m'en tenir aux faits, qui seuls ne peuvent tromper. Seul ministre de mon espèce, depuis qu'il y a des ministres, je ne suis rien auprès de mon Maitre, ni courtisan, ni militaire, ni magistrat. Je n'ai ni patrie, ni rang, ni grade. J'étais Sénateur il y a 15 ans, je le suis encore aujourd'hui, ou plutôt je ne suis rien, car une commission n'est pas un emploi : on m'a ôté celui que j'avais (et que je ne pouvais certainement conserver) sans m'en prévenir, chose inouïe dans la monarchie, et sans le remplacer par aucun rang ni titre. S. M. s'est montrée constamment inébranlable dans le système de me refuser les moindres grâces personnelles et héréditaires afin de me bien faire sentir que la personne est anéantie. Je n'en doute pas, et c'est ainsi que S. M. m'a tracé elle-même la triste

route que je dois tenir; je la suivrai avec prudence, honneur et respect. Je ne saurais trop vous répéter au reste que la tristesse n'est que tristesse : loin de me livrer au murmure ou au découragement dans l'exercice de mes fonctions, le Roi m'est témoin que j'ai augmenté de zèle à mesure que j'ai eu de nouvelles raisons d'approfondir ma situation. Ce qui vient de se passer à l'égard de mon fils est un nouveau trait de lumière qui achève de m'ouvrir les yeux. Ailleurs cependant, je ne suis pas si dédaigné. Si le Roi pouvait ou voulait lire dans mon cœur, il y verrait pourquoi cette consolation me touche si peu.

Les détails que vous me donnez sur la Sardaigne me touchent infiniment, sans me surprendre aucunement ; à peine j'eus mis le pied dans l'île que j'écrivis : *Tout est perdu*. J'ai fait l'impossible, je me suis exposé aux plus grands dangers pour prévenir des maux aujourd'hui peut-être sans remède. J'ai été abandonné, vous en voyez les suites. Cependant, Monsieur le Comte, ne croyez pas que je sois injuste, j'ai toujours rendu justice dans le fond de mon cœur à S. M. et à son auguste prédécesseur, dans le temps même où l'on me rendait le plus malheureux en Sardaigne, où je tenais tête à la canaille la plus détestable et la plus puissante qui fût jamais ; j'ai toujours pensé que j'aurais péri cent fois, sans une certaine protection sourde ; c'était assez pour moi peut-être (ce n'est point à moi à le décider), mais ce n'était pas assez pour l'État. Nos Princes sont trop justes sans doute pour sacrifier un honnête homme ; mais ce n'est pas assez, il faut le

soutenir : sans cela point de gouvernement. Il est très aisé de vouloir le bien, et très difficile de vouloir les moyens du bien. Je ferais dresser les cheveux à S. M. si je lui racontais ce qui est résulté de notre système d'inaction et de timidité. Ce qu'il y a de sûr, c'est que nul honnête homme, s'il n'est entièrement fou, n'essaiera de servir le Roi comme il faut en Sardaigne, après mon exemple. Effrayé moi-même par des événements dont le souvenir me troublera jusqu'au tombeau, j'avais renoncé à toute idée de saine administration.

Lasciate ogni speranza voi ch'entrate !

J'avais pris cette devise pour moi et je la conseillais aux autres, lorsque des ordres inattendus vinrent m'arracher au repos cadavéreux que je m'étais enfin procuré, pour m'exposer à d'autres tempêtes. L'*harmonie*, dont vous me parlez sur la fin de votre lettre, est sans doute une excellente chose : cependant ce n'est qu'une convenance, aujourd'hui comme hier, et la justice est un devoir. Mille choses intéressantes me sont passées dans la tête, sur ce sujet déplorable ; mais de loin, et par écrit, on s'entend mal, et il est aisé d'être indiscret sans le vouloir. Je veux un mal affreux à ces Sardes de n'avoir pas pensé, même spontanément, à secourir S. M.

Conservez-moi votre bienveillance, Monsieur le Comte, et croyez-moi avec les sentiments les plus vifs de reconnaissance et de respect....

110

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 29 mai (10 juin) 1805.

SIRE,

Dans la conversation dont j'ai eu l'honneur de rendre un compte sommaire à Votre Majesté, M. le prince Czartoryski me dit ces paroles remarquables: *Il serait bien singulier qu'on ne fût pas content de régner comme règne le Roi d'Angleterre!* Ce discours, dans la bouche du premier ministre de l'Empereur de Russie, est peut-être une des plus singulières choses qu'on ait pu remarquer à cette singulière époque. Dans ce discours, Votre Majesté voit l'esprit du Maître, et celui des jeunes ministres influents qui l'environnent. Au reste, Votre Majesté peut être parfaitement tranquille sur ce point; j'ai effacé jusqu'au moindre doute dans l'esprit du Prince, insistant surtout sur cette idée générale, que Votre Majesté était le Prince de l'univers le moins ami des formes despotiques ou illégales, et que d'ailleurs, Elle se ferait un plaisir en toute occasion de s'entendre avec son grand ami, en tout ce qui ne serait pas l'essence et la dignité de l'autorité royale.

Ayant reçu, depuis, la lettre de Votre Majesté du 12 février dernier, j'en fis sur le champ un extrait, et je me

présentai chez le prince Czartoryski auquel j'en fis lecture. Le Prince l'approuva extrêmement, et me dit en propres termes : « On ne peut pas mieux dire ». Lorsque je fus à cet endroit : « sans renoncer néanmoins absolument au droit d'employer aussi des étrangers », il s'écria : « *Ah! rien n'est plus juste.* » J'avais conservé autant que possible les propres paroles de Votre Majesté. A la fin cependant, je ne jugeai point à propos de parler du gouvernement militaire. En effet, Sire, je pourrai bien, ayant l'honneur de parler ou d'écrire confidentiellement à Votre Majesté, l'entretenir ouvertement d'abus qui ont été poussés beaucoup plus loin qu'Elle ne le sait et qu'Elle ne le croit : mais jamais je ne conviendrai avec un étranger d'aucun défaut dans le gouvernement de Votre Majesté. Il peut se faire (et même la chose est probable) qu'on ait parlé du gouvernement militaire au Prince Czartoryski, principalement en Italie ; mais jamais il ne m'en a dit un mot. J'ai donc cru devoir m'en tenir comme lui aux termes généraux, et voici comment j'ai terminé l'extrait : « S'il s'était glissé çà et là quelques « abus, ils étaient contraires à la loi, et s'étaient intro- « duits à l'insu du Souverain qui les aurait corrigés ; « mais, certainement, le gouvernement Piémontais « n'était pas plus arbitraire que celui des autres pays « monarchiques. »

Le tout a été fort approuvé comme j'ai eu l'honneur de le dire à Votre Majesté.

Je passe maintenant aux différents écrits que j'ai cru devoir consacrer au service de Votre Majesté.

D'abord, dans la supposition très plausible d'une né-

gociation, j'ai présenté la Note que Votre Majesté trouvera ci-jointe.

Ensuite j'ai présenté l'important Mémoire du 28 mars (9 avril) que Votre Majesté trouvera de même ci-joint. Il était accompagné de deux petites cartes manuscrites destinées à présenter les différents objets d'indemnité, sans aucun mélange de choses étrangères. J'en promis deux copies plus nettes et plus élégantes, à la charge qu'on me restituerait les autres ; mais il est arrivé que lorsque j'ai eu communiqué les secondes, on a encore gardé les autres ; maintenant je me bats pour rattraper celles-ci ; si j'y réussis, Votre Majesté les recevra encore : ces précautions m'ont paru essentielles. C'est une erreur d'imaginer que les négociateurs aient toutes les choses présentes à l'esprit. Le Prince lui-même m'a témoigné le désir d'avoir quelque chose d'écrit sur nos désirs et sur nos espérances. Il m'a paru que je l'avais satisfait par cette communication.

J'ai communiqué depuis un précis de ce Mémoire, qui ne contient exactement que la valeur en hommes et en revenus de tous les pays qui peuvent servir d'indemnité; et j'y ai ajouté cette réflexion importante et toute naturelle : que les sujets de Votre Majesté étant à peu près les moins imposés de tous les pays monarchiques, puisque les Français et même les Autrichiens en avaient arraché le triple de ce qu'ils payaient jadis, il était bien juste qu'on eût égard à cette modération dans l'évaluation des indemnités ; et que l'on considérât moins ce que les prédécesseurs de Votre Majesté en retiraient effectivement que ce qu'ils en auraient pu retirer.

Enfin, Sire, comme M. de Novosiltzof jouera le grand rôle dans les négociations qui se préparent, j'ai cru devoir me présenter chez lui et lui recommander les affaires de Votre Majesté. Il m'a reçu à merveille et m'a réellement montré les dispositions les plus favorables à notre cause. J'ai vu avec un extrême plaisir que tous les écrits que j'avais remis à la Chancellerie de S. M. lui avaient été transmis, et qu'il les avait lus attentivement ; ils étaient même encore sur son bureau à ce qu'il m'a paru.

Il avait d'abord été décidé qu'il n'irait pas en Italie ; mais il paraît qu'on a changé d'avis, et qu'il se rendra à Milan, pour accélérer les choses. Il n'a pas fait difficulté de m'avouer que le moment lui paraissait très beau, *mais que l'année prochaine il ne sera plus temps* ; ce qu'à Dieu ne plaise, car dans ce cas tout serait perdu. En effet, cette maudite négociation me paraît devoir nécessairement faire perdre cette année ; on est encore tout étourdi, et personne n'a compris encore comment il faut traiter avec Bonaparte. On ne l'aborde qu'avec précaution et terreur, et cependant on ne peut le vaincre que par audace. Votre Majesté verra qu'après avoir laissé perdre les moments les plus heureux, on l'attaquera enfin mal à propos, après lui avoir laissé prendre tous ses avantages.

Dans ma conversation avec M. de Novosiltzof, il me dit entre autres choses : *Mais ce Piémont, M. le Comte, est-ce qu'on y tient toujours ? Je comprends la force des souvenirs ; mais, dans le fait, les circonstances ont totalement changé les choses, et il n'y a plus de raisons de s'attacher au Piémont.* Il entra même dans quelques détails

sur ce point. Je lui répondis : *Monsieur, il peut se faire que les objections que vous me faites se soient présentées à mon esprit ; mais je suis ici pour faire valoir les idées de S. M. et non les miennes ; le Roi préférant le Piémont à tout, j'ai dû le mettre à la tête de toutes nos demandes et j'y persiste.* La discussion ne se prolongea pas plus longuement sur ce point, et nous retombâmes bientôt sur Gênes. Je me flatte que Votre Majesté trouvera que dans le Mémoire, j'ai mis la gradation convenable dans les différents moyens d'indemnité. Pour les revenus et la population, je me suis appuyé surtout de la nouvelle et célèbre géographie de Pinkerton. Votre Majesté trouvera peut-être quelques articles légèrement forcés en sa faveur : à cela il n'y a pas de mal.

Votre Majesté ne m'ayant jamais fait connaître son jugement sur ce que j'ai eu l'honneur de lui dire plus d'une fois au sujet du Piémont, je ne puis connaître bien précisément ses idées à cet égard. Pour mon compte, j'avoue franchement que, de toutes les situations possibles, la plus intolérable pour Votre Majesté, et la plus indigne d'Elle, me semblerait être celle du Piémont. Ce pays sans avant-postes et sans citadelles, est une riche campagne et rien de plus. Turin a perdu pour jamais sa qualité de capitale et ne peut plus être la résidence d'un prince souverain. Où se placerait Votre Majesté ? Et dans ce même pays où ses prédécesseurs ont joui d'une grande dignité, d'une parfaite indépendance, et même d'une certaine existence militaire, comment supporterait-Elle le rôle, non seulement nul et passif, mais tout à fait dépendant qui l'attendrait infailliblement ? J'avoue à Votre

Majesté que je suis extrêmement frappé par ces considérations, et je ne crois pas inutile de les lui rappeler au moins comme une consolation, si comme il est très probable, le Piémont lui échappe définitivement. Au reste, Sire, Votre Majesté a vu que, par écrit et de vive voix, je n'ai jamais défendu que ses propres idées.

Je ne terminerai pas cet article sans faire observer à Votre Majesté, que ce mot *définitivement* que je viens d'employer, n'est point du tout synonyme, dans ma manière de penser, d'*irrévocablement*. Au contraire, Sire, il me paraît probable que le Piémont reviendra un jour à la Maison de Savoie, mais il ne peut plus être que *Province*; par conséquent, il faut chercher dès à présent une capitale qui puisse un jour réunir cette province; dans ce moment, Votre Majesté en cherchant à se rétablir dans le Piémont tel qu'il est, me semblerait travailler directement contre les intérêts de sa Maison.

Elle me fera l'honneur, si Elle le juge à propos, de me dire son avis sur ces idées que je n'ai jamais manifestées à l'extérieur, ne sachant pas si elles étaient du goût de Votre Majesté.

Sur ce que j'ai eu l'honneur de lui dire que la paix serait plus utile à sa *personne*, et la guerre plus utile à sa *maison*, je n'ai aucune raison de changer d'avis; peut-être la paix donnerait-elle à Votre Majesté une position tolérable, en comparaison de la sienne dans ce moment, mais rien n'annonce qu'elle fût capable de la consoler de ses pertes. La guerre prolongerait ses souffrances actuelles et peut-être les augmenterait par le déplacement, mais les espérances augmenteraient infiniment. En gé-

sur ce point. Je lui répondis : *Monsieur, il peut se faire que les objections que vous me faites se soient présentées à mon esprit ; mais je suis ici pour faire valoir les idées de S. M. et non les miennes ; le Roi préférant le Piémont à tout, j'ai dû le mettre à la tête de toutes nos demandes et j'y persiste.* La discussion ne se prolongea pas plus longuement sur ce point, et nous retombâmes bientôt sur Gênes. Je me flatte que Votre Majesté trouvera que dans le Mémoire, j'ai mis la gradation convenable dans les différents moyens d'indemnité. Pour les revenus et la population, je me suis appuyé surtout de la nouvelle et célèbre géographie de Pinkerton. Votre Majesté trouvera peut-être quelques articles légèrement forcés en sa faveur : à cela il n'y a pas de mal.

Votre Majesté ne m'ayant jamais fait connaître son jugement sur ce que j'ai eu l'honneur de lui dire plus d'une fois au sujet du Piémont, je ne puis connaître bien précisément ses idées à cet égard. Pour mon compte, j'avoue franchement que, de toutes les situations possibles, la plus intolérable pour Votre Majesté, et la plus indigne d'Elle, me semblerait être celle du Piémont. Ce pays sans avant-postes et sans citadelles, est une riche campagne et rien de plus. Turin a perdu pour jamais sa qualité de capitale et ne peut plus être la résidence d'un prince souverain. Où se placerait Votre Majesté ? Et dans ce même pays où ses prédécesseurs ont joui d'une grande dignité, d'une parfaite indépendance, et même d'une certaine existence militaire, comment supporterait-Elle le rôle, non seulement nul et passif, mais tout à fait dépendant qui l'attendrait infailliblement ? J'avoue à Votre

Iles à l'Angleterre, etc., qui voudrait alors faire la guerre pour nous ? Et qui la ferait, surtout si l'on nous offrait quelque misère capable de mettre à couvert jusqu'à un certain point l'honneur des protecteurs ? Voilà le véritable danger qui me fait craindre toute négociation. Si la guerre se déclare et qu'on la fasse à Bonaparte, nous avons de brillantes espérances ; si l'on se met de nouveau follement à la faire à la France, j'ose à peine contempler les suites. Espérons qu'enfin on saisira les vrais principes sur lesquels doit se faire cette guerre. Déjà les Anglais avaient commencé à prendre de l'ombrage contre les progrès des Russes ; ici même il a été dit dans la Légation Anglaise quelque chose d'assez marquant sur ce point, et dans le Levant, les agents anglais parlaient de la Russie absolument comme des Français. C'était bien commencer, comme Votre Majesté voit ! Les choses se sont calmées, mais ces jalousies nationales sont un feu qu'il n'est guère possible d'étouffer parfaitement.

Voilà encore l'amiral Nelson qui a laissé échapper la flotte de Toulon : s'il est heureux pour combattre l'ennemi, il n'est pas heureux pour le chercher. Le départ et la réunion des flottes française et espagnole sont des événements remarquables, très capables de produire de grands maux, en mettant dans les mains de Bonaparte de nouveaux gages pour faire la loi dans un traité. D'un autre côté, on ne saurait s'empêcher de voir que cet homme hardi joue la banque dans cette occasion, car il ne laisse pas un vaisseau dans les ports de France, et comme les Anglais peuvent en envoyer un nombre double à la suite des siens, il est possible qu'après même quel-

ques succès de début, les Français et les Espagnols finissent par perdre leur marine. Il ne serait pas sage de s'avancer plus loin dans le pays des conjectures. Les orages du ministère anglais, et la faiblesse de leur diplomatie sont encore des points qui me donnent beaucoup d'inquiétude : ils sont dans la crise la plus terrible, et ils s'amusent à faire une guerre parlementaire ; ils ne peuvent organiser un ministère, et leurs ambassadeurs se prennent aux cheveux avec les ministres de leurs plus puissants alliés. M. Pajet insulte M. de Cobentzel, il se brouille avec M. de Razoumotski et maintenant ils se tournent le dos dans le monde ; a-t-on jamais rien vu d'égal à deux ambassadeurs de Russie et d'Angleterre, qui ne se voient pas dans un moment tel que celui-ci ? Qu'est-ce que M. Pajet fait là ? Quand même Votre Majesté aurait 300,000 hommes de troupes et 200 vaisseaux de ligne, si l'un de ses ministres avait fait une algarade telle que celle qui a eu lieu à Vienne, Votre Majesté ne le laisserait pas deux jours en place. Les Anglais manquent absolument de cette dextérité, de ce liant, de cette souplesse qui font réussir les négociations. Leur politique ressemble à leur galanterie : ils ne savent qu'offrir de l'argent ; il ne gâte rien sans doute, cependant, il vaudrait mieux faire l'amour.

J'imagine que les correspondants de Votre Majesté l'auront fidèlement instruite de tout ce qu'a fait et dit Bonaparte durant son séjour à Turin. Au hasard cependant de lui répéter ce qu'Elle sait déjà, je lui rappellerai ce qu'il a dit pendant un dîner (le même si je ne me trompe où il avait invité deux Piémontais, le marquis

de Baral et le comte de Saluce) : « Je sais, dit-il, qu'il « y a des personnes qui regrettent le Roi et qui espèrent « son retour ; mais elles doivent s'ôter cette idée de la « tête ; l'existence de ce Prince a été pendant longtemps « un véritable miracle ; un Souverain ne peut subsister « entre deux puissances telles que la France et l'Au- « triche. »

Il s'est conduit avec une adresse infinie : il a distribué des emplois, des pensions et des compliments fort à propos. Les 100,000 francs qu'il a distribués à la vénerie aux gens de Votre Majesté ont fait une grande impression. Quoiqu'il soit le plus dur et le plus insensible des hommes, il commence à deviner l'art de caresser, c'est un docte comédien. Je doute cependant qu'il convertisse de si tôt les Piémontais, qui sont, entre autres singularités de caractère, les hommes de l'univers le moins susceptibles d'enthousiasme, surtout d'enthousiasme subit. Je crois qu'ils y regarderont de près avant de crier *vivat* de bonne grâce. On écrit cependant en termes formels *qu'il a gagné beaucoup de partisans*. Quant aux Italiens pris en masse, je crois qu'ils pourraient être aisément séduits par l'idée de jouer un rôle politique après une si longue nullité, et de redevenir nation : je sais que ce système, ou cet espoir, a beaucoup de partisans en Italie. Votre Majesté, qui voit les choses de plus près, en sait plus que moi sur ce sujet.

Depuis très longtemps ma femme m'avait demandé ce qu'elle devait faire dans le cas ou elle serait invitée aux bals que donneraient les généraux Français pendant le carnaval : je lui avais répondu qu'à l'égard des bals qui

se donneraient dans les maisons particulières, il n'y avait nulle raison de se singulariser, mais que si l'on en donnait dans le palais de S. M., il fallait refuser : *D'autant plus*, lui disais-je, *que vous ne risquez pas davantage que telle ou telle famille que vous me nommez et qui a refusé.* Il est arrivé que ces familles ont cédé comme les autres, de manière que ma femme ayant refusé comme je le lui avais dit, s'est trouvée seule. Dès lors Menou qui la voyait dans quelques maisons et qui lui faisait beaucoup de civilités, a cessé de lui parler. Dans cette occasion, personne n'a osé se dispenser du cercle, à ce qu'on mande encore, mais je ne sais ce qu'a fait ma femme. Si j'avais eu le temps de l'avertir, je lui aurais conseillé une démarche qui aurait fait une très jolie et innocente figure dans le *Moniteur*.

Ayant trouvé l'autre jour l'Ambassadeur de Suède seul et à mon aise, je lui parlai du subside ; à peine me laissa-t-il commencer : tout de suite il prit la parole et me parla de cette affaire avec beaucoup d'amertume. Votre Majesté sent à quel point son Maître l'a compromis en lui écrivant la manière de permettre à un homme aussi prudent et même aussi fin de me parler comme il le fit dans le temps ; il a profité du départ de son Secrétaire de légation pour écrire de nouveau sur cette affaire. Il l'aura fait vertement, mais je ne sais s'il en résultera quelque chose en faveur de Votre Majesté ; comme il faut toujours faire la supposition la plus honorable pour un Souverain, surtout pour un Souverain aussi noble que S. M. Suédoise, je suis tenté de croire qu'elle a promis dans un moment d'exaltation généreuse, puis

qu'elle s'est retenue en songeant à ses finances. Il faut cependant attendre encore un peu.

A propos de la mémorable lettre de ce Souverain au Roi de Prusse, j'eus occasion l'autre jour d'entendre les plaintes de l'envoyé de Prusse : « *Le Roi*, me dit-il, *a envoyé promener ce petit Roi qui s'en repentira.* » Je ne répondis rien, d'autant que la matière est un peu trop délicate, mais le fait est que, suivant les apparences, le Roi de Suède *n'ira point se promener, et ne se repentira point.* Il est approuvé ici *in petto*, je l'ai su de deux côtés. L'Ambassadeur me dit : « Parlez-moi *franchement.* » Comme il le voulait, je lui répondis : « Il peut se « faire qu'il y ait eu là un peu d'exaltation chevale- « resque, mais la démarche tient à un principe infini- « ment noble et élevé ! Dans le siècle de la pusillani- « mité et de la bassesse, on a besoin de pareils exem- « ples quand même ils ne seraient pas strictement « conformes aux règles d'une sage politique. Si le fils « de Votre Excellence avait une affaire d'honneur, et « qu'il vint à pousser les choses un peu trop vivement, « vous pourriez l'en reprendre, mais dans le cœur « vous diriez : *le sang est bon*, et vous seriez enchanté. » Puis lui saisissant le bras avec un air d'amitié respectueuse, j'ajoutai : « Croyez-moi, Monsieur l'Ambassa- « sadeur, cette affaire n'empêchera aucun Roi d'épouser « la fille du vôtre. » Il fut extrêmement satisfait de ce discours, et pour m'en récompenser, il m'apprit ce qui s'était passé ici *dans le sanctuaire* (je l'ai su ensuite d'ailleurs), puis il tira de son bureau la minute de la lettre qu'il a écrite à son Maître, en réponse à celle qui

lui communiquait la lettre au Roi de Prusse; elle exprime exactement les mêmes sentiments que Votre Majesté vient de voir dans ma réponse à l'Ambassadeur ; c'est une pièce parfaite pour le sens et l'expression.

J'ai eu, sur les intérêts de Votre Majesté, deux conversations assez animées avec l'envoyé de Prusse: comme il était toujours à cheval sur sa neutralité, et que j'appuyais sur la nécessité de la guerre, il laissa échapper : « Vous voulez donc qu'on fasse la guerre pour le Roi de Sardaigne? » Je me contins sévèrement, mais cependant comme nous sommes sur le pied de la plus grande liaison, je lui fis sentir avec délicatesse qu'il n'y en avait pas infiniment dans ce discours : il m'en fit même des espèces d'excuses. A la manière dont il me parla, je vis qu'il croyait que nous ne voulions pas démordre du Piémont, car il appuya beaucoup sur la nécessité d'accepter des compensations. *D'ailleurs* ajouta-t-il, *ce qui n'est pas possible aujourd'hui peut le devenir à l'avenir.* J'entendis cette phrase avec plaisir, vu qu'elle s'accorde parfaitement avec ma manière de penser sur les temps futurs.

Le grand ton de la Prusse dans ce moment, c'est de faire sonner haut son influence. L'envoyé n'a pas fait difficulté de me dire à plusieurs reprises : « On ne fera la guerre ni la paix sans nous. » Il m'a ajouté : « J'ai la plus ferme espérance que bientôt vous serez content, et qu'il y aura des moyens de tout arranger, etc., etc. » Je crois que la Prusse se flatte beaucoup, et que Bonaparte la méprise, précisément à raison des égards que cette puissance a pour lui. S. M. Prussienne a malheu-

reusement l'obstination de la faiblesse, qui est la pire de toutes, car l'homme faible qui a la conscience de son défaut place la grandeur dans l'opiniâtreté pour se justifier à ses propres yeux ; j'ai vu mille fois ce phénomène dans le monde. Le général Zastrof, qui vient de repartir pour Berlin après avoir été comblé de politesses ici, a paru convaincu de la nécessité de changer les systèmes du Roi son maître pour l'amener aux vues générales et grandes de S. M. I.; mais il nous reste encore deux petits problèmes à résoudre : 1° Le général est-il de bonne foi dans ses protestations ? 2° Quand il le voudrait bien sincèrement, aura-t-il quelque puissance sur l'esprit de son Maître ? Somme toute, Sire, je redoute beaucoup cette négociation, où je vois un danger infini pour vous, par les raisons que j'ai eu l'honneur d'exposer à Votre Majesté. Tout Corse est implacable, et lorsqu'un orgueil effréné se joint encore à ce caractère naturel, il devient bien dangereux. Dans ce moment de danger, je redouble de soin, surtout à l'égard de M. de Novosiltzof. Depuis que j'ai commencé cette lettre, Sire, j'ai obtenu une nouvelle conférence de lui, dans laquelle j'ai achevé suivant mes forces de mettre les intérêts et les espérances de Votre Majesté dans le jour le plus avantageux. J'ai surtout insisté sur les raisons qui pourraient faire impression sur l'esprit de Bonaparte, et le rendre moins intraitable. Je fus conduit à ces reflexions par la demande qu'il me fit : *D'où venait la haine particulière de Bonaparte pour Votre Majesté.* Je lui répondis que je n'en connaissais pas d'autre que la sage obstination de Votre

Majesté dans ses alliances, et peut-être quelques refus opposés à des avances faites par Bonaparte. S'il y avait quelque chose de plus, Sire, ce serait un grand malheur que M. de Novosiltzof l'apprit de la bouche même de Bonaparte, mais j'espère ne m'être pas trompé.

Comme il me parut que M. de Novoziltzof goûtait les raisons que je lui exposais, je lui demandai la permission de les coucher par écrit, ce que j'ai fait sans retard. Ce Mémoire me paraît réellement contenir les vraies bases d'une négociation concernant Votre Majesté, ou pour mieux dire, il indique, à ce qui me semble, les vrais ressorts qu'il faut toucher pour réussir ; mais n'ayant plus le temps de faire la copie pour les registres je ne puis l'envoyer par ce courrier à Votre Majesté.

M. de Novoziltzof part aujourd'hui ou demain 30 mai (11 juin).

Lundi, 22 mai (3 juin), arrivèrent à l'envoyé de Prusse les passeports demandés pour M. de Novosiltzof. Ils ont été accordés avec empressement, et accompagnés des copies de deux dépêches de M. de Talleyrand, l'une à M. de Hardenberg et l'autre à Laforet, ministre de France à Berlin. Toutes les deux expriment la satisfaction avec laquelle S. M. I. R. a vu les intérêts de l'Europe mis entre les mains de S. M. l'Empereur de Russie, mais celle de Laforet contient une pièce de rhétorique particulière. Talleyrand y fait observer que chaque époque de l'élévation de l'Empereur fut aussi l'époque d'un effort de sa part pour établir la paix, et il termine en disant que, dans ce moment où il vient encore d'être couronné Roi d'Italie, il s'empressera de donner la

paix à l'Europe. — L'Ambassadeur d'Angteterre a dit ici : « Et c'est précisément ce qui l'empêchera ». Nous verrons. En attendant, j'admire la mission de M. de Novosiltzof, la confiance réunie de son propre Maître et de S. M. B. la rendant sans contredit une des plus brillantes qu'il soit possible d'imaginer. Dieu veuille qu'elle soit heureuse en réussissant ou en ne réussissant pas, car elle peut l'être de deux façons. Les nouvelles de mer donneront ou ôteront beaucoup de force au négociateur ; il en sera de même du voyage de S. M. I. qui n'est point encore décidé. Je ne sais point encore où l'on traitera, mais je sais que Bonaparte veut traiter directement avec le négociateur Russe.

L'opinion n'est pas trop pour cette mission, et il me l'a dit lui-même. On dit que l'Empereur s'abaisse en s'avançant ainsi lui-même ; on pourrait dire une infinité de choses sur cet article, je me bornerai à une phrase : *Si M. de Novosiltzof va demander la paix, sa mission est vile. S'il va offrir la paix ou la guerre, elle est noble.* Il faudrait donc savoir ce qu'on a déterminé ici avant de faire partir M. de Novosittzof, et c'est ce que je ne sais pas précisément ; en voyant néanmoins une puissance aussi soupçonneuse que l'Angleterre remettre ses intérêts entre les mains d'une autre, *dont elle se défie visiblement*, j'ai peine à croire qu'elle compte sérieusement sur un traité où le négociateur Russe stipulera pour l'Angleterre. J'incline plutôt à penser qu'elle a envisagé cette négociation comme une parade, et la guerre comme sûre : mais lorsque les deux Cours se sont déterminées, toutes les flottes françaises

et Espagnoles n'étaient pas sorties. Notre sort va se décider dans l'Inde ou dans les Antilles : si nous recevons pendant les négociations la nouvelle d'une bataille d'Aboukir, M. de Novosiltzof aura beau jeu et pourra parler haut. Si le contraire arrive, j'ai grand peur que les Anglais ne courent à Paris pour y traiter à tout prix, et par conséquent nous sacrifier. M. de Novosiltzof aura fait dans cette dernière supposition une assez triste figure ; mais, quoique la crainte soit très fondée, le désespoir ne le serait pas du tout. Il est même très possible que quelques succès de la part des Français soient suivis bientôt de disgrâces éclatantes. Au surplus, Sire, il est encore plus probable que cette négociation n'aboutira à rien ; M. de Novosiltzof me l'a dit sans détour, et le Prince Czartoryski encore plus ouvertement s'il est possible. Il m'a ajouté : *Il y a beaucoup de gâchis*, voulant parler des jalousies qui commencent à brouiller les cartes avant qu'on ait commencé. En effet, Sire, non seulement les Anglais ont conçu sur l'introduction des Russes dans la Méditerranée des craintes qu'ils n'ont pas su dissimuler, mais ce sentiment a gagné même les Bourbons. Qui pourrait le croire ? Et cependant rien n'est plus vrai. Beau commencement sans doute ! Le Prince m'a ajouté : *L'Empereur cependant ne se décourage point*. La haine pour l'Angleterre est encore un singulier phénomène du moment, et qui peut infiniment nuire aux succès de la cause qu'ils défendent. J'observe, j'écoute, et je vois avec terreur qu'ils ne sont aimés que d'eux-mêmes. Quelquefois, je voudrais être puissant pour leur dire :

mais, au nom de Dieu, Messieurs, soyez aimables, écoutez un peu le bon sens étranger, ne traitez pas les Cabinets comme vous traitez les filles : au lieu d'offrir de l'argent avec un air rustique, faites l'amour, etc.; mais je ne suis pas fait pour prêcher sur ce ton. J'ai même rompu fort inutilement en leur faveur. Je m'étonne sans cesse que des hommes si supérieurs à plusieurs égards, soient en même temps si remplis de préjugés, et si inhabiles dans l'art de gagner les esprits. Telles sont, Sire, les contradictions de notre pauvre nature ; on les trouve dans les nations comme dans les individus. Londres est le séjour des talents et des préjugés, comme Paris est la patrie de l'esprit et de la bêtise.

Je suis, etc.

P. S. — S. M. le Roi de France a écrit au Roi de Prusse une lettre des plus vives. M. de Blacas même, à son grand étonnement, en ignore la date et le sujet: mais M. le général Zastrof a dit ici : *qu'elle avait agité le Roi son Maître au point de lui ôter le sommeil.* M. de Blacas n'allait plus chez l'envoyé de Prusse ; hier ils se rencontrent à la campagne ; M. le Comte de Goltz aborde lui-même très amicalement l'autre, l'attire dans un tête à tête de promenade, et débute par lui dire : *Vous ne sauriez croire, mon cher Comte, combien je suis fâché que vous nous ayez abandonnés.* Blacas croit qu'il s'agit de lui. Point du tout. *J'entends combien je suis fâché que nous ne possédions plus votre Maître à Varsovie.* Le Comte de Blacas saisit ce texte et lui parla de la conduite de S. M. Prussienne, surtout de l'affaire du

poison avec une liberté évangélique. Et le Comte de Goltz, en revanche, lui fit les protestations les plus tendres : Bientôt S. M. T. C. verrait que le Roi de Prusse était, de tous les Princes, celui qui lui était le plus attaché : *Bonaparte ne pourrait durer* ; la mission de M. de Novosiltzof n'était qu'une cérémonie, la guerre et une seconde coalition étaient certaines : à la vérité on ne pouvait agir ensemble (toujours la crainte, comme Votre Majesté voit), mais chacun devait agir de son côté, et l'on verrait que le Roi son Maître serait le souverain le plus actif de la nouvelle croisade, etc., etc. Le Comte de Blacas tomba des nues, et m'a fait part de cette conversation sous le plus grand secret, en ma qualité de *Jacobin* invariable. Certainement, Sire, cette conversation n'est pas à beaucoup près une conversation indifférente. M. de Blacas m'a dit, qu'au ton de l'envoyé Prussien, on ne pouvait s'empêcher de regarder son Maître comme absolument décidé. Dans ce cas, S. M. I. a fait un chef-d'œuvre, et nous avons beau jeu. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas voulu priver Votre Majesté d'une anecdote aussi importante ; je persiste toujours à désirer la guerre, malgré les inconvénients momentanés qui peuvent en résulter pour Votre Majesté. Il me semble que j'ai montré d'une manière assez claire les dangers de la négociation, et je désire savoir si Votre Majesté approuve ces idées.

M. Stuard, Secrétaire de Légation, et dans le fond tuteur de Milord Gower, a dit à ce même Comte de Blacas, avec un ton moqueur, que la mission de M. de Novosiltzof ne signifiait rien, qu'il croyait beaucoup

opérer, mais qu'il ne ferait que de l'eau claire, etc., etc. Ce propos paraîtra sans doute assez singulier à Votre Majesté dans une pareille bouche.

Je mets de nouveau mon très profond respect aux pieds de Votre Majesté.

111

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 29 juillet (10 août) 1805.

SIRE,

Le départ d'un courrier autrichien me procure l'honneur de répondre aux deux dépêches que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'adresser, le 14 et 19 juin dernier.

Il n'est plus question de M. de Novosiltzof. Au moment où Votre Majesté me faisait l'honneur de m'écrire qu'il ne pouvait tarder d'arriver à Milan, il avait reçu l'ordre de revenir et il avait donné sa note au Cabinet de Berlin. Cette pièce, comme Votre Majesté l'aura vu, ne pouvait guère être plus mal redigée : ici on le traite bien sévèrement, et le parti Woronzof surtout, qu'on pourrait appeler l'opposition, s'en divertit beaucoup : gare les journaux Français ! J'espère que le premier coup d'épée sera plus heureux que le premier coup de plume.

M. de Novosiltzof est cependant un homme d'un mé-

rite très distingué, et il aurait été difficile d'en trouver un plus propre à cette mission ; mais l'art de faire parler un grand Monarque avec le ton qui lui convient est un talent particulier très rare et très important : personne n'est obligé de l'avoir, mais tout homme qui ne l'a pas est obligé de le savoir.

La lettre que le général Larci a remise à Votre Majesté de la part de S. M. I. m'a causé la plus vive satisfaction. Ce plaisir est gâté par tout ce que j'apprends de la Sardaigne ; cette malheureuse île est destinée à donner à Votre Majesté des chagrins de tous les genres. Quant à l'organisation intérieure, Votre Majesté en est réduite aux palliatifs : les circonstances ne permettent rien de plus. Si le temps s'éclaircit une fois, il faudra prendre un parti et le suivre invariablement. Et pour ce qui est des dangers que l'île peut courir dans ce moment, il est sûr qu'il faut s'attendre à tout. Cependant les Français ont d'autres choses à faire dans ce moment, et s'ils rentrent dans la Méditérranée, les Anglais les y suivront. J'ai parlé ici du subside nécessaire à Votre Majesté pour entretenir les troupes, mais on m'a fermé la bouche en me disant qu'il ne fallait pas parler d'argent à Saint-Pétersbourg. Les baïonnettes sont ici, l'or vient d'ailleurs : je vais cependant faire une nouvelle instance.

Il y a bien longtemps, comme Votre Majesté se le rappellera sans doute, que j'ai présenté l'anéantissement politique de Gênes comme un des événements les plus désirables pour l'auguste Maison de Votre Majesté, et dernièrement encore j'ai écrit : *hoc erat in votis*. Au reste

Sire, ce qui s'est passé dans cette ville prouvera tout ou rien, suivant les circonstances. Si la force veut donner Gênes à Votre Majesté, elle dira : « Vous avez dit vous-même que vous tenez l'ancien gouvernement pour légitimement aboli ; que Gênes n'est que le port du Piémont etc. » Dans le cas contraire, Sire, cette même force dira : « Vous vous moquez de nous : est-ce donc qu'il y a quelque chose de libre dans tout cela ? S'il y avait un *Préteur* pour juger les nations comme il y en avait pour juger les individus, ne dirait-il pas aussi : *Quod vi metuque factum erit ratum non habebo ?* Si vous établissez que tout ce qui s'est fait depuis 15 ans au nom des peuples exprime réellement leurs volontés, nous verrons arriver de belles conséquences, etc. » Tel est le jeu des choses humaines! Néanmoins il demeure toujours vrai que la réunion de Gênes augmente évidemment le nombre des chances possibles favorables à Votre Majesté.

A l'égard de ce qu'elle me fait l'honneur de me dire que le Prince qui recevrait Gênes ne serait pas tenu au maintien des anciennes lois, je la supplie de ne pas s'y fier. Elle aurait contre elle, dans ce cas là, l'esprit général de son siècle et l'esprit particulier de ses grands amis qui, les uns par nature, et les autres par accident, sont fort portés à ce qu'on appelle aujourd'hui *les idées libérales*. Votre Majesté éviterait difficilement une *grande Chartre*. Plût à Dieu que nous en fussions à cette difficulté.

Le système de la Prusse paraît invariable. Sûrement, Sire, le Roi de Prusse n'aime pas plus Bonaparte qu'on ne l'aime ici ou ailleurs, mais il aime la France, dont il

a besoin contre l'Autriche. Il a 300,000 hommes, 50 millions d'écus en réserve et point de dettes. Avec ces forces, il espère maintenir la paix chez lui, laisser fatiguer les autres et finir par donner la loi. M. le comte de Goltz m'a dit mille fois : « Soyez sûr qu'on ne fera jamais rien sans nous. » Ici on a gardé jusqu'à présent beaucoup de mesures envers la Prusse. Je ne suis point encore en état de dire à Votre Majesté ce qu'on a résolu dans le cas où elle s'obstinerait dans le mauvais sens.

On disait l'autre jour devant un des membres les plus instruits de la diplomatie, qu'un personnage de l'ambassade anglaise, que j'ai nommé quelquefois, était prêt de gager qu'on ne se battrait point avant l'hiver. « Gagez seulement, dit l'autre, et gagez tout ce qu'il voudra. » En effet toutes les apparences sont pour la guerre et l'on voit des mouvements qui semblent décisifs. Dans cet état de choses, je ne puis m'empêcher d'être extrêmement en peine pour la personne de Votre Majesté ; j'ai même demandé une audience particulière à M. le prince Czartoryski, pour savoir de lui si les circonstances actuelles n'exigeraient point quelques mesures particulières de la part de Votre Majesté ; il m'a dit que non. Cependant, Sire, au moment où Bonaparte se croira sûr d'être attaqué, il est certain qu'il attaquera lui-même ; il se ruera d'abord sur le royaume de Naples, qui ne se défendra pas une demi-heure; ils fortifieront Naples, Capoue, Gaëtta, etc. Que deviendrait dans ce cas Votre Majesté ? Je ne sais pas même si on lui a envoyé une frégate à la place de ce vaisseau qu'Elle a renvoyé. Cette frégate même la mettrait-elle parfaitement à l'abri pen-

dant que la Méditérranée appartient à la France ? Enfin, Sire, M. le prince Czartoryski a sûrement ses raisons pour croire que Votre Majesté n'en a pas pour changer de place ; mais je ne puis me dispenser de lui témoigner mon extrême inquiétude sur ce point.

Je ne saurais qu'ajouter à Votre Majesté sur l'article important de l'indemnité, vu que ce sujet me paraît absolument épuisé. Ayant constamment eu le bonheur de prévenir les intentions de Votre Majesté, c'est une nouvelle raison de n'y plus revenir. Du reste, la décision, suivant ma manière de voir, est encore si éloignée, et cette décision dépend si fort des circonstances, plus mobiles que le vent, que je n'ai jamais pris la plume pour traiter ce sujet, sans un certain sentiment pénible que je ne sais pas nommer. Si l'univers s'ébranle de nouveau (car les quatre parties du monde en seront), il n'est plus possible de prévoir la fin de ce terrible paroxisme. Je n'entends point parler encore d'un manifeste ni d'aucun pas fait vers le Roi de France. Jamais le comte de Blacas n'a pu obtenir la permission de faire imprimer la Déclaration de son maître ni ici ni à Londres. (Elle le sera cependant, ou pour mieux dire elle l'est.) Milord Mulgrave a dit à Londres qu'il faudrait avoir gagné deux batailles avant de publier une telle pièce. Bon homme ! Si j'étais Français, Sire, avec tous les sentiments que Votre Majesté me connaît, je donnerais à Bonaparte tout mon sang et tout celui de mes enfants jusqu'à la dernière goutte pour empêcher le démembrement de la France, et ce que j'ai l'honneur de dire ici à Votre Majesté, je le dirais à S. M. T. C. avec la même

franchise. Or ce même sentiment est dans des millions de cœurs. Si l'on n'y a pas égard, Votre Majesté en verra les suites. Je ne dis pas qu'il faille mettre le Roi de France à la tête des troupes comme il le désirerait : à cet égard, on peut dire qu'il n'est pas temps ; mais on peut très bien convenir par un article secret qu'on ne se bat que pour les Bourbons et contre Bonaparte, et l'on peut protester par un Manifeste qu'on ne veut point toucher aux confins de Lunéville. Cela suffit, car les Français entendent le français ; on peut d'ailleurs favoriser le Roi de mille manières sans se compromettre. Je ne vois pas, Sire, qu'on ait encore entendu raison sur ce point, de manière que je crains fort pour la nouvelle coalition. Ce qui m'inquiète le plus, c'est que je ne vois pas en Europe l'homme qui nous serait nécessaire pour réprimer celui qui la trouble. S'il existait, la conscience universelle le nommerait : tout le monde dirait : « Le voilà ». Comme on a tout de suite senti la supériorité de Bonaparte dans le monde, il en serait de même de celle de l'homme par qui il doit être renversé (s'il doit l'être). Au surplus il est bien possible qu'une femmelette l'expédie, lorsqu'il aura parfaitement reconstruit la Monarchie française ; car sur cet article on doit lui rendre justice, il est unique, et jamais S. M. T. C. n'aurait pu faire ce qu'il a fait. Une voix intérieure, que je ne crois pas tout à fait ignorante, me dit que la chose ira ainsi : nous verrons si elle me trompera.

Je suis avec un très profond respect,

Sire,

de Votre Majesté.....

112

A Mme la Marquise de Priero.

Août 1805.

J'ai reçu avec un extrême plaisir, Madame la Marquise, votre lettre du 28 mai. J'y réplique un peu tard, comme vous voyez; mais que voulez-vous? J'écris quand je puis. D'ailleurs, j'attends les occasions, au moins jusqu'à Vienne, autant qu'il m'est possible. Je ne saurais trop vous remercier, Madame, de toutes les précautions que vous avez bien voulu prendre pour faire arriver ces deux portraits jusqu'à moi. Je me résigne à les recevoir tard, pourvu qu'ils arrivent enfin. Quant au mien, il est probablement ce qu'on appelle flambé. Il est parti d'ici le 4 (16) décembre 1804, par un courrier de cabinet napolitain, qui avait pour instruction, dans le cas où il ne pourrait entrer à Florence, de le remettre à Rome au chargé d'affaires de S. M. Sicilienne. Le courrier, en effet, ne put passer à Florence, à cause de la maudite fièvre jaune; mais, au lieu de remettre le paquet à Rome, il s'en alla droit à Naples, d'où le *plico* fut renvoyé à Rome. Dès lors, le duc de Serra-Capriola en a demandé compte officiellement, d'autant plus que le portrait était joint à beaucoup de

lettres. Il n'a point encore de réponse, mais il a répliqué ses sommations, et il prétend que le paquet ne peut être perdu. Nous verrons.

Dimanche 13 (25), il m'est arrivé un petit secrétaire, précisément d'aussi bonne famille que moi, et que je n'avais pas vu depuis trois ans. Sa sœur s'appelle Adèle : vous le connaissez donc. Vous voyez d'où vous êtes, Madame la Marquise, les transports de joie qui ont dû accompagner cette entrevue. La joie cependant est bien loin d'être pure (Eh mon Dieu ! y en a-t-il de telle ?). La séparation a fait tant de mal dans l'endroit où elle a eu lieu, que je n'ai pu sentir toute la douceur de la réunion qui s'est faite ici. Enfin, prenons ce qui nous vient. A cette belle époque, il ne faut pas être si difficile.

Mille grâces, Madame la Marquise, pour tous les soins que vous avez bien voulu vous donner *autour* de cette lettre essentielle. J'ai déjà la certitude qu'elle est parvenue. Je vous vois d'ici rire, ma lettre à la main, de cette chose qui devait nécessairement produire *quelque chose* ou *rien*. Avouez qu'il fallait beaucoup de pénétration pour deviner aussi juste !

C'est donc vous, Madame la Marquise, qui avez promené *la Science en jupon* (1) ! Je vous en félicite, et je suis charmé que vous ayez pu, comme moi, examiner de près cette femme célèbre, ou fameuse, qui aurait pu être adorable, et qui a voulu n'être qu'extraordinaire.

---

(1) Mme de Staël.

Il ne faut pas disputer des goûts ; mais, suivant le mien, elle s'est bien trompée. Je trouve que vous la jugez parfaitement bien, excepté dans l'endroit où vous dites que *souvent elle dit des choses qu'elle ne pense pas.* Oh ! pardonnez-moi, Madame la Marquise. Elle dit fort bien ce qu'elle veut dire. Je ne connais pas de tête aussi complètement pervertie ; c'est l'opération infaillible de la philosophie moderne sur toute femme quelconque, mais le cœur n'est pas mauvais du tout. A cet égard, on lui a fait tort. Quant à l'esprit, elle en a prodigieusement, surtout, comme vous le dites fort bien, lorsqu'elle ne cherche pas à en avoir. N'ayant étudié ensemble ni en théologie ni en politique, nous avons donné en Suisse des scènes à mourir de rire, cependant sans nous brouiller jamais. Son père, qui vivait alors, était parent et ami de gens que j'aime de tout mon cœur, et que, pour tout au monde, je n'aurais pas voulu chagriner. Je laissai donc crier les émigrés qui nous entouraient, sans vouloir jamais tirer l'épée. On me sut gré de cette modération, de manière qu'il y a toujours eu entre cette famille et moi *paix* et *amitié*, malgré la différence des bannières. Si vous entretenez quelque correspondance avec la *belle* dame, je vous prie de la remercier de son souvenir, et de l'assurer du mien (Ah ! pour cela je ne mens pas) ; ajoutez, si vous voulez, Madame la Marquise, que dans l'exil de Sardaigne, je me souvins, il y a trois ou quatre ans, de nos soirées helvétiques, et que je chargeai ma vieille amie, Madame Hubert, de lui envoyer des assurances formelles. Malheureusement cette lettre se perdit ; mais Ma-

dame Hubert m'écrivit que *c'était égal, parce que ma passion était connue.*

Vous verrez, Madame la Marquise, par le timbre de cette lettre, que j'ai voulu parer aux petits inconvénients qui s'opposent quelquefois à la marche des lettres. En vérité, on devrait bien avoir une considération particulière pour les gens de bien, tels que nous, qui s'écrivent comme les anciens Romains : *Si vous vous portez bien, c'est fort bien ; pour moi, je me porte bien.* Si par hasard vous trouvez *une incluse* sous cette enveloppe, je vous prie de lui donner cours.

Agréez, Madame la Marquise, les nouvelles assurances des sentiments pleins de regret et de dévouement avec lesquels je suis, pour la vie,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

113

A M. le Comte de Rossi,

Ministre de S. M. Sarde à Vienne.

Saint-Pétersbourg, 18 (30) août 1805.

MONSIEUR LE COMTE,

Que ne vous dois-je pas pour toutes les politesses dont vous avez comblé mon fils à Vienne, et pour la lettre obligeante dont vous l'avez chargé. Non sans

doute, Monsieur le Comte, le temps ni la distance ne peuvent vous effacer de mon souvenir, et sûrement vous en auriez eu des preuves fréquentes, s'il n'était pas impossible à *tous les hommes* mais surtout à moi, *pauvre homme*, d'écrire autant qu'on le désire. Personne n'a hérité plus directement que moi du terrible anathème porté contre notre commun grand papa. C'est une primogéniture formelle. Ayant beaucoup de travail et nul soutien, je me vois forcé de réduire mon petit commerce épistolaire à l'absolu nécessaire. Cépendant je me crois tout à fait en bonne fortune, lorsqu'une heureuse occasion me procure une lettre de la part de l'une de ces personnes, en très petit nombre, qui ont toute mon estime et tout mon attachement, à qui je trouve si doux de parler, après un long silence commandé par les événements. Oui sans doute, rien n'est plus assuré, Monsieur le Comte, j'aurais tort de n'en pas convenir : il est peu de malheureux aussi heureux que moi, et c'est quelque chose dans le grand naufrage! Cependant, avec tant d'épines de moins, il en reste de bien poignantes. Ce n'est pas une petite besogne que celle de maintenir la dignité avec les moyens que je possède (un français dirait : qu'on a mis à ma disposition). D'ailleurs, quoique vous ne soyez qu'un profane garçon, j'espère que vous comprenez à merveille ce que c'est qu'un père qui ne connait pas sa fille, et qui est soumis à une séparation dont personne ne peut entrevoir la fin. Le petit Secrétaire que vous m'avez envoyé de Vienne est une grande consolation pour moi, comme vous sentez; mais combien cette jouissance est empoi-

sonnée par le chagrin de la mère, qui est bien malade. Il me semble que je lui arrache la peau pour me faire un gant. Enfin, Monsieur le Comte, allons notre train ; sûrs d'être dans le chemin de l'honneur, nous arriverons à l'auberge, ou nous mourrons sur la route, tâchant d'être fiers, même sans argent.

Vous ferez à merveille, Monsieur le Comte, de vous fixer où vous êtes ; mille raisons vous y déterminent, et que feriez-vous de l'autre côté? Bon Dieu ! Quant à moi, je me trouve parfaitement bien. Rien ne me manque ici, excepté ma famille et 20,000 roubles par an. Si je pouvais arranger ces deux *petits articles*, je me trouverais fort joli.

Mon fils m'a donné tous les renseignements que je pouvais désirer sur votre famille. Souvent ma femme m'en avait donné des nouvelles, car elle n'ignore pas l'extrême intérêt que j'y prends. Votre respectable papa surtout m'occupait sans cesse. Le jeune homme se tire toujours d'affaire..... S'il voit venir à lui une bête féroce, il a deux partis à prendre ; il peut la combattre ou grimper sur un arbre ; mais l'honorable vieillesse ? Grand Dieu! que je la plains. Mille et mille fois j'ai songé à Monsieur votre père avec toute l'anxiété que le sang pourrait inspirer ; j'ai reçu de lui en toute occasion des marques d'amitié que je n'oublierai jamais ; d'ailleurs c'est un sentiment héréditaire qui m'attache à lui et à tout ce qui lui appartient. Le testament de votre aïeul, Monsieur le Comte, s'est écrit chez moi. Hélas ! Mon père, en l'écrivant, ne se doutait guère des jolies apostilles qu'un *lieutenant corse* devait un jour écrire sur les

critique, mais l'usurpateur n'est pas sur les roses : s'il cède, il risque tout, et s'il résiste, il risque tout. Sa conduite, dans le moment où j'écris, est inexplicable. Il fait de tels préparatifs sur la côte de l'Océan, et surtout au Texel, que les hommes les plus faits pour tout savoir inclinent à croire qu'il médite réellement un coup sur l'Angleterre. Il n'a pas 14,000 hommes dans le Hanovre ; les Russes sont, depuis le 10 de ce mois, sur les terres de l'Empereur d'Autriche — et Bonaparte ne frappe pas? S'il avait la bonté de faire son embarquement pendant qu'on l'attaquerait de tout côté sur le continent, il y a longtemps que la Providence ne nous aurait donné une plus jolie fête.

L'expédition de Poméranie est prête à mettre à la voile, l'embarquement de la cavalerie produit des retards, on murmure çà et là contre M. de Tchitchagof, ministre de la marine, et l'on veut même qu'il ait reçu une *peignée auguste* pour n'avoir pas mis dans les préparatifs toute l'activité possible. Mais comme l'impétuosité de son caractère, ses opinions divergentes, et la manie qu'il a de ne vouloir ni voler ni permettre qu'on vole, lui font une infinité d'ennemis, j'espère qu'on ment sur son compte. Il est frondeur si impitoyable des abus de son pays, ennemi si déclaré de l'Angleterre et de tout ce qu'elle fait, qu'il donne prise à ses nombreux ennemis. Je meurs de peur qu'il ne tienne pas en place, ce serait un grand malheur pour mon frère et par conséquent pour moi ; je suis maintenant assez bien avec lui pour le supplier au premier moment favorable de prendre garde à lui. Pour moi, M. le Chevalier, je crois rendre bonne justice aux

Anglais, en croyant (mais non pas en le disant) qu'ils sont admirables et insupportables. On peut sans être faux, ne montrer publiquement que la moitié de cette opinion. Cacher la vérité et mentir ne sont pas la même chose. Il m'a été dit à la sourdine que les lenteurs des Anglais donnaient beaucoup d'embarras, et ce que vous me dites dans votre n° 33 sur l'embarquement des troupes vient à l'appui de ce reproche. Ce qu'il y a de bon, c'est que tandis qu'ils n'ont rien oublié pour engager dans la querelle, avant qu'il y eût aucun plan de signé (et cela pour exécuter le leur), et tandis qu'Alexandre refusait d'entrer en lice avant qu'on eût arrêté un plan net et précis, ils se plaignaient eux, à Londres, des lenteurs de la Russie, et tournaient en ridicule, ici même, sous les yeux de l'Empereur la mission de M. de Novosiltzof, *qu'ils avaient eux-mêmes demandée*; au point que M. le comte de Front, ne voyant pas sous le tapis, et très justement alarmé par ces beaux discours, m'a écrit, de la meilleure foi du monde, pour me demander si ce n'était point la Russie qui cherchait une médiation pour éloigner les mesures guerrières. La note de M. de Novosiltzof, qui a paru dans l'intervalle, a répondu avant moi.

Au reste ce que les Anglais ont de répréhensible ne doit point nous fermer les yeux sur ce qu'ils ont de bon : ils ont du génie, de l'esprit public et de l'or. Jusqu'à présent, ils ont fait une guerre pitoyable, mais la guerre est un véritable tric-trac ; c'est un jeu mêlé de bonheur et de bonne conduite. Peut-être que jusqu'à ce moment ils sont en droit d'accuser les dés. Déjà ils viennent de faire subir un échec à la flotte combinée, non loin du

Ferrol, et tant qu'on n'est pas instruit de la rentrée de cette flotte, on est en droit d'espérer quelque chose de plus décisif. Il faut attendre l'événement.

En attendant, la conduite vigoureuse et magnanime de S. M. I. force l'approbation universelle. La Prusse même et la Bavière s'empressent de faire chorus. Elles sont bonnes à entendre, je vous assure. L'envoyé Prussien a cependant fait observer au prince Czartoryski que le débarquement en Poméranie *pourrait amener une guerre.* Mais le Prince ayant nettement répondu que *S. M. était toute prête* on en est demeuré là, et je doute que les universités de Prusse opinent pour une rupture avec des voisins tels que les Russes. Le gouvernement d'ici, outre les forces que nous avons pu voir, fait mouvoir des nuées de Cosaques, qui sont par-dessus tout la terreur de la Prusse Cette puissance pourrait bien, avec son beau système, ne trouver à la fin que haine et déshonneur. Tout se prépare pour le départ de S. M. I. On a donné pour certain que le Sénat s'était opposé à ce départ par un acte qu'on a appelé tour à tour *ukase* et *représentation ;* ensuite on a nié la chose, et lorsqu'on en a parlé au prince Czartoryski il a répondu : *Bah ! Bah ! le Sénat !* Ce qui ne laisse pas que d'être une fort bonne réponse. Pour moi, je crois que la démarche a été fort bien faite, mais qu'on aura imposé silence au Sénat. Ce corps demandait que l'Empereur ne sortît point de ses États, ou qu'il n'en sortît qu'après avoir pris des mesures pour la régence et la succession éventuelle. Je ne sais si le Sénat a eu quelques torts de forme, mais il est certain que ses craintes sont bien fondées. Le général de Such-

telen me disait l'autre jour avec une véritable inquiétude, que lorsque le jeune Empereur sera une fois à cheval, il n'y aura pas moyen de l'empêcher de s'exposer. Si ce bon Prince venait à périr ! On ferme les yeux pour ne pas voir l'horreur des conséquences.

Ou je me trompe fort, M. le Chevalier, ou l'Empereur loge quelque grande idée dans le fond de son cœur ; il veut sûrement se montrer, et aller loin.

Vous avez vu par mes précédentes dépêches, M. le Chevalier, que le Piémont, ou pour mieux dire tout le plateau septentrional de l'Italie, est remis à la disposition des Autrichiens, les Russes ne devant pas avoir un soldat dans cette partie. Le prince Constantin me demanda l'autre jour comment les Piémontais recevraient les Autrichiens. Je lui répondis un *très mal* très bien articulé et je le motivai. Depuis, j'ai vu le général Suchtelen qui part avec S. M. I. et qui est à la tête de tous les plans. J'ai nouvellement traité ce chapitre avec lui. *Etes-vous bien sûr*, lui ai-je dit, lorsque les Autrichiens seront en possession du *Piémont*, *d'avoir les moyens de les en faire sortir ?* L'excellent homme me répondit en propres termes : « *J'ai eu la même inquiétude et j'ai fait la même objection.* » Il m'a promis encore d'en parler au Prince et j'y reviendrai moi-même d'une manière encore plus forte. Au surplus, M. le Chevalier, il est impossible de prévenir tous les inconvénients. Qu'on nous délivre seulement des griffes de l'usurpateur, et je serai content. Lorsque la question n'aura plus lieu qu'entre des Souverains légitimes, nous nous tirerons d'affaire plus ou moins heureusement. Il n'en est pas moins vrai que le

système de faire disparaître la Maison de Savoie du globe, est plus enraciné à Vienne qu'à Paris ; car, d'un côté, c'est le système d'un homme, et de l'autre c'est celui d'un Cabinet. A la vérité, on m'a assuré ici cent fois qu'on avait tout prévu : dans ce cas, on nous aura rendu un grand service.

J'ai touché plus d'une fois l'esprit d'opposition qui règne dans ce pays. Les vertus du Souverain sont grandes, mais elles ne sont pas en harmonie avec le caractère de la nation, et les qualités par lesquelles il paie inévitablement un léger tribut à l'humanité, choquent de front ce même caractère. Des Français, des Italiens, des Espagnols, etc., porteraient ce Prince aux nues : ici il n'est pas à sa place. Cependant il est Empereur par sa naissance, mais son ministre principal ne l'est pas de la même manière. L'opposition contre lui est terrible, et ses ennemis les plus modérés conviendront qu'il s'est conduit parfaitement jusqu'à présent, sans cesser de soutenir qu'*un Polonais ne peut commander des Russes*. Il semble aujourd'hui avoir un aplomb parfait, mais il ne faut qu'un moment pour le perdre. Il ne paraît malheureusement plus doutenx que M. de Markof arrive pour rentrer dans les affaires. L'arrivée de cet homme odieux me semble, quoi qu'on en puisse dire, d'un bien mauvais augure. Il faudrait d'ailleurs vous montrer des ressorts invisibles, qui se rattachent à ceux que nous voyons jouer, et qui sont la vraie origine des mouvements ; mais jamais on n'écrit tout.

J'ai l'honneur d'être avec une respectueuse considération.....

115

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 28 août (9 septembre) 1805.

SIRE,

Votre Majesté est très probablement informée que, suivant les lois qui dirigeaient tous ses Etats de terre ferme, lorsqu'un criminel condamné en contumace venait à être arrêté après les délais, il était cependant admis à faire ses défenses.

Nourri dans l'étude et dans l'observation de ces lois, j'ai passé trois ans entiers en Sardaigne, sans savoir que la loi de ce pays était toute différente, et qu'un contumace condamné à mort et arrêté après le terme, doit être exécuté sans délai, et sans lui permettre de parler, quand même il serait en état de prouver son innocence.

Il me serait impossible de dire comment j'ignorais cette loi, mais c'est un fait. Cette ligne cachée dans le dernier édit m'avait échappé, je la connus bientôt d'une manière cruelle. On arrêta un nommé Jean-Baptiste Pala, condamné à mort en contumace pour crime de conjuration. Comme on parla tout de suite d'exécution, je crus que l'on délirait. Ce fut alors qu'on me montra la loi, et j'avoue à Votre Majesté que les cheveux m'en

dressèrent sur la tête, car les témoins étaient de la canaille. Cependant la loi était claire : il ne restait de ressource que dans l'autorité souveraine ou dans son représentant. Je me rendis auprès de S. A. R. l'Auguste frère de Votre Majesté, et comme j'avais de fortes raisons de croire que je ne serais pas reçu (ce qui arriva en effet), je lui fis remettre par le Gentilhomme qui me refusa de sa part, un Mémoire très respectueux et très détaillé, dans lequel j'avais l'honneur de lui montrer les circonstances particulières du cas, le cri public, et le danger où nous nous trouvions de commettre une erreur funeste qui serait irréparable. Les juges disaient : *Poveretto.* Un Evêque ne fit pas de difficulté de dire dans une assemblée que j'avais bien raison en demandant l'intervention de l'autorité du Prince pour arrêter cette exécution. Mais personne n'osa parler où il fallait, et malgré la protestation écrite du chef de la justice (protestation que je conserve soigneusement), J. B. Pala fut pendu et brûlé. Pendant l'agonie de trois jours qui précède les supplices dans ce pays, il ne cessa de protester de son innocence. Il se tournait de temps en temps vers l'autel en s'écriant devant de nombreux spectateurs : « Mon Dieu, si je suis coupable, punissez-moi éternellement. » Jamais, Sire, je ne me consolerai de cet événement. Mais puisque le mal est fait, que Votre Majesté me permette de lui citer cet exemple pour qu'il serve au moins à prévenir d'autres maux. Au moment où je m'y attendais le moins, on a fait parvenir jusqu'à moi une plainte que je ne puis m'empêcher de porter moi-même à Votre Majesté. Elle se rappelle sans doute une pro-

cédure faite il y a cinq ans, plus ou moins, contre un polisson de moine nommé Poda, pour la même cause de conjuration. Plusieurs personnes se trouvèrent impliquées dans cette affaire, sur la dénonciation spontanée et inexplicable de ce moine. Mais d'abord on se trouva arrêté par une singulière question : c'était de savoir si un Souverain pouvait faire juger par ses tribunaux un moine (non prêtre N. B.) coupable de lèse-majesté. On perdit un siècle à discuter cette belle question qui fut enfin décidée pour la négative, à la pluralité d'une ou deux voix. Le Pape s'en mêla, et enfin il fut arrêté que les magistrats s'assembleraient et que, d'après leur avis, on condamnerait les coupables à une peine économique. Je doute que Votre Majesté ait jamais entendu parler d'une absurdité judiciaire de cette force. L'Eglise ne peut être jugée légalement, mais elle peut l'être économiquement. On ne peut condamner un ecclésiastique à six mois de prison s'il est accusé solennellement et s'il a un défenseur; mais il n'y a pas d'inconvénient à l'y condamner pour la vie, pourvu qu'il ne puisse se défendre et qu'il ne soit pas même entendu. Voilà certes un singulier privilège ! Enfin, Sire, on s'assembla, et l'on distribua les années de prison aux accusés suivant qu'on le crut juste. Deux ou trois individus furent trouvés innocents, entre autres un pauvre misérable perruquier que j'eus cependant toutes les peines du monde à tirer de prison. Si je n'avais pas fait instances sur instances, je ne doute pas qu'il n'y fût encore.

Il y avait aussi un certain Delorenzo que Votre Ma-

jesté connaît sûrement de réputation parce qu'il se trouva impliqué dans les troubles de 1796. Il n'y avait pas de preuve contre lui: cependant on lui infligea une peine légère (une année de prison autant que je me le rappelle) à cause de ses fréquentations avec Poda. C'était certainement agir à outrance: car toujours et surtout dans les moments où les esprits sont échauffés, quel homme est sûr de ne pas fréquenter un scélérat sans le savoir? Delorenzo, longtemps après le jugement, représenta que si malheureusement on se défiait de lui, il était prêt à s'exiler volontairement, et il demanda qu'on daignât lui rendre la liberté, à la charge par lui de quitter la Sardaigne. La demande me parut très juste, le tribunal pensa de même, et j'eus l'honneur d'en informer S. A. R. Monseigneur le Vice-Roi. Cependant, Sire, je viens d'apprendre que ce malheureux, après cinq ans, gémit encore dans l'horrible prison qui en contient 280, sans avoir jamais été entendu, et sans espoir de recouvrer la liberté. Que Votre Majesté me permette de le lui dire, avec la sainte liberté dont je ferai toujours profession, ayant l'honneur de parler à un Prince si ami de la vérité et de la justice, ceci n'est point une injustice ordinaire, une de ces erreurs auxquelles les meilleurs gouvernements ont peine à échapper ; c'est une iniquité monstrueuse qui crie vengeance, et que Votre Majesté ne saurait trop s'empresser de réparer. Ensevelir un homme dans les prisons sans aucun terme fixe, non seulement *sans*, mais *contre* l'avis des magistrats, faire une veuve et des orphelins avec un mari et un père vivant, les réduire à la misère en les

privant des secours de leur chef, les exposer au libertinage et aux crimes qui sont trop souvent la suite d'un tel état, j'avoue à Votre Majesté que je ne puis rien imaginer de plus révoltant. Je sais que cet homme fut accusé dans le temps d'avoir trempé dans les violences de 1796, mais il n'y eut pas de preuves, l'affaire fut terminée par une lettre du ministère de l'Intérieur qui l'assoupit entièrement, et depuis, Delorenzo jouissait paisiblement d'un grade et d'une pension de S. M. C'était donc une affaire finie. D'ailleurs, les jugements arbitraires fondés sur de simples soupçons ne sont jamais permis, et de plus, le supplice de l'incertitude est si terrible pour l'homme, qu'on n'a jamais le droit de l'ajouter à un autre supplice. J'ai vu, Sire, une famille entière de Cagliari perdue par une de ces détentions indéfinies, les enfants privés tout à la fois, et du père qui devait les élever et du tuteur que la loi leur aurait donné si le père était mort, donner dans toutes sortes de travers, la femme vivant en adultère public, et toute la fortune dissipée. Votre Majesté fera un grand acte de justice en ordonnant directement et sans explication que Delorenzo soit élargi. Je sais (à ne pouvoir en louer assez Votre Majesté) qu'elle est extrêmement ennemie des actes arbitraires ; mais dans ce cas, Sire, c'est tout le contraire d'un acte arbitraire que j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté, car c'est l'exécution d'un jugement rendu par vos magistrats suprêmes.

Que Votre Majesté d'ailleurs, si Elle ne se tient pas assez instruite, daigne ordonner qu'on lui envoie le jugement ou l'avis (car cette pièce bizarre n'a point de

nom légal) par lequel nous déterminâmes les années de prison pour chacun des accusés, et qu'Elle ait la bonté d'ordonner que l'avis soit exécuté ponctuellement à l'arrivée même de ses ordres, sans *mais* ni *si*. J'oubliais de lui dire que le moine Poda qui est mort en prison a protesté en recevant la communion, qu'aucun des accusés n'avait trempé dans ses projets. Quoi qu'il en soit, rien n'est plus contraire à la grandeur des Princes que cette espèce de pusillanimité qui leur fait croire que tout homme accusé de crime d'État ne doit plus voir le jour. Les crimes d'État sont comme les autres, ils faut qu'ils soient prouvés. J'ajoute, Sire, que rien n'est plus propre à gâter l'esprit public que ces emprisonnements indéfinis. La mort s'oublie plus que ces détentions cruelles qui pèsent continuellement sur l'imagination. Si l'occasion de remuer se présentait malheureusement, il n'y a nul doute sur le parti que prendraient les frères, les enfants, les amis de ces victimes tourmentées à petit feu. Lorsqu'on exécuta Pala, il fut dit dans le peuple qu'il n'était pas étonnant *que Dieu eût permis la réunion du Piémont le jour même de cette exécution*. Que Votre Majesté prévienne autant qu'il est en Elle ces horribles discours par un acte de justice digne d'Elle : *Facite judicium*. C'est l'auguste devise de son auguste maison qui m'a donné le courage de porter cette affaire à Votre Majesté. Elle jugera sans doute qu'il me serait impossible de lui donner une preuve plus convaincante de la confiance que m'inspirent sa haute sagesse et ses vertus royales et chrétiennes.

Votre Majesté me demandera peut-être comment je me mêle de ces sortes de choses, dans ce moment et à la place où je suis ? Très certainement, Sire, je suis bien éloigné de conserver la moindre relation d'affaires avec la Sardaigne, Dieu m'en préserve ! Mais Votre Majesté sait que le malheur est ingénieux : Delorenzo se trouva sur le vaisseau qui me conduisit en Sardaigne, il m'a vu d'ailleurs comme les autres m'ont vu pendant trois ans. Il sait que j'ai des entrailles : c'est un fort petit mérite, excepté peut-être dans le pays où il y en a si peu. Dans son désespoir il a imaginé de recourir à moi, la charité a fait le reste. Je n'aurais pas la moindre répugnance à détailler à Votre Majesté le moyen très innocent dont il s'est servi pour arriver jusqu'à moi, si je ne craignais pas d'abuser de la bonté de Votre Majesté en allongeant cette dépêche par des détails inutiles.

Je suis, etc.

Sire, de Votre Majesté....

116

A Monseigneur de la Fare.

Saint-Pétersbourg, 29 août (10 septembre) 1805.

Vous avez grandement raison, Monseigneur, de vous tenir ferme sur vos pieds et de refuser de croire au *Corse*. C'est aussi le parti que j'ai pris, malgré *les tentations contre la foi* dont je me suis confessé à vous. Cependant,

je vous avouerai qu'un sentiment invincible et inexplicable me porte à croire que tout se passera d'une manière que nous ne prévoyons point. Cette incertitude me trouble peu : pourvu que l'usurpateur tombe, et que l'infâme canaille dont il s'est entouré trouve enfin le châtiment dû à la bassesse et à l'apostasie, je prendrai aisément mon parti sur tout le reste. Personne, Monseigneur, ne sait ce qui arrivera ; cependant il faut avouer que, pour le coup, on joue sérieusement.

L'excellent Alexandre fait mouvoir 200,000 hommes, il marche lui-même au premier jour, ses flottes soutiennent ses opérations de terre, il réunit les volontés divergentes, il se rend le Godefroy de cette nouvelle croisade. Tout cœur européen doit un hommage d'admiration, de tendresse et de reconnaissance à ce jeune Souverain, l'exemple et le défenseur de tous les autres.

C'est dommage, Monseigneur, que Sir Kaldener n'ait pu ouvrir la scène par un succès décidé qui aurait frappé un grand coup sur l'opinion : maintenant il faut attendre une victoire de terre ; mais je vous avoue que je ne conçois rien à la conduite du Corse. N'est-il pas informé, ou agit-il comme s'il ne l'était pas? Où sont l'activité, la hauteur, la rage qui le caractérisent? Il ne peut certainement pas ignorer ce qui se prépare ; comment n'a-t-il pas encore frappé le premier coup? Qu'attend-t-il donc? S'imaginerait-il par hasard pouvoir jouer à son aise un de ses anciens tours, et paralyser quand il voudra, avec des propositions de paix , les puissances qui s'avancent sur lui? Il se tromperait fort : on connait aujourd'hui le fond de sa gibecière. Je vous avoue, Monseigneur, qu'en

voyant que l'entrée du premier soldat russe sur les terres de l'Empereur d'Autriche n'avait pas été suivie d'une déclaration de guerre de la part de *ce furibond*, j'ai été tenté comme vous de voir dans sa conduite

..... cet esprit de vertige et d'erreur,
De la chute des fous heureux avant-coureur.

Mais comme il nous a prouvé jusqu'à présent qu'il ne savait que trop bien son métier, qu'aucun succès ne nous a donné jusqu'à présent le droit de nous moquer de lui, il est sage de ne pas se presser. Tous les avis de l'intérieur sont bons ; il est permis d'en espérer beaucoup si l'on sait mettre à profit ces dispositions salutaires. Je ne doute pas que l'Empereur de Russie ne se distingue encore sous ce point de vue. Les hommes, même les plus sages, jugent toujours plus ou moins d'après les événements. Tâchons cependant d'être justes, et quels que puissent être les résultats, payons de notre vive admiration les mesures qui les auront précédés.

Je suis désespéré, Monseigneur, que mon fils n'ait pu cultiver à mon gré une connaissance aussi précieuse que la vôtre, mais ce n'est, je vous l'assure, la faute de personne. Un quiproquo de lettres, et des avis contradictoires ont fait qu'il est arrivé à Vienne sans avoir jamais entendu parler de vous.

Sans expérience d'ailleurs, et faisant ses prémices dans le monde, je l'aurais désiré..... *Sinite pueros*.

Agréez ses respects, Monseigneur, et songez quelquefois au papa, comme à l'un des hommes dont l'attachement inaltérable et le tendre dévouement vous sont le plus acquis.

117

A Mme la Baronne de Pont.

Saint-Pétersbourg, 30 août (11 septembre) 1805.

Mille et mille grâces, Madame la Baronne, de l'extrême bonté avec laquelle vous avez reçu, hébergé, choyé mon pauvre petit Rodolphe : en vérité, c'est beaucoup trop ; je crains que ce grand conseiller d'ambassade ne vous ait gênée. Enfin, Madame, vous l'avez voulu. Quand pourrai-je payer cette lettre de change à votre cher Alphonse ? Mon fils est arrivé, tout enchanté de vos politesses. Il me charge de vous renouveler ses plus vifs remerciements. Vous avez été pour lui, Madame, une nouvelle connaissance. Il vous avait beaucoup vue à Lausanne ; mais il y a dix ans, et il n'en avait que six. Comme ils arrivent ! Comme ils nous poussent ! Ou plutôt comme nous passons tous !

Sans doute, Madame la Baronne, il faut nous écrire de temps en temps. Quand on professe les mêmes dogmes, il est doux de répéter ensemble le symbole commun. Votre tirade sur la Suisse est très bonne, je vous assure ; je l'ai fait lire en très bon lieu, et quoique vous ne parussiez pas instruite, en l'écrivant, de certaines *transactions* qui s'opposaient tout à fait à la réunion, votre lettre n'est pas moins pleine de réflexions sages et surtout

pratiques. Il n'y a, dans cette partie du globe qui vous intéresse par dessus tout, que les Suisses et les Piémontais capables d'un grand coup de collier. Reste à savoir si l'on saura se servir d'eux. C'est votre doute et c'est le mien. Rien n'égale, je vous l'assure, l'intérêt que je prends à vos bons Helvétiens, qui, cependant, avaient été trouvés beaucoup au-dessous d'eux-mêmes par les deux gangrènes modernes, l'esprit philosophique et l'esprit de commerce. Ce reproche, au reste, ne tombe nullement sur les montagnards, qui étaient demeurés purs, et qui l'ont bien fait voir. Mais je ne puis vous cacher, Madame, une opinion fort enracinée dans mon esprit : c'est que jamais une république détruite ne peut se relever. Je n'ai pas le temps d'entrer dans les détails ; mais réfléchissez-y bien, et vous sentirez que les éléments d'une constitution républicaine (de la vôtre surtout), s'ils étaient une fois dissipés, ne pourraient plus être rassemblés. Je suis bien trompé si vous n'en trouvez pas la preuve dans votre propre cœur, si vous y regardez attentivement. Vous me dites : « Que deviendrons-nous donc ? » Ma foi, Madame, je n'en sais rien. En général, cependant, vous obéirez à *un* ou à *plusieurs ;* si c'est un malheur, j'en suis fâché. Souvenez-vous, Madame la Baronne, de ma prophétie chérie. Cette immense et terrible révolution fut commencée, avec une fureur qui n'a pas d'exemple, *contre le catholicisme et pour la démocratie. Le résultat sera pour le catholicisme et contre la démocratie.* Si vos petits cantons peuvent faire une exception quant à la république, j'y consens de tout mon cœur. La résistance qu'ils firent en 1798 serait bien

digne de ce prix ; mais, à vous dire la vérité, j'y crois peu : vous m'en direz votre avis, et ensuite nous verrons ce qui arrivera.

J'en étais ici de cette lettre lorsque j'en ai reçu une de Sa Majesté, mon bon Maître, qui accorde au grave Rodolphe quatre cents sequins de pension et la croix de Saint-Maurice, avec dispense d'âge et autres, jusqu'à des temps plus heureux. Cette grâce, dans ce moment, m'a pénétré de joie et de reconnaissance ; je m'empresse de vous en faire part, Madame, eu égard à notre *parenté*.

Adieu, Madame la Baronne ; ne m'oubliez jamais, je vous en prie, sous aucun prétexte, et croyez à mon éternel et respectueux attachement.

118

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 4 (16) septembre 1805.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

M. le comte de Tolstoï, commandant l'expédition de Poméranie, était parti pour Stockholm où il allait s'aboucher avec le Roi. Un courrier, arrivé de cette dernière ville, l'a fait rappeler. Il a travaillé ici deux jours : après

quoi, il est reparti hier : mais il ne va plus à Abo, il s'embarque immédiatement; d'où l'on conclut, avec assez d'apparence, qu'il allait pour arranger des choses qui se sont trouvées faites, de manière qu'il va tout droit. Tout semble prêt, excepté le vent qui contrarie toujours. Il n'y a rien d'égal au secret et à la célérité qu'on a mis à tous ces grands mouvements.

Au départ d'un gentilhomme Russe (M. Ogeroski) qui revient en courrier de Berlin, on n'y avait pas la moindre idée d'un soldat Russe en Autriche. La Prusse menaçait lorsqu'elle croyait que ses menaces arrêteraient l'Empereur, mais depuis qu'elle voit qu'on va en avant, elle se tait. On ne voit pas le moindre mouvement chez elle depuis qu'on lui a fait connaître les déterminations du Cabinet. Pour moi j'ai toujours pensé qu'il fallait agir comme s'il n'y avait point de Prusse dans le monde. Ceux qui craignent la guerre avec les Français *éloignés* ne voudront pas se donner un passe-temps avec les Russes *voisins*. J'ai mandé la réponse faite à M. le comte de Goltz lorsqu'il dit que le débarquement en Poméranie pourrait amener une guerre : « *S. M. I. est toute prête.* » — Et lorsqu'il en vint à la vieille chanson : *que S. M. Prussienne ne pourrait pas permettre que le repos de l'Allemagne fût troublé*, etc., etc., on lui a répondu distinctement *qu'on ne voyait pas par quelle autorité le Roi de Prusse avait été constitué l'arbitre de l'Allemagne.*

A Lemberg, la garnison Autrichienne a donné un grand bal aux officiers Russes : ces violons seront entendus de loin. Duroc, comme on vous l'aura mandé de Berlin, fait feu et flammes, mais sans avancer beaucoup

à ce qui semble. Il serait plaisant que les Prussiens finissent par se mettre les Français sur les bras. A Vienne, La Rochefoucauld avait dit *qu'au moment où un soldat Russe mettrait le pied en Autriche, il partirait.* Mais depuis l'événement, il a dit qu'il était autorisé à demeurer. Napoléon se trouve dans un détroit singulier : mille raisons l'engagent à ne pas avoir une guerre continentale. Il voudrait donc employer ses ruses ordinaires, tripoter, traiter, séduire, etc. ; mais pour cela il faut du temps, et cependant le colosse du nord *qui ne pouvait jamais arriver*, arrive.

Voilà Bonaparte qui a déclaré à la Diète Germanique que si l'Autriche armait contre lui, il ne pourrait pas se dispenser d'envoyer une armée au delà du Rhin, *et que tous ceux qui ne seraient pas pour lui seraient contre lui.* Voilà donc la fameuse ligne tracée par la main puissante de la Prusse violée sans cérémonie. Le Landgrave de Hesse en est furieux. Tant mieux ! Ici on commence à chanter sur un autre ton, et X*** disait l'autre jour au comte de Blacas (auquel, pour le dire en passant, il s'est mis à faire mille politesses) : « *Tout ce que je crains, c'est qu'on n'aille pas assez vite et qu'on laisse à ces coquins le temps de faire leurs préparatifs.....* » *Risum teneatis !*

Si tout va mal avec de si grandes et de si sages mesures, ce sera une preuve que l'homme n'y peut rien.

119

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) septembre 1805.

Il est arrivé avant-hier un courrier à l'envoyé de Prusse, qui a eu aussitôt une audience du prince Czartoryski. Il ne parait pas qu'il ait apporté rien d'important; tout se réduit sans doute à des plaintes sur l'expédition de Poméranie, que ce Cabinet voudrait au moins modifier ; mais le parti est pris, et il n'osera pas remuer. Nous savons une moitié du secret de la Prusse, c'est qu'elle ne veut pas se battre ; bientôt peut-être nous saurons l'autre, c'est qu'elle ne le peut pas. Le vent au reste est complice de la Prusse pour empêcher cette expédition, qui n'a pu encore partir à notre grand regret. Le départ de l'Empereur paraît imminent par les préparatifs qui se font : cependant le jour demeure inconnu. La comtesse de Stadion part aujourd'hui ou demain avec toute sa famille. On dit que les trois Ambassadeurs suivront S. M. I., et que c'est la raison du départ de la Comtesse ; mais sur cela rien de sûr. L'Empereur vient d'ordonner une levée de 4 hommes sur 500, qui peut en produire, dit-on, 300 mille ; dans l'Ukase, qui est fort et pathétique, Alexandre dit qu'il veut agir avec toute sa puissance. Jamais on n'a vu rien de si sage, rien de si

grand, rien qui justifie mieux les plus belles espérances. Je ne suis pas suspect de crédulité : fasse le ciel que la corruption humaine ne démente pas de si magnifiques apparences. Le Roi de France, par une lettre du 6 juillet qu'il m'a fait communiquer, a renvoyé l'Ordre de la Toison d'Or au Roi d'Espagne : la lettre est noble, amicale, et compatissante, l'usurpateur y est nommé *le sieur Bonaparte*. On n'a point donné copie de cette lettre, pas même au Prince Czartoryski.

120

Mémoire à Son Excellence M. le Prince Czartoryski.

Saint-Pétersbourg, 4 (16) septembre 1805.

Son Excellence Monsieur le Prince Czartoryski ayant bien voulu provoquer les réflexions du ministre soussigné, sur les mesures à prendre à l'égard du Piémont, dans le cas où il pourrait être arraché aux mains de l'usurpateur qui s'en est rendu maître, le susdit ministre s'empresse de répondre aussi laconiquement qu'il lui sera possible et sans détourner les yeux des points qui lui furent présentés en gros dans sa dernière audience du 6 (24) du mois dernier. Il commence par faire observer, comme un fait incontestable, que le peuple Piémontais est le plus belliqueux, pour ne pas dire le seul véritablement belliqueux, de l'Italie; il est de plus

connu par une fidélité obstinée que rien n'a pu séduire ni ébranler ; il n'y a donc rien de si important pour le succès de la cause commune que de mettre à profit l'énergie et la fidélité de ce peuple, d'autant plus qu'il est touché par les Suisses, autre nation intéressante, non moins courageuse et non moins irritée que la Piémontaise, et dont les efforts combinés avec ceux de ses voisins seraient capables de produire les événements les plus décisifs ; or, le soussigné ne le dit qu'à regret, mais il faut le dire pour l'utilité commune, ce zèle, cette énergie seraient parfaitement stériles si les Autrichiens s'emparaient du Piémont. Il serait inutile de revenir sur l'antipathie des deux nations : ce triste sujet n'est que trop connu. Le soussigné aime à se persuader que les opinions ont changé avec les temps et que des procédés contraires de la part des plus puissants procureraient un rapprochement : mais pour les peuples comme pour les individus, l'injure d'hier ne s'oublie point aujourd'hui : il faut du temps, de sorte qu'on perdrait le moment décisif, qui est le premier. Il est donc de la plus haute importance que ce ne soit point les Autrichiens qui entrent en vainqueurs dans le Piémont, ou du moins qu'ils n'y entrent pas seuls.

Les Russes ont la confiance des Piémontais qui ne cessent de les regretter, d'en parler et de les attendre ; la mémoire de Souwarof est vivante parmi eux : ils se plairont à voir les Ordres de leur Souverain sur la poitrine des Russes. C'est donc une main russe qui doit relever le drapeau du Roi.

L'envie manifestée par les Autrichiens de posséder le

Piémont ne peut être fondée que sur deux motifs : celui de le retenir, ou celui d'en tirer parti. Sur le premier article, le soussigné ose se flatter que le Roi son Maître peut s'en reposer entièrement sur les bons et puissants offices de S. M. I., dont l'amitié clairvoyante aura su sans doute prévenir de quelque manière tranchante tous projets d'acquisition dans cette partie de l'Italie.

S'il s'agit d'en tirer parti sous le rapport des finances, le soussigné entend à merveille que les sommes considérables que le Piémont est en état de produire, jusque dans son épuisement actuel, sont un objet fort à la bienséance de celui qui s'emparera de ce pays : mais les convenances ne donnent point de droit. Le plateau septentrional de l'Italie, depuis les Lagunes jusqu'au Tessin, est un assez beau terrain à exploiter sans qu'il faille encore y joindre le Piémont, et il ne serait pas juste de confondre un pays qui a un Souverain incontestable, avec d'autres contrées dont l'ancienne souveraineté a été détruite par des Conventions ou par des Traités.

Le soussigné consigne d'ailleurs ici une prophétie importante sans crainte d'être jamais démenti.

« Quelles que soient les bonnes intentions de S. M. I. « et son équité connue de tout l'univers, quelle que pré- « caution qu'elle ait prise d'avance pour s'opposer à « toute idée d'acquisition illégale, si une fois le Pié- « mont est possédé militairement par les Autrichiens, « s'ils y ont établi une fois un gouvernement provisoire « et qu'ils en aient tiré les revenus, jamais on ne le leur « ôtera sans guerre ou sans brouilleries. »

Si donc il fallait absolument un gouvernement pro-

visoire en Piémont, on ne voit pas pourquoi ce gouvernement ne pourrait pas être confié aux Russes, d'autant plus qu'il n'est pas sûr, à beaucoup près, que leur présence soit nécessaire dans le Royaume de Naples : mais la nécessité de ce régime provisoire est au moins fort problématique.

Le soussigné fera néanmoins une supposition toute contraire ; il admettra que le régime provisoire soit inévitable et qu'il doive être remis à des mains autrichiennes; il semble au moins que, dans ce cas, trois conditions seraient indispensablement nécessaires pour éviter les plus graves inconvénients.

En premier lieu, il faudrait que l'entrée des Autrichiens fût précédée d'un Manifeste de cette puissance ou de toutes les deux, lequel serait adressé aux Piémontais, et de nature à mettre absolument à couvert les droits incontestables de S. M. Sarde. Il faudrait surtout que le Manifeste, s'il n'était pas publié au nom des deux puissances, fût au moins rédigé avec le concours de la Russie. Autrement le Manifeste ne serait qu'une longue énigme qui embarrasserait tout le monde, excepté ceux qui l'auraient fait.

Il faudrait de plus que la quotité de l'impôt à lever sur le Piémont fut arrêtée par les commissaires des deux puissances, ouïs ceux de S. M. Sarde, qui donneraient sur le champ tous les renseignements nécessaires pour fixer cette quotité d'une manière équitable. Ce pays, qui payait à une puissance paternelle environ vingt-six millions tournois par an, en a rendu plus de quatre-vingts à d'autres maîtres. Le soussigné a prouvé par des pièces

officielles sans réplique qu'en neuf mois de l'année 1799, on a levé sur le Piémont deux cent quarante millions en argent et en denrées ; ces pièces furent remises, il y a peu de mois, entre les mains de Son Excellence Monsieur de Novosiltzof. Il serait bien dur que le Piémont, tourmenté depuis par toutes les inventions du génie fiscal, n'échappât enfin à ce régime oppresseur que pour passer sous une administration à la fois militaire et financière, qui, par sa nature même, ne pourrait jouir qu'en usufruitier passager et indépendant, c'est-à-dire sans prévoyance et sans miséricorde. S. M. Sarde vit dans la confiance que jamais S. M. I. ne permettra un tel ordre de chose, et que si elle ne pouvait, dans la supposition d'une guerre heureuse, rendre le Piémont à son Maître, sans délai, ou s'en charger Elle-même, Elle pourrait toujours au moins empêcher qu'il ne fût traité à discrétion.

Enfin, c'est ici un article de la plus haute importance, en supposant que le Piémont arraché aux Français dût, pour de fortes considérations politiques , demeurer quelque temps sous une domination étrangère, il ne s'ensuit nullement que le Roi légitime dût être parfaitement oublié, et qu'on dût voir encore le scandale de l'année 1799, où le Roi relégué et retenu à Florence par une influence connue, y vivait sans autre espoir que les subsides des Cours amies, tandis que les possesseurs de ses États y levaient, en paix avec le Souverain, des sommes énormes. S. M. sait très bien que, dans les circonstances actuelles, tout le monde doit souffrir plus ou moins et se prêter à la nécessité ; accoutumée à tant de privations,

il lui en coûtera peu de supporter encore celles qui ne seraient que des suites, et même des moyens de sa restauration, mais le Roi est en droit de s'opposer aux arrangements qui le fouleraient sans mesure. Que les revenus du Piémont servent pour quelque temps au soutien de la cause commune, et paient en partie le sang versé pour le conquérir, on ne voit rien là que d'équitable, mais que S. M. Sarde ne soit pas appelée à partage, et qu'on la considère comme si elle n'existait pas, c'est ce qui ne serait pas tolérable. Supposons qu'une administration provisoire lève sur le Piémont 10 millions tournois annuels, il serait de toute équité que S. M. en reçut une partie qui serait fixée d'une manière bien modérée au sixième du revenu total. Elle supporte avec magnanimité sa terrible position : mais cette position devrait finir au moment même où le Piémont cesserait d'être Français. S. M. en appelle à la justice, à la grandeur d'âme de son grand et puissant ami, elle se tient sûre que S. M. I. ne permettra jamais que S. M. Sarde manque de tout, à côté de ses États reconquis.

121

A M. le Chevalier de Rossi.

12 (24) septembre 1805.

S. M. I. est partie le 21, et le même jour, l'escadre de Corfou a mis à la voile. Aujourd'hui probablement

l'expédition de Poméranie partira aussi. Tolstoï est à bord. Point de Régence, point de conseil. Une circulaire du même jour, 21, nous avertit que nous continuons de communiquer directement avec l'Empereur et son Ministre par le canal de M. de Weydemeyer, Conseiller privé attaché au département des Affaires Étrangères. Il y a ici un beau travail préparé au nom du Roi de France, dont on attend un second Manifeste plus conforme aux vues de ce Cabinet. L'Empereur, en partant, a ordonné au prince Czartoryski que le tout me fut communiqué; c'est beaucoup d'honneur, mais c'est un grand danger dans mes rapports avec S. M. T. C.; je m'en tirerai par le grand chemin. Le comte de Blacas part pour Mittau, afin de travailler sur l'esprit de son Maître qui pourrait bien (car l'homme est fait ainsi) résister précisément parce qu'on semble vouloir le conduire. Je n'ai pas encore vu la pièce, mais probablement on y reviendra sur les biens nationaux : à cet égard le Roi sera inflexible. C'est une idée royale sur laquelle je me suis laissé persuader : il a raison, je le prouverai ici.

Une note particulière me renvoie à M. de Tchitchagof pour toutes les affaires relatives à la flotte dans la Méditérranée. Il ne s'agit pas moins que d'établir en Sardaigne le centre des forces Russes. Le Ministre me presse sur le nombre de troupes qu'on peut y répartir ; je me suis avancé jusqu'à huit ou dix mille hommes, tant troupes russes que royales ; mais en protestant toujours que je parlais d'après moi-même, que je pouvais me tromper, et qu'en tous cas les subsistances devraient venir d'ailleurs, en grande partie. Cet ordre de choses

n'aurait aucun des inconvénients qu'on pourrait craindre et les avantages seraient immenses. Le Roi, sans rien perdre et dans sa pleine dignité, pourrait passer ce *rouleau* dont je parlais une fois. Il aurait la main bien libre, même sans la montrer, et si *quelque frère coupe-chou* venait à conjurer contre lui, j'espère qu'il n'y aurait nulle difficulté sur la juridiction.

Le mauvais esprit, l'opposition, les critiques de la guerre vont leur train : le succès décidera la question en très bien ou en très mal.

122

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) septembre 1805.

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu hier votre lettre du 30 août et je me hâte d'y répondre dans l'espérance que Milord Gower ne tardera pas à réexpédier son courrier. Votre Excellence a pu voir, par une de mes précédentes lettres, combien, malgré les plus belles espérances, je me défie encore de la pauvre humanité qui est toujours la même, surtout de l'*humanité autrichienne* que j'ai beaucoup étudiée pendant ma vie. Qu'on fasse quelque chose dans ce pays là, uniquement pour le bien, c'est ce que je ne croirai jamais ; mais à

cet égard, la bonne politique exige qu'on ne pousse pas le soupçon trop loin, du moins que le soupçon ne se montre pas et ne gêne nullement les engagements du moment. Finissons d'abord avec le monstre; quand nous l'aurons tué ou estropié, il est infiniment probable qu'il faudra commencer une autre lutte, mais d'un genre tout différent et qui ne sera pas à beaucoup près aussi dangereuse. Ce serait, dans ce moment, une grande imprudence que de vouloir être trop prudent. Le grand art de tromper telle ou telle ambition, qu'il n'y a pas moyen de convertir, est de la forcer, sans paraître y toucher, de travailler au bien général lorsqu'elle croit ne travailler que pour elle. Je ne vois que trop le danger que vous me montrez du bout du doigt. J'ai pris pour l'écarter toutes les mesures qui dépendent de moi, mais j'avoue à Votre Excellence que je ne puis avoir un instant de tranquillité lorsque je considère la contrariété et le choc des éléments qui composent cette nouvelle coalition. J'avoue qu'elle commence sous de meilleures auspices: j'avoue qu'on paraît enfin sentir de grandes vérités, et qu'on semble s'y prendre beaucoup mieux. Cependant, M. le Comte, je vois encore un bel amas de matériaux combustibles, et les deux puissances principales n'ayant pu s'accorder pleinement avant le commencement de la guerre continentale, qui sait ce qui peut résulter d'un tel ordre de choses? D'ailleurs, M. le Comte, je ne sais pas comment Votre Excellence voit les choses à la place où elle est. Elle se rappelle sans doute ce que j'ai eu l'honneur de lui dire une fois sur les *illusions optiques*. Il est sûr qu'on peut voir différemment et avoir tous les

deux raison : tout dépend de la position. Je souhaite me tromper, mais j'ai de trop bonnes raisons de croire que je ne me trompe pas, et je vous avoue que c'est là ma plus grande crainte. Mais il est plus qu'inutile de se tourmenter d'avance sur un avenir qui se moquera de nous, car il arrivera sûrement des choses auxquelles on ne s'attend nullement.

En réfléchissant sur la note communiquée par le baron de Jacobi, Votre Excellence aura sûrement reconnu une farce diplomatique dans le goût autrichien. Pour celle-là, j'avoue que je ne la blâme point. Bonaparte nous apprend à le battre avec ses propres armes, car ce trait est tout à fait de lui. Il n'y a rien de si curieux à contempler que cette singulière combinaison de circonstances qui force le démon des Tuileries à laisser arriver le grand Colosse pour ainsi dire sur ses bras, avant de pouvoir frapper. On n'avait pas à Berlin même l'idée d'un Russe sur les terres d'Autriche, et Duroc est tombé des nues lorsqu'il a appris ce grand événement. C'est le 10 août que les Russes ont mis le pied dans la Galicie, et dès lors la procession continue sans interruption. S. M. I. elle-même est partie le 9 (21) *pour aller inspecter ses armées* ; ainsi dit la circulaire adressée au Corps diplomatique. Cette démarche peut avoir des suites incalculables. On doit rendre à ce Cabinet la justice de dire qu'il s'est conduit jusqu'à présent d'une manière supérieure, et que surtout il a manœuvré parfaitement pour faire marcher ensemble des volontés discordantes ; mais tout dépend du succès, et si les choses tournent mal, les hommes, à leur ordinaire, n'auront pas l'équité de dire

qu'on avait fait l'impossible pour qu'elles tournassent bien.

MM. le Prince Czartoryski, le Comte Paul de Strogonof et Novosiltzof accompagnent S. M.

Depuis quelques jours j'ai mon fils avec moi ; jusqu'à présent il avait vécu à Turin avec sa mère, que des circonstances cruelles ne m'ont pas permis d'amener avec moi. Le jeune homme a 16 ans, je ne pouvais plus laisser cette colombe à la portée des vautours français. Je voyais arriver la conscriptiou : je l'ai prévenue. La mère (qui pensait cependant comme moi) n'en est pas moins tombée malade quand il a fallu se séparer, et je n'ai plus de nouvelles d'elle. Voilà, M. le Comte, de terribles circonstances ; le Roi, sensible à une position si cruelle, a bien voulu l'alléger en donnant à mon fils la croix de Saint Maurice avec dispense d'âge et 4,000 francs d'appointement, tant qu'il sera auprès de moi. S. M. me l'a attaché en qualité de Gentilhomme de légation, et il fera les fonctions de Secrétaire de légation, c'est tout ce que je pouvais espérer. Je n'aurais même pas songé a demander une faveur aussi étendue. C'est un nouveau motif pour moi de redoubler de zèle, s'il est possible, pour le service d'un si bon maître.

J'ai au moins la consolation de voir que les tristes nuages qui couvraient ici l'horizon à mon arrivée ont totalement disparu, et qu'il est devenu impossible d'imaginer rien au delà des dispositions du grand Alexandre en faveur de S. M.

J'ai l'honneur d'être, etc.

123

Au Roi Victor-Emmanuel.

28 septembre (10 octobre) 1805.

SIRE,

Comment pourrai-je décrire à Votre Majesté l'espèce de palpitation avec laquelle nous attendons je ne dis pas le dénouement, mais l'ouverture du grand drame? Ce qu'il y a de particulier, c'est que si l'ouverture est telle qu'on a lieu de l'espérer, la catastrophe sera prompte et très peu difficile à deviner. Quels vœux ne devons-nous donc pas faire pour que les détestables passions humaines ne viennent pas gâter des plans superbes faits pour sauver l'Europe.

Tout le monde a les yeux ouverts sur le château de Poulavie (qui est déjà fort avancé dans la Pologne autrichienne). L'envoyé de Prusse parle ici de manière à faire penser qu'il croit au rapprochement désiré. Mais quelque parti que prenne la Prusse, elle ne peut rien faire avec grâce : c'est la juste peine de la *nullité* qui se fait appeler neutralité.

Les préparatifs de l'Angleterre sont inconnus; là comme ailleurs, il paraît que les leçons de deux excellents maîtres, le malheur et le danger, commencent à produire leur effet. La confiance pour la grande expédition qui se prépare n'est point accordée aux extraits

baptistaires, et celui qui sait son métier est assez âgé. Les généraux ont été choisis entre tous les généraux, les soldats entre tous les soldats, et même tous les chevaux parmi tous les chevaux. On embarque une cavalerie très nombreuse. Les Anglais agiront-ils seuls, ou viendront-ils joindre l'expédition de Poméranie? C'est ce que j'ignore, mais ce sera toujours bien ; pour cette fois Bonaparte a quelques soucis. Votre Majesté aura lieu de s'étonner qu'au milieu de ces brillantes apparences, l'esprit public soit tel que j'ai eu l'honneur de le lui faire connaître, mais Votre Majesté ne l'a que trop observé et dans le présent et dans le passé, les passions n'ont point de conscience. Que n'ai-je l'honneur d'être à ses pieds! Je lui dévoilerais mille choses auxquelles la plume se refuse, malgré la sûreté des courriers. Je suis de l'œil le grand et excellent Alexandre. Que cette tête est chère à l'univers, mais surtout aux sujets de Votre Majesté! Je me recommande de nouveau à ses bontés en la priant d'agréer l'hommage de mon dévouement à toute épreuve, de ma reconnaissance infinie, et du profond respect avec lequel je suis, etc.

124

A M. le Chevalier de Rossi.

8 (20) octobre 1805.

Les événements du Danube vous auront sans doute pénétré de regrets et d'inquiétudes. Ici on fut accablé

dans le premier moment; mais l'accablement des uns ayant déplu autant que la joie des autres, il est arrivé un ordre invisible, aux uns d'avoir peur, aux autres d'être gais; quelques expériences que j'ai faites ne me permettent guère d'en douter : c'est, je vous l'assure, un spectacle fort singulier. Quant aux esprits sages, ils sont retombés dans le même état de discussion où ils étaient il y a six mois ; des succès aussi brillants à l'ouverture de la campagne relèvent prodigieusement le crédit de Bonaparte; s'il peut encore être battu et humilié, si l'accession de la Prusse change l'état de nos affaires, et si nos espérances se réalisent, ce sera uniquement l'ouvrage de l'Empereur de Russie.

Il parait que l'effort sur l'Italie sera violent, du moins je ne puis douter de la volonté des deux Empereurs sur ce point; mais cet effort est bien retardé, et c'est une question de savoir si l'intelligence et l'impétuosité française ne sauront pas le prévenir en attaquant avant que tout soit prêt; c'est ce que vous m'apprendrez vous-même, Monsieur le Chevalier, car c'est à vous maintenant à me donner les nouvelles.

Les Ambassadeurs ont voulu suivre l'Empereur. D'abord on leur a répondu qu'ils seraient avertis de la frontière ; l'avis est venu, mais pendant ce temps l'Empereur allait plus loin. L'Ambassadeur d'Autriche étant allé à Vienne y verra l'Empereur de Russie à l'Opéra; les deux autres sont sur la frontière, dans la mauvaise petite ville de Brzesc où ils attendent un nouvel avis; supposé qu'il arrive, je ne doute pas que ce ne soit encore au moment où l'Empereur aura changé de place.

L'Ambassadeur de Suède, qui n'est parti que longtemps après celui d'Angleterre, et qui a fort bien senti cette tactique, a voulu faire voir au moins qu'il n'aimait pas à jouer aux quatre coins avec un Empereur ; il a donc donné à ses postillons l'ordre commode et très nouveau en Russie d'aller le plus lentement possible, et l'on assure qu'il lui est arrivé fréquemment de ne faire qu'une poste par jour. On se dit en riant que l'Empereur pourrait bien rentrer dans sa capitale sans avoir vu ces Messieurs. Le Corps diplomatique a une manière tout-à-fait commode de faire sa cour au Souverain, c'est de se tenir éloigné : quand nous voulons presser la Cour, on ne nous dit jamais *non ;* mais il arrive ce que vous voyez. Au moment où j'ai l'honneur de vous écrire, nous n'avons plus de nouvelles d'Allemagne depuis celle de la capitulation d'Ulm ; on raisonne à perte de vue sur cette suspension, chacun l'interprète à sa manière; le fait est que les deux colosses qui vont maintenant se heurter se redoutent mutuellement, et ils ont raison. Bonaparte a dit à ses soldats qu'on allait voir si l'infanterie française était la première ou la seconde de l'univers : c'est un grand mot. Les Français et les Russes ont raison de trembler en songeant à la question qu'ils sont sur le point de décider. Ils prennent leurs mesures, ils s'observent, ils se renforcent ; le choc sera épouvantable et probablement décisif : mais pendant que je vous trace ces réflexions inquiétantes, probablement tout est dit.

J'ai l'honneur.....

125

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 10 (22) octobre 1805.

SIRE,

Désormais, je n'aurai plus l'honneur de donner des nouvelles à Votre Majesté, ce sera elle au contraire qui daignera me les faire parvenir. Le centre des affaires s'est avancé vers Elle, et le théâtre des événements sera encore beaucoup plus près de Votre Majesté que de moi. Au moment où j'ai l'honneur de vous écrire, il est infiniment probable que la scène s'est ouverte : le cœur me bat d'une manière inexprimable. Le premier coup de fusil peut être décisif ; en attendant les nouvelles, je m'amuse avec l'espérance qui est devenue raisonnable. Ce n'est pas qu'il n'y ait encore beaucoup de choses à craindre, mais je vois que l'opinion change et que l'usurpateur tremble sur son piédestal, c'est là le grand point. Pourvu qu'il tombe, la discussion n'ayant plus lieu qu'entre puissances légitimes, Votre Majesté, en mettant même les choses au pire, se tirera toujours d'affaire. Elle a vu comment j'ai parlé à l'égard du Piémont ; néanmoins, Sire, comme il y a toujours un langage ministériel et un langage confidentiel, j'aurai l'honneur de faire

observer à Votre Majesté, que dans le cas même où il ne lui serait pas possible d'agir dans son propre pays comme elle le désirerait si justement, Elle aurait néanmoins d'assez bonnes raisons pour s'en consoler. Si Elle pouvait commander en Piémont avec l'assentiment et l'assistance loyale de l'Autriche, il n'y aurait rien au monde de plus désirable pour Elle. Mais, Sire, Votre Majesté a trop appris à connaître *les* hommes *et ces* hommes. Si Elle se trouvait condamnée à se revoir tous les jours compromise avec eux, à n'oser vaincre qu'avec leur permission, à se sentir sans cesse accablée de leur lourde supériorité, il vaudrait mieux mille fois qu'Elle fût demeurée à sa place. Tout dépend donc de la manière dont les circonstances permettront aux Russes d'agir en Piémont, ce qui est fort douteux. Si donc les Autrichiens seuls devaient conquérir le Piémont, ce ne serait pas moins un événement fort heureux pour Votre Majesté : on entrerait alors en conversation avec eux pour régler les comptes généraux, et j'ose me flatter que l'ascendant seul d'Alexandre suffirait pour leur faire entendre raison. La conduite de ce grand Prince est au-dessus de tout éloge. Combien Napoléon s'est trompé sur son compte ! Et quelle jouissance pour nous de voir ce maître en politique machiavélique enveloppé lui-même par des filets tendus avec tant d'art, de patience et de secret ! Ma vie est devenue ici à peu près inactive, mais j'ose croire qu'avant le départ de S. M. I. j'ai mis en œuvre toutes les idées qui peuvent intéresser Votre Majesté. Quelques efforts que je fasse, je ne pourrai jamais m'acquitter envers Elle. Je la prie d'agréer la bonne volonté et le dé-

vouement qui n'ont jamais varié avec les événements et qui ne peuvent avoir de bornes que celles de ma vie.

Je suis avec un très profond respect.....

14 (26) octobre 1805.

P. S. — Le Roi de Suède donne douze mille hommes de plus à l'armée de Poméranie, il en va prendre le commandement ; cette armée, depuis la conversion de la Prusse, demeure libre d'entreprendre les plus grandes choses avec les Anglais, s'ils arrivent. J'ai fait connaître les dispositions du Danemark ; ainsi, grâce à la manœuvre du grand Empereur, il ne peut plus y avoir que Dieu contre nous. J'ai fait connaître aussi deux des raisons qui ont déterminé la Prusse, mais la troisième, dont ils ne parleront pas, est peut être la plus décisive : c'est l'invasion de la Bavière par les Autrichiens. Les différents ressorts politiques se combinent pour donner à l'Empereur la confiance universelle ; son rôle, à moins de grands malheurs, doit passer de beaucoup celui de Guillaume d'Orange ; nous allons voir ce que la folie ou la raison dicteront aux Français. Je ne puis changer de place puisque les autres ministres ne remuent pas, et que d'ailleurs je n'en n'aurais pas les moyens, mais il ne faut pas que Votre Majesté néglige, ou par ses écrits ou par ses amis, d'être toujours à côté de l'Empereur. Je la félicite avec transport de la perspective qui vient de s'ouvrir devant Elle.

126

A. M. le Duc de Serra-Capriola.

Vendredi, 20 octobre (1er novembre) 1805.

Puisque vous jugez à propos, Monsieur le Duc, que je fixe sur le papier les idées qui nous ont occupés hier, je vais le faire en aussi peu de mots qu'il me sera possible.

Le Mémoire transmis au Roi de France, digne de toute sorte d'éloges, sous le rapport du talent et de l'enchaînement des idées, n'en contient pas moins des principes qui ont dû affliger ce Prince, et qu'il ne peut adopter dans une nouvelle Déclaration.

Il faut être équitable, Monsieur le Duc, le Roi de France ne peut signer qu'il attend sa couronne du bon plaisir des Français, et que *si la nation française le rappelle au trône* il ne formera d'autre vœu que d'imiter en tout la conduite *de l'infortuné monarque*, etc.

Permettez-moi de vous le dire : Dieu l'en préserve ! Mais sans entrer à cet égard dans des détails qui me mèneraient trop loin, je me bornerai à vous signaler deux erreurs qui me paraissent influer trop sur la politique actuelle.

La première, c'est que le rétablissement du Roi sera

le fruit d'une délibération, et que par conséquent, il s'agit de capter par tous les moyens possibles la volonté de la nation ; la seconde, c'est que le Roi de France est un pauvre homme qui a besoin de tout le monde, et dont personne n'a besoin.

C'est tout le contraire, Monsieur le Duc. Aucune révolution politique, bonne ou mauvaise, ne résulte d'une délibération. Le peuple français n'a rien voulu de ce qui s'est fait, depuis *la nation*, *la loi et le Roi*, jusqu'au *capitaine Empereur*. Il en sera de même du changement que nous attendons. Tout se fera par la force des choses, et la guerre ne doit servir qu'à donner le mouvement.

Quant au Roi de France, il est, dans l'état même où il se trouve maintenant, au rang de tout ce qu'il y a de plus grand et de plus imposant dans l'univers ; n'étant pas son sujet, je ne suis pas suspect en le disant, mais j'affirme, sans balancer, que les puissances qui le soutiennent ont autant besoin de Lui qu'il a besoin d'Elles. L'Europe n'est renversée depuis quinze ans que parce qu'il n'est pas à sa place. Les Français en renversant le trône se sont déshonorés peut-être pour toujours ; ils y ont perdu tout ce qu'on peut perdre, trois millions de vies, et dans ce moment encore, cinq ou six cent mille hommes sont en armes pour les égorger ; certes, ils paient bien cher leur folie. Au lieu donc de leur parler de la bonté qu'ils auront de rappeler leur Roi (chose physiquement impossible) il serait plus royal, et même plus philosophique de les entretenir du service qu'il leur rendra en revenant à sa place.

Qu'un soldat puisse monter sur le trône de son maître

égorgé, et que le lendemain il règne légitimement, c'est un dogme asiatique qui ne doit jamais paraître en Europe, et S. M. I., qui garde les passages, ne saurait mieux faire que d'employer toute la puissance qu'elle possède pour l'empêcher d'entrer.

Tant que les Cabinets ne croiront pas *publiquement* à la souveraineté *actuelle* du Roi de France, les peuples, si mal conseillés par leurs maîtres, ont droit de n'y pas croire ; pour notre intérêt, Monsieur le Duc, bien plus que pour le sien, ne forçons pas Louis XVIII à parler en suppliant. Il fait le Roi, dit-on : il a grandement raison, n'en déplaise aux universités d'Allemagne.

J'ai critiqué franchement la Déclaration du 2 décembre, mais seulement du côté du style et de la rédaction, et sous ce point de vue elle a infiniment gagné ; quant aux principes, ils sont purs et inattaquables. Mon humble avis serait donc qu'on s'en tînt là, et qu'on se bornât à donner la plus grande vogue à cette pièce qui dit tout. Dans la première, faite en 1796, le Roi promettait déjà l'amnistie générale en exceptant seulement *ceux qui avaient opiné à la mort du Roi*. Il excepta même de l'exception ceux qui avaient apposé une condition au *vœu impie*. Lorsque je quittai la frontière de France en 1798, quatre-vingt-quatre de ces grands coupables avaient péri de mort violente. Plusieurs sont morts depuis cette époque, d'autres ont fait leur paix particulière et secrète avec le Roi. Je ne saurais donc comprendre ce que c'est que cette grande tendresse que je vois dans les Cabinets pour une poignée d'hommes abominables qui ne sauraient influer sur rien.

D'ailleurs le Roi a promis dans la dernière Déclaration une amnistie générale, et il me serait aisé de vous démontrer à quel point il est douteux qu'il ait bien fait; mais enfin le mot est prononcé, on ne voit donc plus la nécessité d'une nouvelle Déclaration.

Comme le Mémoire n'a pu être du goût de S. M. T. C., la nouvelle Déclaration à son tour ne rencontrera probablement pas celui de S. M. I. Le Roi en écrivant contre ses principes et sa conscience ne dira jamais ce qu'on attend de lui; croyez-en, Monsieur le Duc, un homme qui connaît bien la France. Si le Roi avait écrit précisément dans le sens du Mémoire, il aurait excessivement déplu aux Français de toutes les classes. La personne intéressée est toujours la mieux instruite, et quelles que soient la sagesse, la prudence, la perspicacité de ce Cabinet, difficilement il saura aussi bien que le Roi de France ce qu'il faut dire aux Français.

Voilà cinq pages, Monsieur le Duc: il m'eût été facile de vous en écrire cinquante. Car sur un sujet de cette importance, vers lequel toutes mes pensées se tournent depuis tant d'années, je n'éprouve d'autre difficulté que celle de finir.

Agréez, Monsieur le Duc, l'assurance de mon inviolable attachement.

BILLET D'ACCOMPAGNEMENT.

J'ai l'honneur, Monsieur le Duc, de vous adresser le Mémoire dont nous sommes convenus hier, etc., etc.,

mais voulez-vous que j'ajoute un mot en toute confidence? Le voici.

Les fausses opinions, Monsieur le Duc, ressemblent à la fausse monnaie qui est frappée par des coquins et dépensée en suite par d'honnêtes gens qui la croient bonne.

Le principe de la Souveraineté du peuple est si dangereux que, dans le cas même où il serait vrai, il ne faudrait pas lui permettre de se montrer. Cependant, à force de le répéter, il s'est glissé insensiblement partout, et si le Roi le voyait tout entier dans le Mémoire qu'on lui a envoyé, je ne crois pas qu'il fût possible de lui en faire un crime.

Faites donc en sorte, Monsieur le Duc, qu'on n'agisse point rigoureusement avec S. M. Je ne saurais trop vous répéter qu'une seconde Déclaration est inutile. Si l'on en veut absolument une nouvelle sans approuver celle que vous envoyez, il faudrait au moins restreindre les corrections autant que possible, et les présenter au Roi de France en lui réservant la rédaction. Mais je prévois qu'on n'en finira pas.

Quant à moi, Monsieur le Duc, j'ai tout dit. Je vous livre ce Mémoire pour en faire ce qu'il vous plaira, en tout ou en partie ; c'est à mon cher *papa* à tâcher d'arranger les choses avec son esprit droit, aimable et conciliateur, etc.

127

Au Roi Victor-Emmanuel, à Gaëtta.

8 (20) novembre 1805.

SIRE,

J'écrivais à la fin de mon numéro 111, 14 (26) juillet : *L'espérance est bien permise, mais non pas la confiance.* Les derniers malheurs d'Allemagne, auront convaincu Votre Majesté que cette proposition n'était que trop fondée ; son étonnement sur ce point aura été égal au nôtre. Lorsqu'on entend parler de 20,000 hommes et surtout de 5 ou 6,000 Grenadiers faits prisonniers, on croit lire des contes Arabes. Cependant, Sire, quoique le mal soit grand, il ne l'est pas autant que les Français l'ont dit, et il y a de grandes compensations : leur perte en hommes a été énorme, nous sommes débarassés de Mack : ce malheur apprendra peut-être enfin à ne plus faire la guerre en échelette ; mais ce qui est très important, c'est que la grande humiliation qui a stigmatisé au premier pas le front des Autrichiens, abaissera nécessairement leur orgueil, et contribuera puissamment à jeter toute la coalition dans les bras d'Alexandre. Je ne parle point à Votre Majesté des succès de ce Souverain à Berlin, car sur ce sujet je serais nécessairement prévenu. Il a bien su profiter de l'enthousiasme qu'il avait excité : par là tout est dit. Ce que

je puis avoir l'honneur d'assurer à Votre Majesté, c'est que les aventures d'Ulm et de Vertingen n'ont pas fait la plus légère impression sur son esprit. Notre cher Duc avait envoyé un courrier qui est revenu samedi dernier, 4 (16), en neuf jours. Les lettres du Prince ont si peu changé de ton, qu'il n'y parle seulement pas des malheurs du mois dernier. La fermeté et l'assurance sont toujours au comble. Le Duc a été enchanté de ses dépêches. L'Empereur est allé faire une visite à sa sœur, à Weimar, comme si de rien n'était. Il voyage sans éclat et sans escorte, avec deux ou trois calèches. Je ne sais si l'importance sacrée de cette tête auguste, me rend timide outre mesure, ou si réellement mes craintes sont fondées, mais j'avoue à Votre Majesté que mon imagination souffre de voir dans ce moment l'Empereur de Russie traverser de petites Souverainetés comme un simple Gentilhomme. Je redoute le grand chemin et la cuisine. Celui qui craint tout et qui ose tout est capable de tout. Mais j'espère que les hommes choisis qui accompagnent Alexandre sont dignes du dépôt précieux dont ils répondent à l'univers. Les projets du côté de l'Italie sont immenses ; mais les opérations ont été fort retardées, puisque dans ce moment nous ne savons rien. Les grandes menaces de l'Angleterre n'ont rien produit jusqu'à présent, du moins sous le rapport militaire ; elle continue à être purement et simplement le *coffre fort de la coalition ;* c'est beaucoup sans doute, mais sûrement le Comte de Chatham ne se serait pas contenté de ce titre. La nullité militaire de l'Angleterre, même sur son élément, depuis le com-

mencement de cette guerre, est un phénomène dont je ne reviens pas ; ce pays est malheureusement divisé en deux partis dont l'un regarde le couchant et l'autre le levant ; les efforts opposés produisent le repos, du moins c'est ce qui me paraît le plus probable ; car je ne crois pas que cette grande nation ait perdu de son courage ni de son esprit public. C'est toujours un grand malheur que des circonstances aussi critiques concourent avec une fin de règne, moins vigoureuse par l'ordre de la nature.

Les désastres des Autrichiens sur le Danube ont fait ici une sensation extraordinaire. L'esprit public en a été d'abord totalement abattu. Le parti Français qui est très nombreux riait presque au lieu de sourire : mais tout à coup il m'a paru voir un grand changement, du moins dans les discours : les plus grands frondeurs m'ont parlé sur le ton de l'espoir et même de l'assurance. Je soupçonne que le courage et la prudence sont arrivés par la poste.

J'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Majesté l'honneur qu'on m'avait fait ici en me faisant communiquer un certain Mémoire. Cette pièce a choqué Celui qu'elle concernait au delà de toute expression. Il m'a fait l'honneur de m'écrire que si je me taisais dans cette occasion on dirait : *Dormis, Brute !* Rien de plus honorable sans doute, cependant il faut voir où l'on met le pied. Cette grande question a produit des lettres et des discussions dont j'aurai l'honneur de rendre compte à Votre Majesté lorsque je connaîtrai le résultat qui viendra de loin. Je vis dans une incertitude pénible au

sujet de Votre Majesté. Je la supplie très humblement, quels que soient les événements, de vouloir bien mettre à profit toutes les occasions sûres pour me tenir au fait de sa situation. Quant à moi, je ne serai plus en état de lui donner des nouvelles, puisque le théâtre des événements s'est approché d'elle. On nous annonce de quinze en quinze jours l'arrivée de l'Empereur, qui laisse parler et va en avant. Il y a longtemps que j'ai eu l'honneur de le dire à Votre Majesté l'Empereur de Russie ne dit pas son secret, et il fait bien ; mais il en a un, ou je serais fort trompé. Comment ne sentirait-il pas le rôle auquel il est appelé par la voix de l'Europe ? Il le remplira, s'il n'est arrêté par des malheurs inattendus. Le parti qu'a pris la Prusse est uniquement son ouvrage. Quelle fureur il a dû allumer dans le cœur du Corse dont je vois que les opérations fulminantes ont été suspendues par l'accession de la Prusse. Les Autrichiens ont le temps de se reconnaître, les Russes et les Prussiens celui d'arriver, c'est un grand point ; cependant on n'ose pas trop se livrer à l'espoir, après avoir vu arriver tant de miracles de malheur.

Plusieurs personnes prétendent que l'on continue à se mal conduire en Allemagne, que le Général Koutouzof ne devrait point s'obstiner derrière l'Inn ; qu'il aurait dû rebrousser dans la Bohême, joindre les Prussiens et la seconde colonne Russe, pour retomber sur les Français avec des forces écrasantes, etc., etc. Mais pour décider sur ces questions, il faudrait avoir des connaissances topographiques et militaires que je ne possède pas. D'ailleurs comment juger sainement à

cette distance? Une seule chose est malheureusement certaine: c'est que les Autrichiens, en débutant par des fautes énormes et honteuses, ont rendu de nouveau très problématique ce que l'opinion universelle commençait à regarder comme certain.

Je suis, etc.

128

A Son Excellence M. le Prince Czartoryski.

27 novembre 1805.

Cette lettre sera remise à Votre Excellence par M. le Baron de M..... au sujet duquel, j'eus l'honneur de lui écrire le 8 octobre dernier. Comme elle peut le croire, il souffrait beaucoup ici pendant qu'on se battait en Allemagne, mais tous ses efforts et les miens n'ont pu lui obtenir la permission et les moyens de partir, avant qu'on eût reçu les ordres de S. M. I. Permettez-moi, mon Prince, de recommander cet officier à vos bontés. Les bons offices de Votre Excellence lui seront particulièrement nécessaires pour les six cents roubles d'entrée qu'on a bien voulu lui promettre et pour lesquels nul ordre n'est parvenu ici. Les frais considérables que lui a causé le séjour forcé de Pétersbourg lui rendent ce secours plus nécessaire. Quant à ses talents militaires, j'espère qu'on ne les ignorera pas longtemps, dès qu'il sera mis à portée de les déployer.

Votre Excellence aura été instruite par mille lettres des alarmes que la mission Prussienne vers Bonaparte a causées dans cette ville et des discours amers qu'elle a produits contre la Prusse. Pour moi, mon Prince, tout en prêchant de mon mieux la confiance et l'espoir, j'avoue à Votre Excellence que je n'ai pu me défendre d'être extrêmement effrayé en mon particulier ; car M. le Comte de Haugwitz est très contraire aux intérêts de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et il lui en a donné plus d'une preuve. J'avais pris la plume pour détailler mes craintes à Votre Excellence, mais je la jetai, voyant que presque tous les écrits arrivent à contre-sens, par la seule distance des lieux et par la nature des événements. Votre Excellence d'ailleurs en sait bien plus que moi sur le caractère, les liaisons et les systèmes des deux négociateurs, et quant au Roi mon Maître, il a toutes les raisons possibles de s'en reposer pleinement sur les sentiments inappréciables de S. M. I. Ce n'est donc que par occasion, mon Prince, que je me laisse entraîner à dire quelques mots à Votre Excellence sur un sujet qui m'a fort agité.

Le cœur se serre, mon Prince, en songeant qu'à la même heure où lord Nelson payait de sa vie une victoire unique dans l'histoire de la marine, on capitulait à Ulm. Nous ne devons pas moins toute notre admiration aux vastes combinaisons d'un plan qui nous aurait sauvés d'emblée si l'intrépidité Russe avait dans le monde beaucoup d'imitateurs.

Pardonnez, mon Prince, ce léger épanchement et daignez agréer, etc., etc.

129

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 24 décembre 1805.

Quoique nous soyons placés de manière à ne pouvoir nous donner mutuellement aucune nouvelle, je n'ai pas moins été extrêmement sensible à l'attention obligeante de Votre Excellence, qui a bien voulu joindre à sa dernière lettre du 8 novembre la relation officielle de la grande victoire de Trafalgar, victoire, comme elle le dit très justement, unique dans les annales de la marine, mais, très malheureusement pour nous, incapable de faire équilibre aux désastres du continent.

J'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence, non pas à la vérité aussi souvent que je l'aurais pu, mais très certainement aussi souvent que je l'ai dû : le dégoût, le chagrin, la certitude d'écrire inutilement, ont très souvent retenu ma plume; mais, plus que tout cela, je craignais de chagriner Votre Excellence en lui découvrant trop une manière de voir qui ne s'accordait pas avec la sienne. Dans sa lettre du 17 septembre dernier, elle me parlait avec une espèce de certitude du rétablissement du gouvernement de Sa Majesté en Piémont, aussitôt que les armes de S. M. I. ou celles de ses alliés, l'auraient reconquis. Pour moi, Monsieur le Comte, j'ai

toujours pensé que le rétablissement de Sa Majesté, séparé de celui de la Maison de Bourbon, était une pure chimère et qu'on pourrait tout au plus obtenir quelque dédommagement plus ou moins misérable. Je croyais d'ailleurs, pour l'intérêt général, et en faisant abstraction de celui de notre Maître, que tout devait se faire *par et pour* le Roi de France, l'Europe ne pouvant être sauvée que par Lui. Je n'ai jamais caché cette opinion qui a fort bien pu déplaire *ici* ou *là*, puisqu'elle se trouvait directement contraire au système adopté par les grands Cabinets : le mien pouvait être faux, sans doute, mais il eût difficilement réussi plus mal. Suivant toutes les apparences, Monsieur le Comte, nous n'avons plus d'espérances ; bien avant l'arrivée de cette lettre, vous aurez reçu la funeste nouvelle de la bataille d'Olmütz perdue par les alliés ou pour mieux dire par les Autrichiens seuls, qui ont lâchement cédé, découvert le flanc des Russes, baissé les armes, et enfin tiré sur leurs alliés. Les Russes n'ont cependant pas reculé ; ils se sont conduits avec leur bravoure ordinaire, sous les yeux de leur Empereur, qui lui-même s'est conduit divinement au milieu de cette scène épouvantable. François de Lorraine, c'est le titre qui lui reste, est allé en personne dans la tente de Bonaparte, pour y recevoir les ordres de ce Tamerlan. Le brave et sensible Empereur de Russie, plein d'horreur et d'indignation, a donné ordre à son armée de rebrousser vers la frontière, et lui-même est arrivé dans cette capitale dans la nuit du 20 au 21 (n. s.). Il paraît que cette bataille a coûté des flots de sang. Nous attendons avec terreur la liste des morts qui

n'est pas encore connue ; c'est bien dommage que le plus humain des Souverains ait débuté dans la carrière des armes d'une manière si désagréable à son cœur ; mais en pleurant sur des monceaux de cadavres, il n'a pleuré du moins ni sur son honneur, ni sur celui de son brave peuple. Les armes Russes se sont montrées dans cette occasion ce qu'elles ont toujours été, et je serai fort étonné, si les Français ne leur rendent pas une justice solennelle, malgré l'insolence ordinaire de leurs relations. Bien des gens s'étonnent que S. M. I. ait quitté son armée aussi brusquement : ils y voient quelques inconvénients. Quant à moi, Monsieur le Comte, je ne veux point disserter sur cet article : je renvoie seulement Votre Excellence aux deux mots que j'ai prononcés plus haut : horreur et indignation. Plus âgé, plus accoutumé à la scélératesse humaine et aux scènes de carnage, il serait demeuré, tel qu'il est, il est revenu : le blâme qui voudra : *non ego*. Les suites de la bataille d'Olmütz sont incalculables, l'opinion des peuples sur les armes Françaises est portée au comble, l'Empire Germanique est renversé. La Maison qui s'appelait d'Autriche est exclue de l'Italie. Les possessions Germaniques seront morcelées comme il plaira au vainqueur. L'Electeur, pour prix de son vasselage, deviendra Roi aux dépens de ce voisin naguère si puissant, qui n'a cessé de rêver l'acquisition de la Bavière. Le titre de Roi devant être payé, comme il est juste, il le sera par un mariage. Le *Prince Eugène* épousera la princesse Augusta de Bavière, et voilà la nouvelle maison alliée aux maisons souveraines. Il y a d'autres suppositions à

faire ; mais je n'en ai pas la force. Il est bien vrai qu'une bataille pour la Russie n'est rien et que la Prusse est encore intacte : néanmoins le mal est grand, et très difficilement réparable. La Prusse se trouve aujourd'hui, et bien par sa faute, dans un extrême embarras ; c'est elle qui a perdu la bataille d'Olmütz ; si elle avait agi, au lieu de tergiverser bassement, Bernadotte ne serait pas allé faire l'aile droite à Olmütz. Je ne finirais pas sur cet article, mais encore une fois qu'importe? Maintenant que fera la Prusse ? C'est ce que nous verrons bientôt. Dieu veuille que tout tourne de manière à donner à notre Auguste Maître une situation tolérable, jusqu'à ce qu'il arrive des événements plus favorables. En attendant, je suis excessivement en peine des troupes Russes et Anglaises qui sont dans le Hanovre. Si celui qui peut y mettre un prix offrait de les acheter de celui qui peut les vendre, qui sait ce qui arriverait ?

Placé ainsi, entre un passé si triste et un avenir si menaçant, je vous avouerai mon crime, Monsieur le Comte : j'éprouve un certain plaisir à voir tomber la maison d'Autriche ; vous me direz que c'est un plaisir de Démon. Je l'avoue, mais la chose est ainsi ; il est possible de pardonner l'arrogance aux hommes supérieurs, et la sottise aux bonnes gens, mais la stupidité arrogante est insupportable, et quand je me rappelle tout ce que le Roi et ses sujets ont eu à souffrir des Autrichiens, toute ma philosophie m'abandonne.

Au milieu des désastres publics, ma situation individuelle est déplorable : j'ai renversé la boîte de Pandore sans y trouver l'espérance, je m'étourdis avec l'étude,

comme les Levantins avec l'opium. Je félicite Votre Excellence d'avoir trouvé un port ; pour moi, je flotte *senza vele*, *e senza sarte* : mais les intérêts d'un homme sont trop petits pour se mêler aux grands objets du moment. Votre Excellence me permettra de finir tout brusquement cette lamentable épitre, en lui renouvelant l'assurance bien sincère du respect infini avec lequel, etc.

P. S. — Après avoir entendu toutes les relations possibles, je crois pouvoir assurer à Votre Excellence que les Russes ont perdu de 8 à 9,000 hommes dans cette malheureuse bataille, et je ne parle même que des morts. Il y aura bien 3,000 prisonniers. Toute l'artillerie est perdue, non dans la bataille, mais dans la retraite ; par la faute, dit-on, d'un pont mal construit, par la malice ou par l'impéritie, et qui s'est affaissé sous le premier canon. LEmpereur d'Allemagne est demeuré immobile, celui de Russie a fait peut-être plus que ne lui permettait l'importance de sa tête. Il a tenté plus d'une fois de rallier et d'animer les Autrichiens , mais fort inutilement. Il a eu le plaisir de les voir se déshabiller, jeter chapeau, armes et bandoulière et tendre les mains aux Français, en demandant grâce. Les vivres manquaient absolument ; depuis deux jours, le soldat Russe n'avait pas mangé. Lorsque la bataille fut résolue contre l'avis du général Koutouzof, l'état-major Russe était absolument nul ; c'est celui d'Autriche qui donnait tous les plans, et les faisait traduire en Russe au moment de l'exécution. Bien entendu que Bonaparte les avait auparavant. Excepté le jeune prince de Broglie, je

ne crois pas qu'il y ait parmi les morts des noms connus de Votre Excellence. Le régiment des Chasseurs-Gardes, furieux de se voir fusillé par les Autrichiens, s'est rué sur le corps qui le traitait si amicalement et l'a mis en pièces ; il manquait aux annales *fétides* de cette inconcevable époque le trait de deux alliés qui s'égorgent sur le champ de bataille. Enfin, Monsieur le Comte, tout est allé aussi mal qu'il était possible de l'imaginer ; il me semble même que je me trompe, car personne ne pouvait imaginer cela.

On m'a fait envisager quelques symptômes favorables du côté de la Prusse, mais j'y crois peu ; je connais le Souverain, les conseillers, et l'esprit général du gouvernement, je n'attends rien de grand de cette boutique. Il y a d'ailleurs une règle générale qui ne trompe jamais. « Ne vous fiez pour aucune raison à un gouvernement qui emploie sciemment des instruments méprisables. » Ce Cabinet me trompera bien s'il fait quelque chose de bon ; au reste, Monsieur le Comte, quoique la conduite de l'Autriche soit inexcusable, elle n'est pas moins très explicable. Cette nation était tombée dans un abattement absolu, l'armée méprisait ses chefs, et ses chefs se haïssaient mutuellement : haines de naissance, haines de nations, haines de Cour. La Cour elle-même divisée dans son propre sein, nul crédit, nulle confiance, nulle énergie ; point d'argent et la famine ; tous les germes possibles de destruction. C'est dans cet état épouvantable qu'une puissance qui ne voulait absolument pas la guerre a été conduite à la faire, par la politique étrangère ; au milieu de ses dé-

sastres, elle se tourne en rugissant contre les nations qu'elle suppose l'avoir entraînée dans l'abîme. *Inde iræ.* — Faites bien attention à ce que les Autrichiens diront de leur côté. Les nations comme les femmes qui s'injurient, apprennent toutes leurs fautes aux spectateurs.

C'est d'après les témoignages les plus multipliés que je vous ai donné la nouvelle des Autrichiens tirant sur les Russses, et des Russes se vengeant comme j'ai eu l'honneur de vous le dire: Il n'y a qu'une voix sur ce point. Cependant je me défie si fort des haines nationales que je voudrais encore douter. Il y a bien assez de mal sans ce comble d'horreur. — Ah! Monsieur le Comte, dans quel gouffre sommes-nous tombés? — L'Empereur ne parle encore nullement de faire la paix. Il paraît que les Français avaient 96,000 hommes, les Russes 48,000, et les Autrichiens 30,000. Je dis *il paraît*, car les gouvernements ne disent jamais la vérité sur les nombres; et au fond ils ont raison. Je ne doute pas que les Français n'aient perdu en morts, autant que les Russes, et peut-être même davantage.

130

A Mme la Comtesse Trissino de Salvi, à Vicence.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) novembre 1805.

Où êtes-vous, Madame la Comtesse, et que faites-vous à cette bruyante époque? Je crains que le bruit du

canon ne vous ait chassée de vos pénates ; je crains que vous n'ayez perdu le repos ; enfin, je crains tout, et je viens vous prier de me tranquilliser ou de m'effrayer davantage, car je veux partager tous vos sentiments. Depuis longtemps on voyait arriver cette nouvelle tempête, et je ne doute pas que vous n'y fussiez préparée ; votre ville est placée de manière à me donner des craintes particulières. J'espère que vous aurez la charité de m'apprendre exactement quelle est votre situation. Pour moi, Madame la Comtesse, je suis toujours le même et toujours à la même place. J'ai à peu près perdu l'espoir de revoir *il bel paese ch' Apennin parte, e'l mar circonda e l' Alpi*. Du moins, si je les revois, je ne serai plus de ce monde. Un beau matin, vous verrez un pauvre vieillard à votre porte, dans une attitude suppliante ; vous direz : « *Qu'est-ce donc que ce bonhomme?* » Et lui vous répondra : « *Une tasse de café, Madame la Comtesse, et même une omelette, pour l'amour de Dieu !* » Je suis bien sûr que vous vous laisserez toucher, mais vous ne le reconnaîtrez plus. Ah ! que Pétersbourg est loin de Vicence, Madame la Comtesse ! Je sens fort bien que j'ai moins de raisons que mille autres de me plaindre de ma situation. Secoué à l'excès par l'infernale Révolution, j'ai trouvé ici la tranquillité la plus honorable et les bontés les plus flatteuses. Cependant, Madame, il y a deux choses dont le souvenir s'efface difficilement, ou ne s'efface point du tout : le soleil et les amis. Voyez encore ma résignation ! Je sacrifierais sans beaucoup de peine le soleil, si mon cœur était tranquille sur l'autre point. A propos de cœur, vous

saurez, Madame la Comtesse, que, depuis deux mois environ, ma rigoureuse solitude a cessé. Mon fils est venu me joindre. On l'a attaché à moi d'une manière flatteuse, et il commence à s'exercer sous les ordres du père, en attendant qu'il puisse voler de ses propres ailes. Ma femme et mes deux filles sont demeurées au milieu de la fumée ; jugez si j'ai souffert ! Mais il n'y avait point de remède :

Du destin qui fait tout tel est l'arrêt cruel !

Pendant quelque temps j'ai cru qu'elles se rapprocheraient de Venise, et dans cette idée je leur avais donné votre adresse, Madame la Comtesse, pour leur procurer le plaisir de faire connaissance avec vous en passant : mais *la dame* a prétendu qu'il valait mieux se tenir tranquille, et elle a donné de fort bonnes raisons. Enfin, Madame, que voulez-vous ? C'est un grand bonheur, à cette époque, de n'être que médiocrement malheureux. Au reste, quelques soucis que me cause ma famille, elle ne peut me distraire de mes amis, parmi lesquels vous tenez une place si distinguée. Je hais l'oubli, Madame la Comtesse, au-delà de toute expression. C'est une honte pour l'espèce humaine que l'attachement et la reconnaissance se mesurent par la distance ; et comment pourrais-je être moins votre ami à Saint-Pétersbourg que je ne le serais à Vérone ou à Brescia ? Je ne trouve pas dans ma mémoire de souvenir plus agréable que celui des politesses dont vous m'avez comblé à Rome. C'est par vous, Madame, que je ne m'y

suis point trouvé étranger. Votre idée se mêle bien justement à celle des chefs-d'œuvre que nous avons visités ensemble ; et lorsque je pense à la villa Borghèse, je vois toujours à côté de chaque statue la figure de mon aimable introductrice. Voulez-vous bien, Madame la Comtesse, me permettre de faire ici mes compliments à Monsieur le Comte et au Docteur Thouvenel, qui, je l'imagine, est toujours votre inséparable ? Je me recommande à vos bonnes grâces, Madame, en vous priant d'agréer l'assurance de mon éternel et respectueux attachement.

Si les mouvements militaires amenaient près de vous le régiment des cuirassiers de l'Empereur, je vous préviens que le colonel, M. le Comte du Noyer, Chambellan de Sa Majesté Impériale, est mon oncle. Vous pouvez lui faire mes compliments, et vous adresser à lui si l'occasion s'en présente.

131

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 18 (30 décembre) 1805.

J'avais fait et cacheté le paquet ci-joint, lorsque la lettre de Votre Excellence, du 29 novembre, m'est parvenue par le canal de Son Excellence M. le prince Czar-

toryski, arrivé avant-hier. Je remercie infiniment Votre Excellence de toutes les choses obligeantes qu'elle veut bien m'adresser. En me parlant de l'accession de la Prusse, elle ne savait point encore le dérangement qu'opéreraient dans les affaires les malheurs si peu prévus du mois de décembre. Qu'arrivera-t-il maintenant? Je l'ignore. L'Empereur est toujours semblable à lui-même; il a dit à la Prusse tout ce qu'il devait lui dire, mais cette puissance, étourdie et *désappointée* par la bataille d'Olmütz, saura-t-elle résister aux attaques vigoureuses de *notre ami* Napoléon, qui va lui montrer tout ce qui peut effrayer la faiblesse et tenter l'avidité? Cependant la Prusse doit y penser. Elle est appelée, dans ce moment, à résoudre un terrible problème, car si elle se tournait du côté de la France, le grand voisin du Nord se devrait à lui-même de prendre quelques précautions. Un marchand, obligé de se décider entre un brigand et un gentilhomme, se décidera toujours pour celui qui peut faire le plus de mal dans le moment; c'est l'image naturelle de l'état des choses : nous verrons; mais je vous dirai, Monsieur le Comte, que je compte peu sur une grande détermination, à moins qu'elle ne soit amenée par quelque considération mesquine, alors seulement elle sera possible.

Je ne doute pas plus que Votre Excellence que Sa Majesté Impériale ne se soit très favorablement souvenue de nous dans les propositions portées par M. de Haugwitz, mais je ne sais pas mieux que Votre Excellence ce qu'étaient précisément ces propositions. Pendant que l'illustre ambassadeur trottait vers Talley-

rand, où il avait été envoyé par Bonaparte, qui n'avait pas voulu le voir, ce dernier gagnait la bataille d'Olmütz. C'est une fâcheuse réponse faite aux propositions, mais on pouvait s'y attendre. Votre Excellence sait, sans doute, ce que c'est que M. le Comte de Haugwitz. Avouez, Monsieur le Comte, que la Prusse a mis les intérêts de l'Europe entre bonnes mains! Au reste, ce n'est pas la faute de Sa Majesté Impériale. Lorsqu'on est obligé d'employer certains instruments, il faut les prendre comme ils sont. Lorsque j'ai lu dans la lettre de Votre Excellence qu'elle ne craint ni *Londres ni Berlin*, j'ai cru devoir lire de ma propre autorité, ni *Londres ni Pétersbourg*.

La Prusse, Monsieur le Comte, pouvait passer dans un sens pour un ennemi de notre maître, non qu'elle lui en voulût directement, mais parce qu'une de ses pensées *profondes* était de rassasier l'ambition autrichienne en Italie, aux dépens de qui que ce fût (n'importe), pour la détourner de l'Allemagne. Aujourd'hui qu'il n'y a plus de Maison d'Autriche, nous allons voir si la Prusse nous aimera davantage. Mille et mille considérations m'ont accoutumé à croire qu'une pensée noble, élevée, généreuse ne peut non plus naître à Berlin qu'un raisin muscat à Arkhangel : Votre Excellence l'a vu dans l'affaire du subside, etc.

Je suis entièrement de l'avis de Votre Excellence sur les lettres ; ce sont de pures conversations, et ceux qui les décachètent sont comme ceux qui écoutent aux portes. Dans la conversation la plus intime, tête à tête avec un ami, je ne dirai jamais rien de faux ni de mauvais,

car j'espère fermement n'être ni faux ni mauvais : mais si quelqu'un trouve du plaisir à entendre appeler les choses par leur nom, et qu'il vienne écouter à la porte, eh ! mon Dieu ! il est bien le maître. Je vous avoue cependant, Monsieur le Comte, que je ne serais pas extrêmement satisfait de voir mes lettres jetées à la rue, ou perdues dans un cabaret : or, c'est ce qui est arrivé à celle de Votre Excellence, et c'est ce qui m'a fort impatienté.

Au milieu des idées noires qui m'assiègent, je vois pourtant que les malheurs si bien mérités des Autrichiens, fourniront une facilité de plus pour indemniser notre digne Maître. Je ne développerai pas davantage cette idée, mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il n'y a pas une nation italienne qui ne reçût avec transport la Maison de Savoie, vu son antique et juste renommée. Le Lion de Saint-Marc deviendrait fou de joie, si on le faisait monter par ce cavalier.

Votre Excellence a su sans doute que le Conseil de l'Ordre militaire de Saint-Georges ayant prié Sa Majesté Impériale, à son retour, de vouloir bien agréer le grand Cordon de l'Ordre, l'Empereur a répondu qu'*il ne l'avait pas mérité encore, mais qu'il acceptait seulement la quatrième classe*, dont il porte en effet la croix à la boutonnière, comme un lieutenant qui aurait enlevé un corps de garde. Il est impossible de montrer plus d'esprit, de tact, et de véritable noblesse. *J'espère que cet officier fera ses pas.*

Toutes les fois que Votre Excellence se sentira pleine d'espérance, je la prie de m'en faire part : quoique pas-

sablement incrédule, je ne suis pas endurci et j'aime la foi. Je ne saurais trop la remercier des choses flatteuses qu'elle veut bien me dire au sujet de mon fils, et je la prie d'agréer de sa part, comme de la mienne, les nouvelles assurances, etc., etc.

FIN DU NEUVIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE NEUVIÈME VOLUME

		Pages
1	— A Monsieur ***.	1
2	— A M. le Comte Henri Costa de Beauregard	4
3	— A Mlle Thérèse de Maistre, sa sœur	6
4	— A la Même	8
5	— A M. le Comte Henri Costa de Beauregard	10
6	— Au Même.	14
7	— Au Même	17
8	— Au Même.	19
9	— A Mme de Constantin, sa sœur	21
10	— A M. le Comte Henri Costa de Beauregard	23
11	— Au Même.	25
12	— A Mme la Comtesse Henri Costa de Beauregard	30
13	— A la Même	31
14	— A la Même	34
15	— A la Même	38
16	— A la Même	41
17	— A la Même	44
18	— A la Même	46
19	— A M. le Baron Vignet des Etoles.	47
20	— A Mme la Comtesse Henri Costa de Beauregard.	51

Pages
21 — A la Même 54
22 — A la Même 55
23 — A M. le Baron Vignet des Etoles 57
24 — Au Même 60
25 — A M. le Comte Henri Costa de Beauregard . . 61
26 — Au Même 63
27 — A M. le Baron Vignet des Etoles. 66
28 — Au Même 69
29 — Au Même 73
30 — Au Même 76
31 — Au Même 78
32 — A M. le Comte Henri Costa de Beauregard . . 80
33 — A M. le Baron Vignet des Etoles. 84
34 — Au Même. 86
35 — Au Même 88
36 — Au Même 91
37 — † A Mlle Adèle de Maistre 92
38 — A la Même 94
39 — A la Même 95
40 — A Son Excellence Sir Thomas Jackson, Ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique près S. M. Sarde 97
41 — A M. le Comte Napione Coconato, de l'Académie nationale, à Turin 103
42 — A Mlle Constance de Maistre 106
43 — † A Mlle Adèle de Maistre 108
44 — A la Même 111
45 — A M. le Chevalier de Rossi, régent de la Secrétairerie d'Etat de S. M. le Roi de Sardaigne, à Rome 113
46 — Au Même 120
47 — † A Mlle Adèle de Maistre 122

Pages

48 — Mémoire à consulter sur l'état présent de l'Europe, avec quelques réflexions particulières sur l'Italie . . . . . , 125
49 — A M. le Chevalier de Rossi 156
50 — Au Même 167
51 — Au Même 173
52 — A Mme de Constantin, sa sœur 175
53 — A M. le Chevalier de Rossi 178
54 — Au Même 183
55 — Au Même 185
56 — Au Même 187
57 — Au Même 197
58 — † A Mlle Adèle de Maistre 199
59 — A M. le Chevalier de Rossi 203
60 — Au Même 208
61 — A S. M. Victor-Emmanuel Ier, Roi de Sardaigne. 210
62 — A M. le Chevalier de Rossi 213
63 — Au Même 215
64 — Au Même 219
65 — Au Même 221
66 — Au Même 223
67 — † A Mlle Adèle de Maistre 224
68 — A M. le Comte d'Avaray 229
69 — A M. le Chevalier de Rossi 233
70 — Au Même 245
71 — A M. le Comte d'Avaray, à Riga 261
72 — Au Même 264
73 — Au Roi Louis XVIII 267
74 — Au Roi Victor-Emmanuel 269
75 — Au Même 278
76 — Au Prince Czartoryski 281
77 — A M. le Comte d'Avaray 285

Pages
émoire à Son Excellence M. de Novosiltzof . 405
M. le Chevalier de Rossi 410
M. le Comte de Roburent, premier écuyer du Roi, à Gaëtta 412
u Roi Victor-Emmanuel 417
u Même 436
Mme la Marquise de Priero 442
M. le Comte de Rossi, Ministre de S. M. Sarde à Vienne 445
M. le Chevalier de Rossi 449
u Roi Victor-Emmanuel 457
Monseigneur de la Fare 463
Mme la Baronne de Pont 466
M. le Chevalier de Rossi. 468
u Même 471
émoire à Son Excellence M. le Prince Czartoryski 472
M. le Chevalier de Rossi 477
M. le Comte de Front 479
ı Roi Victor-Emmanuel 483
M. le Chevalier de Rossi 484
ı Roi Victor-Emmanuel 487
M. le Duc de Serra-Capriola 490
ı Roi Victor-Emmanuel, à Gaëtta 495
Son Excellence M. le Prince Czartoryski. . 499
M. le Comte de Front 501
Mme la Comtesse Trissino de Salvi, à Vicence 507
M. le Comte de Front 510

Lyon. — Impr. Vitte et Perrussel, rue Sala 58.

Pages
78 — A M. le Chevalier de Rossi 289
79 — † A Mlle Adèle de Maistre 301
80 — A la Même. 304
81 — Au Roi Victor-Emmanuel 306
82 — A M. le Chevalier de Rossi. 317
83 — Au Roi Victor-Emmanuel 319
84 — A M. le Chevalier de Maistre 330
85 — A M. le Comte de Front, Ministre de Sardaigne à Londres. 336
86 — Au Roi Victor-Emmanuel 342
87 — A M. le Chevalier de Rossi 348
88 — Au Roi Victor-Emmanuel 351
89 — A S. E. M. le Prince Czartoryski 353
90 — A Mme la Marquise de Priero 355
91 — A Monseigneur de la Fare, évêque de Nancy, à Vienne 357
92 — A Mme la Baronne de Pont, à Vienne. . . . 360
93 — A Madame ***. 365
94 — Au *Comte* Xavier de Maistre 367
95 — A Mme la Comtesse Trissino, née Ghillino . . 368
96 — A M. le Chevalier de Rossi. 372
97 — Au Roi Victor-Emmanuel 376
98 — A M. le Chevalier de Rossi. 379
99 — A Mme la Comtesse de Goltz. 383
100 — Au très honorable sir John Borlare Warren, Vice-amiral d'Angleterre, etc., etc. . . . 386
101 — A. M. le Comte de Front 390
102 — Mémoire 393
103 — A Monseigneur de la Fare. 394
104 — A Mme la Baronne de Pont, à Vienne . . . 398
105 — A Mme la Marquise de Priero 402
106 — A Son Excellence M. de Novosiltzof 404

Pages

107 — Mémoire à Son Excellence M. de Novosiltzof . 405
108 — A M. le Chevalier de Rossi 410
109 — A M. le Comte de Roburent, premier écuyer du Roi, à Gaëtta 412
110 — Au Roi Victor-Emmanuel 417
111 — Au Même 436
112 — A Mme la Marquise de Priero 442
113 — A M. le Comte de Rossi, Ministre de S. M. Sarde à Vienne 445
114 — A M. le Chevalier de Rossi 449
115 — Au Roi Victor-Emmanuel 457
116 — A Monseigneur de la Fare 463
117 — A Mme la Baronne de Pont 466
118 — A M. le Chevalier de Rossi. 468
119 — Au Même 471
120 — Mémoire à Son Excellence M. le Prince Czartoryski 472
121 — A M. le Chevalier de Rossi 477
122 — A M. le Comte de Front 479
123 — Au Roi Victor-Emmanuel 483
124 — A M. le Chevalier de Rossi 484
125 — Au Roi Victor-Emmanuel 487
126 — A M. le Duc de Serra-Capriola 490
127 — Au Roi Victor-Emmanuel, à Gaëtta 495
128 — A Son Excellence M. le Prince Czartoryski. . 499
129 — A M. le Comte de Front 501
130 — A Mme la Comtesse Trissino de Salvi, à Vicence 507
131 — A M. le Comte de Front 510

Lyon. — Impr. Vitte et Perrussel, rue Sala 58.

3 2044 004 532 982

A FINE IS INCURRED IF THIS BOOK
NOT RETURNED TO THE LIBRARY
OR BEFORE THE LAST DATE STAMP
BELOW.

#775897

JAN 16 1975 H